00100371

THE
ASIATIC SOCIETY OF BOMBAY
Town Hall, Bombay.

Digitized with financial assistance from the
Government of Maharashtra
on 25 June, 2016

OEUVRES

POSTHUMES

DE

FRÉDERIC II,

ROI DE PRUSSE.

100371

LIBRARY OF THE BOMBAY BRANCH OF THE ROYAL ASIATIC SOCIETY

TOME IV.

A BERLIN:

Et ſe trouve à LONDRES
CHEZ G. G. J. & J. ROBINSON.
1789.

00100371

TABLE DES MATIÈRES

CHAP. I.

De la Politique depuis 1763 jusqu'à 1775. Page 11

CHAP. II.

Des Finances. 100

CHAP. III.

Du Militaire. 125

CHAP. IV.

De ce qui s'est passé de plus important depuis 1774 jusqu'à 1778. 144

Mémoires de la guerre de 1778. Page 171

Correſpondance de l'Empereur & de l'Impératrice Reine avec le Roi, au ſujet de la ſucceſſion de la Bavière, & négociation de Braunau. 227

Conſidérations ſur l'état préſent du corps politique de l'Europe. 281

Eſſai ſur les formes de gouvernement, & ſur les devoirs des ſouverains. 321

MÉMOIRES

DEPUIS

LA PAIX DE HUBERTSBOURG 1763
JUSQU'A LA FIN DU PARTAGE
DE LA POLOGNE 1775.

AVANT-PROPOS.

J'AVOIS eu lieu de croire que les derniers ouvrages politiques & militaires que je donnerois à la poſtérité ſeroient ceux qui contiennent ce qui s'eſt paſſé en Europe depuis l'année 1756 juſqu'à l'année 1763, où la paix de Hubertſbourg fut concluе. Après tant de campagnes laborieuſes qui avoient uſé mon tempérament, mon âge avancé commençoit à me faire reſſentir les infirmités qui en étoient les ſuites néceſſaires, me laiſſoit entrevoir comme prochaine la fin de ma carrière, & me faiſoit augurer que les ſeuls ſervices que je pourrois encore rendre à l'Etat, ſeroient d'effacer par une adminiſtration ſage & active les maux infinis que la guerre avoit cauſés

dans toutes les provinces de la domination prussienne. On devoit se flatter, après les violentes secousses que l'Europe avoit éprouvées durant la dernière guerre, qu'à tant d'orages succéderoit un temps calme & serein. Les puissances prépondérantes étoient fatiguées des efforts prodigieux qu'elles avoient été obligées de faire. L'épuisement de leurs finances leur inspira des sentimens de modération qui bannirent ceux de l'animosité auxquels elles ne s'étoient que trop abandonnées. Lasses enfin de tant de travaux inutiles, elles ne désirèrent que l'affermissement de la tranquillité publique. Cette tranquillité étoit plus nécessaire encore à la Prusse qu'au reste de l'Europe, par ce qu'elle avoit porté presque seule tout le fardeau de la guerre. On ne peut se représenter cet Etat que sous l'image d'un homme criblé de blessures, affoibli par la perte de son sang, & près de succomber sous le poids de ses souffrances; il lui falloit du régime pour se remettre, des toniques pour lui rendre sa vigueur, & des baumes pour consolider ses plaies. Dans ces conjonctures le gouvernement n'avoit d'autre exemple à suivre que celui d'un sage médecin, qui à l'aide du temps & par des remèdes doux rétablit les forces d'un corps exténué. Ces considérations étoient si puissantes, que le gouverne-

ment intérieur de l'Etat abſorba toute mon attention. La nobleſſe étoit dans un état d'épuiſement, le petit peuple ruiné, nombre de villages avoient été brûlés, beaucoup de villes détruites, ſoit par des ſiéges, ſoit par des incendiaires apoſtés par l'ennemi; une anarchie complète avoit bouleverſé tout l'ordre de la police & du gouvernement; les finances étoient dans la plus grande confuſion; en un mot la déſolation étoit générale. Ajoutez à tant d'embarras, que les vieux conſeillers & miniſtres des finances étoient morts durant le cours de cette guerre, & qu'iſolé, pour ainſi dire, & manquant d'aides, je fus obligé de choiſir de nouveaux ſujets, & de les former en même temps aux emplois auxquels je les deſtinois. L'armée ne ſe trouvoit pas dans une meilleure ſituation que le reſte du pays; dix-ſept batailles avoient fait périr la fleur des officiers & des ſoldats; les régimens étoient délabrés, & compoſés en partie de déſerteurs, ou de priſonniers de l'ennemi. L'ordre avoit preſque diſparu, & la diſcipline étoit relâchée au point, que nos vieux corps d'infanterie ne valoient pas mieux qu'une nouvelle milice. Il fallut donc penſer à recruter les régimens, à y rétablir l'ordre & la diſcipline, ſurtout à ranimer les jeunes officiers par l'aiguillon de la gloire,

pour rendre à cette maſſe dégradée ſon ancienne énergie. Le tableau que préſentoit la politique n'étoit pas plus flatteur que ceux que nous venons d'expoſer. La conduite de l'Angleterre ſur la fin de la dernière guerre avoit rompu notre alliance avec elle; la paix ſéparée qu'elle fit avec la France, les négociations qu'elle entama en Ruſſie pour me brouiller avec l'Empereur Pierre III, les avances qu'elle avoit faites à la cour de Vienne pour lui ſacrifier mes intérêts, toutes ces infidélités ayant diſſous les liens qui m'avoient uni à la Grande Bretagne, me laiſſoient après la paix générale iſolé & ſans alliés en Europe. Cette ſituation critique ne fut pourtant pas de durée, & ſur la fin de l'année 1763 les affaires prirent une face plus favorable. La cour de Ruſſie avoit été comme étourdie par la révolution ſubite qui s'y étoit faite; il lui falloit du temps pour reprendre ſes eſprits. A peine la nouvelle Impératrice eut-elle aſſuré l'intérieur de ſon gouvernement, qu'elle porta ſes vues plus loin; elle ſe rapprocha de la Pruſſe: d'abord ce ne furent que des explications; bientôt le beſoin mutuel de s'unir ne parut plus problématique. Dans le temps que cette négociation commençoit à s'échauffer, mourut Auguſte III, Roi de Pologne, & cet événement inattendu fut ſuffiſant

pour accélérer la conclusion d'une alliance défensive entre la Russie & la Prusse. L'Impératrice voulut disposer à son choix de ce trône vacant; la Prusse étoit l'alliée qui pour cette fin lui convenoit le mieux; aussi bientôt après Stanislas Poniatowsky fut-il élu Roi de Pologne. Cette élection n'auroit point eu de suites fâcheuses, si l'Impératrice s'en étoit tenue là; mais elle exigea de plus que la république accordât des priviléges considérables aux dissidens. Ces prétentions nouvelles soulevèrent toute la Pologne; les grands du royaume implorèrent le secours des Turcs; bientôt la guerre s'alluma, & les armées russes n'eurent qu'à se montrer pour vaincre les musulmans dans toutes les rencontres. Cette guerre changea tout le système politique de l'Europe; une nouvelle carrière venant à s'ouvrir, il falloit être sans adresse, ou enseveli dans un engourdissement stupide, pour ne point profiter d'une occasion aussi avantageuse. J'avois lu la belle allégorie du Boyardo; je saisis donc aux cheveux l'occasion qui se présentoit, & à force de négocier, je parvins à indemniser notre monarchie de ses pertes passées, en incorporant la Prusse polonoise dans mes anciennes provinces. Cette acquisition étoit une des plus importantes que nous pussions faire, parce qu'elle joignoit la

Poméranie à la Pruſſe orientale, & qu'en nous rendant maîtres de la Viſtule, nous gagnions le double avantage de pouvoir défendre ce royaume, & de tirer des péages conſidérables de la Viſtule, tout le commerce de la Pologne ſe faiſant par cette rivière. Cette acquiſition de la Pomérellie, qui fait époque dans les annales de la Pruſſe, m'a paru aſſez remarquable pour qu'on dût en tranſmettre les détails à la poſterité, d'autant plus que j'ai été témoin & acteur dans cet événement. Les négociations dont je fais l'expoſé dans cet ouvrage, ſe trouvent toutes en original dans le dépôt des archives des affaires étrangères. J'ai diviſé ces mémoires en trois chapitres; le premier traite des négociations & des affaires de la politique depuis la paix de Hubertſbourg juſqu'à la pacification de la Pologne; le ſecond embraſſe les affaires de finances, les nouvelles branches de commerce qui ont été établies, les défrichemens faits dans différentes provinces, les produits de la Pruſſe occidentale, & les améliorations dont elle eſt ſuſceptible; le troiſième contient tous les objets qui ont rapport à l'armée, ſon rétabliſſement, ſon augmentation, le nombre des nouveaux corps levés depuis l'acquiſition de la Pomérellie, l'état des troupes fixé en temps de paix à 186,000 hommes, l'artillerie, tous les

arrangemens néceſſaires pour mouvoir cette maſſe. Je dois en même temps avertir le lecteur, qu'ayant ſenti quelque répugnance à parler toujours de moi-même durant une longue narration, j'ai préféré à cet égoïſme révoltant le parti de parler des faits en tierce perſonne. Je me borne donc ſimplement à l'office d'un hiſtorien qui veut décrire avec vérité & avec clarté les choſes qui ſe ſont paſſées de ſon temps, ſans exagérer ni falſifier les moindres circonſtances. Je n'ai jamais trompé perſonne durant ma vie, encore moins tromperai-je la poſtérité.

De la Politique depuis 1763 jusqu'à 1775.

POUR nous faire une juſte idée de la ſituation politique de l'Europe après la paix de Hubertſbourg, il faut ſe rappeler que toutes les puiſſances étoient preſque également épuiſées. La France avoit fait la paix avec l'Angleterre, faute de fonds ſuffiſans pour la campagne de l'année 1763. L'Impératrice Reine n'auroit pas fait non plus la paix de Hubertſbourg, ſi les reſſources pécuniaires ne lui euſſent totalement manqué. Le Roi de Pruſſe étoit le ſeul qui eût encore de l'argent comptant, parce qu'il avoit eu la prudence d'avoir toujours une année d'avance dans ſes coffres. Cependant ce manque de numéraire influoit dans les vues politiques, & chaque puiſſance déſiroit le maintien de la tranquillité pu-

blique, pour avoir le temps de regagner des forces. C'eſt probablement une des cauſes qui contribuèrent le plus à maintenir le traité que l'Empereur, la France & l'Eſpagne avoient conclu à Verſailles ; la maiſon d'Autriche en retiroit ſans doute le plus grand avantage, parce qu'étant aſſurée de la France, elle n'avoit rien à craindre ni pour la Flandre ni pour l'Italie, & qu'ainſi elle étoit maîtreſſe d'employer toutes ſes forces contre la Pruſſe, ſi le beſoin le requéroit. D'autre part la France n'ayant rien à redouter de la maiſon d'Autriche, voyoit ſes frontières à l'abri de toute inſulte ; & comme on n'entrevoyoit point la poſſibilité d'une guerre de terre ferme, elle pouvoit donner toute ſon attention à rendre formidable ſa flotte, qui jointe un jour à celle de l'Eſpagne devoit en impoſer à la marine angloiſe. Ces vues de prévoyance étoient fondées ſur de bonnes raiſons ; on avoit précipité la concluſion de la paix d'Aix-la-Chapelle ; bien des points qui devoient être clairement énoncés, n'étoient qu'effleurés, comme celui de la pêche accordée aux François ſur les bancs de Terre neuve, la rançon de la Manille que l'Angleterre demandoit à l'Eſpagne, & autres choſes, à la vérité de peu d'importance, mais qui ſuffiſent & fourniſſent des prétextes à des têtes inquiètes qui veulent embrouiller les affaires. Ces raiſons de convenance réciproque n'étoient pas les ſeules qui uniſſoient les deux maiſons de Bourbon à la maiſon de Habſpourg renouvelée ; le caractère & la façon de penſer des Miniſtres qui gouvernoient à Vienne & à

Verſailles n'y contribuoit pas moins: le Prince Kaunitz, d'un caractère haut & impérieux, envisageoit le traité de Verſailles comme le chef-d'œuvre de ſa politique; il s'applaudiſſoit d'avoir déſarmé les anciens ennemis de la maiſon d'Autriche, & de les avoir engagés aſſez avant pour ſervir l'Empereur contre le Roi de Pruſſe: le Duc de Choiſeul étoit né Lorrain; ſon père, le Comte de Stainville, avoit été Ambaſſadeur de la cour de Vienne à Paris, de ſorte que Mr de Choiſeul ſe croyant encore vaſſal de l'Empereur, étoit intérieurement plus attaché à l'Autriche qu'à la France. Il n'eſt donc pas étonnant que la prévention de ces deux premiers Miniſtres pour cette alliance la maintînt, & qu'elle continue à durer tant que ſes promoteurs conſerveront leur crédit ſur l'eſprit de leurs maîtres. Si d'un autre côté nous tournons nos regards vers la Pruſſe, nous la trouvons comme iſolée & ſans alliance aucune; en voici la raiſon. Lorſque le Sr Pitt quitta le miniſtère, ſa place fut donnée à l'Ecoſſois Bute; ce miniſtre Anglois rompit toutes les liaiſons qui ſubſiſtoient entre nos deux cours; l'Angleterre, comme nous l'avons rapporté, ayant fait ſa paix avec la France, lui avoit ſacrifié les intérêts de la Pruſſe, & avoit offert la conquête de la Siléſie à la maiſon d'Autriche, pour renouveler à la faveur de ce ſervice les anciennes liaiſons de la cour impériale avec celle d'Angleterre; & comme ſi ce n'en étoit pas aſſez de tous ces procédés, le Sr Bute avoit mis tout en œuvre à Péterſbourg pour brouiller le Roi

aveo l'Empereur Pierre III; en quoi cependant il ne put réussir. Tant de mauvaise foi avoit rompu tous les liens formés entre la Prusse & l'Angleterre; à cette alliance que l'intérêt réciproque avoit produite, succéda l'inimitié la plus vive & la haine la plus violente, de sorte que le Roi demeura seul sur le champ de bataille, sans à la vérité que personne l'attaquât, mais aussi sans que personne se présentât pour le défendre. Cette situation, soutenable tant qu'elle étoit passagère, ne devoit pas durer; aussi changea-t-elle bientôt. Vers la fin de 1763 l'on commença de négocier en Russie, pour conclure avec cette puissance une alliance défensive; il n'y avoit alors à Péterstbourg que le Comte Panin qui fût favorable à la Prusse; l'ancien ennemi du Roi, le Chancelier Bestuchew, ce promoteur de toutes les brouilleries qu'il y eut entre les deux cours, s'opposoit sourdement à la négociation, & il étoit soutenu auprès de l'Impératrice par le Comte Orlow. Les cours de Vienne & de Dresde intriguèrent sous main autant qu'elles purent pour traverser le Comte de Solms. Les Autrichiens représentoient à l'Impératrice de Russie que leur puissance étoit la seule dont l'alliance pût être avantageuse aux Russes, parce que la cour de Vienne étoit l'unique qui pût les assister contre les Turcs, leur commun ennemi. Les Saxons avoient d'autres raisons pour faire manquer les négociations du Comte Solms; ils sollicitoient l'appui & la protection de l'Impératrice, afin de se frayer le chemin à la succession du

trône de Pologne, au cas qu'Auguſte III vînt à décéder. Les Saxons, gouvernés par le Comte de Bruhl, de tout temps ennemi des Pruſſiens, étoient d'ailleurs diſpoſés à joindre leurs intrigues à celles de toute autre puiſſance, pour contrecarrer ou diminuer toutes les choſes qui pouvoient donner au Roi de l'influence dans les affaires de l'Europe. Il falloit un événement inattendu pour terminer cette criſe; il arriva à point nommé; Auguſte III, Roi de Pologne, mourut à Dreſde le 4 Octobre de la même année. Son fils, l'Electeur de Saxe, ſuivit de près ſon père au tombeau; le petit-fils d'Auguſte, qui devint alors Electeur, n'avoit pas encore atteint l'âge de majorité. Ces deux morts ſi promptes, & ce jeune Prince en tutelle, changèrent ſubitement la face des affaires; depuis, les intrigues & les cabales des François, des Saxons & des Autrichiens ne purent rien effectuer à Péterſbourg. Le Comte Panin gagna le deſſus & devint premier Miniſtre; & par une ſuite de l'aſcendant qu'il avoit ſur l'eſprit de l'Impératrice, il lui perſuada de placer un Piaſte ſur le trône de Pologne; pour aller au plus ſûr, Catherine communiqua ſes projets au Roi de Pruſſe. Ce prince promit de les appuyer, & ſans attendre la ſignature du traité qu'il négocioit à Péterſbourg, ſon miniſtre à Varſovie fut chargé d'aſſiſter celui de la Ruſſie qui ſe trouvoit dans cette capitale, & de faire au ſujet de l'élection future les inſinuations les plus fortes & les plus nerveuſes tant au Primat qu'aux plus grands ſeigneurs de la Pologne. Cette

démarche bien calculée décida enfin l'irrésolution de la cour de Péterſbourg; les miniſtres de Ruſſie marquèrent à leur ſouveraine combien l'aſſiſtance du Roi de Pruſſe avoit facilité leurs négociations; ce qui acheva de déterminer cette princeſſe à conclure l'alliance que le Roi lui avoit propoſé. Au mois de Janvier 1764 le contreprojet fut envoyé de Berlin au Comte de Solms, & après que quelques difficultés eurent été levées touchant le concours & l'aſſiſtance que l'Impératrice exigeoit du Roi, ce traité important fut ſigné dans le courant du mois de Mars.

Pour ne pas être trop long, je me contenterai d'en rapporter en peu de mots la ſubſtance. Le traité étoit limité, & ne devoit durer que huit années; on y ſtipuloit la garantie mutuelle pour les poſſeſſions des deux puiſſances contractantes; on ne devoit faire ni trève ni paix ſans un conſentement mutuel; on ſe promettoit réciproquement l'aſſiſtance d'un corps de 10,000 hommes d'infanterie & de 2,000 chevaux; par un article ſecret on avoit ſtipulé qu'on évalueroit ce ſecours, au cas que le Roi fût attaqué vers le Rhin, ou l'Impératrice vers la Crimée, à une ſomme annuelle de 400,000 roubles ou 480,000 écus de notre monnoie. Quant à la Pologne, on s'engageoit à s'oppoſer à ce que ce royaume devînt héréditaire, & à ne pas ſouffrir les entrepriſes de ceux qui tenteroient, en changeant la forme du gouvernement, d'y introduire le pouvoir monarchique. On promettoit de plus de protéger

les

les diffidens contre l'oppreffion de l'églife dominante. Enfin, par une convention fecrète, fignée le même jour, on s'engagea de faire en forte que l'élection tombât fur un Piafte, & ce Piafte fut Staniflas Poniatowfky, Stolnic de Lithuanie, dès long-temps connu de l'Impératrice de Ruffie, & dont la perfonne lui étoit agréable. Bientôt dix mille Ruffes s'approchèrent de Varfovie, tandis que fur les frontières de la Pologne les troupes Pruffiennes faifoient des démonftrations qui pouvoient convaincre ces républicains, ainfi que les puiffances étrangères, que ceux qui voudroient s'ingérer dans cette élection contre la volonté de la Ruffie & de la Pruffe, trouveroient à qui parler, & feroient bien d'y penfer plus d'une fois. Le temps approchoit où devoit s'affembler la diète d'élection; il étoit de la dignité des deux cours d'y envoyer un Miniftre titré & du premier ordre; le Roi deftina cette ambaffade au Prince de Carolath Shœnaich, qui fe rendit auffitôt à Varfovie. L'on changea la forme de la diète: * elle fut affemblée fous le nom de Confédération, afin d'annuller le *Liberum veto*, ou le *Nie Pos vallum* du parti contraire, & afin que la pluralité des voix fût fuffifante pour donner la fanction aux réfolutions qu'on feroit prendre aux députés des palatinats. A cette diète en fuccéda une autre au mois d'Août, qui prit également la forme d'une confédération; ce fut celle qui par les fortes recommandations & l'appui des Am-

* Mai.

baſſadeurs ruſſe & pruſſien élut unanimement le 7 Septembre Staniſlas Poniatowſky Roi de Pologne; & ce prince fut reconnu pour tel par toutes les puiſſances de l'Europe.

Il fallut encore une troiſième diète pour le couronnement. Les Czartorinſky, oncles du nouveau Roi, ſe prévalurent de la confédération qui ſubſiſtoit encore, pour abolir entièrement le *Liberum veto*; ce qui les auroit rendus les maîtres abſolus des délibérations de cette république. Le Roi de Pruſſe craignit que ces mouvemens ne tiraſſent à conſéquence, en introduiſant un changement conſidérable dans le gouvernement d'une république auſſi voiſine de ſes Etats que la Pologne; il en avertit la cour de Péterſbourg, qui entra dans ſes vues; toutefois on laiſſa ſubſiſter la forme de la confédération juſqu'à la prochaine diète.

1765.—Ce ne furent enſuite que négociations infructueuſes pour l'abolition d'une douane générale que la diète de convocation avoit ſubſtituée à la douane de la nobleſſe; ce nouvel établiſſement étant contraire au traité antécédent de Wélau, autoriſoit le Roi à uſer de repréſailles envers la république. Le Sr de Goltz fut envoyé à Varſovie, pour concilier ce différent; on s'en remit à l'arbitrage de l'Impératrice de Ruſſie, & les nouvelles douanes furent abolies de part & d'autre.

La cour de Péterſbourg, mécontente de la conduite du Roi de Pologne, & encore plus de la conduite des Czartorinſky ſes oncles, qui le gouver-

noient, envoya à Varsovie le Sr de Saldern, pour les observer, & pour leur faire les remontrances convenables, afin qu'ils missent plus de modération & de sagesse dans leurs procédés. De Varsovie ce négociateur passa par Berlin, chargé de vastes projets; le Comte Panin les avoit formés, & son goût le portoit à l'ostentation & à l'éclat. Le Sr de Saldern, qui n'avoit ni manières, ni souplesse dans l'esprit, prit le ton d'un dictateur romain, pour obliger le Roi à consentir à l'accession de l'Angleterre, de la Suède, du Danemarck & de la Saxe au traité de Péterfbourg. Ce projet étant entièrement contraire aux intérêts de la Prusse, le Roi n'y pouvoit donner les mains. Comment en effet prétendre que le Roi prît des arrangemens avec l'Angleterre, après tout ce qu'il avoit éprouvé de sa part? L'assistance de la Suède, du Danemarck & de la Saxe étoit nulle, parce qu'on ne pouvoit les faire agir qu'en leur payant de gros subsides; & de plus, étant unies avec la Russie, elles pouvoient trop partager l'influence que le Roi espéroit de gagner dans ce pays-là. Il valoit donc mieux les en éloigner à temps, d'autant plus qu'il ne faut pas multiplier les êtres sans nécessité. Toutes ces raisons portèrent le Roi à décliner les propositions du Sr de Saldern. Ce Ministre prit feu, se croyant le préteur Popilius, & prenant S. M. pour Antiochus, Roi de Syrie; il voulut prescrire des lois à un souverain; le Roi, qui ne se croyoit pas du tout Antiochus, congédia le Ministre avec tout le sang froid possible, en l'as-

furant qu'il feroit toujours l'ami des Ruffes, mais qu'il ne feroit jamais leur efclave. Mr de Saldern, mécontent d'avoir trouvé un prince fi peu foumis à fes commandemens, fe rendit de Berlin à Coppenhague, où étalant tout à fon aife fon defpotifme, & fes prétentions illimitées, il fubjugua tellement l'efprit du Roi de Danemarck, qu'il chaffa les miniftres & les généraux qui lui déplaifoient, & les remplaça par fes créatures; après quoi il conclut un traité éventuel d'échange du duché de Holftein Gottorp, qui revenoit au Danemarck pour les comtés d'Oldenbourg & de Delmenhorft, que les princes de Holftein recevoient à la place de ce qu'ils perdoient.

Sur la fin de cette année on affembla encore une diète en Pologne. L'Impératrice de Ruffie s'étoit déclarée la protectrice des diffidens, dont un certain nombre étoit Grec; elle demanda qu'on leur accordât le libre exercice de leur religion, & qu'ils puffent pofféder des charges tout comme leurs compatriotes. Cette propofition fut la femence de tous les troubles & des guerres qui s'enfuivirent. L'Envoyé de Pruffe préfenta un mémoire à la diète, pour lui infinuer que fon maître ne pouvoit voir d'un œil indifférent l'abolition du *Liberum veto*, l'établiffement des nouveaux impôts, & l'augmentation des troupes de la couronne; & la république eut égard à cette repréfentation. Elle n'eut pas la même complaifance pour les priviléges qu'on avoit demandés en faveur des diffidens; bien loin d'y déférer, la diète con-

firma par une eſpèce d'enthouſiaſme fanatique les conſtitutions dont les diſſidens avoient le plus à ſe plaindre. Tout ce que la cour de Ruſſie put obtenir de plus favorable fut de diſſoudre cette diète & la confédération qui l'avoit formée *. L'Impératrice, piquée au vif de la groſſièreté inſolente dont les Polonois uſoient envers elle, prit la réſolution de ſoutenir la cauſe des diſſidens à force ouverte; tout de ſuite elle invita le Roi à co-opérer pour ſa part aux meſures qu'elle vouloit prendre; à quoi ce prince étoit déjà engagé en vertu de ſon traité d'alliance.

Pendant toutes ces agitations de la Pologne ſe conclut le mariage du Prince de Pruſſe avec la Princeſſe Eliſabeth, quatrième fille du Duc de Bronſwic. La ſucceſſion ne rouloit que ſur quatre têtes, le Prince de Pruſſe, le Prince Henri, qui fut enlevé par la petite vérole peu de temps après, le Prince Henri, frère du Roi, & le Prince Ferdinand, qui n'avoit alors aucun ſucceſſeur mâle.

1767.—Mais revenons à la Pologne dont nous nous ſommes écartés. Le deſpotiſme avec lequel la cour de Péterſbourg agiſſoit dans cette république, révoltoit les Sarmates ainſi qu'une partie de l'Europe contre la Ruſſie. La cour de Vienne avoit peine à cacher ſa jalouſie & ſon mécontentement. La France, qui conſervoit encore des reſtes de cet eſprit de grandeur qui s'étoit tant manifeſté du temps de Louis XIV, ne pouvoit digérer qu'il arrivât un

* 1766.

grand événement en Europe ſans qu'elle y eût aucune part. Le Duc de Choiſeul, qui jouiſſoit de la puiſſance royale ſans en avoir le titre, étoit l'homme le plus inquiet & le moins endurant qui fût jamais né en France; il enviſageoit l'élection d'un Roi de Pologne ſans le concours de ſon maître comme une avanie faite au royaume; pour venger cet affront idéal, il auroit inceſſamment engagé la France dans une nouvelle guerre, s'il n'avoit été retenu par l'épuiſement des finances & par l'éloignement de Louis XV pour de pareilles entrepriſes. Il ſe dédommageoit de l'impuiſſance d'agir dans laquelle il étoit, en chicanant les Ruſſes dans toutes les occaſions; ainſi, pour refuſer à l'Impératrice le titre de Majeſté impériale, il eut recours à l'Académie françoiſe, qui fut obligée de décider que cette expreſſion n'étoit pas françoiſe; ce ſont-là de petites vengeances, indignes de grands cœurs; auſſi ne rapporterois-je point ces miſères, ſi elles ne peignoient le caractère des hommes.

Dès l'année 1765 l'Empereur François I étoit décédé à Inſpruck. Son fils Joſeph, qui avoit été couronné Roi des Romains, lui ſuccéda ſans obſtacle. Ce jeune prince fit une tournée en Bohème & en Saxe, pour examiner les terrains qui avoient ſervi de théâtre à la dernière guerre. Comme il devoit paſſer par Torgau, le Roi lui fit propoſer une entrevue, à laquelle l'Impératrice ſa mère & le Prince Kaunitz s'opposèrent. L'Empereur reſſentit quelque chagrin de ce refus, & fit inſinuer au Roi

de Prusse qu'il trouveroit bien moyen de réparer la grossièreté que ses pédagogues lui faisoient commettre.

Cependant le mécontentement des Polonois devenoit presque général; toute la nation jetoit les hauts cris; à les en croire, c'étoit la religion catholique que les Russes vouloient détruire, & tout prince né dans le sein de l'église apostolique & romaine étoit obligé en conscience de les assister. Ces clameurs, souvent répétées, commençoient à faire impression sur la cour de Vienne. L'humeur qu'avoit prise l'Impératrice occasionna quelque mouvement des troupes dans les provinces autrichiennes; on commençoit à travailler à des arrangemens militaires, non pas tels qu'ils sont nécessaires pour entrer incessamment en campagne, mais de la nature de ceux qui servent à l'achéminement d'un grand dessein qu'on médite; le bruit de cet armement qui se répandit promptement partout, causa quelques alarmes à la cour de Péterſbourg; & les inquiétudes où se trouvoit l'Impératrice de Russie, donnèrent lieu à une convention secrète entre cette puissance & la Prusse, qui fut promptement conclue. * Elle portoit en substance, que l'Impératrice feroit entrer un corps de troupes en Pologne, pour soutenir le parti des dissidens, & que pour éviter de donner de nouveaux ombrages à la cour de Vienne, le Roi se borneroit à appuyer les entreprises des Russes par des

* 23 Avril.

déclarations vigoureuſes & capables d'intimider les mécontens ; on ſtipula toutefois que ſi la cour de Vienne faiſoit entrer des troupes en Pologne pour agir hoſtilement contre les Ruſſes, en ce cas S. M. ſe déclareroit & agiroit ouvertement contre les Autrichiens, en faiſant même une puiſſante diverſion dans leurs Etats ; & de plus, qu'en conſidération de cette guerre que le Roi auroit à ſoutenir uniquement pour les intérêts de la Ruſſie, l'Impératrice aſſiſteroit ce prince par un corps de ſes troupes, & lui procureroit un dédommagement convenable après la concluſion de la paix. Les liaiſons qui de jour en jour devenoient plus intimes entre le Roi & la Ruſſie en imposèrent à la cour de Vienne, & parce que les hazards auxquels elle s'expoſeroit, étoient plus conſidérables que les avantages qu'elle pouvoit ſe procurer, elle prit le parti de demeurer tranquille ſpectatrice des événemens.

Cette même année le mariage de la Princeſſe Wilhelmine, nièce du Roi, fut conclu avec le Prince d'Orange ; cela ne pouvoit influer en rien dans la politique, & ce mariage ſe bornoit à procurer un établiſſement honnête à une Princeſſe de la maiſon.

Mais retournons aux affaires de la Pologne. En ſuivant les inſtigations de la Ruſſie les diſſidens formèrent une confédération, protégée par les troupes ruſſes qui venoient d'entrer dans ce royaume. En même temps le miniſtre pruſſien, réſident à Varſovie, y déclara que le Roi regardoit le rétabliſſement des diſſidens comme une clauſe du traité d'Oliva & de

ſon alliânce avec l'Impératrice de Ruſſie, & qu'il prioit la république d'avoir égard à leurs griefs. Le Roi de Pologne donna audience aux députés de ces diſſidens; ce qui produiſit un *ſenatus-conſilium*, * lequel convoqua une diète extraordinaire. Cette diète s'aſſembla ſous les auſpices des troupes ruſſes qui entouroient Varſovie. Le Prince Repnin, Ambaſſadeur de Catherine, n'employa que des moyens violens pour ſubjuguer la diète; il fit enlever l'Evêque de Cracovie, celui de Kiovie, & le petit Général de la couronne Rezewuſky, tous ennemis déclarés des diſſidens, leſquels furent envoyés en exil au delà de Moſcau vers la Sibérie; les autres nonces furent obligés de limiter la durée de la diète au 1 de Février 1767, & l'on nomma des commiſſaires de pouvoirs pour conclure les affaires définitivement au nom de la république. † Le miniſtre de Ruſſie, celui de Pruſſe & ceux des cours proteſtantes, ainſi que les maréchaux des diſſidens aſſiſtèrent aux ſéances de cette commiſſion; là ſe ſigna un acte en vertu duquel les diſſidens furent rétablis dans tous leurs droits. Peu de temps après on procéda à la ſignature des lois cardinales du royaume, par leſquelles le pouvoir des premières charges de la république fut limité, nommément de celle du grand général; la diète fut obligée de confirmer ces lois nouvelles, après quoi elle ſe ſépara.

Tant d'actes de ſouveraineté qu'une puiſſance

* 5 Octobre. † 1768.

étrangère exerçoit dans cette république, soulevèrent à la fin tous les esprits; la fierté du Prince Repnin ne les radoucissoit pas; ceux qui occupoient les premières charges, le cœur ulcéré de la diminution de leur pouvoir, ne pouvoient digérer des changemens aussi préjudiciables à leur autorité qu'avilissans. Les évêques dont la moitié du diocèse étoit composée de dissidens, & qui se flattoient d'augmenter leurs dixmes par leur conversion, voyoient par ces nouvelles lois leurs espérances anéanties; ils se lièrent d'intérêt, & prévoyant que le peuple ne s'enflammeroit pas pour quelques torts dont ils se plaignoient, ils résolurent d'employer le fanatisme pour exciter ces ames stupides à la défense de leurs pontifes. Les évêques & les magnats, qu'un mécontentement égal réunissoit, répandirent dans le public que la Russie d'accord avec le Roi de Pologne vouloit abolir la religion catholique apostolique & romaine; que tout étoit perdu si l'on ne prenoit les armes, & que s'il se trouvoit encore des catholiques zélés & fervens, ils devoient tous accourir pour défendre & pour sauver leurs autels. Le peuple, vexé dans différentes contrées où les troupes russes étoient distribuées, avoit déjà commencé à s'impatienter, & à diverses reprises il avoit manifesté son mécontentement. Cette masse imbécille, & faite pour être menée par ceux qui se donnent la peine de la tromper, se laissa facilement séduire par les prêtres; la cause de la religion fut le signal, & le mot de

ralliement; le fanatiſme s'empara de tous les eſprits, & les grands profitèrent de l'enthouſiaſme de leur ſerfs, pour ſecouer un joug qui commençoit à leur devenir inſupportable. Déjà s'échappoient des étincelles de ce feu qui couvoit encore ſous la cendre; peut-être que la prépondérance des cours alliées l'auroit étouffé, ſi la France, qui par jalouſie vouloit diviſer & troubler le Nord à force d'exciter ce feu, n'eût cauſé l'embraſement général qui s'enſuivit. Le Duc de Choiſeul étoit dévoré d'ambition, & vouloit donner de l'éclat à ſon miniſtère; trop prévenu d'un ſoi-diſant teſtament du Cardinal de Richelieu, il avoit toujours préſente à l'eſprit la promeſſe du Cardinal à Louis XIII, qu'il feroit reſpecter ſa monarchie à l'Europe entière; & lui ſe propoſoit de faire reſpecter Louis XV. Mais les temps & la ſituation des affaires étoient en tout diſſemblables. Premièrement la France n'étoit point du temps du Cardinal accablée de dettes: en ſecond lieu depuis le 17me ſiècle l'Europe avoit tout à fait changé; la Ruſſie, à laquelle nous voyons jouer un ſi grand rôle maintenant, étoit inconnue; la Pruſſe & le Brandebourg étoient ſans énergie; la Suède brilloit & à préſent elle eſt éclipſée: & d'ailleurs quels projets peut former un miniſtre, quand les moyens de les exécuter lui manquent, & que la crainte d'une banqueroute générale l'obligent à ſe borner aux intrigues, & à écarter toutes les entrepriſes hardies qui pourroient le tirer de ſon inaction? Ces obſtacles qu'on ne pouvoit lever, ſans calmer l'inquiétude de

Mr de Choiſeul reſſerroient ſon génie; & ne pouvant mettre en action les grands reſſorts de la politique, il ſe contentoit de tracaſſer. Outre la jalouſie que donnoit à la France l'élection d'un Roi de Pologne à laquelle elle n'avoit aucune part, à Verſailles on ne pouvoit pardonner à l'Impératrice de Ruſſie d'avoir abandonné la grande alliance, & d'avoir fait une paix ſéparée avec le Roi de Pruſſe. Mr de Choiſeul, pour s'en venger, excita contre Catherine les Polonois & les Turcs; il vouloit qu'en même temps les Suédois fiſſent une diverſion en Finlande & dans l'Eſtonie, & il eſpéroit par ces différens moyens d'allumer une guerre contre la Ruſſie, dont il lui ſeroit difficile de ſortir avec avantage. Dès-lors les émiſſaires françois ſe répandirent partout; les uns encourageoient les Polonois à défendre leur liberté; les autres couroient à Conſtantinople exciter la Porte à ne pas voir avec des yeux indifférens le deſpotiſme qu'une puiſſance voiſine exerçoit en Pologne; d'autres ſe rendoient à Stockholm, pour cabaler à la diète, pour changer la forme du gouvernement, & rendre le Roi ſouverain, afin qu'en faveur des Turcs & des Polonois il fît une diverſion contre les Ruſſes. Mr de Choiſeul, non content de tant d'intrigues, vouloit encore détacher le Roi de Pruſſe d'une puiſſance qu'il eſpéroit d'écraſer d'autant plus facilement; mais il n'y réuſſit pas; & il échoua également en Suède, où à la diète le parti ruſſe l'emporta ſur celui de la France. Mais il en fut autrement en Pologne, ainſi qu'en Turquie. Dès

le mois de Mars il se forma dans la ville de Bar en Pologne une confédération contre la Russie ; le Comte Kraszinsky en fut élu Maréchal. Cette confédération en produisit plusieurs autres ; les confédérés signalèrent le premier acte de leur soulevement, en annullant toutes les nouvelles lois ; mais loin de se borner à ce premier essai de leur force, enivrés d'espérances & dans le délire des passions, ils n'aspiroient pas à moins qu'à détrôner le Roi, & n'attendoient que l'occasion pour exécuter leur dessein. Le Roi de Pologne en fut instruit ; alarmé du danger qui le menaçoit, il assembla un *senatus-consilium*, où l'on convint qu'on réclameroit l'assistance de la Russie, pour protéger Poniatowsky qu'elle avoit placé sur le trône ; ce fut le signal des hostilités ; les Russes, qui n'avoient pas 10 mille hommes dans ce royaume, battirent cependant tous les confédérés qui leur résistoient ; mais comme ils n'étoient pas assez nombreux pour les détruire, cet essaim de guêpes dispersé d'un côté reparoissoit aussitôt d'un autre. Dans une de ces rencontres qu'il y eut en Podolie, les Russes, sans le savoir, poursuivirent les confédérés jusques sur le territoire des Turcs ; la petite ville de Balta, où les Polonois s'étoient sauvés, fut brûlée. Cette violation de territoire fut le prétexte dont les Turcs se servirent pour déclarer la guerre à la Russie *.

Aussitôt les Turcs firent prendre & transporter

* Octobre.

aux Sept Tours le Sr Obreſkow, Miniſtre de l'Impératrice de Ruſſie à Conſtantinople. Ces gens ne ſavoient faire ni la paix ni la guerre; ils précipitèrent maladroitement cette déclaration; c'étoit plutôt un avertiſſement qu'ils donnoient aux Ruſſes de ſe préparer pendant l'hiver à réſiſter aux forces ottomannes qui les attaqueroient le printemps d'après. Si cette déclaration avoit été remiſe à l'année ſuivante *, la foudre ſeroit tombée au même inſtant où l'on auroit entendu gronder le tonnerre, & les Ruſſes auroient été pris au dépourvu, puiſqu'il leur falloit ſix grands mois pour ſe préparer à la guerre, & raſſembler une armée aſſez formidable, pourvue de tout ce qui lui étoit néceſſaire pour s'oppoſer avec vigueur aux entrepriſes des ennemis.

Les troubles qui ſe manifeſtoient alors, causèrent de grands embarras à la cour de Berlin. Le Roi étoit à peine ſorti d'une guerre auſſi longue que ruineuſe: ſes provinces pouvoient ſe rétablir à l'ombre d'une paix durable; mais il falloit du temps pour conſolider les anciennes plaies: l'armée étoit recrutée, on commençoit à la diſcipliner; mais elle n'étoit pas encore parvenue à un état de maturité qui pût inſpirer une entière confiance dans ſes opérations. D'autre part la guerre déclarée entre la Porte & la Ruſſie mettoit le Roi dans l'obligation de remplir ſes engagemens envers l'Impératrice: il falloit payer les ſubſides ſtipulés par l'alliance, qui

* 1769.

montoient, comme nous l'avons dit, annuellement à 480,000 écus.

Pendant qu'on négocioit à Berlin, les Ruſſes & les Turcs en étoient déjà aux mains. Les armées ruſſes, ſous le commandement du Prince Gallizin, avoient battu les Ottomans auprès de Choczim, & la priſe de cette ville fut ſuivie de la conquête de la Moldavie. Les généraux de Catherine ignoroient la caſtrométrie & la tactique, ceux du Sultan avoient encore moins de connoiſſances ; de ſorte que pour ſe faire une juſte idée de cette guerre, il faut ſe repréſenter des borgnes, qui après avoir bien battu des aveugles, gagnent ſur eux un aſcendant complet. Des progrès auſſi rapides alarmoient également les alliés des Ruſſes, & les autres puiſſances de l'Europe. La Pruſſe avoit à craindre que ſon alliée, devenue trop puiſſante, ne voulût avec le temps lui impoſer des lois comme à la Pologne. Cette perſpective étoit auſſi dangereuſe qu'effrayante. La cour de Vienne étoit trop éclairée ſur ſes intérêts pour ne pas avoir des appréhenſions à peu près ſemblables. Ce danger commun fit oublier pour un temps les animoſités paſſées. Quoique les ſuccès étonnans des Ruſſes donnaſſent de l'ombrage à toute l'Europe, les impreſſions en étoient bien plus fortes ſur les puiſſances qui ſe trouvoient dans le voiſinage. Le péril rapprocha donc la cour de Vienne & celle de Berlin ; un pas en amena ſucceſſivement un autre. L'Empereur fâché, comme nous l'avons dit, que l'entrevue propoſée en 1766 n'eût pas eu lieu, pro-

posa au Roi de lui rendre visite en Silésie ; le Prince Kaunitz ne s'opposa point à ses volontés ; l'Impératrice Reine y consentit également ; cette affaire fut mise tout de suite en négociation *, & il fut convenu que l'entrevue seroit à Neisse.

L'Empereur voulut garder un incognito parfait ; il prit le nom de Comte de Falkenstein, & l'on crut ne pouvoir lui rendre plus d'honneur qu'en déférant en tout à ses volontés. Ce jeune prince affectoit une franchise qui lui sembloit naturelle ; son caractère aimable marquoit de la gaieté jointe à beaucoup de vivacité ; mais avec le désir d'apprendre il n'avoit pas la patience de s'instruire ; ce qui n'empêcha pas que des liaisons d'amitié & d'estime ne se formassent entre les deux monarques. Le Roi dit à l'Empereur qu'il regardoit ce jour comme le plus beau de sa vie, parce qu'il serviroit d'époque à l'union de deux maisons trop long-temps ennemies, & dont l'intérêt mutuel étoit de s'entreseconder plutôt que de se détruire ; l'Empereur répondit qu'il n'y avoit plus de Silésie pour l'Autriche ; après quoi il laissa entrevoir assez adroitement, que tant que sa mère vivroit, il n'osoit se flatter d'avoir assez d'ascendant sur son esprit pour pouvoir exécuter ce qu'il désiroit ; toutefois il ne dissimula point que vu la situation actuelle des choses en Europe, ni lui ni sa mère ne souffriroient jamais que les Russes demeurassent en possession de la Moldavie & de la Valachie. Il proposa ensuite

* 25 Août.

qu'on prît des mesures pour maintenir une exacte neutralité en Allemagne, au cas qu'il s'allumât une guerre entre l'Angleterre & la France. Ce cas paroissoit alors vraisemblable & possible, parce qu'un vaisseau françois, enlevé par les Anglois auprès de Terre neuve, avoit donné lieu à d'assez vives altercations entre ces deux cours. Le Roi, pour marquer le désir qu'il avoit d'entretenir la bonne intelligence entre la Prusse & l'Autriche, accepta les offres de l'Empereur, & ces deux princes s'engagèrent réciproquement par écrit de maintenir cette neutralité; ce qui devenoit un acte aussi inviolable qu'un traité dressé dans les formes & parafé de la signature des ministres: l'Empereur promettoit au nom de l'Impératrice & au sien, & le Roi engageoit sa parole d'honneur, que si la guerre éclatoit entre la France & l'Angleterre, ils maintiendroient avec fidélité la paix heureusement rétablie entre la Prusse & l'Autriche, & que s'il survenoit d'autres troubles, dont il étoit impossible de prévoir les causes, ils observeroient la plus exacte neutralité de part & d'autre à l'égard de leurs possessions respectives: cet engagement, dont le secret fut scrupuleusement observé, fut signé à Neisse à la commune satisfaction des deux souverains *.

Il faut convenir qu'en politique ç'auroit été une faute impardonnable que de se fier aveuglément à la bonne foi des Autrichiens; mais dans les con-

* 28 Août.

jonctures alors présentes, où la prépondérance de la Russie devenoit trop considérable, & lorsqu'il étoit impossible de prévoir quelles bornes elle mettroit à ses conquêtes, il étoit très-convenable de se rapprocher de la cour de Vienne. La Prusse se ressentoit encore des coups que la Russie lui avoit portés dans la dernière guerre; il n'étoit point de l'intérêt du Roi de travailler lui-même à l'accroissement d'une puissance aussi redoutable que dangereuse. Il y avoit deux partis à prendre, ou celui de l'arrêter dans le cours de ses immenses conquêtes, ou, ce qui étoit le plus sage, d'essayer par adresse d'en tirer parti. Le Roi n'avoit rien négligé à cet égard; il avoit envoyé à Péterſbourg un projet politique, qu'il attribuoit à un Comte de Lynar, connu dans la dernière guerre pour avoir négocié la convention de Closter Seven entre les Hanovriens commandés par le Duc de Cumberland & campés à Stade, & les François sous les ordres du Duc de Richelieu. Mais les grands succès des Russes tant dans la Moldavie qu'en Valachie, & les victoires que leurs flottes remportèrent dans l'Archipel, avoient tellement enivré la cour de ses prospérités, qu'elle ne fit aucune attention au soi-disant mémoire du Comte de Lynar. On crut donc, après ces essais manqués, devoir recourir à d'autres mesures. Il n'étoit pas de l'intérêt de la Prusse de voir la puissance ottomanne entièrement écrasée, par ce qu'en cas de besoin elle pourroit être utilement employée à faire des diversions, soit dans la Hongrie, soit en Russie, selon

les puissances avec lesquelles on seroit en guerre. Le Roi jugea donc qu'en faisant intervenir la cour de Vienne & en y joignant sa médiation, on pourroit rétablir la paix entre les puissances belligérantes à des conditions acceptables des deux parts. * On commença par faire des ouvertures à la cour de Pétersbourg de même qu'à Constantinople, en représentant que les deux partis devoient désirer également la fin de la guerre, & d'autant plus qu'il étoit à craindre qu'avec le temps cet embrasement ne devînt général; on souhaitoit de pouvoir leur proposer quelque tempérament qui leur convînt à tous les deux, pour terminer leurs différens à l'amiable. Le Comte Panin, après avoir fait l'éloge de la modération & du désintéressement de l'Impératrice, répondit que cette princesse étoit toute disposée à écouter les propositions qu'on lui feroit. Cette réserve cachoit sous les dehors de la douceur des prétentions très-fortes. Avant d'entendre les demandes des Turcs, il vouloit préalablement que le Sr Obreskow fût mis en liberté; il ajouta qu'au reste l'Impératrice verroit avec plaisir que le Roi employât ses bons offices auprès de la Porte, pour lui inspirer des sentimens pacifiques, & que lorsque les choses en seroient là, cette princesse ne demanderoit pas mieux que de parvenir par la médiation de Sa Majesté prussienne au rétablissement de la tranquillité publique: d'autre part les Turcs commençoient à désirer la fin d'une guerre dont les

* 1770.

ſuccès n'avoient pas répondu à leur attente ; le Roi, qui leur avoit fortement déconſeillé cette levée de bouclier, avoit par cela même acquis leur confiance. Les Turcs acceptèrent donc la médiation pruſſienne ; mais ils avoient quelque répugnance pour celle de la cour de Vienne ; on trouva pourtant moyen de la vaincre, à force de réïtérer les mêmes repréſentations fondées ſur le poids déciſif qu'une auſſi grande puiſſance que celle de la maiſon d'Autriche pouvoit donner à la négociation, pour la faire réuſſir. Les Ruſſes, ſur l'eſprit deſquels les inſinuations pacifiques n'avoient guères fait d'impreſſion, continuoient en attendant de remporter les plus grands avantages ſur les armées ottomannes ; leur flotte, après avoir battu celle des Turcs *, la détruiſit preſque totalement, ſi bien que la plupart des vaiſſeaux ennemis furent brûlés ou coulés à fond. Un coup auſſi imprévu obligea la Porte à partager ſon attention ; elle ne ſavoit ſi elle devoit employer ſes forces à défendre les paſſages de Seſto & d'Abydo, ou s'il falloit penſer préférablement à la Moldavie. Cet état d'incertitude mêlée de terreur favoriſa les opérations du Maréchal Romanzow, & contribua certainement à lui faire remporter la victoire à Kiab ſur l'armée du grand Viſir. Il ajouta ainſi dans une campagne la conquête de la Valachie à celle de la Moldavie. En ce même temps le Comte Panin (frère du Miniſtre) qui faiſoit le ſiége de Bender, emporta cette place

* 10 Juillet.

après une vigoureuſe défenſe de la part de l'ennemi. Des ſuccès auſſi rapides & ſouvent multipliés, éblouiſſoient la cour de Péterſbourg & la rendoient très-entière; mais ſi l'on penſoit à Péterſbourg à écraſer la puiſſance ottomanne, à Vienne les ombrages & les jalouſies augmentoient à proportion des avantages des Ruſſes; les Autrichiens comparant la dernière guerre malheureuſe qu'ils avoient faite contre les Turcs aux ſuccès brillans des Ruſſes, ne pouvoient pas diſſimuler à quel point leur amour propre en étoit humilié; outre cela ils craignoient qu'une auſſi grande puiſſance ne devînt leur voiſine, ſi elle conſervoit la conquête de la Moldavie & de la Valachie. Pour obvier à ces appréhenſions, ou plutôt pour s'oppoſer ouvertement à la Ruſſie, les Autrichiens venoient de renforcer les troupes qu'ils avoient en Hongrie; ils y formèrent des magaſins, & préparèrent tout pour ſe mettre en état d'agir, ſi les circonſtances l'exigeoient. Ils ne s'en cachoient point & diſoient à qui vouloit l'entendre, que ſi la guerre ne finiſſoit pas promptement, l'Impératrice Reine ſeroit obligée d'y prendre part.

* La ſeconde entrevue du Roi & de l'Empereur fut au camp de Neuſtadt en Moravie. On ne rencontroit aucun Autrichien qui ne laiſſât échapper quelque trait d'animoſité contre la nation ruſſe. L'Empereur parut au Roi tel qu'il l'avoit jugé la première fois qu'il le vit à Neiſſe. Le Prince Kau-

* 3 Septembre.

nitz, qui ſe trouvoit auſſi à Neuſtadt, eut de longues conférences avec Sa Majeſté pruſſienne, dans leſquelles étalant avec emphaſe le ſyſtème de ſa cour, il le préſenta comme un chef-d'œuvre de politique dont il étoit l'auteur ; il inſiſta enſuite ſur la néceſſité de s'oppoſer aux vues ambitieuſes de la Ruſſie, & déclara que jamais l'Impératrice Reine ne ſouffriroit que les armées ruſſes paſſaſſent le Danube, ni que la cour de Péterſbourg fît des acquiſitions qui la rendiſſent voiſine de la Hongrie. Il ajouta que l'union de la Pruſſe & de l'Autriche étoit l'unique barrière que l'on pût oppoſer à ce torrent débordé qui menaçoit d'inonder toute l'Europe. Quand il eut achevé de parler, le Roi répondit qu'il tâcheroit toujours de cultiver l'amitié de Leurs Majeſtés impériales, dont il faiſoit un cas infini, mais que d'autre part il prioit le Prince Kaunitz de conſidérer les devoirs qu'impoſoit au Roi l'alliance qu'il avoit contractée avec la Ruſſie, à laquelle il ne pouvoit en aucune façon déroger, & que ces engagemens étoient comme autant d'entraves qui l'empêchoient d'entrer dans les meſures que le Prince Kaunitz venoit de lui propoſer : le Roi ajouta que ſon unique déſir étoit d'empêcher que la guerre entre les Ruſſes & les Turcs ne devînt générale ; que pour cet effet il s'offroit de bon cœur à réconcilier les deux cours impériales ; qu'il étoit même temps d'y penſer, pour empêcher que des mécontentemens réciproques ne dégénéraſſent enfin en brouilleries ouvertes. Cependant, pour maintenir la cour de Vienne dans ſes

diſpoſitions favorables, le Roi jugea à propos de réitérer les mêmes aſſurances qu'il avoit données à l'Empereur, lorſque ce Prince vint à Neiſſe; de plus on promit de terminer à l'amiable les petites chicanes qui ont ſouvent lieu entre les employés des finances le long des frontières; de même le Roi voulut bien conſentir à ce que l'Empereur lui demandoit, ſavoir, de communiquer avec franchiſe à la cour de Vienne toutes les ouvertures que la France pourroit faire à celle de Berlin. Comme cependant tout ceci s'étoit paſſé entre le Roi & le Prince Kaunitz ſeul, le Roi trouva qu'il étoit décent de mettre l'Empereur au fait de ce qui s'étoit dit & fait, & il ſembla que ce monarque, peu accoutumé à de tels égards, tînt compte au Roi de l'attention qu'il avoit eue pour lui.

Le lendemain de cette conférence arriva à Neuſtadt un courrier de Conſtantinople avec des lettres du Caïmacan datées du 12 Août, par leſquelles le grand Seigneur invitoit les cours de Vienne & de Berlin à ſe charger de la médiation, pour accommoder les différens qui ſubſiſtoient encore entre la Porte & la Ruſſie: il étoit expreſſément marqué dans cette dépêche que les Turcs ne vouloient conſentir à aucune paix que par l'entremiſe des deux cours.

L'Empereur convint qu'il étoit uniquement redevable de cette médiation aux ſoins que le Roi de Pruſſe s'étoit donnés à Conſtantinople, & il lui en témoigna ſa reconnoiſſance. Ce même jour le Roi

eut un entretien avec le Prince Kaunitz; il ne manqua pas de le féliciter de cet heureux événement, qui pouvoit le tranquillifer en quelque forte, & même diminuer la jaloufie que les fuccès des Ruffes avoient fait naître dans fon efprit; il lui difoit que cette démarche de la Porte rendoit la cour de Vienne l'arbitre des conditions de paix qu'elle voudroit ftipuler entre ces deux puiffances. Le Miniftre reçut ce compliment avec une indifférence affectée, difant qu'il approuvoit la démarche que les Turcs venoient de faire; mais dans le fond jamais médiation ne fut acceptée avec un plus vif empreffement.

Pendant qu'on s'occupoit à pacifier le Nord, d'autres querelles & de nouveaux différens préfagoient de prochaines ruptures vers le Sud de l'Europe; Mr de Choifeul, dont l'efprit inquiet fe plaifoit à répandre le trouble dans toutes les cours, étoit l'unique auteur de ces diffentions; il vouloit à toute force humilier les Anglois, & n'ofant agir ouvertement, de crainte de choquer Louis XV, il mit les Efpagnols en avant, qui s'emparèrent de l'île de Falkland, où les Anglois avoient commencé à former quelques établiffemens; des vaiffeaux de la flotte marchande des Anglois furent pris par ceux des Efpagnols, en même temps que le chantier que les Anglois ont à Portfmouth fut confumé par un incendie. Tant d'événemens fâcheux arrivés coup fur coup firent une impreffion d'autant plus vive fur la cour de Londres, que le miniftre prépofé à la flotte avoit eu fi peu de foin de fon adminiftration,

qu'alors à peine l'Angleterre pouvoit-elle mettre 20 vaisseaux de guerre en mer. Cependant les Anglois prirent feu, & la guerre s'en seroit ensuivie, si le Duc de Choiseul fût resté à la tête des affaires; mais ses ennemis le culbutèrent. Mr de Meaupoux, qui étoit grand Chancelier de France, se flatta qu'en déplaçant ce ministre, il pourroit réunir tous les emplois que Mr de Choiseul avoit possédés, & qu'en les joignant aux sceaux qu'il avoit actuellement, il seroit réellement premier Ministre, ainsi qu'autrefois l'avoient été Richelieu & Mazarin; pour former un parti il s'associa les Ducs d'Aiguillon & de Richelieu. Ceux-ci captivèrent leur maître en lui procurant la connoissance d'une demoiselle dont la réputation étoit plus qu'équivoque; elle réussit par ses charmes à devenir bientôt toute-puissante; le vieux Louis XV l'idolâtroit; Mr de Choiseul, trop fier pour s'abaisser vis-à-vis d'une personne pour laquelle il avoit un souverain mépris, lui refusa les distinctions que les hommes en place accordent ordinairement aux favorites de leurs maîtres; le mécontentement qu'en ressentit la nouvelle maîtresse se communiqua promptement à son amant: les cabaleurs en profitèrent sur le champ: ils aigrirent l'esprit du Roi déjà mal disposé à l'égard de Mr de Choiseul, en lui dépeignant ce ministre comme un prodigue, qui avoit dissipé mal à propos & en folles dépenses les revenus du royaume, & qui pour se rendre nécessaire avoit si bien embrouillé les affaires de la France & de l'Angleterre, que les querelles qui en naîtroient ne pou-

voient qu'entraîner la France dans une guerre pour le moins aussi ruineuse que la precédente. Ce dernier argument fut celui qui fit la plus forte impression. Louis XV disgracia tout de suite son ministre, & avec lui tombèrent tous les vastes projets qu'il avoit formés. Le Roi de France négocia lui-même avec l'Angleterre & l'Espagne, pour pacifier leurs différens. L'île de Falkland fut restituée aux Anglois; mais le Roi d'Espagne ayant le cœur ulcéré de ce que la France n'avoit pas dans cette occasion soutenu ses intérêts, en conserva un ressentiment secret. Aucune cour ne regretta plus la perte de Mr de Choiseul que celle de Vienne *: elle avoit placé toute sa confiance dans ce ministre, dont le dévouement lui étoit connu, pendant que Mr d'Aiguillon, auquel le Roi avoit donné le département des affaires étrangères, passoit pour n'être point aussi attaché à la maison impériale. Le Chancelier fut également trompé dans ses projets & dans ses espérances. Il faut donc dater de la disgrâce du Duc de Choiseul les changemens qui depuis arrivèrent en France, tant la chaîne des événemens est liée, & tant il est difficile de prévoir les suites importantes qu'amènent souvent des bagatelles.

Mais tout ce qui se passoit alors dans cette partie de l'Europe nous intéresse moins que ce qui se traitoit en Orient & vers le Septentrion. Les propositions que la Porte avoit faites aux cours de Berlin & de Vienne furent communiquées à celle de Péterſbourg.

* 1771.

Sa Majeſté fit en même temps inſinuer en Ruſſie que ſi l'Impératrice refuſoit la médiation de l'Autriche & des Pruſſiens, il ſeroit à craindre que le grand Seigneur ne s'adreſſât à la France, pour implorer ſon ſecours. Cette réflexion pouvoit ſeule déterminer la cour de Péterſbourg à ne pas refuſer la médiation autrichienne, parce que l'éloignement qu'elle avoit pour la cour de Vienne n'approchoit pas de l'averſion qu'elle avoit pour celle de Verſailles. D'abord les Ruſſes répondirent qu'ils ne pouvoient accepter la médiation que leur offroient ces deux puiſſances, ſous prétexte qu'ils avoient refuſé celle des Anglois. Cependant par politeſſe, & par les bons offices des deux cours, ce qui au nom près revenoit à la même choſe, les Ruſſes, qui craignoient d'être gênés par l'intervention d'autres puiſſances dans les projets qu'ils avoient arrangés pour la paix, tâchèrent d'entamer avec les Turcs une négociation directe par le canal du Maréchal Romanzow, qui pouvoit traiter immédiatement avec le grand Vizir. Cette tentative ne leur ayant pas réuſſi, ils conſentirent aux propoſitions que leur avoient faites précédemment les cours de Berlin & de Vienne.

Le hazard fit que dans ce temps-là le Prince Henri, frère du Roi, rendit viſite à Stockholm à la Reine de Suède ſa ſœur; l'Impératrice de Ruſſie, qui dans ſa jeuneſſe avoit connu ce Prince à Berlin, demanda qu'il eût la permiſſion de ſe rendre à Péterſbourg; c'étoit une choſe qu'on ne pouvoit re-

fuſer honnêtement. * Le Prince paſſa donc en Ruſſie, & avec l'eſprit qu'il a, il gagna bientôt de l'aſcendant ſur celui de l'Impératrice, & lui perſuada de s'ouvrir au Roi ſon frère. La lettre de l'Impératrice étoit accompagnée d'un long mémoire, lequel contenoit les conditions de paix qui devoient ſervir de baſe à la négociation qu'on vouloit entamer. Après un préambule qui annonçoit la plus grande modération, l'Impératrice demandoit aux Turcs la ceſſion des deux Cabardies, Afof & ſon territoire, l'indépendance du Chan de la Crimée, le ſéqueſtre pour 25 années de la Valachie & de la Moldavie, pour l'indemniſer des frais de la guerre, la libre navigation ſur la mer Noire, une île dans l'Archipel, pour ſervir d'entrepôt au commerce des deux nations, une amniſtie générale pour les Grecs qui avoient embraſſé le parti des Ruſſes, & avant toutes choſes l'élargiſſement du Sr Obreſkow, qui étoit aux Sept Tours. Des conditions auſſi énormes auroient achevé de cabrer la cour de Vienne; peut-être même l'auroient-elles portée aux réſolutions les plus violentes, ſi on les lui avoit communiquées. Cette raiſon empêcha le Roi de lui en donner la moindre connoiſſance. Ce prince préféra les voies de la douceur, les plus ſures pour ne choquer perſonne. Il s'expliqua amicalement avec l'Impératrice de Ruſſie, ſans la contredire; mais pour qu'elle ſentît elle-même la difficulté qu'il y auroit à faire conſentir le

* 9 Décembre, 1770.

grand Seigneur à l'indépendance des Tartares, il lui repréſenta les obſtacles preſque invincibles que la cour de Vienne mettroit à ce que la Ruſſie, en poſſédant la Valachie & la Moldavie, devînt ſa voiſine, & que l'île dans l'Archipel donneroit de la jalouſie & de l'envie à toutes les puiſſances maritimes ; & il conſeilla à l'Impératrice de limiter ſes prétentions aux deux Cabardies, à la ville d'Aſof avec ſon territoire, & à la libre navigation dans la mer Noire; il ajouta que ce n'étoit par aucun ſentiment de jalouſie de l'agrandiſſement de l'Impératrice qu'il s'expliquoit ainſi, mais dans l'unique vue qu'au moyen de ces adouciſſemens l'on pût parvenir à éviter que d'autres puiſſances en prenant part à cette guerre ne la rendiſſent générale ; que d'ailleurs les Turcs étoient déjà convenus de deux points, celui d'accorder l'amniſtie aux Grecs & celui de relâcher le Sr Obreſkow. Ces repréſentations, quoique fort modérées, parurent faire quelque peine à l'Impératrice ; elle donna à connoître qu'elle ne s'étoit pas attendue à rencontrer des oppoſitions de la part de ſon meilleur allié ; & comme elle continuoit d'inſiſter ſur ſon projet, à quelques petites reſtrictions près, le Roi ſe vit dans la néceſſité de le communiquer à la cour de Vienne ; S. M. accompagna cette pièce de tous les adouciſſemens dont elle étoit ſuſceptible, & pour ne point effaroucher le Prince Kaunitz, il lui fit inſinuer que ce n'étoit pas le dernier mot de la cour de Ruſſie, qui ſans doute étoit diſpoſée à ſe relâcher ſur les articles qui rencontreroient le plus de difficulté *.

* 1771.

Les précautions que le Roi prenoit, étoient d'autant plus néceſſaires, que la cour impériale ne cachoit plus ſes projets, & que tous les mouvemens qu'on voyoit en Hongrie annonçoient une prochaine rupture avec la Ruſſie. La cour de Vienne étoit décidée à ne pas ſouffrir que le théâtre de la guerre s'établît au delà du Danube; elle eſpéroit même qu'à la faveur d'une médiation armée, elle pourroit forcer les Ruſſes à reſtituer aux Turcs la Moldavie & la Valachie, & de plus à les faire déſiſter de l'indépendance des Tartares qu'ils demandoient. Dans cette vue des troupes d'Italie, de la Flandre, & de l'Autriche avoient marché en Hongrie; l'envoyé de l'Empereur s'étoit même expliqué ſur ce chapitre aſſez poſitivement avec le Roi; il étoit allé juſqu'à demander qu'au cas que les Ruſſes fuſſent attaqués toute autre part qu'en Pologne, la Pruſſe demeurât neutre; ce qui lui fut nettement refuſé. Le Prince Kaunitz ſe flattoit, à la faveur de ce plan, d'agrandir la maiſon d'Autriche, ſans qu'elle eût la peine de faire des conquêtes; il comptoit bien que la Porte payeroit cette aſſiſtance, en cédant à l'Impératrice Reine les provinces qu'elle avoit perdues par la paix de Belgrad. En même temps que Vienne étoit remplie de projets & la Hongrie de troupes, un corps autrichien entra en Pologne & s'empara de la ſeigneurie de *Zips*, ſur laquelle la cour avoit des prétentions. Une démarche auſſi hardie étonna la cour de Péterſbourg, & ce fut ce qui achemina le plus le traité de partage qui ſe fit dans la ſuite entre

les trois puiſſances. La principale raiſon étoit celle d'éviter une guerre générale qui étoit près d'éclore ; il falloit outre cela entretenir la balance des pouvoirs entre de ſi proches voiſins ; & comme la cour de Vienne donnoit ſuffiſamment à connoître qu'elle vouloit profiter des troubles préſens pour s'agrandir, le Roi ne pouvoit ſe diſpenſer de ſuivre ſon exemple. L'Impératrice de Ruſſie, irritée de ce que d'autres troupes que les ſiennes oſoient faire la loi en Pologne, dit au Prince Henri, que ſi la cour de Vienne vouloit démembrer la Pologne, les autres voiſins de ce royaume étoient en droit d'en faire autant. Cette ouverture ſe fit à propos ; car après avoir tout examiné, c'étoit l'unique voie qui reſtât d'éviter de nouveaux troubles & de contenter tout le monde. La Ruſſie pouvoit s'indemniſer de ce que lui avoit coûté la guerre avec les Turcs, & au lieu de la Valachie & de la Moldavie qu'elle ne pouvoit poſſéder qu'après avoir remporté autant de victoires ſur les Autrichiens que ſur les Muſulmans, elle n'avoit qu'à choiſir une province de la Pologne à ſa bienſéance, ſans avoir de nouveaux riſques à courir ; on pouvoit aſſigner à l'Impératrice Reine une province limitrophe de la Hongrie, & au Roi ce morceau de la Pruſſe polonoiſe qui ſépare les Etats de la Pruſſe royale ; & par ce nivellement politique la balance des pouvoirs entre ces trois puiſſances demeuroit à peu près la même. Néanmoins, pour s'aſſurer davantage de l'intention de la Ruſſie, le Comte de Solms fut chargé d'examiner ſi ces paroles échappées

à l'Impératrice avoient quelque ſolidité, ou ſi elles avoient été proférées dans un moment d'humeur, & d'emportement paſſager. Le Comte de Solms trouva les ſentimens partagés ſur ce ſujet. Le Comte Panin, qui avoit fait déclarer au commencement des troubles de la Pologne que la Ruſſie maintiendroit l'indiviſibilité de ce royaume, ſentoit de la répugnance pour ce démembrement ; il promit néanmoins de ne s'y point oppoſer, ſi l'affaire paſſoit au conſeil ; mais l'Impératrice étoit flattée de l'idée qu'elle pourroit ſans danger étendre les limites de ſon empire ; ſes favoris & quelques miniſtres qui s'en apperçurent, ſe rangèrent de ſon ſentiment, de ſorte que le projet de partage paſſa à la pluralité des voix. On annonça au Roi de Pruſſe la réſolution qui venoit d'être priſe, comme un expédient qu'on avoit imaginé pour le dédommager des ſubſides qu'il avoit payés à la Ruſſie.

Le Comte Panin, en communiquant au Comte de Solms les choſes que nous venons de rapporter, exigea comme un préalable que le Roi ſondât les ſentimens de la cour de Vienne au ſujet de ce partage. Sur cela le Roi en fit l'ouverture au Baron de Swieten, en l'aſſurant que la Ruſſie ne témoignoit aucun mécontentement de ce que les Autrichiens avoient pris poſſeſſion de Zips, & que ſa Majeſté, pour donner des preuves de ſon amitié à L. M. impériales, leur conſeilloit de s'étendre dans cette partie de la Pologne ſelon leur bienſéance, ce qu'elles pourroient faire avec d'autant moins de riſque que leur

leur exemple feroit imité par les autres puiffances voifines de ce royaume. Cette ouverture, toute cordiale qu'elle étoit, ne fut point accueillie par la cour de Vienne comme on s'en étoit flatté. Le Prince Kaunitz étoit trop pré-occupé du projet qu'il fe préparoit à mettre en exécution ; il trouvoit plus d'avantage dans l'alliance des Turcs, qu'il ne croyoit en pouvoir efpérer d'une alliance avec la Ruffie ; il répondit donc fèchement, que fi fa cour avoit fait occuper quelques parcelles de la Pologne fur les confins de la Hongrie, ce n'étoit pas à deffein de les garder, mais uniquement pour obtenir juftice fur quelques fommes que la maifon d'Autriche réclamoit de la république, & qu'il n'avoit pas imaginé qu'un objet d'auffi peu de valeur pût faire naître l'idée d'un plan de partage dont l'exécution feroit hériffée de difficultés infurmontables, à caufe qu'il étoit autant qu'impoffible d'établir une égalité parfaite entre les différentes portions des trois puiffances ; qu'enfin un tel projet ne pouvant fervir qu'à rendre la fituation de l'Europe plus critique encore qu'elle ne l'étoit, il déconfeilloit à S. M. pruffienne d'entrer dans de telles mefures ; il ajouta d'un air d'indifférence que fa cour étoit prête à évacuer les diftricts que fes troupes avoient occupés, fi les autres puiffances en vouloient faire autant. Ces dernières paroles étoient comme un reproche tacite aux Ruffes qui avoient des armées en Pologne ; elles regardoient également le Roi, qui avoit tiré un cor-

don de troupes depuis le pays de Crossen jusqu'au delà de la Vistule, pour garantir ses Etats de la peste qui faisoit alors en Pologne de grands ravages.

Dans une affaire de cette nature il ne falloit pas se laisser décourager par des bagatelles. On pouvoit prévoir que la cour de Vienne changeroit de sentimens, sitôt que la Russie & la Prusse seroient bien d'accord, parce que les Autrichiens préféreroient d'avoir part à ce partage à tenter les hazards de la guerre contre aussi forte partie. Ajoutez à cela que l'Impératrice Reine n'ayant d'allié que la France, ne pouvoit nullement alors compter sus des secours. Pour profiter de combinaisons aussi favorables, le Roi résolut de pousser l'affaire du partage; il observa le silence envers la cour de Vienne, pour lui laisser le temps de réfléchir. En même temps le Comte de Solms fut chargé d'avertir la cour de Russie que les ouvertures du traité de partage avoient été faites à Vienne, & que quoique le Prince Kaunitz eût évité jusqu'alors de s'expliquer sur ce sujet, on pouvoit néanmoins prévoir qu'il y donneroit volontiers les mains, aussitôt que les deux autres puissances seroient convenues de leurs intérêts réciproques; il se servit de ce motif pour accélérer la conclusion de cette affaire, parce qu'il n'y avoit pas un moment à perdre. Peut-être que la lenteur & la paresse habituelle des Russes auroit encore traîné la chose en longueur, si la cour de Vienne n'eût servi le Roi sans le vouloir; tous les jours elle faisoit naître par sa médiation de nouvelles difficultés pour

là paix; souvent elle chicanoit avec aigreur les Russes sur leurs énormes prétentions, & s'expliquoit d'un ton despotique sur les articles de la paix qu'elle rejetoit, favorisant les Turcs en tout ce qui dépendoit d'elle. Mais les mouvemens qui se faisoient dans l'armée de Hongrie achevèrent de rendre les Autrichiens suspects à la cour de Pétersbourg. Dans ce même temps le bruit courut que les impériaux négocioient un traité de subsides à Constantinople; cette dernière nouvelle donna l'alarme au conseil de Pétersbourg, & le Roi, qui communiquoit aux Russes tous les avis propres à découvrir les intrigues des Autrichiens, parvint enfin à tirer la cour de Pétersbourg de la léthargie dans laquelle elle étoit plongée. L'Impératrice de Russie sentit le besoin qu'elle avoit d'être assistée par Sa Majesté: elle jugea que pour s'assurer de ce prince, il falloit lui procurer des avantages, de sorte que le Comte de Panin déclara au Comte de Solms qu'il n'attendoit que le projet de partage, pour entrer avec lui en conférence sur ce sujet.

Ce projet s'expédia bien vîte à Pétersbourg *; il donnoit carte blanche à la Russie, qui pouvoit choisir en Pologne selon sa convenance telle province dont elle jugeroit à propos de prendre possession. Le Roi demanda pour sa part la Pomerellie, le district de la grande Pologne en deçà de la Netze, l'évêché de Varmie, les palatinats de Marienbourg & de Culm, laissant les Autrichiens maîtres d'accéder à

* 14 Juin.

ce traité s'ils le jugeoient à propos. Tous les arrangemens qui se prenoient à Berlin comme à Péterſbourg n'empêchoient point le Prince Kaunitz d'aller ſon train ; il accrochoit, par mille difficultés que ſa médiation lui fourniſſoit, la négociation de la paix avec les Turcs ; il rejetoit ſurtout l'article des ceſſions de la Valachie & de la Moldavie, que les Ruſſes exigeoient de la Porte ; fier des offres que lui faiſoit le Sultan, & croyant que le nombre des troupes aſſemblées en Hongrie pouvoit en impoſer autant aux Pruſſiens qu'aux Ruſſes, il fit déclarer au Roi que les conditions de paix propoſées par la Ruſſie étoient diamétralement oppoſées aux intérêts de la monarchie autrichienne, qu'elles tendoient à renverſer l'équilibre de l'Orient, & que ſi la cour de Péterſbourg ne vouloit pas les modérer, Leurs Majeſtés impériales ſeroient forcées de prendre part à cette guerre ; qu'elles ſe flattoient que dans ce cas le Roi obſerveroit une parfaite neutralité, d'autant plus que ſes engagemens avec la Ruſſie ſe bornoient à la Pologne, dont les Autrichiens reſpecteroient le territoire.

On voyoit bien que la cour de Vienne ne vouloit abſolument pas que les Ruſſes devinſſent ſes voiſins ; d'une part elle craignoit que nombre de Grecs répandus en Hongrie ne s'attachaſſent à cette puiſſance par motif de religion ; d'autre part elle aimoit mieux être voiſine de l'empire affoibli des Turcs que de l'empire formidable de la Ruſſie. La ſituation où le Roi ſe trouvoit entre ces deux cours impériales étoit

embarraſſante ; s'il conſultoit ſes intérêts, il ne devoit ni ſouhaiter d'accroître la puiſſance des Ruſſes, qui n'étoit que trop formidable, ni employer à cela ſes forces. Ces raiſons étoient contrebalancées par des engagemens ſolennels, qui obligeoient ce Prince d'aſſiſter l'Impératrice ſon alliée dans toutes les occaſions où elle ſeroit attaquée par l'Impératrice Reine ; il falloit, ou remplir ces engagemens, ou renoncer aux fruits qu'on eſpéroit d'en recueillir. De plus, le parti de la neutralité étoit plus dangereux pour la Pruſſe que celui de ſoutenir ſon alliée ; les Autrichiens & les Ruſſes ſe ſeroient battus, puis en s'accommodant ils auroient pu faire la paix aux dépens du Roi ; ce Prince auroit perdu toute conſidération ; perſonne ne ſe ſeroit fié à ſa bonne foi, & après la paix il ſeroit demeuré iſolé ; ce qui ſeroit indubitablement arrivé, ſi le Roi avoit ſuivi un plan auſſi défectueux.

Sa Majeſté ne balança point ; elle ſe détermina à remplir fidèlement ſes engagemens avec la Ruſſie, & pour adoucir en même temps la cour de Vienne, elle la flatta de l'eſpérance qu'il ne ſeroit pas impoſſible de fléchir l'Impératrice de Ruſſie, & de faire changer les vues qu'elle avoit ſur la Valachie & ſur la Moldavie ; mais en ajoutant que ſi l'on en venoit à une rupture entre les deux Impératrices, Sa Majeſté ne pouvoit ſe diſpenſer d'aſſiſter celle de Ruſſie, avec laquelle elle étoit en alliance. Pour donner plus de poids à cette déclaration, l'on augmenta & remonta toute la cavalerie ; les ordres donnés pour

cet effet s'ébruitèrent promptement & partout. Ces mesures vigoureuses, prises si à propos, firent impression sur la cour de Péterſbourg ; on profita de son contentement, pour l'engager à sacrifier une partie de ses prétentions sur la Valachie au bien commun de la paix.

Il étoit difficile de traiter avec les Russes. Le contreprojet du traité de partage de la cour de Péterſbourg arriva alors à Berlin ; il étoit singulièrement conçu ; tout l'avantage en étoit pour la Russie, tous les risques pour la Prusse : on accordoit à la vérité la plus grande partie du terrain de la Pologne que le Roi avoit demandé ; mais l'acquisition des Russes étoit au moins du double plus étendue : on avoit inséré surtout dans ce traité un article très-onéreux pour Sa Majesté ; on demandoit que la Prusse assistât de toutes ses forces la Russie au cas qu'elle fût attaquée par les Autrichiens ; mais supposé que l'Impératrice Reine déclarât la guerre au Roi de Prusse, ce prince n'avoit aucun secours à attendre de la Russie avant que la paix avec les Turcs fût conclue. Des conditions aussi peu proportionnées n'étant pas acceptables, elles donnèrent lieu à quelques explications ; on fit un résumé de tous les engagemens de la Prusse avec la Russie ; il résultoit de cet examen que tout étoit en faveur de l'Impératrice, & qu'il n'y avoit rien en faveur du Roi ; toutefois on ajouta que comme Sa Majesté avoit résolu de satisfaire à tout ce qu'on pouvoit prétendre d'elle raisonnablement, elle se reposoit aussi

sur l'équité comme sur la modération de l'Impératrice de Russie, qui voudroit bien sacrifier quelques parties de ses conquêtes, pour prévenir une guerre qui menaçoit dans peu de devenir générale, d'autant plus que la Moldavie & la Valachie servoient de prétexte aux Autrichiens pour embrouiller de plus en plus les affaires, & que dans des circonstances aussi critiques que les présentes il étoit de la dignité d'une aussi vaste monarchie que celle de la Russie, d'avoir moins d'égard à ses intérêts qu'au bien public. On proposa en même temps que pour indemniser la Prusse de tous les dangers qu'elle pouvoit s'attirer par une nouvelle guerre, dont on ne pouvoit prévoir quelles seroient les suites, la Russie voulût bien ajouter la ville de Danzic, située au milieu de la Pomerellie, au partage de la Pologne dont le Roi devoit se mettre en possession.

Ces représentations, comme il arrive d'ordinaire, ne firent pas tout l'effet qu'on en devoit attendre : cependant à force de réfléchir sur les raisons qu'on lui avoit exposées si clairement, l'Impératrice de Russie voulut bien restreindre les propositions de paix qui ne pouvoient compatir avec les intérêts d'autres puissances : elle s'engagea donc en conséquence à restituer aux Turcs, après la paix, les conquêtes qu'elle venoit de faire entre le Dniester & le Danube. La cour de Berlin communiqua promptement cette heureuse nouvelle à celle de Vienne ; on vit pour la première fois paroître le Prince Kaunitz avec un visage serein ; les esprits se calmèrent, &

l'inquiétude & la jaloufie que les grands fuccès des Ruffes avoient données à la cour impériale, difparurent du moment qu'elle n'eut plus à craindre d'avoir cette puiffance pour voifine de fes Etats.

La Porte fut auffitôt informée des bonnes difpofitions où fe trouvoit la cour de Péterfbourg. Les Turcs, que leurs malheurs avoient dégoûtés de la guerre, inclinoient fortement à la paix. La dernière campagne des Ruffes n'étoit qu'une fuite de triomphes; ils avoient conquis la Crimée, & une bataille décifive qu'avoit gagnée le Maréchal de Romanzow fur la fin de l'année, avoit mis le comble à la profpérité de leurs armes. Dans des circonftances auffi défefpérées la nouvelle arriva à Conftantinople que les plus grands obftacles à la paix étoient levés; les Turcs réfolurent alors de leur côté, pour faciliter la pacification générale, de rendre la liberté au Sr Obrefkow, détenu jufqu'alors aux Sept Tours; c'étoit un préalable que l'Impératrice avoit exigé, fans lequel elle ne vouloit entendre à aucune négociation.

* Quoique toutes les cours fuffent en action, la lenteur & l'irréfolution des Ruffes traînoient en longueur la conclufion du traité de partage; la négociation s'accrochoit principalement à la poffeffion de la ville de Danzic: les Ruffes prétendoient qu'ils avoient garanti la liberté de cette petite république; mais ce n'étoient proprement que les Anglois, jaloux des Pruffiens, qui protégeoient la liberté de cette

* 1772.

ville maritime, & qui encourageoient l'Impératrice de Russie à ne pas consentir aux demandes de Sa Majesté prussienne. Il falloit néanmoins que le Roi se déterminât, & comme il étoit évident que le possesseur de la Vistule & du port de Danzic assujettiroit cette ville avec le temps, on jugea qu'il ne falloit pas arrêter une négociation aussi importante pour un avantage qui proprement n'étoit que différé; ce qui fit que Sa Majesté se relâcha de cette prétention. L'on reçut après bien des longueurs * l'*ultimatum* de la cour de Péterſbourg. Les Russes insistoient toujours sur les secours considérables qu'ils demandoient aux Prussiens, en cas que les Autrichiens leur déclarassent la guerre; quelques choquantes que fussent ces inégalités, quelques disproportionnés que fussent des secours que deux alliés se doivent au fond réciproquement, comme on savoit que l'Impératrice Reine se trouvoit dans des dispositions plus favorables & plus pacifiques que par le passé, on négligea des considérations qui cessoient d'être importantes, pour conclure un traité avantageux, & l'on promit aux Russes les secours dont dès-lors il ne pouvoit plus être question.

Après que tant d'obstacles eurent été levés †, cette convention secrète fut enfin signée à Péterſbourg: les acquisitions prussiennes furent telles que nous les avons rapportées, à l'exception des villes de Danzic, de Thorn, & de leur territoire: par ce partage la

* 12 Janvier. † 17 Février.

cour de Péterſbourg acquit en Pologne une liſière conſidérable le long de ſes anciennes frontières depuis la Dwina juſqu'au Dnieſter : on fixa le temps de la priſe de poſſeſſion au mois de Juin : on convint d'inviter l'Impératrice Reine à ſe joindre aux deux puiſſances contractantes, afin de participer à ce partage : la Ruſſie & la Pruſſe ſe garantirent leurs acquiſitions, & promirent d'agir de concert à la diète de Varſovie, pour obtenir pour tant de ceſſions le conſentement de la république : le Roi promit encore par un article ſecret d'envoyer 20,000 hommes de ſon armée en Pologne, pour ſe joindre aux Ruſſes au cas que la guerre devînt générale : de plus Sa Majeſté s'engageoit à ſe déclarer ouvertement contre la maiſon d'Autriche, ſuppoſé que ce ſecours ne fût pas ſuffiſant : on convint auſſi que les ſubſides pruſſiens ceſſeroient d'être payés auſſitôt que leur corps auxiliaire auroit joint l'armée ruſſe : on ajoutoit par un autre article, que Sa Majeſté ſeroit autoriſée à retirer ſes troupes auxiliaires, ſi au ſujet de ces ſecours elle étoit attaquée par les Autrichiens dans ſes propres Etats ; & dans ce cas la Ruſſie promettoit de lui envoyer 6,000 hommes d'infanterie & 4,000 Coſaques, & même de doubler ce nombre auſſitôt que les circonſtances le permettroient ; auſſi bien que d'entretenir une armée de 50,000 hommes en Pologne, afin de pouvoir aſſiſter le Roi de toutes ſes forces, après que la guerre avec les Turcs ſeroit terminée ; & enfin de continuer cette aſſiſtance juſqu'au moment où elle pourroit par une pacification générale

procurer aux Prussiens un dédommagement convenable : on joignit à tous ces articles une convention séparée, pour régler l'entretien réciproque des corps auxiliaires. Cet ouvrage, qui servoit de base aux projets qui devoient s'ensuivre, étant terminé, il restoit à persuader la cour de Vienne de se joindre aux deux puissances contractantes. Trois partis se formoient dans cette cour, dont chacun pensoit différemment : l'Empereur auroit voulu regagner en Hongrie les provinces que sa maison avoit perdues par la paix de Belgrad ; l'Impératrice sa mère, qui n'avoit plus cette énergie & cette fermeté dont elle avoit tant donné de marques dans sa jeunesse, & qui commençoit à s'adonner à une dévotion mystique, se reprochoit le sang que ses guerres passées avoient fait répandre ; elle détestoit la guerre & vouloit conserver la paix à quelque prix que ce fût : le Prince Kaunitz, doué d'un jugement droit, qui vouloit accorder les intérêts de la monarchie avec les penchans de sa souveraine, se trouvoit par conséquent dans l'embarras d'opter entre la guerre, ou le partage de la Pologne, & craignoit de plus que s'il prenoit ce dernier parti, l'union de la maison de Bourbon avec celle d'Autriche qu'il regardoit comme son chef-d'œuvre, n'en fût rompue ; d'un côté la cavalerie prussienne remontée si promptement lui donnoit à connoître que le Roi avoit pris un parti décisif ; d'un autre il voyoit que ce prince désiroit une pacification générale, & qu'il y travailloit avec ardeur. Enfin le Roi dit à l'envoyé d'Autriche dans une

conférence qu'il eut avec lui : que Sa Majesté félicitoit l'Impératrice Reine d'avoir en ce moment le sort de l'Europe en ses mains, parce que réellement la paix ou la guerre dépendoit dans ces circonstances du parti qu'elle alloit prendre : le Roi ajouta qu'il avoit une si grande confiance dans la sagesse reconnue de cette grande princesse, qu'il ne doutoit point qu'elle ne préférât la tranquillité générale de l'Europe aux troubles qui pouvoient survenir, & dont il étoit impossible de prévoir les suites. Cet entretien, dont van Swieten rendit compte à sa cour, produisit tout l'effet qu'on en pouvoit espérer ; le Prince Kaunitz fut convaincu qu'il falloit renoncer à l'alliance des Turcs, comme à tous les projets qui étoient fondés sur ce préalable : il comprit également qu'il ne pouvoit plus empêcher le partage de la Pologne, à moins d'attaquer sans l'assistance d'aucun allié la Prusse & la Russie en même temps. Cette chance étoit trop désavantageuse pour qu'un homme, pour peu qu'il fût prudent, voulût en courir les risques : il ne lui restoit donc d'autre parti raisonnable que celui de se joindre aux deux cours alliées, afin de participer au partage de la Pologne, & de maintenir par ce moyen l'équilibre entre ces trois puissances. Par une suite de cette résolution, le Baron de Swieten fut chargé de proposer au nom de sa cour la signature d'un acte par lequel les trois cours promettoient d'observer une égalité parfaite dans le partage qui se feroit de la Pologne. Cette proposition, qui étoit juste, fut reçue sans empêche-

ment, parce qu'elle devoit aplanir toutes les difficultés qui avoient jusqu'alors causé tant d'embarras, & que c'étoit l'unique moyen d'éviter la guerre générale, qu'on avoit eu de si fortes raisons d'appréhender. * Cet acte fut signé sans délai, & l'échange s'en fit tout de suite.

Ce traité entre les cours de Berlin & de Vienne fut incessamment communiqué à celle de Pétersbourg; l'Impératrice reçut avec plaisir cette nouvelle importante; elle se voyoit par cette accession de l'Autriche dégagée du fardeau d'une nouvelle guerre qu'elle auroit peut-être eu de la peine à soutenir: elle suivit les conseils du Roi, qui l'exhortoit à diminuer autant qu'il se pourroit le nombre de ses ennemis: aussi, peu après, la même convention fut signée à Pétersbourg par les deux cours impériales. On se pressa ensuite d'égaliser le partage des trois cours; ce qui avoit été réglé entre la Prusse & la Russie fut aussitôt communiqué à l'Impératrice Reine; la cour de Vienne ne s'oublia pas dans son contreprojet: son avidité étendit ses vues sur quantité de palatinats qui remplissoient l'espace depuis la principauté de Teschen jusqu'aux confins de la Valachie, & qui poussoient une pointe par Belcz à une petite distance de Varsovie. Les pays enclavés dans cette démarcation, & qui faisoient à peu près le tiers de la Pologne, étoient évidemment opposés à la convention que cette cour venoit à peine de signer avec les autres puissances. On trouva cette portion

* 4 Mars.

que les Autrichiens vouloient s'approprier auſſi énorme à Péterſbourg qu'on l'avoit trouvée exorbitante à Berlin. Choqué de procédés auſſi indécens le Comte Panin remit un mémoire raiſonné au Prince Lobkowitz, qui réſidoit à Péterſbourg en qualité de Miniſtre d'Autriche, dans lequel il évaluoit avec préciſion les partages des trois cours, & concluoit que pour établir une égalité parfaite, il convenoit que la cour de Vienne voulût bien renoncer à la poſſeſſion de Léopol & des ſalines importantes de Wiliczka, afin que perſonne ne pût ſe plaindre d'être léſé.

La cour de Vienne continua d'inſiſter ſur la Ville de Léopol & ſur les ſalines de Wiliczka, qu'elle vouloit poſſéder à toute force, en même temps que pour faciliter cette convention elle ſe déſiſta des palatinats de Lublin, de Chelm, & de Belcz. Les choſes étant dans ces termes, il falloit ſe hâter de conclure, ſi l'on ne vouloit pas renoncer à tout partage; dans cette occaſion trop d'exactitude à évaluer les différentes portions auroit fait naître des diſputes interminables: d'autres puiſſances auroient immanquablement profité de cette méſintelligence, & toutes les peines qu'on s'étoit données juſqu'alors auroient été perdues. Dans cette perſuaſion le Roi conſeilla à l'Impératrice de Ruſſie d'accepter les conditions que la cour de Vienne annonçoit être ſon *ultimatum*; elle comprit combien les momens étoient précieux, & rien n'y mettant plus d'empêchement, la triple con-

vention des cours contractantes fut signée par leurs ministres à Pétersbourg *. Les acquisitions prussiennes & celles des Russes furent articulées dans ce traité telles que nous les avons annoncées ; ce qui devoit tomber en partage aux Autrichiens fut marqué depuis la principauté de Teschen jusqu'au delà de Sendomir & du confluent du San, en tirant une ligne droite au Bug & de cette rivière à celle du Dniester aux frontières de la Podolie & de la Moldavie. Les trois cours se garantirent leurs possessions respectives : elles promirent d'agir de concert pour engager la république de Pologne à donner son consentement aux cessions qu'on lui demandoit. La cour de Vienne, radoucie par tant d'acquisitions, promit d'employer ses bons offices conjointement avec le Roi de Prusse, afin de disposer la Porte à recevoir les conditions de paix que la Russie lui avoit proposées. Les trois cours fixèrent la prise de possession au premier jour du mois de Septembre. On convint de remettre vers ce temps au Roi de Pologne une déclaration concertée entre les trois cours, pour instruire la république des arrangemens qu'on venoit de prendre, & pour l'exhorter à la convocation d'une diète extraordinaire, afin qu'elle travaillât à l'entière pacification du royaume ; c'étoit à cette diète que la Russie, l'Autriche, & la Prusse se proposoient de présenter une déduction qui devoit contenir les prétentions de chaque puissance, avec les

* 5 Août.

droits qu'elles croyoient avoir ſur ce dont elles avoient pris poſſeſſion.

Le Roi fondoit ſes prétentions ſur la Pomerellie, & ſur une partie de la grande Pologne ſituée en deçà de la Netze, ſur ce que ces provinces, autrefois annexées à la Poméranie & au Brandebourg, en avoient été démembrées par les Polonois : il revendiquoit la ville d'Elbing en vertu d'une prétention liquide, & de l'argent que ſes ancêtres avoient avancé ſur cette ville à la république ; on faiſoit des évêchés de Varmie & des palatinats de Marienbourg & de Culm un équivalent de la ville de Danzic capitale de la Pomerellie, laquelle demeuroit libre. Nous ne voulons pas détailler ici les droits de ces trois puiſſances ; il falloit des conjonctures ſingulières pour amener les eſprits à ce point & les réunir pour ce partage, par lequel ſeulement on pouvoit éviter une guerre générale.

Telle fut la fin de tant de négociations qui demandoient de la patience, de la fermeté & de l'adreſſe. L'on parvint cette fois à préſerver l'Europe d'une guerre générale qui étoit près d'éclater. Des intérêts auſſi contraires que ceux des Ruſſes & des Autrichiens étoient difficiles à concilier. Pour dédommager les Ruſſes des conquêtes que les Autrichiens vouloient qu'ils reſtituaſſent à la Porte, il n'y avoit d'autre moyen que de leur aſſigner des poſſeſſions en Pologne. L'Impératrice Reine en avoit donné l'exemple, en faiſant occuper par ſes troupes la ſeigneurie de Zips ; & pour que la balance ſe

ſoutînt

ſoutînt en quelque manière entre les puiſſances du Nord, il falloit de néceſſité que le Roi eût part à ce partage. C'eſt là le premier exemple que l'hiſtoire fourniſſe d'un partage réglé & terminé paiſiblement entre trois puiſſances; ſans les conjonctures où l'Europe ſe trouvoit alors, les plus habiles politiques y auroient échoué; tout dépend des occaſions & du moment où les choſes ſe font.

Le ſoin d'accorder ces divers intérêts n'abſorboit pas toute l'attention des trois puiſſances; on n'en preſſoit pas moins les Turcs de conſentir à la tenue d'un congrès; l'internonce d'Autriche qui réſidoit à Conſtantinople ne parloit plus des ſubſides qu'il avoit ſi vivement ſollicités, ni des diverſions que ſa cour alloit faire en faveur de la Porte; & loin d'encourager les Turcs à la continuation de la guerre, il s'étoit joint au miniſtre pruſſien, pour engager le divan à choiſir ceux que le grand Seigneur enverroit au congrès de la pacification. Les plénipotentiaires furent nommés de la part des deux puiſſances belligérantes; les miniſtres pruſſien & autrichien les joignirent à Foxſiani *, lieu où ſe tinrent les conférences. Le Comte Orlow, favori de l'Impératrice, y préſidoit de la part de la Ruſſie, & Oſman Effendi de la part des Turcs. Ces deux Miniſtres paroiſſoient d'accord ſur les articles eſſentiels du traité, & même ſur l'indépendance des Tartares; mais lorſqu'on en vint au projet article par article, Oſman Effendi en préſenta un autre, par

* Premiers jours d'Août.

lequel le droit de confirmer le Chan des Tartares élu, & le droit d'adminiftrer la juftice en Crimée, étoit réfervés au grand Seigneur. Cette propofition fut rejetée; Ofman en préfenta une plus modérée, mais qui fut auffi peu admife que la première; fur quoi il déclara qu'après avoir épuifé tous les moyens qui lui étoient permis par fes inftructions, qu'après avoir modifié par des adouciffemens les articles qui faifoient le plus de peine aux Ruffes, voyant néanmoins que fans égard pour la modération du grand Seigneur on rejetoit toutes fes propofitions, il ne lui reftoit qu'à demander des chevaux pour s'en retourner à Conftantinople. Mr Orlow le prit au mot; fes intérêts perfonnels le rappeloient à Péterfbourg, où fes ennemis profitant de fon abfence étoient parvenus à le fupplanter; ainfi ce congrès qu'on avoit eu tant de peine à faire affembler, n'atteignit pas la fin du même mois.

Plus les affaires prenoient vers le Nord & l'Orient une tournure avantageufe à la Ruffie, plus la France, mécontente du peu de confidération dont elle jouiffoit, effayoit de fe dédommager par fes intrigues de l'afcendant qu'elle avoit perdu; elle fe flattoit de pouvoir le regagner en mettant la Suède en jeu. Le Prince royal de Suède, qui voyageoit alors en France, fe trouva précifément à Paris lorfqu'il apprit la mort du Roi fon père. Les miniftres de Louis XV, pour profiter de la conjoncture, prirent des engagemens fecrets avec ce jeune Prince; ils lui promirent d'acquiter les arrérages de la dernière guerre, que la

France devoit à la Suède: la ſomme en montoit à 1,300,000 écus; une partie lui en fut remiſe à Paris, & on lui fit eſpérer le reſte au cas qu'il voulût l'employer à changer la forme du gouvernement en Suède, en s'y rendant ſouverain. Dès-lors ce jeune Prince vif, ambitieux, mais léger, ſe livra ſans réſerve à l'exécution de ce projet, à laquelle la diète qui alloit s'aſſembler pour ſon couronnement, lui fourniſſoit une occaſion favorable. De retour à Stockholm on envoya des émiſſaires munis d'argent dans toutes les provinces du royaume, pour corrompre les députés, & une partie des troupes; ſon frère, le Prince Charles, ſe mit à la tête d'un de ces corps, pour le conduire à la capitale au ſecours du Roi. Mais le jeune monarque n'attendit pas ſon arrivée; il avoit gagné le régiment des gardes & celui de l'artillerie; il s'empara par leur moyen de l'arſenal, fit braquer les canons ſur les places & dans les rues, aſſembla le ſénat intimidé par un appareil qui lui étoit ſi nouveau, & ſe fit déclarer ſouverain par ce corps, qui repréſentoit toute la nation *.

Cet événement inattendu cauſa quelques inquiétudes à la cour de Berlin; le Roi s'étoit engagé par ſon traité avec la Ruſſie à ſoutenir la forme de gouvernement établie en Suède l'année 1720. Ce Prince n'ignoroit pas la vive impreſſion qu'une révolution auſſi ſubite feroit ſur l'Impératrice de Ruſſie. Le congrès de Foxſiani venoit à la vérité d'être rompu; mais les Ruſſes & les Turcs étoient de nouveau en

* 18 Août.

pourparlers pour en aſſembler un autre à Buchareſt : ſi la paix venoit à ſe conclure entre ces deux puiſſances, il falloit s'attendre qu'inceſſamment la Ruſſie travailleroit à remettre le gouvernement ſuédois ſur l'ancien pied ; le jeune Roi de Suède, qui comptoit ſur l'appui de la France, ne ſe ſeroit jamais déſiſté de bon gré de la ſouveraineté à laquelle il venoit de parvenir ; c'étoient-là des matériaux pour une nouvelle guerre, dans laquelle le Roi auroit été obligé de combattre contre ſon propre neveu ; & la nature, qui parle aux cœurs des rois tout comme à ceux des particuliers, ſe révoltoit contre ce parti. D'autre part la politique & la foi des traités exigeoient qu'on le prît : dans cet embarras le Roi ſe ſervit de la cour de Vienne, afin que par ſes repréſentations à celle de Péterſbourg on pût parvenir à calmer la première effervefcence de la Ruſſie. Les mouvemens de colère & de vengeance l'auroient cependant emporté dans l'eſprit de l'Impératrice de Ruſſie, ſi les Turcs n'avoient pas réſiſté avec beaucoup de fermeté aux conditions dures & fâcheuſes qu'on vouloit leur faire accepter ; en même temps que du côté de la Suède, le Roi concevant le danger dont il étoit menacé de la part de la Ruſſie, ſe propoſoit de mettre d'avance le Danemarck hors de jeu, pour n'avoir qu'un ennemi à combattre à la fois.

Ceci nous engage à reprendre les choſes de plus haut, pour expoſer avec préciſion les raiſons qu'avoit le Roi de Suède d'agir ainſi. Le Roi de Danemarck étoit monté trop jeune ſur le trône pour que

ſon expérience pût être formée : il étoit entouré d'anciens miniſtres rompus dans les intrigues de cour, qui plus intéreſſés que citoyens n'ambitionnoient que de gouverner leur maître ; & comme ces rivaux luttoient pour ſe ſupplanter mutuellement, cela donnoit lieu à de fréquentes diſgrâces ; chaque jour produiſoit de nouveaux miniſtres & de nouveaux projets de gouvernement. Le Sr de Saldern, qui ſe trouvoit alors à cette cour en qualité de miniſtre de Ruſſie, avoit, comme nous l'avons dit, moyenné l'échange du duché de Gottorp contre ceux d'Oldenbourg & de Delmenhorſt ; ce miniſtre d'une cour étrangère, mais trop puiſſant à Coppenhague, perſuada au Roi de faire un tour dans les pays étrangers, voulant le détourner de viſiter, comme il en avoit l'intention, le royaume de Norvège, où l'on craignoit qu'il n'introduiſît des nouveautés préjudiciables à ſes intérêts. Peu après ſon mariage avec la Princeſſe Mathilde, ſœur du Roi d'Angleterre, il partit de Coppenhague, ſe rendit à Londres, & de là à Paris : ſes courtiſans & ceux qui l'environnoient, fortifioient ſon penchant à la volupté & à la débauche ; de retour de ſes voyages, il en rapporta une maladie dont il n'avoit pris aucun ſoin ; la Reine ſon épouſe, ſous prétexte du rétabliſſement de ſa ſanté, s'empara de ſon eſprit, & lui propoſa un médecin nommé Struenſée, comme l'homme le plus capable de le guérir. L'accès que ce médecin eut à la cour, lui fit gagner imperceptiblement plus d'aſcendant ſur l'eſprit de la Reine qu'il n'étoit convenable à un

homme de cette extraction. Cette liaison, qui de jour en jour devenoit plus intime, obligeoit la Reine à prendre les plus grandes précautions pour que le Roi ne pût pas s'appercevoir de ce qui se passoit; on prétendoit que pour en être sûr, la Reine & le médecin avoient imaginé, sous prétexte de donner des remèdes au Roi, de lui faire prendre de l'opium. L'usage trop fréquent de ces soporifiques altéra considérablement l'esprit de ce jeune prince: il eut des absences & si fortes & si longues, que la Reine & le médecin s'emparèrent des rênes du gouvernement: Struensée fut créé premier Ministre, & fut réellement Roi de Danemarck durant quelques mois. La nation danoise fut indignée. On découvrit enfin que le projet du Ministre étoit de faire déclarer le Roi incapable de régner, & sous ce prétexte apparent de s'emparer de la tutelle du royaume; ce qui acheva de révolter les esprits. On auroit cru se couvrir d'opprobre, en exposant le royaume à tomber sous une semblable domination. Des gardes de la marine qu'on avoit voulu casser, parce que la cabale se défioit de leur fidélité, donnèrent le premier branle à la révolution. Les deux généraux d'Eickstædt & de Cœller, tous deux Poméraniens de naissance, & le Ministre d'Etat d'Osten se rendirent en secret chez la Reine Julie, belle-mère du Roi; ils lui peignirent des couleurs les plus vives les périls auxquels sa personne, celle de son beau-fils, & tout le royaume étoient exposés, & la conjurèrent de prendre dans un moment aussi critique un parti décisif; ils la dé-

terminèrent à ſe rendre, après un bal qui devoit durer avant dans la nuit, par un eſcalier dérobé dans la chambre du Roi, pour l'avertir du péril imminent qui le menaçoit, & l'obliger à ſigner inceſſamment un ordre par lequel les généraux étoient autoriſés, l'un à arrêter la Reine Mathilde, & l'autre à s'aſſurer du médecin premier Minſtre. Ce projet s'exécuta comme il avoit été médité : on enferma la Reine dans une fortereſſe, & le médecin ainſi que ſes adhérens furent traduits devant les juges : la crainte des ſupplices leur fit avouer tous les attentats dont on les accuſoit ; le mariage de la Reine Mathilde fut caſſé ; le Roi d'Angleterre obtint qu'on permît à cette princeſſe de ſortir du Danemarck, pour ſe retirer dans l'électorat de Hanovre : elle s'établit à Zell, où elle fut traitée par ſon frère avec diſtinction. Le médecin, & le Baron de Brand, après qu'on leur eut fait le procès, furent décapités : la Reine Julie, belle-mère du Roi, prit le maniement des affaires. Tout fut foible dans les commencemens d'une telle adminiſtration, qui en effet n'étoit qu'une tutelle. L'aliénation d'eſprit du Roi équivaloit à une minorité. Les Norvégiens, qu'on avoit accablés d'impôts pour ſoutenir la banque, qui étoit ſur le point de faire faillite, les Norvégiens, dis-je, commencèrent à différentes repriſes à manifeſter leur mécontentement. Les révolutions que ſubit preſque en même temps le gouvernement ſuédois, donnèrent de vives alarmes à la cour de Coppenhague, qui craignoit les

entreprises d'un jeune prince voisin, ennemi né des Danois ; la Reine Julie envoya le Général Huth avec quelques troupes en Norvège, afin de garantir ce royaume contre toute invasion étrangère.

Ce mécontentement des Norvégiens, leurs dispositions peu favorables à la cour, voilà sur quoi le Roi de Suède fondoit ses espérances. Quelques députés des paysans de ce royaume, qui se rendirent auprès de lui dans le bourg d'Eckholmsund, l'assurèrent qu'il n'avoit qu'à se montrer avec quelques troupes sur leurs frontières, pour animer les paysans norvégiens, & pour leur faire à tous embrasser son parti. Sans examiner si c'étoit la nation qui s'expliquoit par la bouche de ces députés, ou s'ils n'étoient que les organes de quelques mécontens obscurs, le Roi partit brusquement, sous prétexte de faire ce qu'on appelle en Suède l'Eric Gatta : il fit la tournée de ses provinces méridionales en Scanie & vers les frontières de la Norvège ; de là il envoya un mémoire à la cour de Danemarck *, conçu en termes menaçans, par lequel il demandoit raison des armemens extraordinaires que cette cour faisoit en Norvège ; en même temps il préparoit tout de son côté pour entreprendre la guerre ; des troupes suédoises, munies d'artillerie, s'approchoient de la Norvège : ses émissaires en foule rôdoient dans ce royaume, pour exciter le peuple à la sédition ; il fit des tentatives infructueuses pour brûler le chantier de Coppenhague ; enfin tout se préparoit à une rupture entre

* 9 Novembre.

ces deux royaumes, & peut-être s'en feroit-elle ensuivie, si la cour de Berlin par les représentations les plus fortes n'avoit engagé ces deux puissances à s'éclaircir mutuellement sur leurs soupçons, & à se réconcilier; sur ces réprésentations le Roi de Suède s'en retourna dans sa capitale, & les Danois se rassurèrent.

Si le changement du gouvernement en Suède avoit déplu à l'Impératrice de Russie, ces mouvemens du Roi sur les frontières de la Norvège la choquèrent encore davantage; elle craignoit qu'un jeune prince aussi remuant, aussi inquiet que le Roi de Suède, n'entreprît avec la même légéreté de l'attaquer sur les frontières de l'Estonie & de la Finlande. Ces deux provinces étoient alors dégarnies de troupes: les armées russes étoient dans la Bessarabie, dans la Crimée, & plus de 50,000 hommes inondoient la Pologne; l'Impératrice jugea que dans ces circonstances, en faisant des conquêtes en Orient & en subjuguant les Sarmates, elle ne devoit pas négliger d'assurer ses anciennes possessions. Elle rappela dans cette intention 20,000 hommes des troupes qui étoient en Pologne, pour les employer à garnir & à défendre la Livonie & les provinces qu'elle croyoit exposées aux insultes des Suédois; d'autre part elle se montra plus disposée à un nouveau congrès pour la paix avec les Turcs.

Ce congrès s'ouvrit à Bucharest *; le Reis Effendi

* 26 Octobre.

étoit le plénipotentiaire de la Porte & le Sr Obreſkow celui des Ruſſes : les deux miniſtres plénipotentiaires de la Pruſſe & de l'Autriche ne s'y trouvèrent point, parce que les Ruſſes avoient été mécontens du Sr Thugut, qui avoit aſſiſté au premier congrès comme Miniſtre de l'Impératrice Reine. Les Ruſſes commencèrent par renouveler leurs prétentions exorbitantes ; enſuite ils ſe relâchèrent ſur pluſieurs articles ; mais la ceſſion des places de la Crimée Kerſch & Jenikala, ſituées ſur le détroit de Zabache, dont la poſſeſſion ouvroit aux Ruſſes le paſſage de la mer Noire, fut un obſtacle invincible à la concluſion de la paix ; le corps des Ulemas, ou gens de la loi, déclara au grand Seigneur qu'il ne conſentiroit jamais que par cette ceſſion on mît la Ruſſie en état d'équipper une flotte qui menaceroit Conſtantinople même du plus imminent danger ; la Ruſſie déclara de ſon côté que la poſſeſſion de ces deux places étoit une condition dont elle ne ſe départiroit jamais. Sur cela chacune des deux cours envoya ſon *ultimatum* à ſes plénipotentiaires : les Ruſſes offrirent de ſe relâcher ſur ce qu'ils avoient demandé en argent, à condition que les Turcs conſentiſſent au reſte, & les Turcs offrirent 21 millions de roubles aux Ruſſes, s'ils vouloient remettre les choſes ſur le pied où elles étoient avant le commencement de cette guerre. Après que les conditions eurent été refuſées de part & d'autre vers la fin du mois de Mars *, ce ſecond congrès fut rompu comme le premier.

* 1773.

Deux raiſons contribuèrent à rendre ce congrès infructueux : la première, les conditions onéreuſes, humiliantes & dures auxquelles Catherine vouloit ſoumettre Muſtapha ; l'autre, les intrigues de la France, qui non contente d'employer les corruptions pour gagner les principaux vizirs & ſeigneurs de la Porte, relevoit leur courage par l'eſpérance que le Roi de Suède porteroit la guerre en Finlande, pour faire une diverſion en leur faveur, & ils ajoutoient que la France armoit actuellement à Toulon une nombreuſe eſcadre, qu'on enverroit aux échelles du Levant, pour s'établir en croiſière dans l'Archipel. La cour de Verſailles ne ſe borna point à ces petites intrigues : elle déſapprouvoit la conduite de l'Impératrice Reine, qui étant ſon alliée s'étoit unie avec la Ruſſie & la Pruſſe, & avoit pris le parti des puiſſances que la France regardoit comme ſes ennemies. Pour ſe venger des Autrichiens, on projeta à Verſailles une quadruple alliance entre les cours de Verſailles, de Madrid, de Turin & de Londres. On commença par mettre en jeu toutes ſortes d'intrigues, afin d'indiſpoſer l'Angleterre contre la Pruſſe & contre la Ruſſie. Les émiſſaires françois répandoient nombre de pamflets ; dans les uns ils démontroient aux Anglois le tort conſidérable que ſouffroit leur commerce, depuis que le Roi de Pruſſe étoit en poſſeſſion du port de Danzic ; dans d'autres ils exagéroient les pertes que le commerce d'Angleterre feroit, ſi les Ruſſes obtenoient la libre navigation ſur la mer Noire. Ces écrits firent enfin quelque impreſ-

ſion : la fougue angloiſe fut promptement excitée, & ſans ſavoir pourquoi, la nation jeta les hauts cris, en diſant que le port de Danzic alloit ruiner le commerce de la Grande Bretagne. Il n'eſt pas néceſſaire de rapporter ici tous les déſagrémens auxquels ces clameurs donnèrent lieu ; mais il eſt indiſpenſable de rapporter que les Anglois s'adreſsèrent aux Ruſſes, & qu'ils exigèrent de l'Impératrice que ſon miniſtre conjointement avec celui d'Angleterre donnaſſent la loi au Roi de Pruſſe dans ſes propres Etats, qui lui appartenoient à auſſi bon droit que les provinces que les deux autres puiſſances venoient d'envahir, pour qu'il ſacrifiât ſon intérêt à leurs caprices. Les Ruſſes n'entrèrent pas entièrement dans ces idées extravagantes des Anglois ; la guerre avec les Turcs duroit encore ; le Roi payoit des ſubſides ; ils devoient donc le ménager. Il y eut quelques négociations vagues avec la cour de Péterſbourg touchant les douanes & les péages de la Viſtule & touchant le port de Danzic ; après quelques explications de part & d'autre, après qu'on eut remontré à cette cour que chacun étant maître chez ſoi, on ne devoit point être inquiété dans l'adminiſtration de ſes finances, les Ruſſes trouvèrent ces raiſons valables, & les choſes reſtèrent ſur le pied où elles étoient.

Le projet des François & des Anglois étoit plus artificieux que nous ne l'avons repréſenté ; leur vue étoit de brouiller la Pruſſe & la Ruſſie au ſujet du port de Danzic ; & quoique l'événement n'eût pas

répondu à leur attente, les Anglois ne laissèrent pas de témoigner à la cour de Pétersbourg à quel point ils étoient jaloux & envieux du commerce de la mer Noire que les Russes avoient intention d'exercer; mais la rupture du congrès de Bucharest les délivra pour lors de leurs appréhensions.

Les troubles intestins de la cour de Pétersbourg, & les différens partis qui travailloient à perdre leurs antagonistes, influoient dans les affaires, & occasionnoient de nouvelles contestations, tantôt pour le port de Danzic, tantôt sur les péages, enfin sur les limites des nouvelles acquisitions : on poussa la mauvaise humeur jusqu'à chicaner le Roi sur une banlieue située au delà de la Netze, qu'il avoit insérée dans sa démarcation : on lui fit d'autres difficultés sur le territoire de Thorn, qu'on prétendoit qu'il avoit trop rétréci, quoiqu'on l'eût réglé sur les cartes géographiques les plus exactes qu'on avoit pu se procurer. Les Russes firent des querelles semblables aux Autrichiens sur un terrain qu'ils s'étoient approprié au delà du San, & qui étoit assez considérable. Le Roi promit d'avoir la complaisance pour l'Impératrice de Russie de s'accommoder à quelques égards à ses désirs, à condition toutefois que les Autrichiens fissent de même; mais la cour de Vienne affichant la hauteur, & étalant toute sa dignité, déclara qu'elle ne céderoit pas un pouce de ses possessions; cette déclaration fière & déterminée des Autrichiens fit que les Russes gardèrent le silence, & qu'alors les choses restèrent sur le pied où elles

étoient. Toutes ces petites tracasseries tiroient leur origine de la haine que le Comte Orlow, devenu Prince, avoit contre le Comte Panin : il l'accusoit d'avoir réglé trop avantageusement les partages des alliés de la Russie, & le Ministre, qui voyoit son crédit chanceler, n'avoit pas le courage de soutenir avec fermeté les points dont on étoit tombé d'accord dans la convention signée par l'Impératrice de Russie & le Roi de Prusse. Dans ces temps-là les nôces du grand Duc se célébrèrent à Péterfbourg; * le Comte Panin, qui avoit été son Gouverneur, le quitta alors; & non seulement l'Impératrice le récompensa généreusement, mais détrompée des calomnies par lesquelles on avoit voulu le noircir dans son esprit, elle lui rendit sa confiance.

Ce fut le Roi qui parvint à fixer sur la Princesse de Darmstadt, propre sœur de la Princesse de Prusse, le choix que l'Impératrice fit d'une belle-fille; pour avoir du crédit en Russie, il falloit y placer des personnes qui tinssent à la Prusse. On devoit espérer que le Prince de Prusse, lorsqu'il parviendroit au trône, en pourroit tirer de grands avantages. Mr d'Assebourg, sujet du Roi & qui avoit passé au service de l'Impératrice, fut chargé de parcourir toutes les cours d'Allemagne où il y avoit des princesses nubiles, & d'en faire son rapport. Il choisit la Princesse de Darmstadt, qui fut désignée pour épouser le grand Duc.

Tandis que la ville de Péterfbourg célébroit par

* Juillet.

des fêtes ce mariage, la diète de Pologne s'aſſembloit à Varſovie ; les trois cours y publièrent un manifeſte avec une déduction de leurs droits ; on demanda au Roi & à la république de ſigner, 1. le traité de ceſſion pour les trois cours, 2. la pacification de Pologne, 3. une ſomme fixe pour l'entretien du Roi, 4. l'établiſſement du conſeil permanent, 5. un fonds aſſuré pour que la république pût entretenir 30,000 hommes. En même temps chaque puiſſance fit entrer en Pologne un corps de 10,000 hommes. Toutes envoyèrent également un général à Varſovie ; les Autrichiens, Richecourt ; les Ruſſes, Bibikow ; les Pruſſiens, Lentulus. Ils avoient ordre d'agir de concert & de ſévir contre les ſeigneurs qui voudroient cabaler, ou mettre des obſtacles aux nouveautés qu'on vouloit introduire dans leur patrie.

Au commencement les Polonois firent les revêches ; ils répugnoient à tout ce qu'on leur propoſoit ; les nonces des palatinats n'arrivoient point à Varſovie. Fatiguée de ces longueurs & de cette obſtination, la cour de Vienne propoſa de fixer un jour pour l'aſſemblée de la diète, avec menace que ſi les nonces manquoient de s'y trouver, les trois cours ſans différer partageroient entr'elles tout le royaume ; mais on ajoutoit auſſi, que par égard pour eux, & s'ils donnoient des marques de leur docilité, auſſitôt après que l'acte de ceſſion auroit été ſigné, les trois puiſſances retireroient leurs troupes du territoire de la république. A peine cette déclaration fut-elle publiée que tout s'arrangea comme de ſoi-

même. La diète s'assembla le 19 Avril : le traité de cession fut approuvé, & signé premièrement avec les Autrichiens, ensuite avec les Russes, & celui des Prussiens le 18 Septembre. On convint que des commissaires seroient envoyés pour régler les frontières. La république renonça en faveur de Sa Majesté à la réversibilité du royaume de Prusse & des fiefs de Lauenbourg, de Butow & de Draheim : on abolit plusieurs articles du traité de Wélau : on garantit à la Pologne toutes les provinces qui lui restoient. Le Roi promit de plus de conserver dans sa portion la religion catholique sur le pied où il l'avoit trouvée, & l'on renvoya à des actes séparés les articles dont on conviendroit pour le commerce. Ce traité, ainsi que ceux des autres cours, ne fut signé d'abord que par les deux Maréchaux de la confédération & par le Président de la délégation, ainsi que par les Ministres des trois cours. Ces Ministres commencèrent ensuite à traiter avec les membres de la délégation. On convint de la création d'un conseil permanent, & l'on en renvoya la discussion, qui devoit être longue & détaillée, aux assemblées suivantes.

Les Polonois, qu'il faut considérer comme la nation la plus légère & la plus frivole de l'Europe, se flattoient, sans le moindre fondement, d'anéantir dans peu l'ouvrage des trois puissances voisines ; voici comme raisonnoient ces têtes sans dialectique. La campagne des Russes n'a pas été heureuse cette année-ci ; ils seront donc accablés l'année prochaine :

les

les zélateurs de l'ancien gouvernement anarchique ajoutoient, en exagérant les choſes, que le grand Seigneur à la tête de ſes braves janiſſaires pénétreroit bientôt en Ruſſie, brûleroit Moſcau & Péterſbourg, détrôneroit l'Impératrice, & partageroit entre lui & les Polonois les débris de ce vaſte empire.

Pour juger combien leur mauvaiſe volonté outroit les mauvais ſuccès des Ruſſes, il ſera néceſſaire de rapporter ce qui ſe paſſa entre les armées dans cette campagne, & même de remonter un peu plus haut. Depuis la rupture du congrès de Bucharеſt l'Impératrice de Ruſſie, accoutumée aux exploits inconcevables de ſes troupes, crut qu'au moyen d'une nouvelle victoire elle pourroit fléchir l'obſtination du Sultan, & le faire conſentir aux conditions de paix dont elle ne vouloit pas ſe déſiſter. Elle manda donc au Maréchal de paſſer le Danube avec ſon armée, & d'attaquer l'ennemi partout où il le trouveroit : le Maréchal avoit quelque répugnance à commettre ſa réputation dans une entrepriſe auſſi hazardeuſe ; il en repréſenta les difficultés, le Danube large d'un mille dans ces contrées, l'impoſſibilité d'y faire des ponts, le danger de débarquer à l'autre bord ſous le feu de l'ennemi ; il ajouta qu'on ne trouveroit aucun établiſſement dans la Romélie & qu'on devoit craindre d'expoſer l'armée dans des circonſtances pareilles à celles où Pierre I s'étoit trouvé au bord du Pruth. Ces repréſentations furent vaines : les raiſons de guerre cédèrent à l'impatience de l'Im-

pératrice; Mr de Romanzow fut contraint de paſſer le Danube avec ſon armée forte de 35,000 hommes * : il repouſſa & défit un corps d'obſervation que les Turcs avoient avancé vers les bords du fleuve: il marcha enſuite ſur Siliſtria, qu'il avoit intention de prendre; cette ville eſt ſituée dans une gorge; elle n'a point d'ouvrages qui la défendent, mais les montagnes qui l'environnent de deux côtés étoient bien fortifiées; trente mille Turcs y campoient, & l'armée du grand Vizir, poſtée ſur le mont Hémus, étoit à portée de la ſecourir. Le Maréchal Romanzow approchant de Siliſtria, réſolut de prendre cette ville d'emblée : il partagea ſon armée en différens corps, les uns pour ſoutenir les batteries qui tiroient ſur le camp des ennemis, d'autres pour attaquer la ville par l'endroit où la gorge des montagnes s'ouvroit le plus, & le reſte demeura comme en réſerve, ſoit pour ſoutenir les attaques, ſoit pour protéger la retraite. Les Turcs attaquèrent avec leurs ſpahis cette réſerve, & les corps qui couvroient les batteries, en même temps qu'ils prirent à dos les détachemens qui étoient à la vérité entrés dans Siliſtria, mais qui furent obligés enſuite de s'en retirer avec une perte aſſez conſidérable. Le grand Vizir, informé de ce qui ſe paſſoit, détacha promptement un gros corps de troupes à dos de l'armée ruſſe, pour garnir un défilé par lequel il falloit qu'elle repaſſât pour pouvoir regagner les bords du Danube. Si le grand Vizir avoit ſu profiter de l'occaſion, il auroit engagé ſans

* 13 Juin.

perdre de temps une affaire d'arrière-garde avec l'armée de Mr de Romanzow qui se retiroit, & il y a toute apparence qu'il auroit détruit cette armée russienne qui avoit passé le Danube. Mais les destinées n'avoient pas résolu que les choses tournassent ainsi; le grand Vizir demeura tranquillement dans son camp, & le Maréchal Romanzow ayant été averti qu'un corps de Turcs s'étoit posté sur ses derrières, envoya le Général Weissmann à la tête d'un détachement, pour déloger les troupes ennemies de leur embuscade: ce brave Général, après des efforts de valeur incroyables, réussit, mais en y perdant la vie. Cet important avantage donna à l'armée russe la facilité de regagner le Danube: il n'y avoit pas assez de barques pour transporter ces troupes tout à la fois; il fallut y employer trois jours, sans qu'il vînt en pensée aux Turcs d'attaquer les portions de l'armée qui attendoient le retour de leurs bateaux, ou d'apporter le moindre obstacle à leur passage.

L'Impératrice de Russie fut très-mécontente de cette expédition; il fallut tirer des troupes de l'Ingrie, de l'Estonie & de la Pologne, pour renforcer l'armée de la Valachie; cependant on ne se découragea point. On forma de nouveaux projets, & l'on résolut à Pétersbourg de les exécuter sur la fin de l'automne de la même année. Il faut savoir que chez les Turcs c'est l'usage que les troupes asiatiques retournent chez elles au commencement de l'arrière-saison. Les Russes, qui en étoient instruits, vou-

lurent profiter de l'affoibliſſement de l'armée du grand Vizir après le départ d'une auſſi grande multitude de combattans; par ordre de l'Impératrice Mr de Romanzow envoya différens détachemens de ſes troupes au delà du Danube, & le Maréchal avec le gros de l'armée, conſiſtant en 20,000 hommes à peu près, couvrit derrière les fleuves les provinces conquiſes de la Valachie & de la Moldavie. Il détacha le Général Ungern, le Prince Dolgorouki & le Général Soltikow, chacun à la tête de 3,000 hommes. Ungern & Dolgorouki donnèrent ſur une troupe de Turcs qu'ils mirent en fuite: ils prirent le Seraſquier qui les commandoit & quelques canons; leur ordre portoit de marcher de là ſur Warna, pour s'emparer de ce poſte important & du port, par lequel les troupes du Vizir tiroient leurs magaſins ſur la mer Noire. Le malheur voulut que ces deux généraux ſe brouillèrent; Ungern s'avança ſeul vers Warna; il trouva la ville bien fortifiée, entourée d'un foſſé profond rempli d'eau; une forte garniſon la défendoit, & le port étoit rempli de frégattes turques, dont l'artillerie fouettant tout le rivage, incommodoit beaucoup les troupes ruſſes. Mr d'Ungern comprit qu'il lui étoit impoſſible de forcer cette place; ayant abandonné ce deſſein, il fut dans ſa retraite vivement harcelé par les Turcs: il y perdit ſon canon, ſans compter une partie aſſez conſidérable de ſon monde. Il regagna cependant le Danube, tandis que de leur côté les Turcs s'emparèrent du magaſin que les Ruſſes avoient raſſem-

blé pour cette expédition ; ce qui les obligea tous à repaſſer le Danube, & ils rejoignirent leur armée haraſſés, affamés, & conſidérablement fondus.

Il ſembloit alors que la fortune, par un effet de ſes caprices, laſſe d'avoir ſi conſtamment favoriſé les Ruſſes, alloit paſſer dans le parti contraire ; déjà deux expéditions conſécutives en Romélie avoient manqué ; & comme ſi ce n'étoit pas aſſez, les Coſaques du Don & ceux qui ſont ſur le Jayck dans le voiſinage d'Orenbourg ſe révoltèrent : ils ſe plaignoient principalement de ce que la cour avoit violé leurs priviléges en les enrégimentant comme des troupes régulières ; de ce qu'on avoit tiré 20,000 hommes d'entre leurs compatriotes pour les envoyer contre les Turcs, & de ce qu'on épuiſoit leur province, en lui faiſant livrer plus d'hommes & de chevaux qu'elle n'en pouvoit fournir. Un vagabond ſe mit à leur tête : il leur perſuada qu'il menoit avec lui l'Empereur Pierre III, qui vouloit détrôner ſa femme l'Impératrice, pour placer ſur le trône ſon fils le grand Duc. Quelques provinces voiſines ſe joignirent à ces rebelles : leur nombre, qui augmentoit chaque jour, contraignit l'Impératrice à retirer ce qu'elle put de troupes de l'Eſtonie, de l'Ingrie & de la Pologne, pour les oppoſer aux mutins ; le Général Bibikow fut mis à la tête de ce corps qu'on avoit ainſi aſſemblé à la hâte ; mais quelque diligent qu'il fût, il ne put arriver au royaume de Caſan qu'au mois de Mars de l'année 1774.

Tous ces contretemps, qui étonnoient une cour

accoutumée à des profpérités continuelles, infpirèrent à l'Impératrice des fentimens plus pacifiques; elle craignit avec raifon que le grand nombre des recrues qu'on exigeoit des provinces, & qui occafionnoit déjà des murmures, ne fît paffer les Ruffes de la mauvaife volonté à une révolte ouverte. Ajoutez à ces confidérations que les fuccès qui avoient, pour ainfi dire, ébloui les yeux de l'Europe au commencement de cette guerre, avoient beaucoup perdu de leur éclat dans le cours de cette dernière campagne. Comme la cour avoit une envie fincère de rétablir la paix, le Comte Panin requit le Comte de Solms de mander au Sr de Zegelin, Miniftre du Roi à la Porte, qu'on le prioit de faire en fon propre nom les propofitions fuivantes au Cadilefker qui géroit les emplois du grand Vizir pendant fon abfence: 1. que la Porte fe défiftât de la poffeffion de Kerfch & de Jenikala: 2. que la Crimée fût gouvernée par fon Chan, fans que la Ruffie ni les Turcs s'en mêlaffent: 3. que la libre navigation de la mer Noire fe bornât aux vaiffeaux marchands, dont aucun ne pourroit avoir plus de 4 à 5 canons, & qu'on interdît aux vaiffeaux ruffes armés en guerre l'entrée de tous les ports qui font fous la domination du grand Seigneur: 4. qu'Oczakow au lieu de Kinburn demeurât aux Ruffes, pour qu'ils euffent au moins une place forte avec un port fur la mer Noire; & qu'en confidération de cet accord les Ruffes rendiffent aux Turcs Bender & toutes les autres conquêtes qu'ils avoient faites fur eux.

Pour ménager la délicatesse de l'Impératrice Catherine, qui répugnoit à faire la première des propositions de paix à ses ennemis, le Roi se chargea d'autant plus volontiers de les faire passer à Constantinople, qu'il étoit intéressé lui-même à mettre fin à cette guerre, qui pouvoit produire par sa continuation des événemens désagréables & fâcheux. Cette nouvelle tentative de pacification ne réussit pas mieux que les précédentes. Ces deux puissances étoient trop hautes & trop fières pour qu'on pût les accommoder. Sur ces entrefaites mourut à Constantinople Mustapha *, qui avoit régné durant le cours de cette guerre. Son frère Achmet occupa le trône après lui. Ce prince ne connoissoit que la prison du sérail, dans laquelle il avoit été élevé ; ignorant, d'un esprit aussi borné que foible, il remit les soins du gouvernement entre les mains de sa sœur & de son grand Vizir, & l'on ne s'apperçut pas d'un changement de règne. Cependant, malgré la fierté qu'affectoient ces deux cours, sentant également le besoin de rétablir la paix, & dégoûtées de tant de congrès inutilement assemblés, elles tentèrent un nouveau moyen de conciliation ; elles renouèrent une négociation directe entre le grand Vizir & le Maréchal Romanzow. Mais elle fut accrochée de même & par l'indépendance de la Crimée & par la cession des places que la Russie demandoit : cette affaire languit ainsi jusques au mois de Juin, où la campagne s'ouvrit.

* Février, 1774.

Pour éviter un engagement général, le grand Vizir avoit choisi son camp sur les montagnes de la Bulgarie, & il n'opposoit à Mr de Romanzow que de gros détachemens. Celui-ci désirant de rétablir sa réputation, qui avoit souffert par les opérations malheureuses de sa dernière campagne, après avoir passé le Danube avec son armée, trouva le moyen de tourner celle du grand Vizir avec des corps détachés qui battirent toutes les troupes qu'ils rencontrèrent; alors Mr de Romanzow fortifia ces corps, dont l'un fut assez heureux pour défaire & pour enlever un convoi considérable, destiné pour la grande armée turque: bientôt le Vizir se vit comme affamé dans son propre camp. Le Général Kamenski lui coupa la communication avec Adrianople. Si ce Turc avoit eu de la hardiesse, il se seroit rouvert cette communication l'épée à la main, d'autant plus que la plus grande partie de ses troupes manquant de nourriture, l'abandonnèrent après avoir pillé son propre camp. Cela fit tourner la tête à ce malheureux grand Vizir, & il se crut obligé de signer toutes les propositions de paix que le Maréchal Romanzow voulut lui prescrire.

Cette paix produisit l'indépendance de la Crimée; elle valut aux Russes la cession des places d'Asow, de Kinburn, & de Jenikala; les Turcs leur accordèrent encore la libre navigation dans l'Hellespont, dans la Propontide, & dans l'Archipel, & une somme de 4 millions & demi de roubles en forme d'indemnisation pour les frais de la guerre. Ces

préliminaires si glorieux pour l'Impératrice Catherine furent signés le 10 Juillet 1774 dans le camp du Maréchal Romanzow. Le grand Vizir ramena sans différer le peu de troupes qui lui restoient à Adrianople, où il mourut de douleur. La prospérité dont jouissoit l'empire de Russie par les avantages qu'il acquéroit sur les Turcs, étoit contrebalancée par l'inquiétude que la révolte des Cosaques lui causoit. Ce Pugatschef qui étoit à la tête des rebelles eut l'adresse d'attirer dans son parti les peuples qui habitent les bords du Jayck jusqu'à ceux qui habitent les environs de Moscau; la noblesse même commençoit à se laisser séduire, & il ne manquoit à ce chef de parti que l'assistance de la fortune pour consommer la révolution qu'il se proposoit de faire dans cet empire. Mais la paix qui venoit d'être conclue avec les Turcs fit avorter toutes ses entreprises; les troupes que l'Impératrice retiroit de la Romélie, furent employées contre le rebelle; elles l'entourèrent de tous côtés, dissipèrent son parti, & lui coupèrent la retraite; enfin trahi par un de ses adhérens, il fut livré aux Russes, & condamné au supplice qu'il avoit mérité.

Pendant tout ce temps-là la diète de Pologne & la délégation travailloient à ce qu'on nommoit la réforme du gouvernement. Tout ce qui concernoit le conseil permanent fut réglé; on assigna des fonds pour l'entretien du Roi, que l'on fixa à la somme de 1,200,000 écus. On destina d'autres fonds pour l'entretien de l'armée. L'article qui regardoit les

diffidens étant regardé comme le plus délicat à caufe de la fermentation qu'il pouvoit caufer dans les efprits, fut réfervé pour la fin de la diète. Une nouvelle rumeur fe répandit alors en Pologne: la nation fe plaignoit hautement fur ce qu'on difoit que les Autrichiens & les Pruffiens ne mettoient point de bornes à l'extenfion de leurs limites. Ces plaintes n'étoient pas tout à fait dépourvues de fondement; car les Autrichiens en abufant d'une carte peu exacte de la Pologne, comme elles l'étoient toutes, ayant confondu le nom de deux rivières, la Sbruze & la Podhorze, avoient fous ce prétexte étendu leurs limites bien au delà de ce qui leur étoit affigné par le traité de partage. Or on étoit convenu que les différens partages fe feroient avec une fi parfaite égalité, que les portions échues aux trois puiffances ne feroient pas plus confidérables les unes que les autres. Comme donc les Autrichiens avoient enfreint cette condition, le Roi fe crut autorifé à faire de même: il étendit en conféquence fes limites & enferma la vieille & la nouvelle Netze dans la partie de la Pomerellie qu'il poffédoit déjà. La cour de Péterfbourg intervint dans cette affaire, & le Roi s'engagea de refferrer les limites de fon cordon, à condition que la cour de Vienne en feroit autant. Les Polonois, informés de ces altercations entre les trois cours, crurent que c'étoit le moment, par le moyen de leurs intrigues, de parvenir à femer la divifion, l'aigreur & l'envie entre ces puiffances. Dans cette intention le Comte Branicky, grand Général

de la Pologne, fut envoyé à Péterſbourg, ſous prétexte de plaider la cauſe de la république, mais plus encore pour aigrir l'eſprit de l'Impératrice contre la Pruſſe & l'Autriche. Avant que d'être grand Général il avoit accompagné à Péterſbourg Poniatowſky, qui n'étoit pas Roi encore. Quoique cet envoyé ne remplît pas le grand but de la république, qui étoit d'annuller tout ce qui s'étoit fait, il parvint pourtant à irriter la vanité ruſſienne, en repréſentant à l'Impératrice que ſon honneur étoit engagé à ne pas ſouffrir que les Pruſſiens & les Autrichiens étalaſſent leur deſpotiſme en Pologne: on expédia d'abord des lettres déhortatoires au Roi, ainſi qu'à l'Impératrice Reine, pour les engager à ne point abuſer des complaiſances que l'Impératrice avoit eues à l'égard de leurs intérêts. Le Roi répondit avec politeſſe à cette exhortation, en priant l'Impératrice Catherine de ſe rappeler l'article fondamental du traité de partage, qui portoit ſur l'égalité des portions, & il ajouta que pourvu que les Autrichiens vouluſſent preſcrire de juſtes bornes à leurs acquiſitions, il ſe déſiſteroit volontiers de l'étendue des limites qu'on trouvoit équivoque, n'ayant point d'intérêt qu'il ne ſacrifiât à l'avantage de conſerver l'amitié de l'Impératrice. La réponſe de l'Impératrice Reine étoit toute différente de celle-là: elle ſe reſſentoit du ſtyle de celui qui l'avoit dictée; sèche & fière, elle annonçoit la ferme réſolution des Autrichiens de conſerver ce dont ils étoient en poſſeſſion.

Tous ces détails dans leſquels nous ſommes entrés

ne doivent pas nous occuper aſſez pour que nous ne jetions pas les yeux ſur le reſte de l'Europe : toutes les puiſſances tiennent à la chaîne générale qui lie les intérêts politiques, & l'on ne doit omettre aucun des événemens qui peuvent influer plus ou moins ſur ce qui arrive dans le monde. * Louis XV venoit de terminer ſa carrière au commencement de cette année : il mourut de la petite vérole. Les évêques qui l'aſſiſtèrent dans ſes derniers momens agirent avec une cagoterie révoltante ; ils l'obligèrent à demander publiquement pardon au public de ſes foibleſſes. Ce prince étoit bon, mais ſans fermeté : il n'avoit de défaut que celui d'être Roi. La nation françoiſe, inſatiable de nouveautés, ennuyée de ſon long règne, déchira impitoyablement ſa mémoire. Enfin ce ſucceſſeur impatiemment attendu prit la place de ſon grand père. Louis XVI, parce qu'il ne faiſoit que de devenir Roi, fut d'abord applaudi : ſon règne étoit l'âge d'or, perſonne ne ſeroit mécontent ſous ſon gouvernement, il ramenoit les temps de Saturne & de Rhéa. C'étoit-là le langage de l'enthouſiaſme ; la vérité ſe borne à dire que ce jeune prince choiſit pour ſon Mentor Mr de Maurepas, ancien Miniſtre diſgracié ſous le règne de Louis XV. L'âge avancé de ce premier Miniſtre ne permettoit pas d'eſpérer que ſous ſon adminiſtration la France pût regagner la conſidération qu'elle avoit perdue ; ſa politique devoit ſe borner à maintenir les choſes dans l'état où il les trouvoit ; comment ſe ſeroit-il engagé dans de grandes entre-

* Mai.

prises? Un octogénaire n'en pouvoit voir la fin. Il devoit sans doute travailler au rétablissement des finances, mais par quels moyens? en modérant les dépenses? il s'attiroit la haine de tous les grands du royaume; en trouvant de nouveaux fonds? tous les moyens étoient épuisés: il ne restoit d'expédient sage que celui de faire une banqueroute raisonnée, pour prévenir une banqueroute totale, & il craignoit que si cela arrivoit de son temps, ce ne fût une tache pour son administration. La seule chose qui signala sa rentrée dans le ministère, fut qu'il rétablit l'ancien parlement, & qu'il contribua à l'exil de Mr de Meaupoux, de quoi il fut loué par les gens de robe, & désapprouvé par les politiques. La France craignoit alors que les brouilleries entre l'Espagne & le Portugal au sujet du fort St Sacrement en Amérique n'occasionnassent une rupture entre ces deux puissances: l'Angleterre ne le craignoit pas moins, parce qu'elle-même avoit envoyé des troupes en Amérique à Boston & dans d'autres colonies, pour appaiser le mécontentement que ces provinces essuyoient de la part du gouvernement de la mère-patrie. Si la guerre s'allumoit entre le Portugal & l'Espagne, le Roi d'Angleterre étoit obligé de secourir celui de Portugal; ce qui ne pouvoit manquer de le commettre avec les Espagnols, qui pour se venger, auroient assisté les colonies angloises, & auroient par conséquent mis la nation en danger de perdre les possessions importantes de l'Amérique. Afin de se tirer de ce pas embarrassant, la cour de

Londres gagna l'Empereur de Maroc, & le diſpoſa tout de ſuite à déclarer la guerre à l'Eſpagne; en fourniſſant une occupation auſſi ſérieuſe à la cour de Madrid, les Anglois ſe flattèrent de différer les hoſtilités entre l'Eſpagne & le Portugal, & de gagner également le temps de ſoumettre leurs propres colonies. Tant d'intérêts importans firent alors perdre l'Europe de vue aux Anglois.

Ces conjonctures favoriſoient les intérêts du Roi; pendant que les Anglois & les autres puiſſances ſe trouvoient dans une ſituation embarraſſante, & que ſongeant à leurs propres intérêts ils donnoient moins d'attention à ce qui paſſoit dans le reſte de l'Europe, le Roi avoit moins à craindre de la jalouſie importune des Anglois, qui ſe feroient à coup ſûr mêlés de ce qui regardoit le traité de partage. On eſſaya donc, à l'aide de la cour de Ruſſie, de terminer les différens qu'on avoit avec les Danzicois: les miniſtres de Pruſſe & de Ruſſie négocièrent avec les maires & les ſyndics de cette ville, mais infructueuſement; ceux-ci étoient ſi entêtés d'une eſpèce de deſpotiſme en fait de commerce qu'ils s'étoient arrogé ſur les autres villes ſituées le long de la Viſtule, qu'ils auroient cru flétrir leur dignité en cédant ſur la moindre bagatelle. Le miniſtre de Ruſſie s'apperçut que par les voies de la douceur il ne feroit pas avancer ſa négociation: il leur déclara donc que puiſqu'ils n'avoient aucun égard aux remontrances de l'Impératrice, il les abandonnoit à leur ſort; ſur quoi il s'en retourna tout de ſuite à Péterſ-

bourg rendre compte de ſa miſſion. Le miniſtre de Pruſſe partit également pour Berlin. Si la déclaration des Ruſſes avoit été plus vigoureuſe, les Danzicois ſe feroient ſans doute accommodés ; mais Catherine aimoit mieux laiſſer cette épine au pied de ſon allié, que de l'arracher, parce que les différens de la Pruſſe avec cette ville fourniſſoient un ſujet de chicane tout préparé, dont la Ruſſie pouvoit ſe ſervir au moment où la bonne intelligence entre ces deux puiſſances s'altéreroit. L'harmonie entre les deux Impératrices étoit bien plus dérangée encore qu'entre la Pruſſe & la Ruſſie. Les difficultés de la cour de Ruſſie au ſujet des liſières des acquiſitions autrichiennes commençoient à choquer la hauteur de l'Impératrice Reine, & dans le temps que les eſprits s'aigriſſoient, on reçut la copie d'un traité ſigné de la cour de Vienne & de celle de Conſtantinople ; la date en étoit de l'année 1771. Quoique la pièce ait été imprimée, nous croyons pourtant devoir en rapporter le ſommaire. L'Impératrice Reine s'engage (voici les termes) d'obliger la Ruſſie, ſoit par la négociation, ſoit par les armes, à reſtituer toutes les conquêtes qu'elle a faites ſur la Porte, à raiſon de quoi le grand Seigneur lui payera un ſubſide de 10 millions de piaſtres, pour l'indemniſer des frais de la guerre ; de plus il lui cédera une partie de la Valachie & quelques diſtricts du territoire de la Moldavie. Quoique ce traité n'eût pas été ratifié, le Prince Kaunitz fut aſſez habile pour faire payer d'avance à ſa cour une ſomme conſidérable ; & bien

que depuis il ſignât le traité de partage des trois couronnes, il n'en ſuivit pas moins ſon plan : il ne voyoit que l'intérêt de ſa cour, peu délicat ſur les moyens qu'il employoit : auſſi s'apperçut-on que le Miniſtre impérial le Sr de Thugut, qui aſſiſta aux différens congrès qui ſe tinrent entre les puiſſances belligérantes, traverſoit autant qu'il le pouvoit les intérêts de la Ruſſie, mais non aſſez adroitement pour que les cours de Péterſbourg & de Berlin ne s'en apperçuſſent point & ne découvriſſent pas ſes manœuvres. Cette conduite de la cour de Vienne lui fit perdre le peu de confiance qu'on avoit encore en elle. L'Impératrice Catherine & le Roi de Pruſſe y furent ſenſibles ; l'on s'appercevoit à Péterſbourg que les Ruſſes n'avoient gagné tant de batailles, n'avoient fait tant de conquêtes que pour l'avantage de la cour de Vienne, qui n'avoit obligé les Ruſſes à rendre aux Turcs la Moldavie & la Valachie, que pour en ſaiſir enſuite elle-même une partie ; on ſentoit que ces uſurpations, qui touchoient preſque à Choczim, rendroient la cour impériale, à la première guerre que les Ruſſes auroient avec les Turcs, arbitre des événemens, parce que ſes poſſeſſions nouvelles lui donnoient le moyen de couper par le Dnieſter les Ruſſes de la Pologne, d'où ils doivent tirer leurs magaſins. Le Roi avoit auſſi des ſujets de plainte contre la cour de Vienne, parce qu'elle étoit cauſe qu'il avoit fait déſiſter les Ruſſes de leurs conquêtes. Ces menées découvroient l'avidité de s'agrandir des Autrichiens, leur ambition déméſurée,

méfurée, & devoient avertir les autres puiffances d'être en garde contre ce qu'ils pourroient vouloir entreprendre à l'avenir. L'on favoit que le jeune Empereur défiroit la conquête du Frioul vénitien, qu'il avoit formé des projets fur la Bavière, qu'il méditoit de s'emparer de la Bofnie, fans compter la Siléfie, l'Alface & la Lorraine, dont il n'avoit pas oublié la perte. Ce Prince étant ainfi difpofé, il falloit par principe s'oppofer à fon agrandiffement. Les Ruffes auroient voulu que le Roi fe chargeât de tout, & que comme un vaillant champion il provoquât l'Autriche au combat. Mais les Turcs, qui étoient léfés, gardoient un morne filence; comment affifter qui ne fe plaint pas? Les Ruffes étoient épuifés par la guerre dont ils fortoient, fans avoir les moyens ni la volonté de fe joindre au Roi. La France ne s'étoit point expliquée fur le fujet de ces événemens, & l'Angleterre étoit engagée dans une guerre civile avec fes colonies, entreprife par efprit de defpotifme, conduite avec maladreffe; & l'on pouvoit s'attendre qu'elle ne fe termineroit pas dans les premières années. Ces confidérations réunies firent que la cour de Berlin demeura dans l'inaction, & le Roi écrivit à Péterfbourg qu'il ne lui convenoit pas de faire le Don Quichotte des Turcs.

1775.—Dans le temps que l'animofité étoit la plus vive entre ces trois cours, la délégation devoit envoyer des députés pour régler avec ceux des trois puiffances les limites de leurs poffeffions. Ceux des

Autrichiens & des Pruſſiens ne purent convenir de rien, pas même des lieux qui devoient fixer les limites des frontières. Le Prince Kaunitz demanda la médiation de la Ruſſie & de la Pruſſe ; mais les eſprits dans ces cours étoient trop aigris pour qu'elle pût lui être accordée, & quoique l'Impératrice Thérèſe & le Roi gardaſſent leurs extenſions, ils n'en purent obtenir de la république la ceſſion légale.

Il réſulte donc de tout ce que nous venons d'expoſer, que l'Europe n'étoit pas dans une ſituation ſtable & ne jouiſſoit pas d'une paix aſſurée ; partout le feu couvoit ſous la cendre. Au Sud de l'Europe on pouvoit prévoir que la guerre civile des Anglois avec leurs colonies deviendroit générale, pour peu que la France & l'Eſpagne y priſſent part. Il en étoit de même du traité de partage, qui pouvoit occaſionner de nouveaux troubles, ſi la ſanction de la république de Pologne ne le confirmoit. A l'égard de la paix entre les Ruſſes & les Turcs, les conditions en avoient paru ſi révoltantes à Conſtantinople, que l'intérêt du bien public ſembloit devoir rompre ce que la néceſſité avoit fait conclure. La révolution en Suède laiſſoit également des germes de mécontentement dans le Nord. Mais ſurtout que ne devoit-on pas attendre de l'ambition d'un jeune Empereur, ſecondée par les artifices d'un Miniſtre habile & adroit? Toutes ces conſidérations obligeoient les ſouverains prudens à demeurer ſur leurs gardes, à reſter bien armés, & à ne pas détourner les yeux d'affaires qui pouvoient s'embrouiller au moment où

l'on s'y attendroit le moins. Il femble, en parcourant l'hiftoire, que les viciffitudes & les révolutions foient une des lois permanentes de la nature: tout dans ce monde eft fujet au changement, & cependant des fous s'attachent aux objets de leur ambition & les idolâtrent, & ils ne fe détrompent point des illufions de cette lanterne magique, qui fans ceffe fe reproduit à leurs yeux. Mais il eft des hochets pour tout âge; l'amour pour les adolefcens, l'ambition pour l'âge mûr, les calculs de la politique pour les vieillards.

CHAPITRE II.

Des Finances.

LES princes doivent être comme la lance d'Achille, qui faisoit le mal & qui le guérissoit; s'ils causent des maux aux peuples, leur devoir est de les réparer. Sept années de guerre contre presque toutes les puissances de l'Europe avoient à peu près épuisé les finances de l'Etat; la Prusse, les provinces du Rhin, & celles de la Westphalie, de même que l'Ostfrise n'ayant pu être défendues, étoient tombées au pouvoir des ennemis. Leur perte causoit un déficit de trois millions 400 mille écus dans les caisses royales, tandis que la Poméranie, l'électorat, & les confins de la Silésie étoient occupés pendant une partie de la campagne par les Russes, les Autrichiens & les Suédois; ce qui les mettoit hors d'état d'acquitter leurs contributions. Cette situation embarrassante obligea le Roi d'avoir recours pendant cette guerre à l'économie la plus exacte, & à ce que la valeur la plus déterminée peut suggérer pour parvenir à une fin heureuse. Les ressources dont on avoit un besoin urgent, se trouvoient dans les contributions de la Saxe, dans les subsides de

l'Angleterre, & dans l'altération des monnoies, remède auſſi violent que préjudiciable, mais unique dans ces conjonctures pour ſoutenir l'Etat. Ces moyens bien ménagés fournirent tous les ans aux caiſſes royales les avances des frais de la campagne & de la paye de l'armée. * Tel étoit l'état des finances, lorſque la paix de Hubertſbourg fut conclue; les caiſſes étoient en fonds, les magaſins formés pour la campagne étoient remplis, & les chevaux pour l'armée, l'artillerie & le train des vivres, tout étoit complet & en bon état. Ces reſſources deſtinées pour la continuation de la guerre, devinrent encore plus utiles pour le rétabliſſement des provinces.

Afin de ſe faire une idée de la ſubverſion générale du pays, & de ſe repréſenter la déſolation & le découragement des ſujets, il faut ſe figurer des contrées entièrement ravagées, où l'on découvroit à peine les traces des anciennes habitations, des villes ruinées de fond en comble, d'autres à demi conſumées par les flammes, treize mille maiſons dont il ne paroiſſoit plus de veſtiges, les terres non enſemencées, les habitans dépourvus de grains pour leur nourriture, les cultivateurs manquant de 60 mille chevaux pour le labourage, & dans les provinces une diminution de 500,000 ames en comparaiſon de l'année 1756; ce qui eſt conſidérable ſur une population de 4,500,000 ames. La nobleſſe & le payſan

* 1763.

100371

avoient été pillés, rançonnés, fourragés par tant de différentes armées, qu'il ne leur reſtoit que la vie, & de miſérables haillons pour couvrir leur nudité; point de crédit pour ſatisfaire ſeulement aux beſoins journaliers que la nature exige; plus de police dans les villes; à l'eſprit d'équité & d'ordre avoit ſuccédé un vil intérêt & un déſordre anarchique; les colléges de juſtice & de finances avoient été réduits à l'inactivité par les fréquentes invaſions de tant d'ennemis; le ſilence des lois produiſit dans le public le goût du libertinage & de là naquit une avidité du gain déſordonnée; le noble, le marchand, le fermier, le laboureur, le manufacturier, tous rehauſſoient à l'envi le prix de leurs denrées & marchandiſes, & ne ſembloient travailler que pour leur ruine mutuelle. Tel étoit le ſpectacle funeſte que tant de provinces naguères floriſſantes préſentoient après la guerre; quelque pathétique qu'en pût être la deſcription, elle n'approcheroit jamais de l'impreſſion touchante & douloureuſe qu'en produiſoit la vue même.

Dans une ſituation auſſi déplorable il falloit oppoſer le courage à l'adverſité, ne point déſeſpérer de l'Etat, mais ſe propoſer de l'améliorer plus que de le rétablir; c'étoit une création nouvelle qu'il falloit entreprendre. On trouva dans les caiſſes les fonds pour rebâtir les villes & les villages: on tira des magaſins d'abondance les grains qu'il falloit pour la nourriture du peuple & pour l'enſemencement des terres: les chevaux deſtinés pour l'artillerie, le ba-

gage & les vivres, furent employés au labourage. La Siléſie fut déchargée de contributions pour ſix mois, la Poméranie & la nouvelle Marche pour deux ans. Une ſomme de 2 millions 339,000 écus ſoulagea les provinces, & acquitta les contributions qu'elles avoient empruntées, pour ſatisfaire aux impoſitions que les ennemis en avoient exigées. Quelque grande que fût cette dépenſe, elle étoit néceſſaire, ou plutôt indiſpenſable. La ſituation de ces provinces après la paix de Hubertſbourg rappeloit celle où ſe trouva le Brandebourg après la fameuſe guerre de trente ans. L'Etat alors manqua de ſecours par l'impuiſſance où étoit le grand Electeur d'aſſiſter ſes peuples; & qu'en arriva-t-il? qu'un ſiècle entier s'écoula avant que ſes ſucceſſeurs parvinſſent à rétablir les villes & les campagnes dévaſtées. Un exemple auſſi frappant détermina le Roi à ne pas perdre un moment dans des conjonctures auſſi fâcheuſes, & à réparer par des ſecours prompts & ſuffiſans les calamités publiques. Des largeſſes multipliées rendirent le courage aux pauvres habitans, qui commençoient à déſeſpérer de leur ſort; avec les moyens qu'on leur fournit l'eſpérance ſe réveilla; les citoyens reprirent une nouvelle vie; le travail encouragé produiſit l'activité; l'amour de la patrie ſe réchauffa; & dès-lors toutes les terres furent de nouveau cultivées, les manufactures ſe ranimèrent, & la police rétablie corrigea ſucceſſivement les vices qui s'étoient enracinés durant l'anarchie.

Pendant cette guerre les conſeillers les plus âgés & tous les miniſtres du grand directoire étoient morts ſucceſſivement; & dans ce temps de troubles il avoit été impoſſible de les remplacer. L'embarras étoit de trouver des ſujets capables de gérer ces différens emplois: on chercha dans les provinces, où les bons ſujets étoient auſſi rares que dans la capitale; enfin Mr de Blumenthal, Mr de Maſſow, Mr de Hagen & le Général de Wédel furent choiſis pour remplir ces poſtes importans; quelque temps après Mr de Horſt eut le cinquième département.

Les premiers temps de l'adminiſtration furent durs & fâcheux; toutes les recettes avoient des non-valeurs, & néanmoins il falloit acquitter exactement les charges de l'Etat. Quoiqu'après la réduction l'armée eût été fixée pendant la paix à 150,000 hommes, on étoit embarraſſé à fournir l'argent néceſſaire pour les payer. Pendant la guerre on avoit payé en billets tout ce qui n'étoit pas militaire: c'étoit encore une dette qu'il falloit acquitter, & qui outre les autres payemens néceſſaires incommodoit beaucoup. Cependant, le Roi parvint, dès la première année après la paix, à contenter tous les créanciers de l'Etat, & à ne pas devoir un ſol de ce que lui avoit coûté la guerre. On auroit dit que les dévaſtations cauſées par la guerre n'étoient pas ſuffiſantes pour ruiner & abymer l'Etat; elle fut à peine terminée que de fréquens incendies firent preſque autant de mal que ceux que les enne-

mis avoient causés. *La ville de Kœnigsberg fut deux fois réduite en cendres; en Silésie un même sort détruisit les villes de Freystædtel, Ober Glogau, Parchwitz, Haynau, Naumbourg am Queis & Goldberg; dans l'électorat, Nauen; dans la nouvelle Marche, Calies & une partie de Landsberg; en Poméranie, Belgard & Tempelbourg. Ces malheurs exigeoient sans cesse de nouvelles dépenses pour les réparer. Afin de suffire à tant de besoins extraordinaires, il fallut imaginer de nouvelles ressources; car outre ce qu'exigeoit le rétablissement des provinces, les fortifications nouvelles & la refonte des canons emportoient des sommes considérables; ce dont nous parlerons en son temps. On usa d'industrie. Les revenus des péages & des accises n'étoient pas exactement administrés, à cause que les commis manquoient de surveillans; afin d'établir sur un pied solide cette partie importante des revenus de la couronne, & ceux qui avoient été à la tête de cette branche d'administration étant morts pendant la guerre, le Roi se trouva obligé d'avoir recours à des étrangers, & prit à son service quelques François routinés de longue main à cette partie. On n'établit point des baux à forfait, mais une régie, comme le parti le plus convenable, moyennant lequel on pouvoit empêcher les commis de fouler les peuples, ainsi qu'on ne voit que trop de pareils abus en France. Les impôts sur les grains furent rabaissés, & le prix de

* De 1765 jusqu'à 1769.

la bierre tant ſoit peu rehauſſé, pour qu'il y eût une compenſation. Par ce nouvel arrangement les produits augmentèrent, ſurtout ceux des péages, qui faiſoient entrer dans le royaume de l'argent étranger; mais le plus grand bien qui en réſulta, fut celui de diminuer la contrebande, ſi préjudiciable aux pays où il y a des manufactures. Lorſqu'un pays a peu de productions à exporter, & qu'il eſt dans la néceſſité d'avoir recours à l'induſtrie de ſes voiſins, la balance du commerce lui doit être défavorable; il paye plus d'argent à l'étranger qu'il n'en reçoit; & ſi cela continue, après un certain nombre d'années il doit ſe trouver dépourvu d'eſpèces: ôtez tous les jours de l'argent d'une bourſe, & n'en remettez point, elle ſera bientôt vide. Voilà de quoi la Suède peut ſervir d'exemple. Pour obvier à cet inconvénient, il n'y a d'autre moyen que celui d'augmenter les manufactures; on gagne tout ſur ſes propres productions, & on gagne au moins la main-d'œuvre ſur les étrangères. Ces aſſertions auſſi vraies que palpables ſervirent de principes au gouvernement; ce fut d'après elles qu'il dirigea toutes ſes opérations de commerce. Auſſi dès l'année 1773 il y eut 264 fabriques nouvelles dans les provinces. Entr'autres on établit une fabrique de porcelaine à Berlin, qui faiſant ſubſiſter 500 perſonnes, ſurpaſſa bientôt celle de Saxe. On établit une fabrication de tabac, dont une compagnie ſe chargea: elle avoit des établiſſemens dans toutes les provinces qui fourniſſoient à la conſommation de ces provinces, & gagnoit par

ce qu'elle vendoit à l'étranger l'achat des feuilles de la Virginie. Les revenus de la couronne en furent augmentés, & les actionnaires retirèrent 10 pour cent de leurs capitaux. La guerre avoit rendu le change désavantageux au commerce des Prussiens, quoique d'abord après la paix la mauvaise monnoie eût été refondue, & remise sur l'ancien pied : il n'y avoit que l'établissement d'une banque qui pût obvier à cet inconvénient. Des personnes remplies de préjugés, pour n'avoir pas assez approfondi cette matière, soutenoient qu'une banque ne pouvoit se soutenir que dans un Etat républicain, mais que jamais personne n'auroit de confiance en une banque établie dans une monarchie. Cela étoit faux ; car il y a une banque à Coppenhague, il y en a une à Rome, & une autre à Vienne. On laissa donc au public la liberté de raisonner à sa guise, & l'on procéda à l'exécution. Des différens genres de ces comptoirs, après les avoir bien comparés, pour juger de celui qui s'adapteroit le mieux à la nature du pays, on trouva que la banque de giro, en y ajoutant un lombard, seroit la plus convenable. Pour l'établir la cour débourfa 800,000 écus, comme devant servir de fonds à ses opérations. Au commencement la banque fit quelques pertes, & souffrit, soit par l'ignorance, soit par la friponnerie de ceux qui en avoient l'administration. Mais depuis que Mr de Hagen la dirigea, l'exactitude & l'ordre s'y établirent. On ne créa de billets qu'autant qu'il y avoit de fonds pour les réaliser. Outre l'avantage

que cet établiſſement procuroit pour la facilité du commerce, il en réſulta encore un autre bien pour le public. Dans les temps précédens c'étoit l'uſage que l'argent des pupilles fût dépoſé à la juſtice, & ces pupilles, qui ne tiroient pendant la durée des procès aucun revenu de leurs capitaux, devoient encore en payer un pour cent par année; depuis, ces ſommes furent dépoſées à la banque, qui en donna trois pour cent aux pupilles, de ſorte qu'effectivement, en comptant ce qu'ils payoient autrefois à la juſtice, ils en gagnoient quatre. Enſuite la banqueroute de Neuville & d'autres marchands étrangers occaſionna la faillite de quelques marchands pruſſiens: le crédit auroit ſouffert, ſi par l'intervention de la banque il n'avoit été ſoutenu & relevé. Bientôt le change ſe mit au pair; les marchands furent alors convaincus par les effets, que cet établiſſement étoit utile, & néceſſaire à leur commerce. Déjà la banque avoit des comptoirs dans toutes les grandes villes du royaume; mais elle avoit de plus des maiſons dans toutes les places commerçantes de l'Europe; cela facilitoit la circulation des eſpèces, les payemens des provinces, en même temps que le lombard empêchoit les uſuriers de ruiner les manufacturiers pauvres, qui ne pouvoient pas aſſez promptement débiter leur ouvrage. Outre le bien qui en revenoit au public, la cour ſe préparoit par le crédit de la banque des reſſources pour les grands beſoins de l'Etat.

Les princes ſont comme les particuliers dans le cas d'amaſſer d'un côté s'ils ont d'un autre des dé-

penſes à faire. Les bons agriculteurs conduiſent des ruiſſeaux, & s'en ſervent pour arroſer les terroirs arides, qui faute d'humidité ne ſeroient d'aucun rapport ; par le même principe le gouvernement augmentoit ſes revenus, pour les employer aux dépenſes néceſſaires au bien public. Il ne ſe borna point à rétablir ce que la guerre avoit détruit ; il voulut perfectionner tout ce qui étoit ſuſceptible de perfection. Il ſe propoſa donc de tirer parti de toute ſorte de terrain, en défrichant les marais, en améliorant les terres par l'augmentation des beſtiaux, & même en rendant le ſable utile par les bois qu'on y pouvoit planter. Quoique nous entrions dans de petits détails, nous nous flattons néanmoins qu'ils pourront intéreſſer la poſtérité. La première entrepriſe de cette eſpèce regarde la Netze & la Warthe, dont on défricha les bords, après avoir ſaigné les eaux croupiſſantes par différens canaux qui menoient diverſement ces eaux vers l'Oder ; il en coûta 750,000 écus, & 3,500 familles furent établies dans ces contrées. La nobleſſe & les villes dans le voiſinage de ces rivières augmentèrent conſidérablement leurs revenus. L'ouvrage fut achevé en 1773, & dès-lors la population y montoit à 15,000 ames. On ſaigna enſuite les marais qui vont à Friedberg, où l'on établit 400 familles étrangères. En Poméranie on ſaigna les Lacs de la Madue & de Leba, au moyen de quoi la nobleſſe gagna trente mille arpens en prairies. De pareils établiſſemens eurent également lieu aux environs de Stargard, de Cam-

min, de Treptow, de Rugenwalde, & de Colberg. Dans la Marche on faigna les marais de la Havel, ceux du Rhin vers Fehrbellin, ceux du Finow entre Ratenow & Ziefar, fans compter l'argent employé à l'amélioration des terres de la nobleffe, qui montoit à des fommes confidérables. En même temps on élevoit en Frife dans le Dollart des digues par le moyen defquelles on regagnoit pied à pied le terrain que la mer avoit fubmergé en 1724. On établit dans le pays de Magdebourg 2,000 familles nouvelles; leurs bras y étoient d'autant plus néceffaires, qu'auparavant les payfans de la Thuringe y venoient aider à faire la récolte; depuis on fe paffa d'eux. La couronne poffédoit trop de métairies; plus de 150 furent changées en villages, & ce qu'elle y perdit de revenus, fe trouva richement compenfé par l'augmentation de la population. Une métairie ne contient guères plus de 6 perfonnes, & dès qu'elles furent converties en villages, elles eurent 30 habitans chacune pour le moins. Quelque foin que fe fût donné le feu Roi pour repeupler la Pruffe, qui en l'année 1709 avoit été défolée par la pefte, il n'étoit point parvenu à la remettre dans l'état floriffant où elle étoit avant que ce fléau l'eût abymée; mais le Roi ne voulut pas que cette province le cédât à d'autres, & depuis la mort de fon père il y avoit placé 13,000 familles nouvelles; & fi dans la fuite on ne la néglige point, fa population pourra s'accroître de plus de 100,000 ames. La Siléfie ne méritoit pas moins d'attention & de foins pour fon rétabliffement

que les autres provinces: on ne se contenta pas de remettre les choses sur l'ancien pied, on voulut les perfectionner; on rendit les prêtres utiles, en obligeant tous les riches abbés d'établir des manufactures; ici c'étoient des ouvriers qui faisoient du linge de table, là des moulins à huile, en d'autres lieux des tanneurs, ou des ouvriers en cuivre ou en fer d'archal, selon que cela convenoit aux lieux, ainsi qu'aux productions du pays. De plus on augmenta le nombre des cultivateurs de la basse Silésie de 4,000 familles. On sera surpris sans doute qu'on ait pu multiplier à ce point ceux qui vivoient de l'agriculture, dans un pays où aucun champ ne demeure inculte. La raison en est que bien des seigneurs, pour augmenter leurs domaines, s'étoient imperceptiblement approprié les terres de leurs sujets; si l'on avoit toléré cet abus, avec le temps plusieurs censes seroient demeurées vacantes, & la terre manquant de bras pour la travailler, auroit diminué de rapport; à la fin chaque village auroit eu son seigneur, sans avoir de censiers: or les possessions font des citoyens attachés à leur patrie, ceux qui n'ont aucune propriété ne pouvant s'attacher à un pays où ils n'ont rien à perdre. Toutes ces choses ayant été représentées aux seigneurs, leur propre avantage les fit consentir à remettre leurs paysans sur l'ancien pied. En revanche le Roi secourut la noblesse par des sommes considérables, pour rétablir son crédit entièrement tombé; bien des familles endettées avant ou par la

guerre étoient ſur le point de faire faillite; la juſtice leur accorda des lettres de répit pour deux ans, afin qu'ayant le temps de remettre leurs terres en valeur, ils ſe trouvaſſent en ſituation de payer au moins les intérêts. Ces lettres de répit achevèrent de perdre le crédit de la nobleſſe. Le Roi, qui ſe faiſoit un plaiſir & un devoir d'aſſiſter le premier & le plus brillant ordre de l'Etat, paya 300,000 écus de dettes de la nobleſſe; mais la ſomme dont les terres étoient chargées montoit à 25 millions d'écus, & il fallut recourir à des remèdes plus efficaces. On aſſembla la nobleſſe, qui ſous la forme d'Etats s'engagea ſolidairement pour les dettes contractées. On créa pour 20 millions des billets, qui mis en circulation, avec 200,000 écus que le Roi y ajouta pour réaliſer les payemens les plus preſſés, rétablirent dans peu le crédit, & 400 des familles les plus diſtinguées durent leur conſervation à ces meſures ſalutaires. En Poméranie & dans la nouvelle Marche la nobleſſe étoit auſſi ruinée qu'en Siléſie. Le gouvernement paya pour elle 500,000 écus de dettes, en ajoutant autres 500,000 écus pour remettre leurs terres en valeur. Les villes qui avoient le plus ſouffert de la guerre furent également ſoulagées: Landſhut reçut 200,000 écus, Striegau 40,000, Halle 40,000, Croſſen 24,000, Reppen 6,000, Halberſtadt 40,000, Minden 20,000, Bielefeld 15,000, & celles du comté de Hohenſtein 13,000 écus. Toutes ces dépenſes étoient néceſſaires; il falloit ſe hâter de répandre de l'argent dans les provinces,

vinces, pour les rétablir d'autant plus vîte. Si dans ces conjonctures on avoit usé d'une économie rigide, il se seroit peut-être écoulé cent années avant que le pays fût redevenu florissant; mais par la célérité dont on usa, plus de cent mille personnes revinrent dans leur patrie. Aussi, dès l'année 1773, la population, comparée à ce qu'elle étoit en 1756, avoit augmenté de plus de 200,000 mille ames. On ne s'en tint pas là; considérant que le nombre des habitans fait la richesse des souverains, on trouva moyen d'établir dans la haute Silésie 213 nouveaux villages, dont les habitans montoient à 23,000; & l'on forma le plan d'augmenter le nombre des cultivateurs en Poméranie de 50,000 & de 12,000 dans la Marche électorale; ce qui fut exécuté vers l'année 1780. Pour connoître le résultat de ces opérations, il n'y a qu'à comparer la population de l'année 1740 avec celle de 1779; en voici l'exposé :

Prusse - - - - - - -	1740 - - -	370,000 habitans.
	en 1779 - - -	780,000 - -
Electorat - - - - - -	1740 - - -	480,000 - -
	en 1779 - - -	710,000 - -
Magdebourg & Halberstadt	1740 - - -	220,000 - -
	en 1779 - - -	280,000 - -
Silésie - - - - - - -	1740 - - -	1,100,000 - -
	en 1779 - - -	1,520,000 - -
	Augmentation -	1,120,000 - -

On croiroit que d'aussi énormes largesses devoient épuiser les fonds & les revenus de la couronne; ce-

pendant il faut ajouter encore les dépenſes qu'occaſionnèrent les forterelles, tant celles qu'on perfectionnoit que les nouvelles que l'on conſtruiſit, & l'argent qu'il falloit pour rétablir l'artillerie; le total de cette ſomme montoit à 5 millions 900,000 écus. Toutefois le gouvernement fit face à tout. Le Roi ne faiſoit point de ces dépenſes d'oſtentation ſi communes dans les grandes cours: il vivoit comme un particulier, pour ne pas manquer à ſes principaux devoirs. Au moyen d'une économie rigide, le grand & le petit tréſor furent remplis; le premier, pour fournir aux dépenſes de la guerre, le ſecond, pour acheter les chevaux & tout ce qu'il faut pour mettre l'armée en mouvement. De plus, 900,000 écus furent dépoſés à Magdebourg & 4,200,000 écus à Breſlau pour l'achat des fourrages. Cet argent étoit en caiſſe lorſque la guerre s'alluma entre l'Impératrice Catherine & Muſtapha. Selon les traités il fallut tous les ans fournir 500,000 écus de ſubſides aux Ruſſes, tant que durèrent les troubles de la Pologne & ceux de la Turquie. *Le bien de l'Etat & la foi des traités exigeoient cette dépenſe, qui d'ailleurs venoit mal à propos, ſurtout à cauſe des grandes entrepriſes de finance dont on étoit occupé, & qui abſorboient ſeules des ſommes conſidérables. Il convenoit donc à la politique d'indemniſer l'Etat de ces ſommes qu'on envoyoit en Ruſſie, & qui ſans les circonſtances où l'on ſe trouvoit,

* 1769.

auroient pu s'employer d'une manière plus utile pour les provinces de la domination prussienne. * Il survint l'année suivante une stérilité générale dans tout le Nord de l'Europe, causée par des gelées tardives qui firent périr toutes les productions de la terre; nouvelle misère à craindre pour le peuple, nouvelle nécessité de lui donner des secours. On donna aux pauvres du blé gratis; mais comme la consommation des denrées diminuoit, il y eut dans les produits des accises une non-valeur de 500,000 écus. Le Roi avoit formé de grands magasins d'abondance tant en Silésie que dans ses pays héréditaires; 76,000 winspels pour nourrir l'armée pendant douze mois, 9,000 winspels destinés uniquement aux besoins de la capitale. † D'aussi sages arrangemens préservèrent le peuple de la disette dont il étoit menacé: l'armée fut nourrie des magasins; outre les grains donnés au peuple, on en fournit pour les semailles. ‡ La récolte manqua encore l'année d'après; mais si le boisseau de seigle se vendoit dans les Etats du Roi deux écus & quelques gros, chez les voisins la misère étoit encore plus grande. En Saxe & en Bohème le boisseau se vendoit cinq écus. La Saxe perdit plus de 100,000 habitans que la famine emporta, ou qui s'expatrièrent. La Bohème perdit 180,000 ames au moins; plus de 20,000 paysans de Bohème & autant de Saxe cherchèrent un asyle contre la misère dans les Etats du Roi; ils furent reçus à

* 1770. † 1771. ‡ 1772.

bras ouverts, & furent employés à peupler les nouveaux établiſſemens qu'on avoit formés.

Les malheurs que reſſentoient les ſujets des autres puiſſances, venoient de ce que dans aucun pays excepté ceux de la Pruſſe il n'y avoit des magaſins d'établis. Cependant ces calamités, auxquelles on avoit pourvu & que l'on pouvoit détourner par les précautions que la prudence avoit ſuggérées, n'empêchèrent pas le gouvernement de continuer avec la même activité les améliorations du pays, dont il avoit arrêté le projet. L'expérience démontroit que la mortalité des beſtiaux étoit plus fréquente dans le Brandebourg que dans la Siléſie ; on en trouva deux raiſons, ſavoir que dans les Marches & les autres provinces on ne ſe ſervoit pas comme en Siléſie de ce ſel pétrifié qu'on tire des ſalines de Wiliczka ; & que les habitans des Marches & de la Poméranie ne nourriſſoient pas leurs beſtiaux dans les étables, mais les menoient paître dans des temps où quelquefois la nielle avoit envenimé les herbes. Depuis qu'on eut introduit cette nouvelle façon de nourrir les beſtiaux, la mortalité devint viſiblement moins fréquente, & les poſſeſſeurs des terres eurent moins de malheurs à réparer qu'autrefois. Par l'attention qu'on mettoit à ſavoir tous les produits étrangers qui entroient dans le pays, on trouva, en dépouillant les régîtres de la douane, qu'il entroit pour 280,000 écus de beurre étranger ; afin de fournir ſoi-même une denrée auſſi néceſſaire, on calcula tout ce que

les nouvelles améliorations pourroient produire ; une vache en convertiſſant ſon lait en beurre rapporte communément 5 écus, & par les défrichemens nouveaux auxquels on travailloit on calcula que l'entretien alloit à 48,000 vaches, ce qui répond à un produit de 240,000 écus. Mais il faut décompter la conſommation des propriétaires, & en ajoutant ce qu'il falloit, le nombre des vaches devoit monter à 62,000. Il reſtoit encore cette difficulté à lever ; toutefois il étoit poſſible d'y parvenir, parce qu'il reſtoit après tout ce qui s'étoit entrepris des terrains moins étendus à défricher, & qui pouvoient ſuppléer au reſte.

Le gouvernement, qui ſe propoſoit de perfectionner tout ce qu'il y avoit de défectueux dans les anciens uſages, examinant avec attention les différentes parties de l'économie rurale, trouva qu'en général tout ce qu'on appelle communes portoit préjudice au bien public ; ce ne fut qu'après la ſéparation des communes que l'agriculture des Anglois commença à proſpérer. Tout gouvernement monarchique qui imite les uſages introduits dans les républiques, ne mérite pas d'être accuſé de deſpotiſme. On imita donc un auſſi louable exemple ; on envoya des commiſſaires de juſtice & d'économie pour ſéparer & les pâturages & les arpens qui étoient ou mêlés ou en commun. Dans les commencemens cela rencontra de grandes difficultés, parce que la coutume, reine de ce monde, règne impérieuſement ſur des eſprits

bornés ; mais quelques exemples de pareils partages exécutés à la ſatisfaction des propriétaires firent impreſſion ſur le public, & bientôt cela fut introduit généralement dans toutes les provinces. Dans une partie du Brandebourg & de la Poméranie ſe trouvent des terrains élevés, éloignés des rivières & des ruiſſeaux, qui par conſéquent manquent des pâturages & des engrais néceſſaires pour la culture des champs: ce défaut tenoit plus au local qu'au manque d'induſtrie des propriétaires, & quoiqu'il ne ſoit pas donné aux hommes de changer la nature des choſes, on voulut hazarder quelques eſſais, pour apprendre par l'expérience ce qui ſeroit faiſable, ou ce qui ne pourroit pas réuſſir ; pour cet effet on eut recours à un fermier anglois, par le moyen duquel on fit un eſſai dans un des bailliages de la couronne. Sa méthode étoit de planter dans des champs ſablonneux des navets qu'on nomme *turnips* en anglois ; il les laiſſoit pourrir, après quoi il ſemoit ces champs de trêfle & d'autres herbages, qui les transformoient en prés artificiels, par le moyen de quoi l'on augmentoit la quantité du bétail d'un tiers ſur chaque terre. Cette épreuve ayant ſi bien réuſſi, on eut ſoin de généraliſer dans les provinces une économie auſſi avantageuſe.

Nous avons déjà dit que la guerre & les fréquentes invaſions des ennemis avoient introduit une pernicieuſe anarchie dans les provinces héréditaires ; elle s'étendoit non ſeulement ſur l'économie rurale & ſur les finances, mais encore ſur les bois, que les

grands maîtres des forêts avoient ruinés selon leur fantaisie, faute d'être surveillés. Une guerre opiniâtre, dont les succès ne pouvoient pas tous être heureux, fit juger à ces forêtiers & à quelques sous-conseillers des finances qui participèrent aux déprédations, que l'Etat étoit perdu sans ressource, qu'il alloit devenir dans peu la proie des ennemis, & que ce qu'ils pouvoient faire de mieux dans une situation aussi désespérée étoit de vendre à leur profit tout le bois qu'ils pourroient abattre, parce que personne ne leur demanderoit compte de leurs malversations. En conséquence de cette fausse idée ils avoient si bien dévasté les forêts, qu'on n'y voyoit qu'à peine quelques arbres isolés au lieu des bois touffus qui s'y trouvoient auparavant. L'on fut obligé de publier de nouvelles ordonnances, tant pour planter des bois que pour fixer une coupe proportionnelle selon les différentes espèces des arbres, afin d'y mettre une règle que personne ne pût enfreindre, & surtout pour en avoir suffisamment, soit pour bâtir, soit pour chauffer, article qui ne doit point être négligé dans les pays du Nord. Avant la guerre on avoit retiré des Marches & de la Poméranie un revenu annuel en bois qui souvent passoit 150,000 écus; il fallut recourir aux expédiens pour réparer ce produit. Dans cette intention on établit un droit de transit sur les bois des pays étrangers qu'on faisoit flotter sur l'Elbe & sur l'Oder, & par ce moyen on pouvoit acheter à bon marché le bois de la Saxe, de la Bohème & de

la Pologne, & le revendre avec avantage aux nations qui avoient des flottes marchandes ou des vaiſſeaux de guerre de guerre à conſtruire ; on ſe mit ainſi en état de ménager les forêts, auxquelles il falloit donner le temps de recroître, & l'on remplaça la perte des revenus d'une manière durable.

Le gouvernement ne doit pas ſe borner à un ſeul objet ; l'intérêt ne doit pas être l'unique mobile de ſes actions ; le bien public qui a tant de branches diverſes, lui offre une foule de matières dont il peut s'occuper, & l'éducation de la jeuneſſe doit être conſidérée comme une des principales : elle influe ſur tout ; elle ne crée rien à la vérité, mais elle peut corriger des défauts. Cette partie ſi intéreſſante avoit peut-être été trop négligée auparavant, en particulier dans le plat pays & dans les provinces. Voici en quoi conſiſtoient les vices qu'il y avoit à réformer. Dans les villages des gentilſhommes des tailleurs faiſoient le métier de maîtres d'école, & dans les terres de la couronne les baillis les choiſiſſoient ſans diſcernement. Pour retrancher un abus auſſi pernicieux, le Roi fit venir de la Saxe de bons maîtres d'école ; il augmenta leurs gages, & l'on tint la main à ce que les payſans leur envoyaſſent leurs enfans pour les faire inſtruire. En même temps l'on publia une ordonnance qui enjoignoit aux eccléſiaſtiques de ne point admettre les jeunes gens à la communion, à moins que dans les écoles ils n'euſſent été inſtruits dans leur religion ; on ne jouit pas d'abord de ſem-

blables arrangemens & le temps ſeul peut en faire récueillir les fruits.

On donna les mêmes ſoins à la réforme de tous les colléges fondés pour l'inſtruction de la jeuneſſe; les pédagogues ne s'appliquoient qu'à remplir la mémoire de leurs élèves, & ne travailloient point à former & à perfectionner leur jugement. Cet uſage, qui étoit une continuation de l'ancienne pédanterie tudeſque, fut corrigé, & ſans négliger ce qui eſt du département de la mémoire, les inſtituteurs furent chargés de familiariſer dès la jeuneſſe leurs élèves avec la dialectique, afin qu'ils appriſſent à raiſonner, en tirant des conſéquences juſtes des principes qu'ils avoient établis & prouvés.

Pendant que tout étoit en action dans l'Etat, que chacun y travailloit pour perfectionner ce qui étoit de ſon reſſort, le traité de partage entre les trois couronnes fut ſigné. La Pruſſe acquit, comme nous l'avons rapporté, la Pomerellie, les palatinats de Culm & de Marienbourg, l'évêché de Varmie, la ville d'Elbing, une partie de la Cujavie, & une partie de la Poſnanie. Cette nouvelle province avoit environ 500,000 habitans. Les bonnes terres ſont du coté de Marienbourg, le long de la Viſtule, aux deux bords de la Netze, en y ajoutant l'évêché de Varmie. Mais dans la Pomerellie & le palatinat de Culm en revanche il y a bien des contrées couvertes d'un ſable aride. L'avantage de cette acquiſition conſiſtoit principalement en ce que joignant la Poméranie à la

Pruſſe royale, elle rendoit le gouvernement maître de la Viſtule, par conſéquent du commerce de la Pologne; & en ce que vu la quantité de blé que ce royaume exporte, les états pruſſiens n'avoient plus à craindre déſormais ni la diſette ni la famine.

Cette acquiſition étoit donc utile, & pouvoit devenir importante au moyen de ſages arrangemens; mais lorſque cette province tomba ſous la domination pruſſienne, tout s'y reſſentoit de l'anarchie, de la confuſion & du déſordre qui doivent régner chez un peuple barbare, croupiſſant dans l'ignorance & dans la ſtupidité. On commença par le cadaſtre des terres, pour proportionner les charges: la contribution fut réglée ſur le même pied que dans la Pruſſe royale: les eccléſiaſtiques payèrent à l'inſtar des évêques & des abbés de la Siléſie: les ſtaroſties devinrent les biens de la couronne; elles avoient été des fiefs donnés à vie comme ceux des Timariots chez les Turcs; le Roi dédommagea les propriétaires par une ſomme de 500,000 écus, qui leur fut payée une fois pour toutes. On introduiſit des poſtes dans ce pays agreſte & barbare, ſurtout des colléges de juſtice, dont le nom avoit à peine été connu dans ces contrées. On réforma quantité de lois auſſi bizarres qu'extravagantes; on en appeloit en dernier reſſort de la ſentence de ces colléges au tribunal ſupérieur de Berlin. Le Roi fit creuſer un canal qui coûta 700,000 écus *, pour joindre de Nakel à Bromberg

* 1773.

la Netze avec la Viſtule, au moyen duquel ce grand fleuve avoit une communication directe avec l'Oder, la Havel & l'Elbe. Ce canal avoit un double uſage; il faiſoit écouler les eaux croupiſſantes d'une grande étendue de terrain, où l'on pouvoit établir des colons étrangers. Tous les bâtimens économiques tomboient en ruine; il en coûta plus de 300,000 écus pour les rétablir. Les villes étoient dans l'état le plus pitoyable. Culm avoit de bonnes murailles, de grandes égliſes, mais au lieu de rues on ne voyoit que les caves des maiſons qui avoient exiſté autrefois; de 40 maiſons qui formoient la grande place, 28 ſans portes, ſans toit, ni fenêtres manquoient de propriétaires. Bromberg étoit dans le même état. Leur ruine datoit de l'année 1709, où la peſte avoit ravagé cette province; mais les Polonois n'imaginoient pas qu'il fallût réparer les malheurs. On aura peine à croire qu'un tailleur étoit un homme rare dans ces malheureuſes contrées; il fallut établir des tailleurs dans toutes les villes, de même que des apothicaires, des charrons, des menuiſiers & des maçons. Ces villes furent rebâties & peuplées. Culm eut une maiſon où 50 jeunes perſonnes de la nobleſſe ſont élevées par des maîtres conſacrés à leur inſtruction: 150 maîtres d'école tant proteſtans que catholiques furent placés dans différens endroits & payés par le gouvernement. On ne ſavoit ce que c'étoit que l'éducation dans ce malheureux pays; auſſi étoit-il ſans mœurs comme ſans connoiſſances. Enfin l'on renvoya en Pologne de 4,000 Juifs, qui mendioient,

ou voloient les payſans. Comme le commerce faiſoit la branche principale des produits de la Pruſſe occidentale, on rechercha ſoigneuſement tout ce qui pouvoit l'étendre; la ville d'Elbing y gagna le plus en attirant à elle le commerce qui précédemment s'étoit fait par Danzic; on forma pour le débit du ſel une compagnie, qui au moyen d'une rétribution annuelle de 70,000 écus qu'elle payoit au Roi de Pologne, eut le monopole de cette denrée dans tout le royaume, ce qui en obligeant les Autrichiens à lui vendre leur ſel de Wiliozka, rendit cette compagnie floriſſante. Les revenus de la Pruſſe occidentale furent portés en tout à deux millions d'écus; qui joints à ce que la banque, l'acciſe, & le tabac rapportoient, produiſirent à l'Etat une augmentation de revenus de plus de cinq millions.

C'eſt ainſi qu'un ſyſtème de finance toujours perfectionné, & ſuivi de père en fils, peut changer un gouvernement, & le rendre, de pauvre qu'il étoit, aſſez riche pour ajouter ſon grain dans la balance des pouvoirs qu'ont les premiers monarques de l'Europe.

CHAPITRE III.

Du Militaire.

SEPT campagnes, qui avoient produit dix ſept batailles rangées & preſque autant de combats non moins ſanglans, trois ſiéges entrepris par l'armée & cinq à ſoutenir, ſans compter des entrepriſes ſur les quartiers d'hiver des ennemis, ou autres expéditions militaires à peu près ſemblables, avoient tellement ruiné l'armée, qu'une grande partie des meilleurs officiers & des vieux ſoldats avoient péri en combattant. Pour en juger, on n'a qu'à ſe rappeler que le gain de la bataille de Prague coûta ſeul 20,000 hommes; qu'on ajoute à ce calcul que nous avions 40,000 priſonniers des Autrichiens, qu'ils en avoient preſque autant des nôtres, au nombre deſquels il falloit compter au delà de 300 officiers; que les hôpitaux étoient tous remplis de bleſſés, & que dans les régimens d'infanterie on ne trouvoit guères au delà de cent hommes qui euſſent ſervi au commencement de cette guerre.

Plus de 1500 officiers péris dans différentes actions avoient extrêmement diminué la nobleſſe, & ce qui en reſtoit dans le pays étoient ou des vieillards ou des enfans, qui ne pouvoient ſervir. Le manque

de gentilſhommes & le nombre de places d'officiers vacantes dans les régimens, firent qu'on eut recours à la roture pour les remplir. Il y avoit des bataillons auxquels il ne reſtoit que huit officiers pour le ſervice; les autres étoient ou morts, ou priſonniers, ou bleſſés. Il eſt facile de conclure de ces circonſtances fâcheuſes que les anciens corps mêmes étoient ſans ordre, ſans diſcipline, ſans exactitude, & par conſéquent manquoient d'énergie.

Voilà quel étoit l'état de l'armée, lorſqu'après la paix de Hubertſbourg elle rentra dans ſes anciens quartiers. Les régimens ſe trouvoient alors plus compoſés de naturels du pays que d'étrangers: les compagnies étoient fortes de 162 hommes; on en renvoya 40, qui devinrent utiles en remettant les terres en culture. Les bataillons francs ſervirent à compléter les régimens de garniſon, qui congédièrent également ce qu'ils avoient de ſoldats nationaux de trop. La cavalerie réforma 150 hommes par régiment; les houſards chacun 400; ainſi les provinces gagnèrent par cette réforme 30,780 cultivateurs qui leur manquoient. On ne s'en tint point là; autrefois le nombre des nationaux avoit été arbitraire; on le fixa à 720 hommes pour chaque régiment, & ce qui manquoit pour compléter la compagnie fut levé chez l'étranger. Les ſoldats des cantons eurent la permiſſion de ſe marier ſans le conſentement de leur capitaine; peu ſe vouèrent au célibat, & le grand nombre aima mieux contribuer à l'accroiſſement de la population. Les effets de ces bons arrangemens ré-

pondirent à l'attente du gouvernement, & déjà en 1773 le nombre enrôlés ſurpaſſoit conſidérablement celui de l'année 1756.

Précédemment les capitaines recrutoient eux-mêmes leurs compagnies de l'argent qu'ils retiroient de la paye des ſemeſtres. Cette méthode avoit donné lieu à trop d'abus; les officiers pour épargner l'argent enrôloient par force; tout le monde crioit, aucun prince ne vouloit permettre de telles violences ſur ſon territoire. On changea donc cette économie de façon que le Général Wartenberg tira ſeul la paye des ſemeſtres, dont les capitaines recevoient outre leur paye 30 écus par mois; on ſe ſervoit du ſurplus pour les enrôlemens, qui produiſoient par an 7 ou 8 mille ſoldats levés dans les pays étrangers, leſquels avec les femmes & les enfans qu'ils menoient avec eux, formoient une colonie militaire d'environ 10,000 perſonnes. Quoiqu'un fils unique de payſan ne devînt pas ſoldat, d'année en année l'armée gagnoit pour la taille, & en 1773 il n'y avoit plus de compagnie dans les régimens d'infanterie dont les ſoldats euſſent au deſſous de 5 pieds 5 pouces.

Les régimens tant d'infanterie que de cavalerie furent partagés en différentes inſpections, afin d'y faire renaître l'ordre, l'exactitude, la ſévérité de la diſcipline; pour qu'il y eût une égalité parfaite dans l'armeé, & que tant les officiers que les ſoldats euſſent les mêmes directions dans un régiment comme dans l'autre. Les régimens du Rhin & du Wéſer eurent pour Inſpecteur le Général During-

ſhofen ; ceux du duché de Magdebourg le Général Saldern ; ceux de l'électorat furent partagés entre Mr de Ramin, Mr de Steinkeller, & le Colonel Buttlar ; ceux de la Poméranie échurent au Général Mœllendorf ; ceux de la Pruſſe au Général Stutterheim, & ceux de Siléſie au Général d'infanterie Tauenzien ; le Lieutenant Général de Bulow eut l'inſpection de la cavalerie de la Pruſſe ; le Général Seidlitz de celle de Siléſie ; le Général Lœlhœffel de celle de Poméranie & de la nouvelle Marche, & celle de l'électorat & du pays de Magdebourg fut miſe ſous la direction du Général Kruſemarck.

Rien ne coûta plus de peines que de rétablir l'ordre & la diſcipline dans cette infanterie ſi fort déchue de ce qu'elle avoit été autrefois. Il fallut de la ſévérité pour rendre le ſoldat obéiſſant, de l'exercice pour le rendre adroit, & une longue habitude pour lui apprendre à charger ſon fuſil 4 fois en une minute, à marcher en ligne ſans flottement, & enfin à ſavoir ſe prêter à toutes les manœuvres que des occaſions différentes dans la guerre pouvoient exiger de lui. Mais lorſqu'on eut fait avec les ſoldats, il fut plus difficile encore de former les jeunes officiers, & de leur donner l'intelligence néceſſaire dans leur métier. Pour leur faire acquérir la routine de ces manœuvres, on les exerça dans le voiſinage de leurs garniſons aux différens déploiemens, aux attaques de plaine, aux attaques des poſtes fortifiés, ainſi qu'à celles des villages, aux manœuvres d'une avant-garde, à celles d'une retraite, aux quarrés, pour ſavoir comment ils

devoient áttaquer, & comment ils devoient se défendre. Cela se pratiquoit pendant tout l'été, & chaque jour ils répétoient une partie de leur leçon. Pour rendre ces pratiques générales, les troupes s'assembloient deux fois, l'une au printemps & l'autre en automne ; il ne se faisoit alors que de grandes manœuvres de guerre, des défenses ou des attaques de postes, des fourrages, des marches dans tous les genres, & des simulacres de bataille où les troupes en agissant désignoient les dispositions qui en avoient été faites. Ainsi, suivant l'expression de Végèce, la paix devint pour les armées prussiennes une école & la guerre une pratique. On ne doit pas croire cependant que d'abord après la paix les premieres manœuvres fussent des plus brillantes : il faut du temps pour que la tactique mise en pratique devienne une chose habituelle, que les troupes exécutent sans difficulté. La précision qu'on désiroit d'établir, ne commença à devenir sensible que depuis l'année 1770. Dès-lors l'armée prenant une autre face, on auroit pu, sans craindre de se tromper, la mener à la guerre avec beaucoup de confiance.

Pour parvenir à ce degré de perfection si intéressant pour le bien de l'Etat, on avoit dégagé le corps des officiers de tout ce qui tenoit à la roture ; ces sortes de sujets furent placés dans des régimens de garnison, où ils valoient au moins ceux auxquels ils succédoient, qui étant trop infirmes pour servir furent pensionnés ; & comme le pays même ne fournissoit

pas le nombre de gentilſhommes que demandoit l'armée, on engagea des étrangers, de la Saxe, du Mecklenbourg, ou de l'Empire, parmi leſquels il ſe rencontroit quelques bons ſujets. Il eſt plus néceſſaire que l'on ne croit de porter cette attention au choix des officiers, parce que d'ordinaire la nobleſſe a de l'honneur. Il ne faut pas diſconvenir cependant que quelquefois on rencontre du mérite & du talent chez des perſonnes ſans naiſſance; mais cela eſt rare, & dans ce cas on fait bien de les conſerver. Mais en général il ne reſte de reſſource à la nobleſſe que de ſe diſtinguer par l'épée; ſi elle perd ſon honneur, elle ne trouve pas même un refuge dans la maiſon paternelle; au lieu qu'un roturier, après avoir commis des baſſeſſes, reprend ſans rougir le métier de ſon père, & ne s'en croit pas plus deſhonoré.

Un officier a beſoin de diverſes connoiſſances; mais une des principales eſt celle de la fortification. Y a-t-il des ſiéges? il trouve occaſion de ſe diſtinguer; eſt-il dans une ville aſſiégée? il peut rendre de bons ſervices; faut-il fortifier un camp? on profite de ſon intelligence; y a-t-il quelque village à fortifier dans les poſtes avancés de la chaîne des quartiers d'hiver? on l'emploie, & pour peu qu'il ait de génie, il trouve cent occaſions de ſe faire connoître. Afin que les officiers ne manquaſſent point d'inſtruction dans une partie du génie auſſi utile, le Roi avoit adjoint à chaque inſpection un officier du génie, pour donner aux jeunes officiers les connoiſſances qui leur manquoient à cet égard. Après qu'ils avoient appris

les élémens de cet art, on leur faisoit tracer des ouvrages adaptés aux différens terrains; ils prenoient des camps, ils disposoient la marche des colonnes, & sur leurs plans ils n'osoient pas même omettre les postes avancés de la cavalerie. Cette étude étendit la sphère de leurs idées, & leur apprit à penser en grand; ils se firent des règles de castrométrie, & acquirent dès leur jeunesse les lumières que doivent avoir les généraux.

L'attention qu'on apportoit à perfectionner l'infanterie de campagne, n'empêcha pas d'avoir l'œil sur les régimens destinés à servir en garnison. Ceux qui défendent les places peuvent rendre d'aussi grands services que ceux qui gagnent des batailles. On purifia ces régimens de tout ce qui étoit suspect, tant parmi les officiers que parmi les soldats; on les disciplina comme les régimens de campagne, & toutes les fois que le Roi faisoit la revue des troupes dans les provinces, ces régimens de garnison y figuroient également. Ces corps étoient moins grands que les autres pour la taille; il ne s'y trouvoit cependant aucun soldat qui eût moins de 5 pieds 3 pouces, & quoiqu'ils ne chargeassent pas aussi vîte que l'infanterie de campagne, aucun général dès l'année 1773 n'auroit été fâché de les avoir dans sa brigade.

Quant à la cavalerie, il s'en falloit beaucoup qu'elle eût fait des pertes proportionnées à celles de l'infanterie; comme elle avoit été victorieuse dans toutes les occasions, les vieux soldats & les vieux officiers s'étoient à peu de chose près conservés. Il arrive

toujours que plus la guerre dure & plus l'infanterie souffre ; & par un effet contraire plus la guerre dure & plus la cavalerie se perfectionne. On eut un soin particulier de fournir à ce corps respectable les meilleurs chevaux qu'on put trouver. Il y avoit pourtant quelques reproches à faire à quelques uns de nos généraux de cavalerie, qui ayant eu des détachemens à conduire, avoient mal-adroitement fait manœuvrer l'infanterie ; le même reproche pouvoit se faire aussi à quelques officiers d'infanterie qui employèrent leur cavalerie avec peu de discernement. Afin d'empêcher que ces fautes grossières n'eussent lieu à l'avenir, le Roi composa un ouvrage de tactique & de castrométrie, qui contenoit des règles générales, tant pour la guerre défensive que pour la guerre offensive ; des ordonnances différentes pour les attaques & les défenses s'y trouvoient désignées avec toutes les dispositions adaptées à des terrains connus de toute l'armée. Ce livre méthodique & plein de préceptes évidens, confirmés par toutes les expériences des guerres passées, fut déposé entre les mains des inspecteurs. Ils le donnoient à lire aux généraux comme aux commandeurs des bataillons, ou des régimens de cavalerie ; mais d'ailleurs on eut la plus grande attention à empêcher que le public en eût aucune connoissance. Cet ouvrage produisit plus d'effet qu'on ne l'espéroit : il ouvrit l'esprit des officiers sur des manœuvres dont ils n'avoient pas compris le sens : leur intelligence fit des progrès visibles ; & comme les succès de la guerre roulent principalement sur

l'exécution de la diſpoſition, & que plus on a de généraux habiles, plus on peut s'aſſurer de réuſſir, on avoit lieu de croire qu'après tant de peines pour inſtruire les officiers, les ordres ſeroient exactement ſuivis, & que les généraux ne feroient pas des fautes aſſez conſidérables pour cauſer la perte d'une bataille.

Selon les uſages qui s'étoient établis pendant la dernière guerre, l'artillerie étoit devenue une partie principale des armées : on avoit ſi prodigieuſement augmenté le nombre des canons, que cela dégénera en abus. Mais pour ne point perdre ſon avantage, il en falloit avoir tout autant que l'ennemi ; pour cet effet on commença par rétablir l'artillerie de campagne, & l'on eut 868 canons à refondre. On procéda enſuite aux canons des forteresſes, qui en partie étoient évaſés. On inventa des eſpèces de tombereaux, afin que chaque bataillon d'infanterie eût toujours avec ſoi des charges de réſerve, qui étoient enfermées pour chaque peloton dans des ſacs ſéparés, ce qui en facilitoit la diſtribution. On doubla les moulins à poudre, qui en fabriquèrent ſix mille quintaux par année ; en même temps les forges travailloient à fondre des bombes, des boulets & des grenades royales.

Les forteresſes furent pourvues de bois de charpente & de ſoliveaux pour l'uſage des batteries, & comme on vouloit avoir toute une artillerie de réſerve pour l'armée, on fondit en ſus 868 canons de campagne. Tous ces différens ouvrages, en y ajou-

tant 60,000 quintaux de poudre, furent fournis aux arſenaux vers la fin de 1777. Il en coûta pour l'artillerie, pour la réparation de ſes chariots & de ſon train, 1,960,000 écus; c'étoit beaucoup, mais la dépenſe étoit néceſſaire.

En commençant la guerre de 1756 la Pruſſe n'avoit que deux bataillons d'artillerie. Ce nombre étant trop inférieur à celui de l'ennemi, on le porta à ſix bataillons, chacun de 900 hommes, outre les compagnies détachées, & diſtribuées dans les différentes forteresſes. Ce corps après la paix reſta ſur pied tel qu'il étoit, & l'on conſtruiſit de grandes caſernes à Berlin, pour qu'étant toujours aſſemblé, il fût mieux & plus également dreſſé à l'uſage auquel il étoit deſtiné. On fit inſtruire les officiers dans la fortification, afin qu'ils ſe perfectionnaſſent en l'art des ſiéges. Les canonniers & les bombardiers s'exerçoient tous les ans. Il falloit que dans une nuit ils euſſent conſtruit une batterie; ils apprenoient à démonter le canon de l'ennemi, à tirer à ricochet, & à bien jeter les bombes, malgré les différentes directions des vents qui les chaſſant de côté ou d'autre les détournent de leur direction; d'autre part on faiſoit avancer en ligne les canons de campagne, comme s'ils euſſent été diſtribués entre les bataillons; ils étoient obligés de profiter de la moindre butte de terre, pour ne négliger aucun de leurs avantages, & de viſer toutes les fois avant de tirer leur coup. Comme on raffinoit ſur tout, on avoit inventé une eſpèce nouvelle d'obuſiers, dont la grenade portoit

à 4,000 pas ; les bombardiers furent dreſſés à ſavoir s'en ſervir à diverſes diſtances, & l'on s'apperçut que pour donner aux canons de campagne le dernier degré d'agilité dont ils ſont ſuſceptibles, il faudroit encore augmenter l'artillerie d'un certain nombre de manœuvres, afin qu'à force de bras les canons demeuraſſent invariablement auprès des bataillons en avançant.

L'armée avoit fait bien des campagnes, mais ſouvent le quartier général avoit manqué de bons maréchaux de logis ; le Roi voulut former ce corps, & choiſit douze officiers qui avoient déjà quelque teinture de génie, pour les dreſſer lui-même ; dans cette vue on leur fit lever des terrains, marquer des corps, fortifier des villages, retrancher des hauteurs, élever ce qu'on appelle des palanques, marquer les colonnes des marches, & ſurtout on les ſtyla à ſonder eux-mêmes tous les marais & tous les ruiſſeaux, pour ne pas ſe méprendre par négligence, & donner à une armée pour appui une rivière guéable, ou bien un marais par lequel l'infanterie pût marcher ſans ſe mouiller la cheville du pied ; ces fautes ſont de très-grande conſéquence, puiſque les François n'auroient pas été battus à Malplaquet, ni les Autrichiens à Leuthen, s'ils n'en avoient commis de ſemblables.

L'éducation des jeunes gens de qualité qui ſe voue aux armes eſt une choſe qui mérite les plus grands ſoins : on peut les former dès leur jeuneſſe au métier auquel ils ſe deſtinent, & les avancer par

de bonnes études de manière que leur capacité ſoit comme un fruit qui n'en vaut que mieux pour être précoce. Durant la dernière guerre l'éducation des cadets avoit dégénéré au point, qu'à peine les jeunes gens qui ſortoient de ce corps ſavoient lire & écrire; afin de couper le mal par la racine, le Roi mit à la tête de cette inſtitution le Général Buddenbrock, l'homme du pays ſans contredit le plus capable de vaquer à cet emploi. En même temps on choiſit de bons inſtituteurs, & on augmenta leur nombre à proportion des élèves qu'ils devoient inſtruire. Pour ſubvenir auſſi au manque d'éducation de la jeune nobleſſe poméranienne, dont les parens étoient trop pauvres pour y pourvoir eux-mêmes, le Roi inſtitua une école dans la ville de Stolpe, où 56 enfans de condition étoient nourris, vêtus & élevés à ſes dépens. Après qu'ils avoient paſſé les premiers élémens des connoiſſances & terminé leurs humanités, ils entroient dans l'inſtitut des cadets, où leur éducation étoit perfectionnée. Les inſtructions rouloient principalement ſur l'hiſtoire, la géographie, la logique, la géométrie, & l'art de la fortification, connoiſſances dont un officier peut difficilement ſe paſſer. Une accadémie fut fondée en même temps, dans laquelle entroient ceux des cadets qui annonçoient le plus de génie; le Roi en régla lui-même la forme & fournit une inſtruction qui contenoit l'objet des études de ceux qu'on y placeroit & de l'éducation qu'ils y recevroient: on choiſit pour profeſſeurs les

personnes les plus habiles qu'on put trouver en Europe : 15 jeunes gentilshommes y étoient élevés sous les yeux de cinq gouverneurs. Toute leur éducation tendoit à leur former le jugement. L'académie prospéra, & fournit depuis des sujets utiles, qui furent placés dans l'armée.

Après la conquête de la Silésie on y avoit construit différentes places ; la plupart avoient besoin d'être perfectionnées ; il fallut encore en bâtir une nouvelle à Silberberg, afin d'être maître des débouchés qui mènent vers Glatz à gauche, & vers Braunau à droite. Ces ouvrages différens avoient coûté en 1777 la somme de 4,146,000 écus, tandis qu'en Poméranie on fortifioit la ville de Colberg, qui coûta 800,000 écus. Lors de l'invasion des Russes on s'étoit apperçu qu'en des cas pareils cette place pouvoit devenir de la dernière importance. Quoiqu'on travaillât dans toutes les forteresses avec vigueur, il restoit encore en 1778 quelques dépenses à faire, pour finir tout ce qui étoit près d'être achevé : le tout pouvoit monter à la somme de 200,000 écus.

Le Général de Wartenberg, qui dirigeoit l'économie militaire, étoit aussi occupé dans son département que les autres officiers dans leurs parties différentes. On profitoit de la paix pour se préparer à la guerre. En 1777 on avoit fabriqué à Spandau 140,000 nouveaux fusils ; on avoit fait des épées de rechange pour toute la cavalerie, des bandoulières, des selles, des brides, des ceinturons, des marmites,

des pioches, des haches, & une fourniture complète de tentes pour toute l'armée. Ces immenfes apprêts étoient dépofés, les fufils dans l'arfenal, & le refte dans deux grands bâtimens qu'on appeloit les garderobes de l'armée. Outre tout cet appareil on avoit mis à part la fomme de 3 millions, pour fournir en temps de guerre à la remonte de la cavalerie, ainfi que pour remplacer les uniformes qui fe perdoient dans les batailles; une autre fomme étoit deftinée pour les frais de l'augmentation de 22 bataillons francs. Toutes ces chofes ainfi préparées d'avance allégeoient au moins pour quelques campagnes le poids de la guerre, fi accablant pour les finances quand elle eft de durée.

L'article des magafins militaires ne fut point oublié; on en forma deux, l'un à Magdebourg, l'autre dans les places de la Siléfie, chacun de 35,000 winfpels de feigle, pour entretenir durant une année deux armées de 70,000 hommes. Le premier étoit deftiné aux troupes qui devoient agir vers la Bohème ou la Moravie, & le fecond pour celles dont les opérations feroient dirigées vers la Saxe ou vers la Bohème. Le prix de ces magafins étoit évalué à 1,700,000 écus. On les entama durant les trois années de difette dont nous avons parlé précédemment; mais dès l'année 1775 ils furent rétablis tels qu'ils avoient été précédemment.

Nous avons parlé des magafins du Général Wartenberg & des grands magafins d'abondance que

l'on avoit amaſſés; mais cela n'étoit pas encore ſuffiſant pour que l'armée pût entrer en campagne auſſitôt que le beſoin le demanderoit. Un des articles les plus difficiles étoit de trouver & de raſſembler tous les chevaux néceſſaires au mouvement d'une auſſi grande machine. Cette multitude de canons introduite par l'uſage demandoit un nombre immenſe de chevaux pour les tranſporter; il en falloit outre cela pour les tentes, pour les officiers & pour les vivres. On compta qu'en tout la ſomme en montoit à 60 mille.

Après la paix l'armée avoit été miſe ſur le pied de 151,000 hommes; les troubles qui s'élevèrent en Pologne faiſant appréhender qu'une nouvelle guerre ne s'allumât, le Roi jugea à propos en 1768 d'augmenter de 40 hommes les compagnies de douze régimens d'infanterie; pour les loger il fallut bâtir des caſernes, qui coûtèrent 360,000 écus. Les houſards & les Boſniaques, qui ne faiſoient que 1100 têtes, furent portés à 1400. Un bataillon de 1000 hommes fut levé aux ordres de Mr de Roſſières pour la défenſe de Silberberg. Ces différentes augmentations mirent l'armée en temps de paix ſur le pied de 161,000 hommes, dont elle étoit compoſée.

Ces efforts étoient néceſſaires: les conjonctures où l'on ſe trouvoit, obligeoient de ſe préparer à tout événement. Surtout durant le cours de l'année 1771, pendant que les négociations étoient les plus vives,

il étoit impoſſible de deviner quel parti prendroit la cour de Vienne, ſi ce ſeroit celui de la Porte ou celui de la Ruſſie ; mais comme les apparences étoient que la maiſon d'Autriche penchoit plus du côté des Turcs que de celui des alliés du Roi, il fut réſolu de remonter toute la cavalerie, en y joignant l'augmentation. Ce furent 8,000 chevaux qu'on acheta tout à la fois ; bientôt le bruit s'en répandit dans toute l'Europe ; la cour de Vienne comprit que le Roi de Pruſſe s'étoit déterminé à ſoutenir de toutes ſes forces ſon alliée l'Impératrice de Ruſſie.

Le concert de ces trois cours occaſionna le partage de la Pologne, comme nous l'avons déjà dit dans le chapitre qui traite de la politique ; ce chapitre-ci n'étant deſtiné qu'à ce qui regarde le militaire, nous n'enviſagerons cette acquiſition que ſous ce point de vue-là. Elle étoit d'une très-grande importance en ce qu'elle joignoit la Poméranie à la Pruſſe royale. On aura remarqué, en liſant l'hiſtoire de la dernière guerre, que le Roi avoit été obligé d'abandonner toutes les provinces qui étoient ſéparées ou trop éloignées du corps de l'Etat. Ces provinces étoient celles du bas Rhin & de la Weſtphalie, ſurtout la Pruſſe royale. Cette dernière ſe trouvoit non ſeulement ſéparée mais coupée de la Poméranie & de la nouvelle Marche par un fleuve d'une profondeur & d'une largeur conſidérables : il falloit être le maître de la Viſtule pour pouvoir ſoutenir la Pruſſe royale ; mais depuis le partage le Roi pouvoit élever

des places ſur les bords de ce fleuve, & s'aſſurer les paſſages ſelon qu'il le jugeoit convenable; & pouvoit non ſeulement défendre le royaume contre les ennemis, mais ſe ſervir en cas de malheur de la Viſtule & de la Netze, comme de bonnes barrières, pour empêcher l'ennemi de pénétrer ſoit en Siléſie, ſoit dans la Poméranie & la nouvelle Marche.

D'autre part cette nouvelle acquiſition fourniſſoit les moyens d'augmenter conſidérablement l'armée. Elle fut miſe en temps de paix ſur le pied de 186,000 hommes, & l'on réſolut de la porter en temps de guerre, avec les bataillons francs & autres corps pareils, au nombre de 218,000 combattans.

Voici en quoi conſiſta l'augmentation:

Quatre bataillons de garniſon & des compagnies de grenadiers, faiſant - - - - - - - - - -	3,150	hommes
Deux nouveaux bataillons d'artillerie	2,510	- -
Six régimens d'infanterie ſur le pied de paix - - - - - - - - -	8,500	- -
Un régiment de houſards - - -	1,400	- -
Trente ſix régimens d'infanterie, la compagnie augmentée de 20 hommes - - - - - - - - - - -	8,640	- -
Les chaſſeurs augmentés de - - -	300	- -
Une nouvelle compagnie de mineurs	150	- -

Vingt cinq nouveaux majors avec autant d'aides de camp furent créés pour commander les bataillons de grenadiers; autrefois on les prenoit des régi-

mens en temps de guerre ; maintenant cette charge est devenue permanente. Outre cela les artilleurs qui servoient l'artillerie volante furent remontés, afin qu'exercés en temps de paix, ils devinssent plus utiles en temps de guerre. Le total de cette nouvelle augmentation consistoit en 25,220 hommes ; & 1,250,000 écus, assignés sur la Prusse occidentale, furent destinés à l'entretien de ces nouvelles troupes.

Quelque changement qu'on fasse dans l'Etat, il s'ensuit toujours des conséquences auxquelles le gouvernement doit penser à temps. Les forces de l'Etat s'étant accrues, il falloit faire un calcul nouveau de ce que coûteroit à l'avenir une campagne. En l'année 1773 l'armée consistoit en 141 bataillons de campagne, 63 escadrons de cuirassiers, 70 de dragons, 100 de housards, outre une artillerie de campagne composée de 9,600 canonniers & bombardiers, sans compter 1200 artilleurs distribués pour le service des forteresses, & 36 bataillons de garnison. Sur ce tableau de l'armée tel qu'on vient de le représenter, en y ajoutant l'augmentation de 22 bataillons francs, on fit le devis de ce que coûteroient les premiers frais pour mettre cette machine en branle.

En suivant le même principe on calcula la dépense extraordinaire de cette armée pendant la durée d'une campagne, & pour ne s'y point tromper, on se régla sur la campagne la plus coûteuse de la dernière guerre, où s'étoient données les batailles

les plus ſanglantes, c'eſt à dire ſur l'année 1757. Il vaut mieux dans ces ſortes d'évaluations mettre les ſommes plus conſidérables que trop foibles, parce qu'on ne perd rien au ſuperflu, & qu'on riſque beaucoup s'il n'y a pas aſſez d'argent.

CHAPITRE IV.

De ce qui s'eſt paſſé de plus important depuis 1774 *juſqu'à* 1778.

1774.—ON ſe perſuadera bien que la jalouſie, la haine & l'envie qu'avoit excitées parmi les puiſſances de l'Europe le partage de la Pologne, ne ſe diſſipèrent pas tout d'un coup. La choſe étoit récente, & la ſenſation en avoit été trop forte, pour que les ſouverains regardaſſent avec les yeux de l'habitude un événement dont leur amour propre étoit choqué. La France ſe rappeloit avec un chagrin ſecret ſes efforts inutiles pour ſoutenir la confédération de Bar ; elle ne pouvoit ſe diſſimuler le mauvais ſuccès de la guerre qu'elle avoit conſeillé aux Turcs d'entreprendre contre la Ruſſie ; elle étoit en quelque façon humiliée de voir qu'une monarchie comme la ſienne eût eu ſi peu d'influence dans les troubles qui avoient déchiré la Pologne ; elle ne craignoit pas moins cette liaiſon qui commençoit à ſe former entre l'Impératrice Reine, l'Impératrice de Ruſſie & le Roi de Pruſſe. Une ſemblable union donnoit à ces puiſſances une prépondérance trop décidée

cidée en Europe, pour qu'à Verſailles on pût l'enviſager avec des yeux indifférens; mais ces apparences étoient trompeuſes, & il s'en falloit de beaucoup que l'amitié de ces trois puiſſances fût auſſi étroite que le public pouvoit ſe le figurer. Louis XVI venoit de monter ſur le trône; un évêque lui remit le teſtament politique que le Dauphin, père du Roi, lui avoit confié, pour le donner à ſon fils lorſqu'il parviendroit à la régence. Le Roi ſe fit une loi de ſuivre en tout les volontés de ſon père, & ce fut en conſéquence de ce teſtament que Mr de Maurepas, diſgracié par Louis XV, devint premier Miniſtre de Louis XVI, que Mr d'Aiguillon fut exilé, & que Mr de Choiſeul perdit à jamais l'eſpoir de rentrer en faveur. Mr de Maurepas touchoit à ſon ſeizième luſtre; il avoit été long-temps Miniſtre ſous le règne précédent; il poſſédoit la routine des affaires; il avoit l'eſprit orné, & une tête capable de vaſtes deſſeins; mais il n'étoit plus dans l'âge, comme nous l'avons remarqué, où l'ame remplie d'ardeur entreprend hardiment de grandes choſes. La mauvaiſe adminiſtration des finances ſous le règne précédent pouvoit conduire à une banqueroute générale. Il étoit d'autant plus atterré de cette idée, que cette banqueroute auroit au moins écraſé 40,000 familles, qui avoient placé tout leur bien dans les fonds publics; & quoique les miniſtres ne ſoient guères ſenſibles aux malheurs des peuples, ils le ſont pourtant au blâme qui en retombe néceſſairement

ſur eux. Le traité de Verſailles, quoique peu avantageux à la France, ſubſiſtoit toujours. Mr de Maurepas avoit de plûs à ménager la jeune Reine, ſœur de l'Empereur Joſeph, & fille de Marie Thérèſe, qui avec un peu de complaiſance pouvoit d'un jour à l'autre gagner aſſez d'aſcendant ſur l'eſprit du Roi ſon époux pour le gouverner entièrement; de ſorte que ce vieux Mentor d'un pupille qui n'avoit aucun caractère fixe, employoit tour à tour la prudence & la fermeté pour empêcher que le royaume ne tombât en quenouille. La France, d'un autre côté, toujours rivale de l'Angleterre, voyoit avec plaiſir les troubles qui s'élevoient en Amérique entre les colonies & la mère-patrie. Elle encourageoit ſous main l'eſprit de révolte qui s'y manifeſtoit, & animoit les Américains à ſoutenir leurs droits contre le deſpotiſme que le Roi George III vouloit y établir, en leur préſentant en perſpective les ſecours qu'ils pouvoient attendre de l'amitié du Roi très-Chrétien.

La cour de Londres nous préſente un tableau tout différent de celui que nous venons de crayonner. C'eſt l'Ecoſſois Bute qui gouverne le Roi & le royaume; ſemblable à ces eſprits malfaiſans dont on parle toujours & qu'on ne voit jamais, il s'enveloppe ainſi que ſes opérations des plus profondes ténèbres; ſes émiſſaires, ſes créatures ſont les reſſorts avec leſquels il meut cette machine politique ſelon ſa volonté. Son ſyſtème politique eſt celui des anciens Torys, qui ſoutiennent que le bonheur de l'Angleterre demande que le Roi jouiſſe d'un pouvoir

despotique, & que bien loin de contracter des alliances avec les puissances du continent, la Grande Bretagne doit se borner uniquement à étendre les avantages de son commerce. Paris est à ses yeux ce qu'étoit Carthage à ceux de Caton le censeur. Bute détruiroit en un jour tous les vaisseaux françois, s'il en étoit le maître & s'il pouvoit les rassembler. Impérieux & dur dans le gouvernement, peu soucieux sur le choix des moyens qu'il emploie, sa maladresse dans le maniement des affaires l'emporte encore sur son obstination. Ce Ministre, pour remplir ses grandes vues, commença par introduire la corruption dans la chambre basse. Un million de livres sterlings que la nation paye annuellement au Roi pour l'entretien de sa liste civile, ne suffisoit qu'à peine pour contenter la vénalité des membres du parlement. Cette some destinée pour l'entretien de la famille royale, de la cour, & pour les ambassades, étant annuellement employée à dépouiller la nation de son énergie, il ne restoit au Roi George III, pour subsister & pour soutenir à Londres la dignité royale, que 500,000 écus qu'il tiroit de son électorat de Hanovre. La nation angloise, dégradée par son souverain même, n'eut depuis d'autre volonté que la sienne; mais comme si ce n'en étoit pas assez de tant de prévarications, le Lord Bute voulut frapper un coup plus hardi & plus décisif, pour établir plus promptement le despotisme auquel il visoit; il engagea le Roi à taxer par des impôts arbitraires les colonies américaines, autant pour augmenter ses re-

venus, que pour donner un exemple qui par la suite des temps pût être imité dans la Grande Bretagne; mais nous verrons que les suites qu'eut cet acte de despotisme, ne répondirent point à son attente. Les Américains, qu'on n'avoit pas daigné corrompre, s'opposèrent ouvertement à cet impôt si contraire à leurs droits, à leurs coutumes, & surtout aux libertés dont ils jouissoient depuis leur établissement. Un gouvernement sage se seroit hâté d'appaiser ces troubles naissans; mais le ministère de Londres agit d'après d'autres principes; il suscita de nouvelles brouilleries avec les colonies à l'occasion des marchands qui avoient le monopole de certaines marchandises des Indes orientales *, qu'on voulut les forcer d'acheter. La dureté & la violence de ces procédés acheva de soulever les Américains; ils tinrent un congrès à Philadelphie, où renonçant au joug anglois, qui désormais leur devenoit insupportable, ils se déclarèrent libres & indépendans. Dès-lors voilà la Grande Bretagne engagée dans une guerre ruineuse avec ses propres colonies: mais si le Lord Bute se montra mal-adroit dans la conduite de cette affaire, il le parut encore davantage dans l'exécution & lorsque la guerre commença. Il crut bonnement que 7,000 hommes de troupes réglées étoit un nombre suffisant pour subjuguer l'Amérique; & comme il n'avoit pas l'art de Newton dans les calculs, il s'y trompa toujours. Le Général Washington, qu'à Londres on appeloit le chef des rebelles,

* 1775.

remporta dès les premières hostilités quelques avantages sur les royalistes assemblés près de Boston. Le Roi, qui s'attendoit à des victoires, fut surpris de la nouvelle de cet échec, & le gouvernement se vit obligé de changer de mesures. Il étoit évident que le nombre des troupes en Amérique étoit trop foible pour remplir le dessein qu'on vouloit exécuter; il falloit donc avoir une armée, quoiqu'on sentît toutes les difficultés qu'il y avoit à trouver ce monde, & à le rassembler. Les Anglois ont manqué de tout temps d'art & de souplesse dans leurs négociations; attachés avec acharnement à leurs intérêts, ils ne savent pas flatter ceux des autres; ils pensent qu'en offrant des guinées, ils peuvent tout obtenir. * Ils s'adressèrent d'abord à l'Impératrice de Russie, & la choquèrent d'autant plus par leurs demandes, que la fierté de cette princesse regardoit comme bien au dessous d'elle d'accepter des subsides d'une autre puissance. Enfin ils trouvèrent en Allemagne des Princes avides ou obérés, qui prirent leur argent; ce qui leur valut 12,000 Hessois, 4,000 Bronswicois, 1200 hommes d'Anspach, autant de Hanau, sans compter quelques centaines d'hommes que leur fournit le Prince de Waldeck. Outre cela la cour envoya 4,000 Hanovriens à Gibraltar & à Port-Mahon, pour en relever les garnisons angloises, lesquelles furent de là conduites en Amérique. Toutes ces troupes servirent sous les auspices du Lord Howe &

* 1776,

de ſon frère l'Amiral, comme nous le rapporterons en ſon temps. Chaque campagne coûta à l'Angleterre 6 millions de livres ſterlings, ou 36 millions d'écus. On comptoit alors que les dettes de la Grande Bretagne montoient déjà à 900 millions d'écus. Une campagne ne ſuffiſoit pas pour ſoumettre les colonies ; ainſi l'on prévoyoit dès-lors que dans peu la dette nationale paſſeroit un milliard. La campagne ſuivante ne produiſit aucun événement déciſif, & les Américains ſe ſoutinrent contre le Lord Howe & tous les renforts qui l'avoient joint ; mais vers la fin de l'année 1777 la fortune commença à ſe déclarer en faveur des colonies. Sur les ordres de la cour le Général Bourgoyne partit du Canada avec 13,000 hommes, pour ſe rendre à Boſton, ſelon le projet qu'on lui avoit donné à exécuter ; tandis que le Lord Howe, qui n'étoit informé de rien, s'étoit emparé de Philadelphie. Ce défaut de concert acheva de gâter les affaires ; Bourgoyne, qui manquoit de chevaux pour le tranſport de ſes vivres, & avoit entrepris une expédition impraticable relativement aux ſubſiſtances, fut obligé de ſe rendre priſonnier avec toutes ſes troupes aux Américains qu'il croyoit ſubjuguer. Un événement de cette nature auroit autrefois ſoulevé toute la nation contre le gouvernement, & cauſé même une révolution ; il ne produiſit alors qu'un léger murmure, tant l'amour des richeſſes l'emportoit ſur l'amour de la patrie, & faiſoit préférer à ce peuple, autrefois ſi noble & ſi généreux, l'avantage perſonnel au bien général.

Le Roi d'Angleterre, qui ſoutenoit le ſyſtème de Bute par obſtination, ſe roidiſſoit contre les obſtacles qu'il voyoit naître ſous ſes pas. Peu ſenſible aux malheurs qui retomboient ſur ſon peuple, il n'en devenoit que plus ardent pour l'exécution de ſes projets, & afin de gagner la ſupériorité ſur les Américains, il faiſoit négocier dans toutes les cours de l'Allemagne, pour en tirer le peu de ſecours qu'elles pouvoient encore lui fournir. L'Allemagne ſe reſſentoit déjà de la quantité d'hommes qu'on en avoit tirée, pour les envoyer dans ces climats lointains, & le Roi de Pruſſe voyoit avec peine l'Empire dépourvu de tous ſes défenſeurs, ſurtout dans le cas où il ſurviendroit une nouvelle guerre; car dans les troubles de 1756 la baſſe Saxe & la Weſtphalie ſeules avoient aſſemblé une armée, avec laquelle on avoit arrêté & dérangé tous les progrès de l'armée françoiſe. Par cette raiſon il chicana le paſſage des troupes des princes qui en donnoient à l'Angleterre, lorſqu'elles ſe trouvoient obligées de paſſer par le pays de Magdebourg, celui de Minden, ou par le bas Rhin. Ce n'étoit qu'une foible revanche du mauvais procédé de la cour de Londres au ſujet de la ville & du port de Danzic; toutefois le Roi ne voulut pas pouſſer les choſes trop loin; une longue expérience lui avoit appris qu'on trouve une multitude d'ennemis dans le monde, & qu'il ne faut pas s'en ſuſciter ſoi-même de gaieté de cœur. Voilà en gros l'idée qu'on peut ſe faire de l'Angleterre pendant le peu d'années dont nous nous ſommes propoſé de

décrire les événemens. Nous la quitterons maintenant, pour présenter le résumé de ce que pendant la même époque il se passa de mémorable en Russie.

1774.—L'Impératrice de Russie sortoit de la guerre qu'elle avoit faite aux Turcs, couverte de gloire par les succès que ses troupes avoient eus contre ses ennemis; mais l'Etat étoit presque épuisé d'hommes & d'argent, & la paix si mal assurée, que le grand Vizir déclara lui-même au Prince Repnin, Ambassadeur à la Porte, qu'à moins que le Chan de Crimée ne rentrât sous la domination de la Porte, & que l'Impératrice de Russie ne restituât Kersch & Jenikala, la paix qu'on avoit extorquée aux Turcs ne seroit point de durée. Sur cette déclaration les troupes russes occupèrent Perekop, & aussitôt les hostilités recommencèrent en Crimée. Ce n'étoit pas une guerre dans les formes, où deux grandes armées se trouvassent en présence l'une de l'autre, mais c'étoient des incursions où des troupes turques débarquoient en différens parages, ce qui occasionnoit de petits combats, dont toutefois les Russes sortirent toujours victorieux. Cependant cet état d'incertitude inquiétoit l'Impératrice, parce qu'elle étoit obligée d'assembler son armée sur les frontières de la Tartarie, & de tenir un gros corps à Kiow, pour l'opposer en cas de nécessité à un corps de 40,000 Turcs campés près de Bender, qui de là, en traversant la Pologne, pouvoient facilement se porter vers la partie des provinces russes située à l'autre bord du Niester; ainsi sans avoir ni la paix ni la

guerre, les dépenſes de l'Impératrice étoient auſſi grandes que ſi la guerre avoit été déclarée entre les deux puiſſances. L'intérieur de la cour de Péterſbourg fourniſſoit des événemens d'une autre nature, mais qui tiennent également à l'hiſtoire de ce temps. * L'Impératrice voyant que ſon fils, le grand Duc, étoit en âge de ſe marier, délibéroit ſur le choix de l'épouſe qu'elle vouloit lui donner. Ce devoit être une princeſſe d'Allemagne, dont l'âge & la perſonne convinſſent à ſon fils. Ce choix n'étoit pas indifférent pour la cour de Berlin, cette nouvelle liaiſon pouvant devenir favorable ou contraire à ſes intérêts. L'Allemagne étoit alors ſtérile en princeſſes; il n'y en avoit que trois ou quatre, qui puſſent être propoſées, parce que les unes étoient trop âgées & les autres trop jeunes. Celles auxquelles on pouvoit penſer, étoient une ſœur de l'Electeur de Saxe, une Princeſſe de Wurtemberg trop jeune, & trois Princeſſes filles du Landgrave de Darmſtadt. La ſœur aînée de ces Princeſſes de Darmſtadt étoit mariée au Prince de Pruſſe; ainſi il y avoit tout à gagner, ſi une de ces Princeſſes devenoit grande Ducheſſe, parce que les nœuds de la parenté ſe joignant à ceux de l'alliance, ils ſembloient annoncer que l'union de la Pruſſe & de la Ruſſie ſeroit par là plus cimentée que jamais. Le Roi mit tout en œuvre pour arranger les choſes de la ſorte, & il fut aſſez heureux pour réuſſir entièrement. Les Princeſſes de Darmſtadt paſſèrent par Berlin; elles arrivèrent à Péterſ-

* 1773.

bourg ; la feconde des filles du Landgrave fut celle qui emporta la pomme, & le mariage fut folennellement célébré ; mais il ne réuffit pas, & donna lieu à un grand nombre d'intrigues & de fcènes fâcheufes.

Il s'étoit élevé en même temps de nouvelles chicanes à Varfovie fur les poffeffions que les puiffances co-partageantes occupoient en Pologne. Les Sarmates, en fe plaignant amèrement, accufoient les Autrichiens & les Pruffiens d'en avoir étendu les limites beaucoup au delà de ce qui leur avoit été accordé par les traités. Ces plaintes avoient fait impreffion fur l'Impératrice de Ruffie, dont l'ambition s'applaudiffant d'avoir donné des provinces à de grands fouverains, étoit encore plus flattée d'en fixer les limites. Pour prévenir les fuites que pourroit avoir le mécontentement de l'Impératrice, fi on ne l'appaifoit pas au plutôt, le Roi réfolut d'envoyer le Prince Henri à Péterfbourg, fous prétexte de faire une vifite à l'Impératrice, laquelle l'avoit invité à fe rendre à fa cour. Il faut ajouter à ceci que le Roi s'étoit concerté avec la cour de Vienne pour que les deux puiffances confervaffent leurs poffeffions intactes, en laiffant crier les Polonois & en tâchant d'appaifer la cour de Ruffie ; mais le Prince Kaunitz, attaché à fa politique, dans l'intention de brouiller les cours de Berlin & de Péterfbourg, fit déclarer à cette dernière que l'Impératrice Reine, par la feule envie d'obliger l'Impératrice de Ruffie, avoit réfolu de rendre à la république de Pologne

une partie du palatinat de Lublin, toutes les terres qui se trouvent au delà de la rive droite du Bug, la ville de Casimir & quelques autres morceaux encore qu'elle possédoit. Le Prince Henri arriva donc à Péterſbourg dans des conjonctures aussi singulières que fâcheuses. Il avoit à combattre les François, les Espagnols & les Autrichiens. A peine eut-il vu l'Impératrice que la grande Duchesse vint à mourir en mettant au monde un enfant mort. Le Prince, qui se trouva présent à cette scène, assista l'Impératrice dans ces tristes circonstances autant qu'il dépendoit de lui; il prit un soin particulier du grand Duc, atterré par un spectacle aussi nouveau pour lui que lugubre. Il ne l'abandonna point, & ayant non seulement contribué à rétablir sa santé, son chef-d'œuvre fut en particulier de raccommoder entièrement la mère & le fils, dont la mésintelligence s'étoit beaucoup augmentée depuis le mariage de la grande Duchesse, & faisoit appréhender qu'il n'en résultât des suites fâcheuses ou pour l'un ou pour l'autre. L'Impératrice fut vivement touchée du service que le Prince Henri lui avoit rendu, & depuis ce temps son crédit s'accrut de jour en jour. Il en fit bientôt un très-bon usage. L'Impératrice étoit dans l'intention de remarier promptement son fils; le Prince lui proposa la Princesse de Wurtemberg, petite-nièce du Roi, qui fut aussitôt agréée. Il fut outre cela résolu que le Prince Henri mèneroit le grand Duc à Berlin, où il verroit cette Princesse, & où les promesses se feroient; après quoi il la ra-

mèneroit en Ruſſie, pour que les nôces ſe fiſſent à Péterſbourg. Le Prince trouva plus de difficultés pour éluder les reſtitutions que les Polonois exigeoient du Roi. La cour de Vienne avoit donné l'exemple de ces reſtitutions ; la Ruſſie inſiſtoit pour que le Roi imitât ſa conduite. Cette affaire fut donc remiſe à la médiation de Mr de Stackelberg, Ambaſſadeur de Ruſſie en Pologne, & après s'être arrangé le mieux que l'on put, la cour de Berlin rendit à la république une partie du lac de Goplo, la rive gauche de la rivière de Drevenza & quelques villages aux environs de Thorn.

Nous ne rapporterons point ici en détail la réception du grand Duc. Ce fut une fête perpétuelle depuis les frontières juſqu'à Berlin, où le luxe & le goût ſe diſputèrent les honneurs qu'on rendit à cet illuſtre étranger. On ne croyoit point à Vienne que le grand Duc viendroit à Berlin. Le Prince Kaunitz, comptant ſur le ſuccès de ſes manigances, étoit perſuadé que ſa cour ayant été la première à reſtituer quelques terrains aux Polonois, il avoit par cette complaiſance irrémiſſiblement brouillé les cours de Berlin & de Péterſbourg ; & au moment qu'il penſoit préparer ſon triomphe, il apprend que le grand Duc eſt à Berlin, qu'il épouſe la Princeſſe de Wurtemberg, & que l'intimité entre la Pruſſe & la Ruſſie eſt plus grande que jamais. Mais ſi ce Miniſtre avoit manqué ſon coup en Ruſſie, il s'en étoit dédommagé aux dépens des Turcs ; car la cour de Vienne, ſous prétexte de régler les limites qui ſé-

parent la Hongrie & la Valachie, s'étoit emparée du diſtrict de la Buckowina, qui s'étend juſqu'à un mille de Chotzim. Les Turcs avoient été aſſez ignorans, ou pour mieux dire aſſez ſtupides pour conſentir à ce démembrement de leurs Etats, ſans qu'il y eût une raiſon valable pour l'autoriſer & ſans ſe plaindre. Les autres puiſſances ne penſoient pas ainſi. La Ruſſie avoit raiſon d'être jalouſe de l'acquiſition de la cour de Vienne vers le Dnieſter, parce que cette poſſeſſion, en l'approchant ſi fort de Chotzim, mettoit les Autrichiens en état de diſputer aux Ruſſes le paſſage du Dnieſter toutes les fois qu'ils voudroient pouſſer leurs conquêtes ſoit en Moldavie, ſoit en Valachie; & même quand on auroit laiſſé paſſer leurs troupes, les Autrichiens, maîtres de la Buckowina, pouvoient les couper de leurs ſubſiſtances, ou du moins tenir la balance dans les guerres entre les Ruſſes & les Turcs ſelon qu'ils le jugeroient convenable à leurs intérêts. * D'autre part les Autrichiens intriguoient ſans relâche à Conſtantinople, afin d'entretenir l'aigreur que la dernière paix avoit laiſſée entre la Porte & la Ruſſie, & d'occaſionner de nouvelles brouilleries. Les François ſouffloient également le feu de leur côté. Ces manœuvres ſourdes animèrent enfin le grand Seigneur, & occaſionnèrent les déclarations au Prince Repnin dont il a été fait mention, & cette eſpèce de guerre dans la Crimée, qui fut appaiſée enſuite. Vienne étoit alors dans l'Europe le foyer des pro-

* 1774.

jets & des intrigues. Cette cour si altière, afin de parvenir à dominer sur les autres, portoit ses vues de tous côtés, pour étendre ses limites & pour engloutir dans sa monarchie les Etats qui se trouvoient situés à sa bienséance. Du côté de l'orient elle méditoit de joindre la Servie & la Bosnie à ses vastes possessions. Au midi, tentée de se saisir d'une partie des possessions de la république de Venise, elle n'attendoit que l'occasion de joindre Trieste & le Milanois au Tyrol par un démembrement qui étoit à sa bienséance. Ce n'en étoit pas assez; elle se promettoit bien après la mort du Duc de Modène, dont un Archiduc avoit épousé l'héritière, de revendiquer le Ferrarois, possédé par les papes, & de dépouiller le Roi de Sardaigne du Tortonois & de l'Alexandrin, comme ayant toujours appartenu aux ducs de Milan. Vers l'occident la Bavière lui présentoit un morceau bien tentant. Voisine de l'Autriche, elle lui ouvroit un passage vers le Tyrol. En la possédant la maison d'Autriche voyoit le Danube couler presque toujours sous sa domination. On supposoit outre cela qu'il étoit contraire à l'intérêt de l'Empereur de laisser réunir la Bavière & le Palatinat sous un même souverain, & comme cet héritage eût rendu l'Electeur palatin trop puissant, il valoit mieux que l'Empereur le prît pour lui-même. De là en remontant le Danube, on rencontre le duché de Wurtemberg, auquel la cour de Vienne pensoit avoir des prétentions bien légitimes. Toutes ces acquisitions auroient formé comme une galerie, qui

de Vienne en fe liant les unes aux autres la conduifoit jufqu'aux bords du Rhin, où l'Alface, qui avoit fait anciennement partie de l'Empire, pouvoit être répétée, ce qui menoit enfin à la Lorraine, qui naguères avoit été le domaine des ancêtres de Jofeph. En nous tournant vers le feptentrion, nous rencontrons cette Siléfie dont l'Autriche ne pouvoit oublier la perte, & qu'elle fe propofoit bien de recouvrer auffitôt qu'elle en trouveroit l'occafion. L'Empereur ne favoit pas cacher & voiler fes vaftes deffeins. Sa vivacité le trahiffoit fouvent. Pour en rapporter un exemple, il fuffit de dire que vers la fin de l'année 1775 le Roi de Pruffe eut quelques forts accès de goutte confécutifs. Van Swieten, Miniftre de la cour impériale à Berlin, fuppofa que cette goutte étoit un hydropifie formée, & flatté de pouvoir annoncer à fa cour la mort d'un ennemi qui longtemps avoit été redoutable pour elle, il manda hardiment à l'Empereur que le Roi tiroit vers fa fin, & qu'il ne pafferoit pas l'année. Voilà toutes les troupes autrichiennes en marche; leur rendez-vous eft marqué en Bohème, & l'Empereur attend plein d'impatience à Vienne la confirmation de cette nouvelle, pour pénétrer tout de fuite en Saxe, & de là fur les frontières du Brandebourg, afin de propofer au fucceffeur du trône l'alternative, ou de rendre tout de fuite la Siléfie à la maifon d'Autriche, ou de fe voir écrafé avant de pouvoir fe mettre en défenfe. Toutes ces chofes, qui fe firent ouvertement, s'ébruitèrent partout, & ne cimentèrent point l'amitié

des deux cours, comme on peut bien ſe l'imaginer. Cette ſcène parut d'autant plus ſingulière, que le Roi de Pruſſe n'ayant été atteint que d'une goutte ordinaire, en étoit déjà guéri avant que l'armée autrichienne fût raſſemblée. L'Empereur alors fit retourner toutes ſes troupes dans leurs quartiers ordinaires. L'année d'après, ſavoir en 1777, l'Empereur fit un voyage incognito en France. Le ſéjour qu'il fit à Paris & à Verſailles ne contribua pas à reſſerrer l'union des deux nations. Il avoit beaucoup plus de monde & d'aménité que Louis XVI. Cela cauſa des jalouſies au monarque françois, qui s'en cachoit à peine. Joſeph voulut enſuite parcourir les provinces de la France, & peut-être que s'obſervant moins que dans la capitale du royaume, il laiſſa échapper des marques trop ſenſibles du chagrin qu'il éprouvoit en voyant de bons établiſſemens de manufactures ou de commerce, ou d'autres choſes pareilles, qui étoient autant de preuves de l'induſtrie nationale. Ces choſes, quelque petites qu'elles fuſſent, n'échappèrent pas à la ſagacité françoiſe. L'Empereur s'étoit diſtingué par ſa politeſſe à la cour; mais ſe contraignant moins dans les provinces, il parut plutôt envieux qu'ami de la nation chez laquelle il ſe trouvoit, & perdit tout le crédit que ſa gentilleſſe lui avoit acquis. D'autre part ce voyage fit un effet tout différent ſur Joſeph. Il avoit parcouru la Normandie, la Bretagne, la Provence, le Languedoc, la Bourgogne & la Franche-comté; toutes provinces, qui autrefois gouvernées

par des fouverains, quoique vaffaux, avoient été par la fuite des temps infenfiblement incorporées dans la monarchie françoife. Ces objets, qui le frappoient vivement, occafionnoient la comparaifon humiliante, felon lui, qu'il faifoit de cette maffe réunie fous un chef, & du gouvernement germanique, dont à la vérité il étoit l'Empereur, mais dans lequel il fe trouvoit des rois & des fouverains affez puiffans pour lui réfifter, même pour lui faire la guerre. S'il en avoit eu les moyens, il auroit voulu réunir inceffamment toutes les provinces de l'Empire à fes domaines, pour fe rendre fouverain de ce vafte corps, & élever par ce moyen fa puiffance au deffus de celle de tous les monarques de l'Europe. Ce projet l'occupoit fans ceffe, & il penfoit que la maifon d'Autriche ne devoit jamais le perdre de vue. C'étoit de ces principes ambitieux que partoit l'ardeur avec laquelle il convoitoit la Bavière; & quoique la mort de l'Electeur de Bavière ne parût point devoir être prochaine, l'Empereur n'épargna rien pour mettre l'Electeur palatin & fes miniftres dans fes intérêts. Le Roi de Pruffe, toujours attentif aux démarches de la cour de Vienne, fut des premiers à découvrir ce myftère. Cette cour étoit trop dangereufe & trop puiffante pour être négligée, & d'ailleurs il faut connoître les projets de fon ennemi, fi l'on veut s'y oppofer. Il réfulte des faits différens que nous venons d'expofer, que la paix de l'Europe étoit menacée de tous les côtés; le feu couvoit fous la cendre,

un rien pouvoit en faire ſortir des flammes. La Ruſſie s'attendoit d'un moment à l'autre à être attaquée par les Turcs; ſi la guerre n'étoit point déclarée, il ſe commettoit des hoſtilités de part & d'autre. La dernière guerre avoit occaſionné des dépenſes énormes à l'Impératrice; la Ruſſie en étoit preſque épuiſée, ſurtout à cauſe des ravages de Pugatſchef dans la province de Caſan, & de la deſtruction des mines qui dans ces contrées ſont d'un rapport très-conſidérable.

A Vienne un jeune Empereur, dévoré d'ambition, avide de gloire, n'attendoit qu'une occaſion pour troubler le repos de l'Europe. Il avoit deux Généraux, Laſcy & Laudon, qui s'étoient acquis de la réputation dans la guerre précédente. Son armée étoit mieux entretenue & ſur un meilleur pied qu'elle ne l'avoit jamais été. Il avoit augmenté le nombre des canons de campagne & l'avoit porté juſqu'à deux mille. Ses finances, qui ſe reſſentoient encore des frais immenſes de la dernière guerre, n'étoient pas ſur un pied tout à fait ſolide. On évaluoit les dettes de l'Etat à 100 millions d'écus, dont on avoit réduit les intérêts à 4 pour cent; mais le peuple étoit ſurchargé des plus durs impôts; chaque jour on en ajoutoit de nouveaux; & malgré tout l'argent qu'à force de preſſer les provinces on raſſembloit à Vienne, en déduiſant la dépenſe fixe & couchée ſur l'ordre du tableau il ne reſtoit à l'Impératrice Reine que deux millions dont elle pût diſpoſer; ainſi il n'y avoit d'autre fonds que celui

de quatre millions d'écus que le Maréchal de Lafcy avoit épargnés fur l'entretien de l'armée; mais par l'exactitude de la banque de Vienne à payer les intérêts des capitaux que la cour avoit empruntés, elle avoit affuré & confolidé fon crédit tant en Hollande qu'à Gènes, de forte que fi la cour jugeoit à propos de recourir à de nouveaux emprunts, elle pouvoit fe flatter de trouver de nouvelles reffources. Ajoutez à ce crédit fi bien établi une armée de 170,000 hommes toujours entretenus, & tout lecteur conviendra que l'Autriche avoit alors une puiffance plus formidable que ne l'avoit jamais été celle des Empereurs précédens, fans en excepter Charles Quint même.

La France, telle que nous l'avons dépeinte, étoit bien déchue, fi nous comparons fon état politique préfent à ce qu'il étoit durant les belles années de Louis XIV. Il fembloit que fa fécondité épuifée n'eût plus la force de produire d'auffi grands génies que ceux qu'elle formoit alors. Ecrafée par le poids de dettes énormes, elle en étoit fans ceffe aux expédiens. Un contrôleur général des finances étoit regardé comme un adepte; on vouloit qu'il fît de l'or, & quand il n'en fourniffoit point à proportion des befoins, on le chaffoit auffitôt. On fit enfin choix du Sr Necker, tout calvinifte qu'il étoit. On efpéroit peut-être qu'un hérétique, maudit pour maudit, en faifant un pacte avec le diable fourniroit les fommes néceffaires aux vues du gouvernement. L'Etat entretenoit 100,000 hommes de troupes ré-

glées & 60,000 de milices. Ses ports étoient dégarnis de vaisseaux. Mr de Maurepas se servit du temps où l'Angleterre faisoit si mal à propos la guerre à ses colonies, pour relever la marine françoise. On travailla dans tous les chantiers dès l'année 1776. Trente six vaisseaux de ligne étoient déjà construits, & dès l'année 1778 le nombre en étoit augmenté & montoit à 66, sans compter les frégattes & les autres bâtimens. Les îles & les colonies d'Amérique étoient toutes bien fournies de troupes. Peut-être n'avoit-on pas eu la même attention pour les possessions françoises des Indes orientales. Tant de mesures préalables auroient dû ouvrir les yeux aux Anglois; elles leur pronostiquoient une prochaine rupture avec la France, s'ils avoient su prévoir. La situation de la France, quoique peu brillante, n'en méritoit pas moins l'attention des autres puissances. Ses dettes la mettoient dans l'impuissance de soutenir une longue guerre, mais forte de l'alliance de l'Espagne & de l'assistance qu'elle en pouvoit tirer, on la voyoit épier le moment pour tomber comme un faucon sur sa proie, & se venger sur la Grande Bretagne des maux qu'elle lui avoit causés durant la guerre précédente; & en général on ne pouvoit rien traiter d'important en Allemagne, ni dans le Sud de l'Europe, sans se concerter ou s'entendre avec cette puissance.

L'Angleterre, comme nous l'avons dit, étoit sous le joug des Torys, accablée de dettes, engagée dans une guerre ruineuse, qui augmentoit les dettes na-

tionales de 36 millions d'écus par an ; pour frapper son bras droit de son bras gauche, elle épuisoit toutes ses ressources & s'acheminoit à grands pas vers sa décadence. Ses ministres accumuloient les fautes ; la principale consistoit à porter en Amérique une guerre dont il ne pouvoit lui revenir aucun avantage. Elle se brouilloit aussi sans raison avec tout le monde; nous en exceptons les François, perpétuels ennemis de l'Angleterre ; mais la cour de Londres étoit également mal avec l'Espagne au sujet des chicanes qui s'étoient élevées entre ces nations pour l'île de Falkland ; & depuis la mort du dernier Roi de Portugal l'Angleterre avoit entièrement perdu l'influence qu'elle avoit dans ce royaume. Ses procédés hauts, durs & despotiques à l'égard du gouverneur de St Eustache lui avoient fait perdre l'amitié & la confiance des Provinces unies. Le Roi d'Angleterre, en qualité d'Electeur de Hanovre, avoit mécontenté la cour de Vienne, en lui refusant des passeports pour des chevaux de remonte, que l'on accorda toujours en pareils cas. Il avoit indisposé l'Impératrice de Russie. Depuis l'aventure de sa sœur la Reine Mathilde, l'inimitié du Danemarck étoit manifeste. Le Roi de Prusse avoit encore plus de griefs que les autres. Il pouvoit reprocher au Roi d'Angleterre la paix conclue avec la France, par laquelle l'Angleterre abandonna la Prusse, & toutes les manigances mises en jeu pour le déposséder du port de Danzic. L'Angleterre ne pouvoit donc attribuer qu'à sa pro-

pre inconduite le délaiſſement & l'abandon général où elle ſe trouvoit alors.

La Suède, quoiqu'elle eût changé ſa forme de gouvernement, n'avoit point gagné des forces nouvelles. La balance de ſon commerce lui étoit défavorable; elle ne recevoit point de ſubſides de la France; auſſi avoit-elle à peine les moyens de ſe défendre & ſe trouvoit-elle hors d'état d'attaquer perſonne. Le Danemarck avoit une bonne flotte & 30,000 ſoldats; mais ſa foibleſſe le mettoit preſque de niveau avec la Suède. Le Roi de Sardaigne ſe trouvoit comme garrotté par l'alliance de la France & de l'Autriche; il ne pouvoit rien par lui-même; il ne pouvoit figurer qu'avec le ſecours d'un allié puiſſant, de ſorte que dans l'état actuel des choſes on ne devoit pas le mettre au deſſus de la Suède & du Danemarck. La Pologne, pleine de têtes remuantes mais légères, n'éntretenoit que 14,000 hommes, & ſes finances n'étoient pas même ſuffiſantes pour mettre en action ce petit nombre de troupes. Le miniſtre de Ruſſie gouvernoit ce royaume au nom de l'Impératrice, à peu près comme autrefois les proconſuls romains gouvernoient les provinces de l'empire. Il ne s'agiſſoit donc point réellement de ce qu'on penſoit ou projetoit à Varſovie; il ſuffiſoit de ſavoir ce qu'on avoit réſolu à Péterſbourg, pour porter ſon jugement ſur la Pologne.

La Pruſſe avoit joui de quelque tranquillité pendant cette paix; attentive aux projets que forgeoient

ſes voiſins, mais ne ſe mêlant directement d'aucune affaire, elle s'étoit appliquée principalement à rétablir ſes provinces ruinées. La population avoit pris des accroiſſemens conſidérables ; les revenus de l'Etat ſe trouvoient augmentés de plus d'un quart de ce qu'ils étoient en 1756 ; l'armée étoit entièrement rétablie, & depuis l'année 1774 le Roi entretenoit 186,000 hommes, bien diſciplinés & qu'il pouvoit mettre en action d'un jour à l'autre. Ses fortereſſes étoient pour la plupart achevées & en bon état, ſes magaſins remplis pour une campagne, & il avoit des ſommes aſſez conſidérables en réſerve pour ſoutenir ſeul la guerre pendant quelques années. La Ruſſie étoit l'unique alliée de la Pruſſe. Cette liaiſon auroit été ſuffiſante, ſi l'on n'avoit pas eu lieu de craindre qu'une nouvelle guerre en Crimée n'empêchât l'Impératrice de Ruſſie de fournir au Roi les ſecours qu'elle lui devoit ſelon les traités. D'ailleurs la cour de Berlin ayant ménagé toutes les puiſſances, n'étoit brouillée avec aucune ; mais les ſoupçons que donnoient les vues ambitieuſes de l'Empereur, faiſoient pronoſtiquer avec certitude qu'au premier événement inattendu l'exploſion de ce volcan auroit lieu. Il s'étoit déjà élevé des troubles dans l'Empire à l'occaſion de la viſitation de la chambre impériale à Wetzlar. Ce tribunal de juſtice ayant très-injuſtement rempli ſes fonctions, occaſionna les plaintes de nombre de princes qui ſouffroient de ſes prévarications. La cour de Vienne, loin de punir ou de chaſſer les coupables, (qui étoient ſes créatures,) s'obſtinoit à

les foutenir. Le Roi de Pruffe & le Roi d'Angleterre, comme Electeurs, avec un parti confidérable, contraignirent les Autrichiens à céder fur plufieurs points. Enfin de quelque côté qu'on jetât fes regards, on voyoit la tranquillité de l'Europe fur le point d'être troublée. Pour ne point agir inconfidérément pendant ces conjonctures critiques, il étoit néceffaire que la Pruffe s'entendît avec d'autres puiffances, & qu'elle fût au vrai dans quelles difpofitions fe trouvoit la France. Les anciennes liaifons de la cour de Berlin & de celle de Verfailles étoient rompues depuis l'année 1756. La guerre qui fe faifoit alors, l'enthoufiafme des François pour l'Autriche, les efforts qu'ils firent pour écrafer le Roi de Pruffe, (expreffion qu'ils avoient fouvent employée,) enfin l'animofité qui s'en étoit enfuivie, n'avoient pas rapproché les efprits. Ces fortes de plaies font trop douloureufes pour pouvoir fe confolider promptement. Après la paix de 1763 l'animofité fe tourna en froideur; enfuite la cour de Berlin s'unit par des traités à celle de Péterfbourg, & comme l'Impératrice de Ruffie n'aimoit pas la France, le Roi de Pruffe ne pouvoit alors, s'il vouloit ménager fon unique alliée, fe rapprocher trop des François. Ce fut par cette raifon que Mr de Guines, créature de Choifeul & Miniftre de la cour de Verfailles à Berlin, put d'autant moins pouffer avec fuccès fes négociations, que dès l'année 1770 les affaires de Pologne commençoient à s'agiter, & que le Roi ne pouvoit en même temps être du parti des Ruffes, qui fou-

tenoient le Roi Poniatowſky, & de celui des François, qui appuyoient la confédération de Bar. Bientôt après ſurvinrent les incidens qui produiſirent le partage de la Pologne dont nous avons parlé précédemment, & dès-lors plus que jamais toute intimité avec la cour de Verſailles fut interdite. Outre ces obſtacles que nous venons d'expoſer, il y avoit de plus l'alliance qui ſubſiſtoit entre la France & l'Autriche, qui mettoit des entraves encore plus conſidérables à toute liaiſon qu'on auroit pu contracter avec la France; vu qu'auſſi long-temps que ce traité ſubſiſtoit, elle ne pouvoit ſans l'enfreindre entrer dans les vues de la cour de Berlin. Mais comme vers l'année 1777 toutes les affaires de la Pologne furent terminées, & que le théâtre de la politique préſentoit des décorations nouvelles; qu'outre cela un nouveau Roi & d'autres miniſtres gouvernoient la France, il y eut dès-lors moyen de rapprocher les cours de Péterſbourg & de Verſailles, parce que les mêmes acteurs ne ſubſiſtoient plus. Le reſſentiment de l'Impératrice de Ruſſie ne pouvoit pas s'étendre ſur leurs ſucceſſeurs.

MEMOIRES
DE
LA GUERRE DE 1778.

MÉMOIRES

DE LA GUERRE DE 1778.

APRÈS avoir expofé comment fe fit le partage de la Pologne entre la Ruffie, l'Autriche & la Pruffe, nous crûmes que ce feroit le dernier événement remarquable du règne du Roi; cependant le deftin, qui fe joue de la prévoyance humaine, en ordonna autrement. La mort foudaine d'un Prince, qui ne paroiffoit ni apparente, ni prochaine, troubla fubitement la tranquillité dont jouiffoit l'Europe. L'Electeur de Bavière prend la petite vérole, & la nouvelle de fon décès arrive lors même que celle de fa guérifon rendoit l'efpérance à tous ceux qui s'intéreffoient à fa confervation. Dès-lors la guerre devint prefque inévitable; car l'on fut inftruit que la cour impériale & le jeune Empereur Jofeph avoient formé le projet d'envahir la Bavière à la mort de l'Electeur. Ce deffein avoit été conçu par l'Empereur François, qui pour y donner quelque apparence de juftice, avoit fait époufer à fon fils la fœur de l'Electeur de Bavière, pour acquérir le droit de revendiquer l'héritage allodial de cette fucceffion; mais cette Princeffe étant morte fans lignée, ce prétexte ne pouvoit plus fervir. La cour impériale n'ayant de prétention ni légitime, ni apparente fur

cet électorat, se servit de certains anciens documens, & des droits de suzeraineté qu'elle croyoit avoir comme Roi de Bohème sur les fiefs de la Bavière. Elle avoit d'avance gagné tous les ministres de l'Electeur palatin & ce Prince même, auquel elle promit des établissemens avantageux pour ses enfans naturels, pourvu qu'il leur sacrifiât ses successeurs légitimes, à la tête desquels étoit le Duc de Deuxponts. A peine apprit-on à Vienne la mort de l'Electeur de Bavière que le conseil s'assembla; l'Empereur proposa d'envahir la Bavière; l'Impératrice Reine consentit avec répugnance à une démarche aussi violente, ou plutôt elle se laissa entraîner à la persuasion du Prince Kaunitz, qui l'assura que cet événement n'auroit point de suites, & que l'Europe consternée ou léthargique n'oseroit pas traverser l'Empereur dans une entreprise aussi hardie que décisive. D'abord 16 bataillons, 20 escadrons & 80 canons se mettent en marche. L'Electeur palatin, qui étoit à Munich, pâlit à cette nouvelle; & il signe une convention, en abandonnant les deux tiers de la Bavière aux désirs des Autrichiens. Cette action violente se répandit partout. L'Empereur s'étoit trop découvert pour que l'Europe ne jugeât pas de ce qu'annonçoit de suites une ambition aussi forte. Dans ce moment de crise il falloit prendre un parti, ou celui de s'opposer avec vigueur à ce torrent, qui alloit se déborder si rien ne l'arrêtoit, ou il falloit que tout prince de l'Empire renonçât aux priviléges de sa liberté, parce qu'en demeurant dans l'inaction, le

corps germanique sembloit approuver tacitement le droit que l'Empereur vouloit s'arroger de disposer despotiquement des successions qui viendroient à vaquer ; ce qui tendoit au renversement général des lois, des traités, des confraternités & des priviléges qui assuroient les possessions de ces princes. Toutes ces funestes conséquences n'avoient point échappé à la pénétration du Roi ; mais avant que d'en venir aux remèdes violens, il y avoit des arrangemens préalables à prendre ; il falloit que le Prince de Deuxponts protestât contre le traité de Munich ; que la Saxe réclamât l'assistance du Roi pour sa succession allodiale ; mais surtout que l'on pressentît les cours de Versailles & de Pétersbourg, afin de pénétrer leur façon de penser, & d'être sûr à quoi on pouvoit s'attendre de leur part. L'Electeur de Saxe s'adressa le premier au Roi, après s'être vainement adressé à la cour de Vienne, dont la hauteur ne daigna pas même l'honorer d'une réponse, parce qu'ayant presque entièrement dépouillé l'Electeur palatin, ce prince se trouvoit hors d'état de satisfaire la Saxe sur ce qu'elle exigeoit de la succession allodiale. La cour de Vienne, qui d'autre part agissoit avec plus de précipitation que de prudence, avoit négligé de s'assurer du Prince de Deuxponts, légitime successeur de l'Electeur palatin, dont l'accession étoit absolument nécessaire pour rendre le traité de Munich valable. Elle avoit de plus traité cette affaire avec si peu de secret & de ménagement, que toutes ses démarches étoient connues depuis dix ans qu'elle

couvoit ce projet. C'eſt ce qui engagea le Roi à envoyer le Comte de Gœrtz incognito à Munich, où il arriva à point nommé, pour arrêter le Prince de Deuxponts au bord du précipice où il alloit s'abymer. Le Comte de Gœrtz lui repréſenta qu'il ne gagneroit rien en ratifiant le traité de ſon oncle, au lieu qu'en proteſtant contre l'illégalité de cet acte, il conſervoit l'eſpérance de ſe faire reſtituer une partie du cercle de Bavière, que l'Electeur palatin avoit abandonnée à l'Autriche. La force de la vérité ſe fit ſentir à ce jeune prince & ſa proteſtation parut peu de temps après; il écrivit en même temps au Roi, pour lui demander ſon appui & ſon aſſiſtance. Dès-lors cette affaire commença à prendre une forme régulière. La cour de Berlin, chargée des intérêts de l'Electeur de Saxe & du Prince de Deuxponts, trouva des motifs ſuffiſans pour entamer une négociation avec la cour de Vienne touchant la ſucceſſion de la Bavière. C'étoient des eſcarmouches politiques, qui donnoient le temps de s'inſtruire foncièrement du parti que la France prendroit, & de ce qu'on penſoit à Péterſbourg. Sous prétexte d'une ignorance affectée, on demandoit à la cour de Vienne des éclairciſſemens ſur les droits qu'elle prétendoit avoir ſur la Bavière; l'on expoſoit ſes doutes; on alléguoit le droit public, & ce que les lois & les coutumes avoient d'oppoſé à ces prétentions; l'on rappeloit les articles formels du traité de Weſtphalie qui régloient cette ſucceſſion; enfin l'on mettoit la cour impériale dans des embarras d'autant plus grands,

grands, qu'étant ſurpriſe par la mort inopinée de l'Electeur de Bavière, elle avoit manqué de temps pour donner à ſon uſurpation des couleurs apparentes, qui puſſent en impoſer; auſſi ſes défenſes furent-elles ſi foibles & ſi mauvaiſes, qu'on les réfuta facilement. Dans ce conflit des plus grandes affaires, le Roi ſe trouvoit plus gêné par la poſition actuelle des puiſſances prépondérantes que par celle des Autrichiens. La France étoit liée à l'Autriche par le traité de Verſailles; s'étoit-elle arrangée ou non avec l'Empereur? Ce prince lui avoit-il promis des ceſſions en Flandre, pour qu'elle conſentît à l'uſurpation de la Bavière? Préféreroit-elle à la garantie du traité de Weſtphalie le traité de Verſailles? Enfin dans les démêlés qui s'annonçoient, demeureroit-elle neutre, ou bien aſſiſteroit-elle l'Autriche? Il étoit de la dernière importance d'avoir des notions ſûres ſur tous ces points, pour ne point ſe précipiter dans une enterpriſe, ſans en prévoir les ſuites. Tous ces points furent développés ſucceſſivement à Verſailles; l'on connut que le miniſtère déſapprouvoit intérieurement la conduite des Autrichiens; que par ménagement pour la Reine de France, fille de Marie Thérèſe, on ne ſe déclareroit point contre l'Empereur, mais auſſi qu'on ne ſe départiroit pas de la garantie de la paix de Weſtphalie. Cela vouloit dire que la France ſe propoſoit de conſerver la neutralité; ce qui paroiſſoit un bien petit rôle pour une auſſi grande puiſſance, qui du temps de Louis XIV avoit fixé

les yeux de l'Europe étonnée : mais bien des raiſons motivoient cette conduite. Le poids des dettes énormes dont le royaume étoit chargé, & qui en l'augmentant menaçoit d'une banqueroute générale ; l'âge de Mr de Maurepas, qui touchoit à ſon ſeizième luſtre ; l'éloignement que la nation françoiſe avoit pour une guerre en Allemagne, fortifié par le peu de réputation que les armées françoiſes avoient acquiſe dans leurs dernières campagnes contre les alliés que le Prince Ferdinand de Bronſwic commandoit ; les engagemens que la France avoit pris avec les colonies angloiſes de l'Amérique, qui l'obligeoient à ſoutenir leur indépendance, & cela dans un moment où elle avoit réſolu de déclarer par mer la guerre à la Grande Bretagne. Pour armer tant de vaiſſeaux l'on travailloit dans tous les chantiers. Tout l'argent que l'induſtrie pouvoit ramaſſer, étoit deſtiné pour la flotte, & il ne reſtoit rien pour d'autres opérations. Cet état d'impuiſſance n'empêchoit pas le miniſtère de voir avec chagrin les pas audacieux du jeune Empereur pour s'acheminer au deſpotiſme. Il faiſoit de la Bavière une galerie pour s'approcher de l'Alſace & de la Lorraine ; il ſe frayoit en même temps un chemin en Lombardie, projet dont le Roi de Sardaigne appréhendoit le contrecoup, & dont il portoit des plaintes amères en France. Toutes ces différentes idées, tous ces motifs réſumés mettoient le miniſtère de Verſailles dans ſentimens favorables pour le Roi de Pruſſe, parce qu'il étoit bien aiſe que quelque puiſſance que ce fût s'oppoſât à l'ambition demé-

ſurée d'un jeune Prince qui pouvoit pouſſer ſes projets d'agrandiſſement bien loin, s'il n'étoit arrêté au commencement de ſa courſe. La France demeuroit dans une eſpèce d'apathie, & elle voyoit en même temps les deux plus puiſſans princes d'Allemagne s'affoiblir réciproquement.

Telles étoient les diſpoſitions de la cour de Verſailles, ſur leſquelles on pouvoit compter. Il reſtoit à pénétrer avec le même ſoin quelles étoient les vues & les ſentimens de la cour de Péterſbourg. L'Impératrice de Ruſſie étoit l'alliée du Roi de Pruſſe; mais elle ſe trouvoit à la veille d'une nouvelle guerre avec la Porte, ce qui devoit la gêner, en lui ôtant les moyens de remplir ſes engagemens envers la Pruſſe. Il étoit facile de prévoir que les Autrichiens mettroient la ruſe en œuvre, pour accélérer les hoſtilités entre les Ruſſes & les Turcs; c'étoit une diverſion, qui en occupant ailleurs la cour de Péterſbourg, l'empêcheroit de fournir des ſecours aux Pruſſiens, & donneroit par conſéquent beau jeu aux vaſtes deſſeins de l'Empereur. Il étoit important pour les Pruſſiens de prévenir la cour de Vienne, & de contrecarrer les intrigues qu'elle ſe préparoit à mettre en œuvre à Conſtantinople. Ce fut à cette fin que le Roi eut recours aux bons offices de la France auprès de la Porte. La cour de Verſailles s'en chargea, & l'on verra par la ſuite de ces mémoires que ſes ſoins ne furent pas ſans effet. La négociation des François fut ſecondée par un fléau épouvantable; une peſte plus maligne qu'à l'ordinaire affligea la

ville de Conſtantinople, où elle fit de terribles ravages, & en pénétrant dans l'intérieur du férail, obligea le grand Seigneur à ſe réfugier dans une de ſes maiſons de plaiſance à quelque diſtance de la capitale. Une calamité auſſi générale inſpira à cette nation des ſentimens plus pacifiques; elle rallentit l'eſprit remuant & inquiet de Haſſan Bacha, grand Amiral de la Porte, qui étoit le vrai promoteur de la guerre que le grand Seigneur méditoit contre la Ruſſie; ce qui applaniſſoit le chemin aux inſinuations pacifiques des François. Quoique ces différentes meſures levaſſent bien des obſtacles, il reſtoit encore d'autres difficultés à ſurmonter, pour que tout fût applani. Ces difficultés venoient des miniſtres de Ruſſie, qui avoient peu ou point d'idée du ſyſtème germanique. Néanmoins la cour de Péterſbourg fut convaincue de l'injuſtice des procédés de l'Empereur, & comprit que ce prince, qui ne devoit être que le chef de l'Empire, aſpiroit à s'en rendre le deſpote.

On négocioit donc ainſi dans toutes les cours de l'Europe, tandis qu'à Vienne on s'appercevoit par les mémoires que le Baron de Riedeſel préſentoit au nom de la Pruſſe, que touchant la ſucceſſion de Bavière on raiſonnoit à Berlin ſur des principes tout oppoſés à ceux de la cour impériale. Cette cour en conçut des ſoupçons, & ſe doutant que les choſes pourroient en venir à une brouillerie ouverte, dès le commencement de Mars elle réſolut de raſſembler ſes forces en Bohème. Les ordres furent donnés aux

régimens d'Italie, à ceux de Hongrie & à ceux de la Flandre, de hâter leur marche pour s'y rendre. Or dès qu'une armée auſſi nombreuſe s'aſſemble ſur les frontières d'une province, la ſureté de l'Etat exige qu'on ſe mette également en force, pour ne pas recevoir la loi de ſon voiſin. Ces conſidérations engagèrent le Roi à mettre ſes troupes en mouvement, pour former deux armées, chacune de 80,000 hommes. L'une, ſous les ordres du Prince Henri, fut deſtinée à s'aſſembler aux environs de Berlin, pour être à portée de joindre promptement les Saxons, au cas que l'Empereur tentât de faire une invaſion en Saxe. L'autre armée, à la tête de laquelle le Roi avoit réſolu de ſe mettre, avoit ſon rendez-vous en Siléſie. Sa Majeſté partit de Berlin le 4 d'Avril pour Breſlau, d'où elle ſe rendit à Frankenſtein, où les troupes de Siléſie arrivèrent le même jour. Cela formoit un corps de 30,000 hommes, avec leſquels il falloit établir une défenſive, pour attendre que les Pruſſiens, les Poméraniens, & ceux de la Marche électorale euſſent le temps de les joindre. Dans cette vue on prépara un camp retranché dans le comté de Glatz ſur les hauteurs de Piſchkowitz, dont la gauche étoit flanquée par les canons de la fortereſſe & couverte par le ruiſſeau de la Steina, duquel par le moyen d'une écluſe on avoit formé une inondation.

Tandis qu'on s'occupoit de ces préparatifs, arriva un courrier de l'Empereur, chargé de lettres pour le Roi *. Elles contenoient de ces lieux communs

* La copie de ces lettres ſe trouve à la fin de ces mémoires.

vagues ſur le déſir de maintenir la paix & de mieux s'entendre. Le Roi y répondit avec toute la politeſſe convenable, inſinuant à l'Empereur, qu'en limitant ſes prétentions ſur la Bavière il étoit maître de conſerver la paix, & que ſa modération lui feroit plus d'honneur que ne pourroient faire les plus brillantes conquêtes. Bientôt le courrier revint avec une autre lettre, dans laquelle l'Empereur voulut juſtifier ſes droits. Elle fut réfutée par des argumens tirés du droit féodal, des pactes de famille, & du traité de Weſtphalie; enfin un troiſième courrier ſuccéda aux précédens; l'Empereur, faiſant ſemblant de ſe relâcher, propoſoit une négociation qui fût confiée au Comte de Cobenzl, Miniſtre de Vienne à Berlin. Le Roi comprit bien que l'Empereur vouloit gagner du temps, pour aſſembler toutes ſes troupes en Bohème, pour fortifier tous les poſtes qu'il prétendoit occuper, & pour ramaſſer les chevaux d'artillerie, de bagage & de vivres, qui manquoient encore à ſon armée; mais comme il importoit de montrer de la modération dans cette affaire, pour ne point choquer la France & la Ruſſie, le Roi conſentit à cette négociation, quoiqu'il fût facile de prévoir quelle en feroit l'iſſue. Les Autrichiens étalèrent toutes leurs mauvaiſes preuves, qui furent réfutées d'une façon victorieuſe par les miniſtres pruſſiens, ſans que la cour de Vienne voulût ſe déſiſter le moins du monde de ſes uſurpations; enfin pour terminer cette plaidoirie infructueuſe, l'on déclara pour l'*ultimatum*, que ſi les Autrichiens ne conſen-

toient pas à restituer la plus grande partie de la Bavière à l'Electeur palatin, on prendroit ce refus pour une déclaration de guerre. C'étoit ce que désiroit l'Empereur; il aspiroit à se rendre indépendant de l'Impératrice sa mère, par le commandement des armées & par l'éclat qu'il espéroit d'obtenir par ses succès; toutefois il a paru par la suite des événemens que ses combinaisons n'étoient ni justes ni exactes. Il étoit haï de la noblesse, laquelle l'accusoit d'avoir le dessein de la rabaisser.

Dès le 4 de Mai les armées, tant celle de Silésie que celle de Saxe, étoient formées; la négociation de Berlin se rompit le 4 Juillet, & le 6 toutes les troupes se mirent en marche. Pour mieux cacher ses desseins, l'armée de la Silésie cantonnoit dans une espèce de coude depuis Reichenbach, Frankenstein jusqu'à Neisse. Par cette position il étoit impossible que l'ennemi pût deviner si les forces du Roi se porteroient vers la Moravie, ou en Bohème. L'armée impériale avoit un corps de 30,000 hommes en Moravie, commandé par le Prince de Teschen. Ce corps étoit retranché près de Heydepiltsch sur les bords de la Mora, pour couvrir Olmutz. L'armée de l'Empereur étoit derrière l'Elbe dans des fortifications inexpugnables, depuis Kœnigsgrætz jusqu'à la petite ville d'Arnau. Le corps du Maréchal de Laudon, de 40 à 50,000 hommes, garnissoit les postes de Reichenberg, Gabel & Schlukenau vers la Lusace; le gros de son monde étoit entre Leutmeritz, Lowositz, Dux & Tœplitz. Le projet de

campagne que le Roi avoit formé, étoit bien différent de celui qu'il lui fallut exécuter. Il se proposoit de porter la guerre en Moravie, de laisser environ 20,000 hommes pour couvrir le comté de Glatz & les passages de Landshut, de tourner le poste de Heydepiltsch, (ce qui étoit faisable,) d'engager une affaire avec les Autrichiens, & si le succès en étoit heureux, d'envoyer un détachement de 20,000 hommes derrière la Morava droit à Presbourg, par où l'on gagnoit le pont du Danube qui s'y trouve, l'on coupoit l'armée impériale de tous les vivres qu'elle tiroit de la Hongrie, & en faisant de là des incursions vers Vienne, on obligeoit la cour pour sa propre sureté d'attirer une partie de ses troupes à l'autre côté du Danube pour couvrir la capitale, de sorte que l'affoiblissement des armées de Bohème auroit donné beau jeu au Prince Henri & auroit facilité toutes les opérations de sa campagne.

Quelque avantageux que fût ce projet, le Roi fut obligé de s'en désister par les raisons suivantes: en premier lieu les Autrichiens ne laisèrent qu'environ 10,000 hommes en Moravie; le reste, commandé par le Prince de Teschen, joignit l'Empereur auprès de Jaromirs. Il résultoit de là que si le Roi entroit en Moravie avec 60,000 hommes, toute l'armée de l'Empereur, portée à 80,000 combattans, auroit tenté une diversion dans la basse Silésie, contre laquelle les troupes, dont on destinoit le commandement au Général Wunsch, auroient été trop inférieures en nombre pour y pouvoir résister; ce qui auroit mis

le Roi dans l'obligation d'abandonner l'offenſive dans la haute Siléſie, pour courir défendre le comté de Glatz ou les montagnes de Landſhut : en ſecond lieu, la raiſon principale qui détermina pour l'entrée en Bohème, fut que l'Electeur de Saxe craignoit que les Autrichiens ne fiſſent une invaſion dans ſes Etats, & ne priſſent Dreſde, avant que les Pruſſiens puſſent arriver à ſon ſecours. Il falloit empêcher l'Empereur d'exécuter ce deſſein au cas qu'il l'eût conçu ; car il en auroit réſulté que l'Electeur de Saxe accablé auroit pu être forcé à changer de parti, ou au moins qu'au lieu d'établir le théâtre de la guerre en Bohème, on l'auroit par mal-adreſſe établi en Saxe. Il fallut donc que le Roi entrât en Bohème avec ſes forces principales, pour ſe préſenter vis-à-vis de l'Empereur, & l'empêcher de renforcer le corps du Maréchal Laudon, qui ſans ſecours étoit trop foible pour s'oppoſer aux entrepriſes du Prince Henri ; mais d'autre part l'on ne pouvoit pas laiſſer la haute Siléſie ſans défenſe, & il falloit oppoſer des troupes au Général Ellerichſhauſen, qui ſe tenoit dans le camp de Heydepiltſch derrière la Mora. Ce furent Mrs de Stutterheim & de Werner que l'on chargea de ce commandement, avec environ 10,000 hommes. Voici comment le projet ſur la Bohème s'exécuta. L'armée de Siléſie entra dans le comté de Glatz ; l'avant-garde occupa le poſte important du Raſchberg, d'où elle ſe porta ſur Nachod, le reſte de l'armée ſuivant l'arrière-garde. Le 7 Juill. le Roi fit une reconnoiſſance à la tête de 50 eſcadrons de dragons & de houſards.

Pour qu'on ſe faſſe une idée nette de la poſition de l'ennemi, il faut ſavoir que les Autrichiens avoient aſſez bien fortifié la ville de Kœnigſgrætz pour qu'au moins elle pût ſoutenir un ſiége de quelques ſemaines ; à quoi contribuoit principalement le confluent de l'Adler & de l'Elbe, au moyen duquel ils avoient formé des inondations difficiles à ſaigner. Cette ville faiſoit l'appui de la droite de leur camp. Au delà de l'Elbe & près de Kœnigſgrætz campoit un corps de grenadiers & quelque cavalerie dans des ouvrages qui reſſembloient plutôt à une ville fortifiée qu'à des retranchemens de campagne. De Semonitz à Schurz s'étendoit un autre corps environ de 30,000 hommes, couverts par des foſſés de 8 pieds de profondeur, de 16 de large, bien fraiſés & paliſſadées, & par ſurcroît entourés de chevaux de friſe qui lioient enſemble les ouvrages ſéparés ; plus loin s'élevoit la hauteur de Kukus, qui commandant ces bords-ci de l'Elbe s'étend de colline en colline par Kœnigſſaal vers Arnau ; d'où cette chaîne de montagnes aboutit à Hohenelbe, où elle ſe joint & ſe confond avec les montagnes que l'on nomme le Rieſengeburge. Tous les paſſages de l'Elbe étoient défendus par de triples redoutes. L'ennemi avoit fait des abatis d'arbres aux ſommets de ces montagnes couvertes de bois, derrière leſquels campoient 40 bataillons de la réſerve, pour porter de prompts ſecours aux lieux que les Pruſſiens auroient la témérité d'attaquer, au cas qu'il fût poſſible d'emporter ſucceſſivement ce nombre de redoutes & d'ouvrages

munis de 1500 canons en batterie. Ajoutez à tant de difficultés la plus considérable, & qui empêchoit absolument de tenter le passage de l'Elbe, c'est que depuis Jaromirs jusqu'aux hautes montagnes le lit de la rivière est bordé à chaque rive de rochers de douze & plus de pieds de hauteur; ce qui empêche d'y jeter des ponts & de la franchir en d'autres lieux que ceux où ses ponts sont déjà établis. L'ennemi s'étoit principalement attaché à fortifier ces passages, dont une surabondance d'ouvrages rendoit l'approche impraticable.

Quelque imposant que fût l'aspect de ce camp formidable, on se flatta pourtant durant les premiers jours de gagner par adresse ce qu'on ne pouvoit emporter par la force. L'on avoit dessein d'opposer à la partie de l'armée autrichienne campée entre Jaromirs & Schurz un corps de troupes capable de la tenir en respect; on le destinoit en même temps à faire de fausses attaques d'un côté sur le village de Hermannitz & de l'autre sur Kœnigssaal, tandis que le gros de l'armée se glisseroit par la vallée de Sylva, passeroit la nuit l'Elbe au village de Werdeck, enfileroit le chemin de Prausnitz pour gagner les hauteurs de Schwitschin, qui étant les plus hautes, dominoient toute la contrée, & le camp même de l'ennemi. S'il avoit été possible aux Prussiens de s'y établir, ils coupoient l'aile droite des impériaux de l'aile gauche, les obligeoient à combattre à leur désavantage, ou bien à se retirer plus honteusement

encore. En conféquence de ce projet le Roi fe campa à Welfdorf avec 25 bataillons feulement & 60 efcadrons. C'étoit ce corps qui devoit mafquer les mouvemens de la grande armée. Celle-là demeura dans le pofte de Nachod, d'où il étoit plus facile de la faire manœuvrer, foit fur la droite, foit à la gauche principalement de cette avant-garde. Comme il étoit néceffaire de reconnoître exactement la pofition de l'ennemi, pour s'affurer fi le plan dont nous avons parlé pouvoit s'exécuter, ou s'il étoit de nature à être rejeté, l'on déguifa les reconnoiffances fous différens prétextes apparens ; tantôt on donnoit l'alarme à quelque quartier de l'ennemi, quelquefois on engageoit des efcarmouches avec fes poftes avancés ; le plus fouvent on fourrageoit fous fon canon. Ce fut dans les différentes occafions que fournirent ces petites opérations de guerre, qu'en s'approchant de Kœnigffaal & du village de Werdeck, on découvrit auprès de Praufnitz un camp fort, à peu près de fept bataillons, & derrière ce pofte fur la croupe du mont de Schwitfchin un autre corps d'environ quatre bataillons. Ces précautions de l'ennemi mettant des obftacles infurmontables aux deffeins qu'on avoit formés, mirent le Roi dans la néceffité d'y renoncer, pour imaginer d'autres expédiens. La diftribution des troupes étoit bonne autant qu'on pouvoit exécuter le premier projet ; elle pouvoit à la longue devenir vicieufe, fi l'on fe contentoit d'un fi foible corps pour l'oppofer à toutes les forces de l'Empereur. La diftribution de l'armée fut donc

changée ; 40 bataillons formèrent le camp de Welſdorf ; le Lieutenant Général Bulow fut placé avec quelques bataillons & 30 eſcadrons à Smirſitz ; le Général Falkenhayn au défilé de Kowalkowitz, qui étoit derrière l'armée ; le Général Wunſch avec 20 bataillons à Nachod, pour couvrir les convois de l'armée, & le Général Anhalt avec 12 bataillons & 20 eſcadrons tout à fait ſur la droite de l'armée à Pilnikau vis-à-vis d'Arnau & de Neuſchloſs ; mais ſa communication étoit aſſurée avec l'armée du Roi par la forêt de Sylva, où les Pruſſiens avoient des poſtes.

Tandis que ces mouvemens ſe faiſoient en Bohème, & que l'armée de l'Empereur étoit ſi occupée d'elle-même, que la crainte d'être attaqué d'un moment à l'autre, écartoit toute penſée de détacher vers le Maréchal Laudon, le Prince Henri gagna Dreſde ſans oppoſition ; de là il pouſſa des détachemens en Bohème à la rive gauche de l'Elbe ; mais par une manœuvre aſſez leſte, quoique difficile, il ſe porta en Luſace, laiſſant le Général Platen à la tête d'environ 20,000 hommes pour couvrir Dreſde ; & 18,000 Saxons s'étant joints à ſes troupes, ce Prince ſe porta en Bohème par différens corps, qui tournant & attaquant les détachemens que l'ennemi avoit à Schlukenau, Rumbourg & Gabel, les dépoſtèrent & leur prirent 1500 hommes & 6 canons. S. A. R. fit fortifier les environs de Gabel, dont la défenſe fut confiée aux Saxons, & s'avança avec le gros de l'armée à Nimes, où elle ſe poſta dans un camp d'une forte aſſiette. Ce coup, auquel les impériaux

n'étoient point préparés, dérangea tout le projet de leur défenſive. Le Maréchal Laudon abandonna avec précipitation les poſtes d'Auſſig & de Dux, mais ce qui doit ſurprendre d'avantage, ſes fortifications de Leutmeritz, avec le magaſin qui s'y trouvoit. Le Général de Platen profita avec célérité de cette faute; il prit Leutmeritz, s'avança vers Budin ſur l'Egra, & pouſſa ſon avant-garde juſqu'à Welwarn, qui n'eſt qu'à trois milles de Prague. L'alarme & la conſternation ſe répandirent dans cette grande ville; la première nobleſſe, qui s'y étoit raſſemblée, ſe ſauva, & la capitale reſta quelques jours comme déſerte. Le Maréchal Laudon ayant, comme nous l'avons rapporté, abandonné toute la rive gauche de l'Elbe, ne ſe crut en ſureté qu'à Munchengrætz auprès de Jung Bunzlau; & comme les ennemis avoient tout à craindre pour l'armée de l'Empereur, le Maréchal Laudon garnit de gros détachemens tout le cours de l'Iſer, qui coule ou entre des rochers, ou entre des marais. Dans la haute Siléſie les Pruſſiens avoient ſurpris dans leur camp de Heydepiltſch deux régimens de dragons impériaux & les avoient preſque ruinés.

Ce fut dans ces circonſtances, où la guerre étoit bien décidée, où les Pruſſiens avoient déjà quelques avantages, où dans le royaume de Bohème quatre grandes armées étoient en action les unes contre les autres, qu'arrive à Welſdorf un étranger, qui s'annonçant Secrétaire du Prince Gallizin, Miniſtre de Ruſſie à Vienne, demande à parler au Roi. Ce ſoi-

difant Secrétaire étoit le Sr Thugut, ci-devant Miniftre de l'Empereur à Conftantinople. Il étoit chargé d'une lettre de l'Impératrice Reine pour le Roi. Nous nous contentons d'en rapporter la fubftance: l'Impératrice témoignoit fon chagrin des brouilleries & des troubles qui venoient de naître; l'appréhenfion qu'elle avoit pour la perfonne de l'Empereur; le défir de trouver des tempéramens propres à concilier les efprits, en priant le Roi d'entrer en explication fur ces différens fujets. Le Sr Thugut prit enfuite la parole, & dit au Roi qu'il feroit facile de s'entendre, fi l'on y procédoit de bonne foi. L'intention des Autrichiens étoit de gagner ce prince par des offres fi avantageufes, qu'elles le fiffent défifter de l'appui qu'il prêtoit à l'Electeur palatin. Pour cet effet Thugut l'affura que fa cour non feulement ne s'oppoferoit point à fa fucceffion éventuelle des margraviats de Bareuth & d'Anfpach, mais qu'encore elle offroit fon appui à la Pruffe pour le troc de ces margraviats contre des provinces limitrophes du Brandebourg, comme la Luface, ou le Mecklenbourg, fi le Roi le jugeoit conforme à fes intérêts. Le Roi lui répondit que fa cour mêloit & confondoit enfemble des chofes qui n'avoient aucune connexion, favoir fa fucceffion légitime & inconteftable fur ces margraviats avec l'ufurpation de la Bavière, & l'intérêt de fes Etats avec l'intérêt de l'Empire, dont il embraffoit la caufe; que fi l'on vouloit s'entendre, il étoit néceffaire que fa cour fe défiftât d'une partie de la Bavière, & qu'on prît des mefures pour qu'à

l'avenir des actes d'un despotisme aussi violent ne troublassent plus la sécurité du corps germanique, en ébranlant ses plus fermes fondemens; & qu'à l'égard de cette succession il étoit bien éloigné de forcer un prince quelconque à troquer ses Etats contre ces margraviats; enfin que si un troc pareil avoit lieu, il falloit que ce fût de bon gré qu'il s'arrangeât. Le Roi ajouta, que ceci ne s'étant traité que verbalement, il vouloit bien, pour donner à l'Impératrice des preuves évidentes de ses dispositions pacifiques, minuter quelques articles principaux, qui pourroient servir de base au traité qu'on se proposoit de faire. Thugut s'offrit pour secrétaire; mais le Roi, qui ne se fioit ni à son style, ni à ses intentions, les coucha lui-même par écrit. Certainement l'Impératrice Reine auroit bien gagné en les acceptant. La cour de Russie ne s'étoit point encore déclarée: la France conseilloit à l'Autriche de faire la paix; mais ses avis avoient peu d'influence sur l'esprit ardent du jeune Empereur, & sur le génie impérieux du Prince Kaunitz.

Voici le résumé de ce projet: l'Impératrice rendra la Bavière à l'Electeur palatin, à l'exception de Burghausen, des mines, & d'une partie du haut Palatinat; le Danube sera libre; Ratisbonne ne sera plus bloquée par la possession de Stadt am Hof; la succession de ce pays sera assurée aux héritiers légitimes de la Bavière; l'Electeur de Saxe obtiendra du Palatin une somme d'argent pour les allodiaux, & la cour impériale lui cédera les droits qu'elle prétend avoir

sur

ſur tous les fiefs ſitués en Saxe; le Duc de Mecklenbourg aura, en guiſe de dédommagement pour ſes prétentions en Bavière, quelque fief vacant dans l'Empire; la cour impériale ne chicanera plus le Roi de Pruſſe pour la ſucceſſion des margraviats; la France, la Ruſſie & le corps germanique garantiront le préſent traité. Thugut partit pour Vienne avec cette pièce; il revint enſuite chargé d'une foule de propoſitions inſidieuſes, dont le Prince Kaunitz l'avoit muni. Le Roi s'apperçut par la forme que prenoit cette négociation, qu'elle n'étoit pas de nature à pouvoir réuſſir; il ne lui convenoit pas d'ailleurs de traiter avec Mr Thugut; ainſi il l'envoya au couvent de Braunau, pour étaler ſes talens devant le Comte Finck & le Sieur de Hertzberg, ſes miniſtres, qui l'expédièrent infructueuſement pour Vienne quelques jours après. Tout ce qui s'étoit paſſé dans cette négociation fut communiqué aux miniſtres de la France & de la Ruſſie, afin que convaincus des procédés déſintéreſſés de la Pruſſe, ils ne ſe laiſſaſſent point prévenir par les fauſſes expoſitions que leur en feroient les miniſtres de Vienne. L'Impératrice Reine déſiroit ſincèrement la paix; ſon fils l'Empereur, dont elle connoiſſoit l'ambition à la tête de ſes troupes, lui faiſoit craindre la perte ou l'affoibliſſement de ſon autorité; mais elle étoit mal ſecondée par ſon Miniſtre le Prince Kaunitz, qui par des vues aſſez communes aux courtiſans s'attachoit plutôt à l'Empereur, dont

la jeunesse ouvroit une perspective plus brillante à la famille de ce Ministre que l'âge avancé de l'Impératrice. Le sort des choses humaines est d'aller ainsi; de petits intérêts décident des plus grandes affaires. L'Empereur, instruit de la négociation du Sr Thugut, en fut furieux; il écrivit à sa mère, que si elle vouloit faire la paix, il ne retourneroit jamais à Vienne, & s'établiroit à Aix-la-Chapelle, ou dans quelque lieu que ce pût être, plutôt que de s'approcher jamais de sa personne. L'Impératrice avoit fait venir le grand Duc de Toscane, qu'elle envoya aussitôt à l'armée, pour qu'il adoucît l'Empereur son frère, & lui inspirât des sentimens plus pacifiques. L'effet de cette entrevue fut de brouiller les deux frères, qui jusqu'alors avoient vécu en très-bonne intelligence.

Après avoir rendu compte de cette négociation & de tout ce qui s'y rapporte, il est temps de reprendre la suite des opérations militaires de ces quatre armées qui s'observoient en Bohème. Du côté où le Roi commandoit la position de l'armée impériale avoit été exactement reconnue de Kœnigsgrætz jusqu'à la ville d'Arnau; restoit à savoir si au delà il y avoit des troupes vers Hohenelbe & les hautes montagnes. Le Général Anhalt, qui, comme nous l'avons dit, étoit détaché au delà de la droite du camp aux villages de Pilnikau & de Kottwitz, eut ordre d'envoyer des partis vers Langenau, & de s'y porter lui-même, pour faire un rapport exact de ce qu'il au-

roit découvert. Il vit d'abord un camp fortifié derrière Neufchlofs, & plus loin il ne trouva que deux bataillons campés fur les hauteurs qui couronnent la ville de Hohenelbe. Ce fait bien conftaté fervit de bafe au nouveau projet que le Roi forma, en portant vivement l'armée de ce côté. Là on pouvoit forcer le paffage de l'Elbe, que deux bataillons n'étoient pas en état de défendre. Cette entreprife exécutée, on devoit fe flatter des fuccès les plus brillans, furtout fi le Prince Henri s'avançoit de Nimes fur l'Ifer. Les deux armées pruffiennes fe prêtant la main, elles fe trouvoient fur le flanc & à dos de l'armée de l'Empereur, qui ne pouvoit fe foutenir que par un combat, ou qui fe trouvant forcé d'abandonner fes retranchemens immenfes, ne trouvoit point de pofte affuré que derrière les étangs de Gitfchin, où même fa pofition étoit tournable, ce qui l'auroit réduit à fe réfugier à Pardubitz, où il étoit couvert par les étangs de Bohdanetz & le courant de l'Elbe. Ce projet, quelque beau qu'il fût, rencontroit de grandes difficultés dans l'exécution. La première étoit celle des chemins creux & des défilés qu'il falloit traverfer pour arriver à l'Elbe, & l'affreux embarras de traîner par ces chemins une artillerie nombreufe ; la feconde, de fournir l'armée de vivres ; quand on auroit paffé l'Elbe, on auroit mené le pain jufqu'à cinq milles au delà de ce fleuve ; le manque de chevaux auroit en troifième lieu rendu un tranfport plus éloigné impoffible. Tous ces obftacles, qui fe préfentoient à l'efprit du Roi, lui firent

résoudre d'aller au plus sûr, & de cacher encore soigneusement ce projet, qu'il n'abandonna pas cependant; il ne voulut donc point quitter son camp de Welsdorf avant d'avoir fourragé radicalement toute la contrée qui s'étend de l'Elbe à ses frontières de Silésie, d'autant plus que les Autrichiens avoient forcé les habitans de s'enfuir avec tout leur bétail au delà de l'Elbe; & le Roi gagnoit au moins par là qu'il étoit impossible que les Autrichiens tinssent l'hiver un corps considérable sur ses frontières, & inquiétassent ses troupes dans leurs quartiers. Dès que tous les fourrages furent consumés, le Roi marcha avec l'armée & prit le camp de Burkersdorf, proche de Sorr, où il y avoit 33 ans qu'il avoit gagné une bataille sur les mêmes ennemis. Les Autrichiens ne firent pas sortir un homme de leurs retranchemens à la poursuite de son armée, & l'Empereur demeura immobile & dans son ancienne position derrière l'Elbe, sans même chicaner l'arrière-garde au terrible défilé de Kowalkowitz, où elle étoit obligée de passer. Mr de Wunsch reprit son poste du Raschberg derrière Nachod. Le Prince de Prusse occupa le poste de Sorr à portée de celui de Pilnikau, où commandoit le Prince héréditaire de Bronswic. On envoya quelques bataillons à Trautenau, à Schazlar & à Landshut, pour assurer les convois qui de là étoient plus près de l'armée. Tous ces mouvemens n'opérant aucun changement dans la position où étoit l'ennemi, l'on crut pouvoir exécuter le projet que le Roi avoit formé. A cette fin

le Prince héréditaire alla occuper avec son corps la hauteur des Dreyhæuser; le Prince de Prusse le remplaça avec son détachement en s'établissant à Pilnikau, & le Roi se campa avec 40 bataillons auprès du village de Léopold, de manière que ces trois corps communiquant ensemble, pouvoient se prêter la main au cas qu'un d'eux fût attaqué. Il étoit temps d'avancer, pour s'approcher d'avantage de Hohenelbe. Le Prince héréditaire couronna pour cet effet les montagnes qui vont de Schwarzthal à Langenau; le Roi le joignit par sa droite & remplit le terrain qui va de Lauterwasser à une hauteur à gauche, qui fut également occupée. Le Prince de Prusse garda sa position de Pilnikau, d'où il pouvoit faire une fausse attaque sur le corps des ennemis de Neuschlofs, tandis que l'armée forceroit le passage de l'Elbe. Ce Prince se distingua à différentes reprises par sa vigilance & par ses bonnes dispositions. La réserve fut placée à Wildschutz, pour épauler le camp du Prince de Prusse, & la brigade de Luck fut destinée à garnir les défilés impraticables de Hermannseiffen, de Mohren & des Dreyhæuser. Cette brigade, chargée de mener le gros canon & les obusiers à l'armée, employa trois jours pour les traîner de Trautenau à Hermannseiffen, qui font une distance de trois milles. L'artillerie, qui avoit des voies larges, ne put jamais traverser les chemins étroits qui étoient creusés dans la roche vive; on l'attendoit avec impatience; mais elle n'arriva pas. Un temps aussi précieux, perdu par des

foins inutiles, favorifa fi bien les Autrichiens, qu'ils purent s'établir avec toute leur armée & leur canon fur les montagnes qui font en delà de Hohenelbe, & dès-lors il fallut renoncer au projet; car tout ce qu'il eft permis de tenter contre un corps foible, devient téméraire fi on le hazarde contre une armée nombreufe, principalement quand elle fe trouve placée dans un pofte prefque inexpugnable. Pour forcer ces troupes, il falloit avoir les obufiers, feule artillerie dont on pût fe fervir contre les ennemis poftés fur des montagnes; & ces obufiers n'y étoient point. Il falloit de plus paffer l'Elbe fur des ponts, & défiler devant un grand front, qui auroit écrafé les troupes avant qu'elles puffent fe mettre en bataille. Il falloit encore déloger le corps de Zifkowitz des côteaux du Riefengeburge, d'où il feroit tombé fur le flanc des affaillans, fi on ne lui avoit précédemment donné la chaffe. La montagne où il étoit, s'appeloit Wilfchura, & cette expédition étoit un préalable. Il falloit auffi que le Prince Henri coopérât à cette entreprife. Si tous ces empêchemens n'étoient furvenus, le projet étoit de chaffer, comme je l'ai dit, Mr de Zifkowitz de fon pofte; d'établir enfuite 45 gros obufiers derrière Hohenelbe, pour bombarder de là la partie des ennemis qui fe trouvoit vis-à-vis de notre droite; de paffer l'Elbe à un gué qu'on avoit découvert près d'un couvent de moines, & après avoir délogé l'ennemi de cette pofition, de s'établir entre Branna & Starkenbach, fur le flanc des troupes qui campoient près de Neu-

ſchloſs, où les ennemis devoient s'aſſembler promptement pour attaquer les Pruſſiens dans un bon poſte, (ce qui demandoit du temps,) ou ils étoient dans la néceſſité d'abandonner tout le cours de l'Elbe à nos troupes victorieuſes.

Toutes les raiſons que nous venons d'alléguer ayant obligé de renoncer à ce plan hardi, il ne reſtoit qu'à conſumer par les fourrages tout ce pays dépourvu d'habitans, & à le réduire en une eſpèce de déſert, pour aſſurer la tranquillité des quartiers d'hiver, qu'on ne pouvoit prendre qu'en Siléſie. On fourragea comme de coutume, toujours ſur les bords de l'Elbe & ſous le canon des ennemis, ſans que l'Empereur & ſes troupes donnaſſent la moindre marque de vigueur; ſans qu'aucun d'eux ſe hazardât à paſſer la rivière, pour défendre le fourrage qu'on prenoit ſous leurs yeux à leurs malheureux cultivateurs. Quoique le pays fût abondant, le grand nombre de troupes qui s'y nourriſſoient, acheva bien vîte de conſumer les productions de la terre. Le Prince Henri manda au Roi qu'il manquoit de fourrages, & qu'il n'en trouveroit tout au plus que juſqu'à la moitié de Septembre. Les deux armées décampèrent donc à peu près le même jour. Le Roi quitta la poſition de Langenau & de Lauterwaſſer le 14 de Septembre, le Prince Henri ſon camp de Nimes deux jours plus tard. Ce Prince paſſa l'Elbe à Leutmeritz. Le Prince de Bernbourg, qui avoit les Saxons avec lui, ſe replia ſur Zittau & plaça ſes troupes ſur l'Eckartſberg; il y eut quelques

efcarmouches à l'arrière-garde du Prince Henri, où les houfards d'Ufedom eurent occafion de fe diftinguer. Le lecteur nous faura gré de ne lui point rapporter ces minuties & ces opérations de détail qui n'influent en rien fur les grandes affaires. Du côté du Roi, ce prince pour alléger fa retraite avoit eu la précaution de renvoyer d'avance fon artillerie & fes obufiers de Hermannfeiffen à Wildfchutz. Les mefures furent fi bien prifes, que l'ennemi tenta inutilement d'entamer le Prince héréditaire auprès de Schwarzthal, & qu'il lui laiffa tranquillement reprendre fon ancien camp des Dreyhæufer. La colonne que le Roi conduifoit, rencontra encore une vingtaine de canons embourbés dans les défilés de Léopold. Cet accident arrêta la marche de l'armée; l'on garnit d'abord les hauteurs des troupes qui avoient la tête de la colonne. Elles repoufsèrent facilement quelques détachemens de pandours & de houfards venus de Neufchlofs par Arenfdorf dans l'intention de harceler l'arrière-garde royale. Les canons furent traînés à force de bras fur les hauteurs; quelques coups de canon diffipèrent l'ennemi, & l'armée entra dans le camp de Wildfchutz, dont la réferve, comme nous l'avons dit, occupoit les hauteurs, & le Prince de Pruffe la gauche, de forte que depuis les Dreyhæufer jufqu'à Pilnikau & Kottwitz l'armée formoit une ligne prefque contigüe. Tous ces différens mouvemens des Pruffiens ne firent aucune impreffion fur l'armée impériale; elle demeura immobile derrière l'Elbe. Après avoir donc épuifé

de fourrages tous les environs, le Roi ſe replia ſur Trautenau. Cette marche ſe fit ſur trois colonnes; il n'y eut de harcelée que celle que le Prince héréditaire conduiſoit. Ce Prince fit volte-face; à ſon tour il attaqua l'ennemi, qui craignant un engagement ſérieux, ſe retira, après avoir perdu une centaine de morts, & quelques priſonniers qu'on fit ſur lui; les Pruſſiens entrèrent dans leur camp, le corps du Prince héréditaire à droite ſur les hauteurs de Freyheit, & le corps du Prince de Pruſſe à gauche ſur les collines de la chapelle de Trautenau. Mr de Wurmſer, qui avec un tas de troupes légères ſe tenoit à Prauſnitz, eſſaya à différentes repriſes d'attaquer le poſte du Prince de Pruſſe; toutes les fois qu'il attaqua, il fut repouſſé, ce qui fut dû aux bonnes diſpoſitions & à l'activité de ce Prince, conduite qui eût honoré tout autre militaire qui en auroit fait autant.

Les Pruſſiens ne pouvant rien entreprendre ſur les impériaux, étoient réduits à conſumer les vivres des contrées où ils pouvoient atteindre, & à décamper quand tout étoit mangé. On employa toute la prévoyance & toute la prudence convenable pour aſſurer ce mouvement. Les hauteurs qui ſont derrière l'Uppau furent garnies d'infanterie & de canons; les poſtes avancés ſe replièrent ſur l'armée, & la retraite ſe fit avec tant d'ordre, que l'ennemi ne put entamer l'arrière-garde; ſi l'on en excepte une légère pandourade, rien ne troubla les troupes dans leur marche, qu'elles continuèrent juſqu'à Trautenbach, où l'on

séjourna peu de jours. De là l'armée se replia sur Schazlar, dont le poste couvre toute la basse Silésie. Mr de Wurmser s'étoit préparé ce jour pour engager une affaire d'arrière-garde. Par précipitation il n'attendit pas que les Prussiens fussent en marche pour les attaquer, & engagea sur notre gauche une affaire de poste. La brigade de Keller, qui occupoit une hauteur de cette extrémité, se défendit vaillamment, & repoussa l'ennemi, dont la perte fut de 400 hommes. Cela fait, les troupes se rendirent à l'endroit de leur destination. Le Prince héréditaire partit de Schazlar avec 10 bataillons; il fut joint à Munsterberg par 30 escadrons de l'armée du Roi, avec lesquels il se mit en chemin pour la haute Silésie, où il prit le commandement de tout le corps qui se trouvoit dans cette province. Il arriva à Troppau vers la fin de Septembre. Le renfort qu'il menoit dans la haute Silésie, étoit calculé pour contrebalancer un détachement à peu près de la même force que l'Empereur envoyoit à Mr d'Ellerichshausen, & qui auroit donné aux impériaux une supériorité trop considérable sur Mr de Stutterheim, si l'on n'y avoit pourvu à temps.

Cette campagne s'étoit bien vîte terminée; on étoit à la fin de Septembre; la saison des opérations militaires n'étoit point écoulée; on devoit donc soupçonner que l'ennemi ne s'en tiendroit pas là, & qu'après avoir observé pendant la campagne une défensive aussi exacte que celle que nous avons rapportée, il couvoit encore quelque dessein, & mé-

ditoit peut-être de faire une campagne d'hiver. Deux points principaux pouvoient être les objets d'une irruption pour les Autrichiens; l'un d'attaquer en force le corps du Prince héréditaire; l'autre de forcer les paſſages de la Luſace. Un Empereur jeune & ambitieux, à la tête de ſes troupes, qui brûloit de ſe ſignaler par quelque coup d'éclat, donnoit un air de vraiſemblance aux projets qu'on lui ſuppoſoit, ce qui méritoït aſſurément un examen réfléchi. Les tentatives que l'ennemi pouvoit méditer ſur la haute Siléſie, paroiſſoient les plus faciles; il avoit de gros magaſins à Olmutz & tout ce qui eſt néceſſaire pour le tranſport de ſes ſubſiſtances; de plus il ne falloit que chaſſer les Pruſſiens de Troppau, pour les forcer à abandonner l'Oppa & à ſe retirer vers Coſel & Neiſſe. Le deſſein de pénétrer en Luſace rencontroit plus de difficultés. Le Prince de Bernbourg y commandoit un corps de 20,000 hommes; les impériaux n'avoient point de magaſins à portée de la Luſace; les vivres étoient rares du côté de Schlukenau, Gabel, Rumbourg & Friedland, de ſorte que l'ennemi auroit eu de la peine à y amaſſer aſſez de ſubſiſtances pour un corps de troupes conſidérable; toutefois comme il pouvoit diſpoſer de tous les charrois de la Bohème, il auroit pu à grands frais & avec du temps former des magaſins dans cette partie, pour ſe préparer à une telle entrepriſe, très-difficile relativement au poſte de l'Eckartſberg. Moins on voyoit clair dans les vues de l'ennemi, plus il falloit ſe préparer pour tous les cas.

A cette intention Mr de Boſſe fut détaché avec 10 eſcadrons & 5 bataillons pour Lœwenberg & Greifenberg ; ſes ordres portoient d'obſerver le Général Alton, qui occupoit Friedland & Gabel, & au cas que ce Général voulût entamer le Prince de Bernbourg, de prendre l'ennemi à dos, & de ſe concerter en tout avec ce Prince. D'un autre côté le Prince Henri, qui campoit à Nœllendorf, envoya un détachement ſous le Général Mœllendorf à Bautzen, pour joindre le Prince de Bernbourg, au cas que les Autrichiens tournaſſent de ſon côté ; & ſuppoſé que cette expédition devînt plus ſérieuſe & qu'une partie de l'armée ennemie voulût pénétrer en Luſace, pour marcher à Lauban avec 20 bataillons & 30 eſcadrons, afin de couper les aſſaillans de leurs vivres. Lorſque le Général Mœllendorf quitta la Bohème pour ſe rendre à Bautzen, il fut attaqué par les Autrichiens, qui furent repouſſés avec une perte aſſez conſidérable. Le Major d'Anhalt, qui ſervoit ſous le Général Mœllendorf, ſe diſtingua beaucoup dans cette petite affaire.

Tant qu'on ne fut point à quoi les ennemis ſe détermineroient, le Roi demeura à Schazlar ; mais ſitôt qu'on s'apperçut qu'ils ne faiſoient aucuns préparatifs vers la frontière de la Luſace pour amaſſer des magaſins, & que le corps qu'ils avoient ſur cette frontière étoit même inférieur à celui des Pruſſiens, il parut aſſez probable que la tranquillité ſe maintiendroit de ce côté-là pendant l'hiver. Dès-lors le Roi eut la liberté de tourner toutes ſes penſées vers

la haute Siléfie; d'ailleurs le froid commençoit à fe faire fentir affez vivement dans les montagnes de la Bohème; il geloit toutes les nuits; les Autrichiens n'avoient aucun corps d'armée dans le voifinage. Toutes ces confidérations parurent fuffifantes pour lever le camp, & mettre les troupes qui devoient défendre la frontière en cantonnement entre Landfhut, Griffau, Hirfchberg, Schmiedeberg & Friedland. Elles confiftoient en 20 bataillons & 30 efcadrons, dont le Général Ramin avoit le commandement. Cette pofition étoit la même que le Roi avoit occupée en l'année 1759. Seize bataillons & quinze efcadrons partirent à part, pour fe rendre dans la haute Siléfie; le Roi les joignit à Neiffe, fe mit à leur tête & marcha à Neuftadt. Voici les raifons de ce mouvement. Le Roi avoit toujours eu deffein d'attirer la guerre en Moravie; le Prince héréditaire occupoit Troppau; les ennemis avoient Jægerndorf & pouvoient de là le couper de Neiffe & de Cofel. C'étoit donc une néceffité d'occuper Jægerndorf, pour affurer par cette pofition la chaîne des quartiers d'hiver derrière l'Oppa. On étoit obligé d'ailleurs de prendre des établiffemens folides dans la haute Siléfie, pour fe mettre en état de faire le printemps fuivant les plus grands efforts en Moravie. Les troupes du Roi chafsèrent fans peine les Autrichiens de Jægerndorf, & l'on s'occupa dès-lors à fortifier la ville, la montagne & la chapelle, & les villages les plus expofés aux infultes de l'ennemi. Le Prince héréditaire en fit autant à Troppau, & ces deux

villes, par les fortifications qu'on y ajouta, devinrent de bonnes places à l'abri de toute insulte. Dès la mi-Novembre ces ouvrages étant en assez bon état, le Roi se rendit à Breslau, tant pour prendre des arrangemens pour la campagne prochaine, qu'afin de veiller aux négociations, qui commençoient à prendre une tournure assez intéressante.

N'ayant pas voulu rompre le récit d'une campagne stérile en grands événemens, nous croyons devoir reprendre maintenant le fil des affaires politiques. La cour de Péterfbourg étoit celle qui intéressoit le plus, parce que c'étoit d'elle uniquement dont on pouvoit attendre des secours réels. L'Impératrice de Russie s'étoit engagée d'assister le Roi sitôt que ses différens avec la Porte ottomanne seroient vidés. Le Roi, qui voulut mettre l'Impératrice dans le cas d'accomplir sa promesse, s'étoit par une suite de la bonne harmonie qui s'établissoit entre la France & la Prusse adressé au ministère de Versailles, afin qu'il se chargeât de la médiation entre les Turcs & les Russes, & les François avoient réussi à faire consentir la Porte à s'accommoder avec ses ennemis, en rendant les vaisseaux russes qu'elle avoit pris aux Dardanelles, & à reconnoître le Chan des Tartares protégé par Catherine. A peine ces nouvelles arrivèrent-elles à Péterfbourg, que l'Impératrice, rassurée sur la tranquillité de ses Etats, & flattée par l'ambition de prendre une part directe aux affaires d'Allemagne, se déclara ouvertement pour la Prusse. Ses ministres tant à Vienne qu'à

Ratisbonne déclarèrent en substance: " Qu'elle
" prioit l'Impératrice Reine de donner une satis-
" faction entière aux princes de l'Empire à l'égard
" de leurs griefs, & surtout des justes sujets de
" plainte que leur fournissoit l'usurpation de la Ba-
" vière, faute de quoi l'Impératrice de Russie seroit
" dans l'obligation de remplir ses engagemens en-
" vers S. M. prussienne, en lui envoyant le corps
" de troupes auxiliaires qu'elle lui devoit selon la
" teneur des traités." Cette déclaration fit l'effet d'un coup de foudre sur la cour de Vienne. Cet événement inattendu troubla & dérangea sa sécurité; le Prince Kaunitz fut embarrassé, n'ayant rien prévu. Joseph, qui désiroit ardemment la continuation de la guerre, profita du trouble & de la perplexité où il trouva l'Impératrice sa mère, & lui fit signer un ordre pour augmenter son armée de 80,000 recrues; il s'écrioit qu'il falloit tout mettre en œuvre, épuiser toutes les ressources, pour rendre dans ce moment décisif la maison d'Autriche plus formidable que jamais; il pensoit que les dépenses une fois faites, rien ne pourroit arrêter la continuation de la guerre; mais l'Impératrice étoit dans des sentimens tout opposés. Elle soupiroit après la fin de ces troubles; elle mettoit tout son espoir en la médiation de la France, qu'elle avoit demandée; ses peuples, surchargés d'impôts, ne pouvoient point fournir les sommes immenses que les frais de la guerre exigeoient; les emprunts étrangers ne remplissoient point les attentes de la cour; enfin l'argent manquoit

à tel point, que ſouvent les ſoldats étoient ſans paye & manquoient des beſoins journaliers ; & les perſonnes les plus éclairées prévoyoient avec douleur un bouleverſement général de la monarchie, ſi on ne le prévenoit en ſe prêtant de bonne grâce aux propoſitions d'une paix raiſonnable. Déjà l'Impératrice avoit ſollicité, comme nous l'avons dit, la médiation de la France ; elle avoit de même imploré les bons offices de la cour de Ruſſie, & par un hazard ſingulier la dépêche de Vienne & la déclaration de Péterſbourg étant parties en même temps, arrivèrent à peu près le même jour au lieu de leur deſtination. Cela tourna à l'avantage du Roi, parce que ſi la demande des Autrichiens fût arrivée à Péterſbourg avant le départ de la déclaration, il eſt à préſumer que l'Impératrice de Ruſſie l'auroit ſupprimée. D'autre part le Roi, qui par ſes émiſſaires étoit informé de tout, ne demandoit pas mieux que de s'accommoder avec la cour de Vienne, pourvu toutefois qu'on maintînt les conſtitutions de l'Empire dans leur intégrité, & qu'on ne négligeât ni les intérêts de l'Electeur de Saxe, ni ceux du Prince de Deuxponts, & qu'il fût à l'abri de toute chicane à l'égard de la ſucceſſion des margraviats ſur leſquels il avoit des droits inconteſtables ; & bien éloigné de s'oppoſer à la médiation de la France, ce prince enviſageoit la cour de Verſailles comme garante de la paix de Weſtphalie, & comme autant intéreſſée que la Pruſſe même à ne pas permettre que l'Empereur par ſon uſurpation de la Bavière ſe frayât un chemin,

ſoit

ſoit pour tomber ſur le Roi de Sardaigne en Italie, (ce qu'on craignoit fort à Turin,) ſoit pour pénétrer avec plus de facilité en Alſace & dans la Lorraine. L'Electeur de Saxe étoit couſin de Louis XVI, & le Prince de Deuxponts ſon protégé. Néanmoins ç'auroit été manquer de prudence que de confier entièrement les intérêts de la Pruſſe & de l'Allemagne à un miniſtère ſans vigueur, & qui n'ayant aucune volonté ferme, pouvoit le laiſſer ébranler par les machinations de la cour de Vienne. Pour prémunir Mr de Maurepas contre toute propoſition des Autrichiens directement oppoſée à la pacification de l'Allemagne, le Roi lui envoya un mémoire raiſonné, qui contenoit les motifs qui rendoient telle condition de paix acceptable, & telle autre au contraire non-admiſſible, avec un réſumé des articles principaux & indiſpenſables pour la paix générale. Cette pièce fit un effet ſi avantageux, que la France l'admit pour baſe de la négociation dont elle s'étoit chargée à Vienne. Mr de Breteuil, Ambaſſadeur de France à cette cour, éprouva de la part de l'Empereur des difficultés qui renaiſſoient à chaque propoſition qu'il mettoit en avant; mais cela n'empêcha pas l'Impératrice Reine d'admettre le projet de pacification tel que la France l'avoit minuté. Sur ces entrefaites le Prince Repnin arriva à Breſlau de la part de l'Impératrice de Ruſſie; il y parut plus ſous les dehors d'un miniſtre plénipotentiaire qui venoit dicter de la part de ſa cour des lois à l'Allemagne, que comme

un général destiné à conduire un corps auxiliaire à l'armée prussienne. Le Roi avoit proposé à la cour de Pétersbourg d'employer le printemps suivant le corps des Russes contre la Ludomerie & la Gallicie, où il y avoit peu de troupes; de pénétrer en Hongrie, où l'approche des Russes auroit fait révolter tous ceux de la religion grecque qui étoient répandus dans la Croatie, dans la Hongrie, dans le bannat de Témesvar & dans la Transylvanie; le Roi s'étoit même offert d'y joindre un corps de ses troupes & d'abandonner toutes les richesses de ces provinces aux Russes. Ce projet fut rejeté. Le corps que les Russes devoient fournir selon le traité, consistoit en 16,000 combattans; l'on y mit un prix si énorme, qu'il ne pouvoit jamais s'évaluer par les services qu'on en pouvoit attendre. Il en auroit coûté par an au Roi deux millions, & outre cela un subside de 500,000 écus pour une guerre que la Russie ne faisoit point aux Turcs. Le Baron de Breteuil, Ambassadeur à la cour impériale, étoit flatté de devenir le pacificateur de l'Allemagne; il se plaisoit à se représenter qu'en suivant les traces de Claude d'Avaux, plénipotentiaire à la paix de Westphalie, ce lui seroit un acheminement pour monter aux premières dignités dans sa patrie, & surtout au ministère des affaires étrangères. Il mit toute son activité en jeu & travailla avec tant de persévérance, que vers la fin de Janvier il envoya à Breslau au prince Repnin le plan de pacification générale, tel que le Roi l'avoit conçu, & qu'il avoit été approuvé par l'Impératrice Reine. Les conditions étoient telles que nous les

avons marquées. L'on communiqua ce projet de paix aux alliés de la Prusse; les Saxons se récrièrent; ils faisoient monter leur prétention sur les alleux de la Bavière à la somme de quarante millions de florins, & ils prévoyoient avec douleur, que s'ils en obtenoient six ce seroit beaucoup; ils exigeoient de plus que l'Empereur renonçât à toutes les prétentions féodales qu'il prétend comme Roi de Bohème avoir sur la Saxe & sur la Lusace, & surtout ils s'étoient flattés de gagner quelque dédommagement en fonds de terre pour arrondir leur territoire. Le Prince de Deuxponts de son côté s'opiniâtroit à soutenir que la Bavière ne devoit être démembrée en aucune manière; il s'offroit à céder une partie du haut Palatinat, pour conserver le cercle de Burghausen; avec cela il ne consentoit qu'avec une extrême répugnance aux dédommagemens que l'Electeur de Saxe avoit à prétendre. Pour contenter le désir de ses alliés, le Roi fit une nouvelle tentative, principalement relative à la Bavière & au cercle de Burghausen, pour essayer s'il pourroit obtenir pour eux quelques conditions plus favorables de la cour de Vienne; mais bien loin d'y acquiescer, le Prince Kaunitz, effarouché des nouvelles demandes des Prussiens, répondit fièrement que le projet de pacification communiqué par l'Ambassadeur de France au Prince Repnin étoit l'*ultimatum* de la cour de Vienne, & que l'Impératrice étoit résolue à sacrifier jusqu'au dernier homme de son armée, plutôt que d'adhérer à de nouvelles conditions aussi humiliantes & aussi contraires à sa

dignité que celles qu'on venoit de lui préſenter. Il n'y avoit rien que de fort naturel à demander la reſtitution entière d'une province envahie & uſurpée; mais la France & la Ruſſie ne vouloient que la paix; la première, pour ſe délivrer des ſollicitations de l'Empereur, qui lui demandoit des ſecours; la ſeconde, pour ne point aſſiſter les Pruſſiens de ſes troupes. Elles agirent en conſéquence, & preſsèrent les Miniſtres pruſſiens de ne point former d'obſtacles nouveaux à la pacification générale. Le Roi, gêné par des puiſſances médiatrices qui méritoient les plus grands égards, n'eut pas la liberté d'aſſiſter ſes alliés avec le zèle qu'il ſentoit pour eux; il ne pouvoit pas heurter de front en même temps l'Autriche, la France & la Ruſſie; il voulut pourtant concerter avec cette dernière les meſures qui reſtoient à prendre; ce qui recula d'un mois l'aſſemblée du congrès, parce qu'il falloit ce temps pour avoir la réponſe de Péterſbourg.

Nous emploîrons ce délai à mettre ſous les yeux du lecteur le précis des opérations militaires qui occupèrent les troupes pendant cet hiver. On ſe rappellera que nous avons laiſſé le Prince héréditaire dans la haute Siléſie, occupé à ſoutenir ſa poſition de Troppau & de Jægerndorf, donnant la chaſſe aux ennemis, tantôt du côté de Grætz, tantôt à Mæhriſch Oſtrau, tantôt vers Lichten. Les Autrichiens croyoient de leur côté que c'étoit une humiliation de laiſſer les Pruſſiens tranquillement les maîtres d'une partie de leur territoire; ils auroient

voulu tout tenter pour les en déloger; mais ils prévoyoient qu'ils ne pourroient reprendre les villes de Troppau & de Jægerndorf ſans les ruiner & les brûler totalement. Ce moyen paroiſſant trop dur à l'Impératrice Reine, les généraux autrichiens imaginèrent qu'en coupant l'armée du Prince héréditaire de Neiſſe, (d'où ils ſuppoſoient fauſſement qu'elle tiroit ſes vivres,) ils obligeroient ce Prince à évacuer toute la haute Siléſie. Dans l'intention d'exécuter ce projet le Général Ellerichſhauſen, avec un renfort de 10,000 hommes qu'il avoit reçu de la Bohème, établit ſon quartier à Engelſberg, petite ville ſituée dans les gorges des montagnes, dont l'une aboutit à Branna proche de Jægerndorf, l'autre débouche à Hof, & la troiſième, qui paſſe par Zuckmantel & Ziegenhals, aboutit à cette plaine qui s'étend de Weidenau à Patſchkau, Neiſſe & Neuſtadt. Ce corps, environ de 15,000 hommes, placé avec cet avantage, donnoit différentes alarmes à nos quartiers; tantôt il fourrageoit près de Neiſſe, mais toujours repouſſé; tantôt il inquiétoit les environs de Jægerndorf, d'où le Général de Stutterheim, qui en avoit le commandement, le renvoya bien battu. Enfin las de ces échauffourrées, qui ne laiſſoient pas de fatiguer les troupes, le Prince héréditaire de Bronſwic réſolut de les alarmer à ſon tour. Il raſſembla ſes quartiers & fondit avec trois corps ſéparés ſur les poſtes de Branna, de Lichten & de l'Engelſberg. Les impériaux prirent la fuite auſſitôt que les Pruſſiens ſe

montrèrent ; le Prince leur prit 4 canons & 50 prisonniers ; mais leur terreur fut si grande, qu'ils s'éloignèrent des cantonnemens pruffiens, & que les troupes de Troppau & de Jægerndorf purent jouir de quelque tranquillité. Alors Mr d'Ellerichfhaufen tourna fon attention entière vers Zuckmantel & Ziegenhals, d'où il faifoit journellement des incurfions dans le plat pays. Les troupes pruffiennes de Neuftadt & de Neiffe s'oppofoient à chaque moment aux déprédations que l'ennemi vouloit commettre ; ce qui occafionna différentes efcarmouches, où l'infanterie & la cavalerie pruffiennes fe diftinguèrent également ; mais ce genre de petite guerre n'entre pas dans le plan des mémoires que nous fommes propofé d'écrire. Toutefois on réfolut de réprimer la témérité de ces fortes d'entreprifes ; il falloit du repos aux troupes pendant l'hiver, & elles avoient affez de temps pour fe battre durant la faifon des opérations de campagne. Pour amener les chofes à cette fin & couper le mal par fes racines, on réfolut de déloger les Autrichiens de leur pofte de Zuckmantel, fi la chofe étoit faifable. Mr de Wunfch, qui fe trouvoit avec dix bataillons dans le comté de Glatz, où jufqu'alors il étoit refté défœuvré, crut qu'il pourroit s'en éloigner pour peu de temps fans trop hazarder par une courte abfence. Il laiffa le Prince de Philippfthal avec deux foibles bataillons à Habelfchwerdt ; il arriva à Ziegenhals, dont il chaffa les ennemis, & les pourfuivit dans des gorges que

forment les montagnes jusqu'à Zuckmantel; mais ce poste avoit été rendu insoutenable pour les Prussiens, à cause des hauteurs qui le dominent, & que les Autrichiens avoient non seulement garnies de canons, mais encore retranchées par des ouvrages considérables, dont il étoit impossible de les expulser; il l'étoit même de les tourner, parce qu'on ne pouvoit gravir contre ces montagnes trop hautes, trop roides & trop escarpées. Mr de Wunsch, convaincu physiquement qu'il ne pouvoit rien entreprendre de ce côté-là sur l'ennemi, & qu'un plus long séjour ne seroit qu'une perte de temps, s'achemina pour retourner à son ancien poste auprès de Glatz. En passant Landeck il entendit une canonnade assez vive du côté de Habelschwerdt; il tourna aussitôt de ce côté; mais à peine eut-il fait quelque chemin, qu'il rencontra 250 soldats du régiment de Luck, qui s'étoient ouvert un passage, & qui lui apprirent que le Prince de Philippsthal avec le reste du régiment s'étoit laissé surprendre par les Autrichiens. Bientôt Mr de Wunsch entendit une autre canonnade; l'ennemi attaquoit une espèce de palanque ou de redoute dans laquelle le Général prussien avoit laissé 100 hommes pour la défendre. Les obusiers autrichiens y mirent le feu, & le Capitaine Capeller, qui se signala par sa belle résistance, fut obligé de se rendre avant l'arrivée du secours, de sorte que Mr de Wunsch se jeta avec tout son corps dans la forteresse de Glatz. Wurmser & les impériaux, qui n'avoient aucune connoissance de cette

redoute, avoient eu deſſein de marcher droit à Glatz & de ſurprendre la ville. Leur projet ne pouvoit aucunement s'exécuter par ſurpriſe ; les ouvrages de cette forterefſe ſont tels, qu'ils ne peuvent être inſultés, à moins que l'ennemi n'entreprenne un ſiége dans les formes. Mr de Wurmſer eut toutefois l'avantage de prendre quelques quartiers dans le comté, & il ſe flattoit bien que pour le déloger du domaine pruſſien, le Roi tireroit des troupes de la haute Siléſie, afin de les employer contre lui, & que par là le cordon de Troppau & de Jægerndorf & l'armée du Prince héréditaire ſe dégarniſſant, Mr d'Ellerichſhauſen auroit beau jeu, & trouveroit le moyen d'entreprendre avec ſuccès contre les Pruſſiens, & de nettoyer ces bords de l'Oppa qui donnoient tant de jalouſie aux impériaux; mais les choſes tournèrent autrement que les Généraux ennemis ne l'imaginoient & ne le déſiroient. Le Roi ſe mit à la tête de quelques bataillons de ſa réſerve qui avoient hiverné à Breſlau, auxquels ſe joignirent les gardes du corps, les gendarmes, & le régiment d'Anhalt, avec leſquels il ſe rendit à Reichenbach, & Mr de Ramin envoya 4 bataillons au Général Anhalt, qui en avoit 4 ſous ſes ordres. Tout ce corps occupa Friedland & les retranchemens qu'on y avoit faits. Pour chaſſer l'ennemi de Wallenbourg le Général Leſtwitz ſe porta ſur Scharfeneck, & le Général Anhalt ſur Braunau. Les impériaux prirent la fuite de tous côtés ; à peine Mr d'Anhalt put-il attraper une cinquantaine de pandours. Dans le même temps que ces corps

avançoient, le Roi occupa Silberberg, pour être de là à portée de donner des fecours où il feroit néceffaire. Ce mouvement fit une telle impreffion fur les ennemis, qu'ils évacuèrent la ville de Habelfchwerdt & fe fauvèrent en Bohème. On avoit pourvu à tout; fi l'on avoit laiffé les impériaux tranquilles en Bohème fur les frontières de la Saxe, toutes leurs troupes auroient reflué vers la Siléfie, & Mr de Wurmfer auroit été renforcé confidérablement; afin donc que l'attention de l'ennemi fût divifée & qu'il penfât plutôt à fa fureté qu'à inquiéter la Siléfie, Mr de Mœllendorf ramaffa quelques troupes, partit de la Saxe, marcha à Brix, battit avec fa cavalerie le parti qui lui étoit oppofé, prit trois canons, 350 prifonniers, & le magafin qui étoit dans la petite ville de Brix. La nuit il arriva qu'un bas officier du régiment de Wunfch déferta, & pour fe venger de fon major il mena tout de fuite les houfards autrichiens dans le même village, dont il enleva ce major & cinq drapeaux; tant il eft vrai qu'un officier ne peut jamais être affez fur fes gardes pour éviter d'être furpris; une aventure pareille étoit arrivée quelques mois auparavant en Siléfie au régiment de Thadden, cantonné dans le village de Dieterfbach près de Schmiedeberg. Les houfards firent une fauffe attaque fur un pofte du régiment, tandis qu'une autre troupe pénétrant par un jardin & une grange dans la maifon du commandeur, en enleva trois drapeaux, ayant été chaffée avant de pouvoir emporter les autres. Ces traits ne font pas honneur au fervice

pruſſien; mais dans le grand nombre d'officiers qui compoſent cette armée, tous ne ſauroient être également éclairés & vigilans.

Pendant que la guerre ſe faiſoit ſans égard à la ſaiſon, le courrier que le Roi avoit envoyé avec ſon *ultimatum* revint de Péterſbourg, & les deux cours étant convenues ſur tous les articles qu'il contenoit, le Prince Repnin l'envoya à Mr de Breteuil à Vienne. Cet Ambaſſadeur manda que cette pièce avoit cauſé beaucoup de ſatisfaction à l'Impératrice Reine, & que l'on ſe propoſoit d'aſſembler un congrès pour mettre la dernière main à la pacification générale. La poſtérité pourra-t-elle croire que dans de pareilles circonſtances, lors même que la cour de Vienne paroiſſoit ſérieuſement dans l'intention de terminer la guerre, un Général Wallis avec 8 ou 10,000 hommes ſe ſoit préſenté tout à coup devant la ville de Neuſtadt, où le régiment de Pruſſe & le bataillon de Preuſs étoient en garniſon; l'ennemi ne pouvant emporter la ville, y jeta tant de grenades royales d'une vingtaine d'obuſiers qu'il menoit avec lui, que le feu prit au bardeau dont la plupart des maiſons ſont couvertes, & que 240 habitations furent conſumées par les flammes; mais la garniſon tint bon; le Général Stutterheim, averti du mouvement des ennemis, les prit à dos vers Branitz; les troupes cantonnées à Roſswalde vinrent ſur un flanc des Autrichiens, des détachemens de Neiſſe ſur l'autre. Wallis ne pouvant pas s'arrêter plus long-temps ſans expoſer tout ſon corps, ſe retira ſur Zuckmantel, & fut pourſuivi

& renvoyé jusques dans son repaire. Cette expédition, méditée par l'Empereur, avoit été prescrite au Général Wallis. Ce prince supposant le Roi de Prusse ardent & d'une vivacité étourdie, croyoit qu'en aigrissant son esprit par la ruine d'une de ses villes, il le rendroit plus renitent & plus difficile pour la négociation qui devoit s'entamer; & que peut-être l'humeur qu'il en auroit, le porteroit à la rompre; mais cette expédition des Autrichiens ne tourna pas à leur avantage.

Peu après le Prince Repnin reçut une dépêche de Mr de Breteuil, qui lui marquoit combien l'Impératrice Reine désiroit impatiemment une suspension d'armes; le 4 Mars le Roi reçut ces nouvelles à Silberberg & donna ordre à ses généraux de prendre des mesures avec ceux des ennemis, pour régler avec eux la trève qu'on avoit proposée. Le 7 fut le terme marqué pour celle de la Bohème; le 8 pour celle de la haute Silésie & de la Moravie; le 10 pour celle de la Saxe & de la Bohème. Ce terme arrivé, on mit les troupes dans des quartiers plus étendus, afin de leur procurer plus d'aisance, & d'éviter surtout les maladies contagieuses qui commençoient à régner sur les frontières. Le Roi se rendit le 6 à Breslau, pour conférer avec le Prince Repnin; la ville de Teschen fut agréée d'un commun accord pour le lieu des conférences, & le Roi nomma Mr de Riedesel son Ministre plénipotentiaire à ce congrès. Arriva alors à Breslau Mr de Terring-

Seefeld en qualité de Ministre de l'Electeur palatin; lui, le Prince Repnin, Mr de Riedesel, Mr de Zinzendorf, Ministre de Saxe, & Mr de Hofenfels, Envoyé de Deuxponts, toute cette masse de négociateurs partit pour Teschen, où ils furent joints par Mr de Breteuil, Ambassadeur & plénipotentiaire du Roi de France, & par Mr de Cobenzl, chargé d'un même emploi par l'Impératrice Reine. L'Impératrice vouloit sincèrement la paix; mais quelque empressement qu'elle eût de la voir bientôt rétablie, elle n'avoit pu parvenir à inspirer les mêmes sentimens à l'Empereur son fils. Ce prince, comme nous l'avons dit précédemment, croyoit son honneur lésé, s'il ne soutenoit point avec fermeté une démarche que son ardeur lui avoit fait entreprendre. Dès que les Ministres ouvrirent leurs conférences à Teschen, le Comte Cobenzl acquiesça purement & simplement au plan de pacification proposé par la France; il ne fit aucune difficulté & parut aussi content qu'on pouvoit le désirer; on crut que cet ouvrage seroit promptement terminé, lorsque le Prince Repnin reçut un courrier de la part de Mr d'Assebourg, Ministre de l'Impératrice de Russie à Ratisbonne, lequel lui mandoit que l'Electeur palatin lui avoit déclaré qu'il ne pouvoit, ni ne vouloit donner aucune satisfaction à l'Electeur de Saxe, & qu'il aimoit mieux s'en tenir à son traité précédent fait avec la cour de Vienne, que de soumettre ses intérêts aux décisions du congrès de Teschen. Mr de Breteuil & le

Prince Repnin le prirent tous deux ſur le haut ton, & s'armant de toute la dignité convenable à des plénipotentiaires d'auſſi grandes puiſſances, ils déclarèrent que toutes les parties contractantes ayant déjà adopté le plan de pacification qui leur avoit été propoſé, ils conſidéreroient déſormais comme ennemi celui des ſouverains qui voudroit contrevenir à ſon premier engagement. Alors le Comte de Cobenzl & le Palatin plièrent, & des courriers furent expédiés, qui partirent en hâte pour Vienne. Cela n'empêcha pas qu'on ne vît renaître d'autres difficultés, qui barroient à chaque pas le chemin aux médiateurs. Un jour c'étoient les Saxons, dont on ne pouvoit ſatisfaire les prétentions ; un autre c'étoit le Miniſtre de Deuxponts, qui pour faire briller ſon zèle demandoit pour ſon prince une augmentation d'appanage énorme, & ſoutenoit ſon ſyſtème favori, en prouvant que la Bavière étoit un duché indiviſible ; il fallut que le Roi s'en mêlât pour que les choſes n'allaſſent pas trop loin. Avec le ſecours des médiateurs il parvint, quoiqu'avec peine, à calmer la chaleur déplacée de ces deux Miniſtres ; l'on démontra au Saxon, que ſans la France, la Ruſſie & la Pruſſe, qui l'aſſiſtoient, ſon Electeur n'auroit pas retiré une obole de la cour de Vienne, quelques juſtes que fuſſent ſes prétentions ; qu'ainſi il agiroit raiſonnablement en ſe contentant de la ſomme qu'avec bien de la peine on lui faiſoit obtenir. On s'expliqua de même à peu près avec celui de Deuxponts, en lui rappelant qu'ayant perdu les trois quarts de la

Bavière, son prince devoit se trouver heureux qu'on lui en restituât les deux tiers. A peine avoit-on tranquillisé ces deux Ministres, que l'Electeur palatin se remit sur les rangs, pour produire de nouvelles chicanes. La France en fut fâchée, & le Ministre de Louis XV à Munich y parla sur le ton que prenoit Louis XIV au milieu de ses triomphes. Néanmoins ces altercations continuèrent à Teschen, & furent poussées au point, que les plénipotentiaires mêmes commençoient à se défier du succès de leur négociation. Déjà six semaines s'étoient écoulées infructueusement; on étoit au 20 d'Avril, lorsqu'il arriva de Constantinople à Vienne un courrier avec la nouvelle de la paix conclue entre la puissance ottomanne & la Russie. Il ne falloit pas moins qu'un événement aussi important pour fléchir l'ame inquiète du jeune Empereur. Tant que les apparences de guerre entre la Russie & la Porte avoient annoncé une rupture prochaine entre ces puissances, Joseph n'avoit considéré la déclaration de la cour de Péterfbourg en faveur de la Prusse & de l'Empire que comme un simple discours, parce que la Russie se trouvant assez occupée en Crimée à soutenir le Chan, son protégé, contre la puissance ottomanne, qui vouloit le détrôner, elle n'auroit ni la force, ni les moyens de soutenir efficacement la Prusse; mais le rétablissement de la paix détruisoit toutes les espérances dont l'Empereur s'étoit flatté; il ne pouvoit pas se déguiser que la Russie ayant maintenant les bras libres, étoit maîtresse d'employer ses forces

comme bon lui sembleroit; que par conséquent elle pouvoit faire marcher un si puissant corps de troupes au secours du Roi, que la Prusse gagneroit par là une trop grande supériorité d'hommes, contre laquelle il seroit impossible aux troupes impériales de soutenir une campagne avec dignité, & à plus forte raison si la guerre venoit à traîner en longueur. La paix des Russes doit donc proprement servir d'époque pour dater l'ouverture du congrès assemblé à Teschen. Dès ce moment les machines de l'Empereur s'arrêtèrent, l'Electeur palatin & son plénipotentiaire se tinrent dans un silence respectueux; le Comte de Cobenzl devint plus liant, & abandonnant ses propositions vagues, il s'expliqua rondement & nettement sur les matières qu'il traitoit avec les médiateurs. Toutes ces circonstances favorables avancèrent si promptement cet ouvrage, qu'en moins de quinze jours tout le monde étant d'accord, la paix fut conclue & signée le 13 Mai, jour de la naissance de l'Impératrice Reine.

Nous nous contenterons d'en rapporter les articles principaux, savoir: que l'Empereur rendroit toute la Bavière & le haut Palatinat à l'Electeur palatin, à l'exception du cercle de Burghausen; que la succession de ces Etats seroit assurée au Prince de Deux-ponts, ainsi qu'à toutes les branches collatérales qui avoient les mêmes droits; que l'Electeur de Saxe obtiendroit pour dédommagement la somme de 6 millions de florins, payable en termes annuels de

500,000 florins; que l'Empereur renonceroit en faveur de la Saxe au fief de Schœnbourg, enclavé dans cet électorat; qu'à l'égard de la fucceffion des margraviats de Bareuth & d'Anfpach, qui devoient retomber à la Pruffe, l'Empereur reconnoiffoit la légitimité de ces droits, & promettoit de ne plus s'oppofer à cette réunion; que de fon côté le Roi de Pruffe renonçoit à fes prétentions fur Juliers & Bergue en faveur de la branche de Sulzbach, moyennant le renouvellement de la garantie que la France lui avoit donnée de la Siléfie par le traité de 1741; que le Duc de Mecklenbourg obtiendroit le droit *de non appellando*, pour l'indemnifer de fes prétentions; & enfin que le préfent traité feroit garanti par la Ruffie, par la France & par tout le corps germanique. A peine le traité fut-il figné, que les Pruffiens par bon procédé évacuèrent tout de fuite ce qu'ils occupoient de poffeffions autrichiennes.

Telle fut la fin de ces troubles de l'Allemagne; tout le monde s'attendoit à une fuite de quelques campagnes avant de les voir terminer; mais ce ne fut qu'un mélange bizarre de négociations, & d'entreprifes militaires, qu'il ne faut attribuer qu'aux deux factions qui divifoient la cour impériale, dont l'une gagnoit le deffus pour quelque temps & bientôt étoit réprimée par l'autre. Les officiers étoient dans des incertitudes perpétuelles, & perfonne ne favoit fi l'on étoit en paix ou en guerre; fituation défagréable qui continua jufqu'au jour que la paix fut fignée à Tefchen.

à Tefchen. Il parut que les troupes pruffiennes avoient de l'avantage fur leurs ennemis toutes les fois qu'elles pouvoient combattre en règle, & que les impériaux l'emportoient pour les rufes, les furprifes & les ftratagèmes qui font proprement du reffort de la petite guerre.

Fait à Potfdam ce 20 Juin 1779.

FREDERIC.

CORRESPONDANCE

DE

L'EMPEREUR
ET DE L'IMPERATRICE REINE
AVEC LE ROI,

AU SUJET DE

LA SUCCESSION DE LA BAVIERE.

Copie d'une Lettre de la propre main de l'Empereur au Roi de Prusse, écrite d'Olmutz, le 13 *Avril* 1778.

MONSIEUR MON FRERE,

SI j'ai différé jusqu'à ce moment-ci de remplir une promesse mutuellement contractée entre nous, tant à Neisse qu'à Neustadt, de nous écrire directement, c'est que préparé à tous les événemens, je voulois attendre que je fusse moi-même éloigné de la capitale, & par conséquent de tout ce qui peut ressentir finesse & politique, pour communiquer à V. M. mes idées, que je crois plus analogues à nos vrais intérêts que toute brouillerie que nous pourrions avoir ensemble. Je les ai rédigées dans le projet de convention ci-joint, que j'ai l'honneur de lui envoyer. Je n'y ajoute aucune réflexion, bien certain qu'il ne lui en échappera aucune dont l'objet peut être susceptible. En même temps je fais charger Cobenzl des pleins pouvoirs nécessaires, pour que si V. M. adopte ce projet; l'on puisse d'abord procéder à la signature, & si elle désiroit quelque changement ou explication sur des accessoires, je la prie de me les faire connoître par sa réponse directement. Elle peut compter

d'avance que je ne m'y refuſerai pas, ſi je le puis; ainſi que naturellement tout ſera dit, ſi cela ne lui convenoit en façon quelconque.

Je ſerois vraiment charmé de raffermir par là de plus en plus une bonne intelligence qui ſeule doit & peut faire le bonheur de nos Etats, qui avoit déjà ſi heureuſement & avantageuſement commencé, qui de ma part étoit d'abord fondée ſur la haute eſtime & conſidération que le génie & les talens ſupérieurs de V. M. m'avoient ſu inſpirer, qu'une connoiſſance perſonnelle avoit augmentée, & que je ſouhaite vraiment de perpétuer par des aſſurances & témoignages réitérés d'une amitié ſincère avec laquelle je ſerai toujours

De Monſieur mon Frère

Et Couſin

Le très-affectionné Frère & Couſin

JOSEPH.

Projet de Convention qui s'eſt trouvé joint à la Lettre.

Sa Majeſté l'Impératrice Reine apoſtolique & Sa Majeſté le Roi de Pruſſe ont vu avec une vraie peine que les affaires de la ſucceſſion de Bavière prenoient une tournure ſi critique & ſi embarraſſante, que non ſeulement il y avoit tout à craindre préſentement pour la tranquillité de l'Allemagne, mais qu'auſſi

on devoit appréhender dans l'avenir les suites les plus fâcheuses de conjonctures de la même espèce; & Leurs dites Majestés étant animées l'une & l'autre du désir sincère d'écarter autant que possible tout ce qui pourroit altérer la bonne intelligence & l'amitié qui subsistent entr'elles, ainsi que le repos général de l'Empire germanique, elles sont entrées à ce sujet dans un concert amiable, & sur les éclaircissemens & assurances données d'une part par Sa Majesté l'Impératrice Reine, & suivies de l'autre des déclarations de Sa Majesté le Roi de Prusse, elles ont dans cet esprit de conciliation chargé leurs Ministres respectifs, munis de leurs pleins pouvoirs, de conclure & arrêter une convention de la teneur suivante :

1. Reconnoît Sa Majesté prussienne la validité de la convention faite le 3 Janvier de l'année courante entre Sa Majesté l'Impératrice Reine apostolique & Son Altesse sérénissime électorale palatine, ainsi que la légitimité de l'état de possession des districts de la Bavière, occupés en conséquence par Sa Majesté impériale apostolique.

2. Et attendu que dans cette convention les deux parties contractantes se sont expressément réservé la faculté de faire entr'elles une convention ultérieure sur l'échange à régler d'après les convenances réciproques, soit des districts qui sont tombés en partage à Sa Majesté impériale & apostolique & à la maison d'Autriche, soit de la totalité du pays, ou seulement de quelques parties; promet Sa Majesté prussienne de laisser exécuter paisiblement les é-

changes en queſtion, bien entendu néanmoins que les acquiſitions à faire ne puiſſent porter ſur aucun pays immédiatement limitrophe des Etats actuels de Sa Majeſté pruſſienne.

3. En revanche reconnoît S. M. I. & apoſtolique d'avance la validité de l'incorporation des pays d'Anſpach & Bareuth à la primogéniture de l'électorat de Brandebourg, & promet de ſon côté,

4. De laiſſer conſommer paiſiblement tout échange qui pourroit être fait de ces pays d'après les convenances de Sa Majeſté pruſſienne, bien entendu néanmoins que les acquiſitions à faire ne puiſſent porter ſur aucun pays immédiatement limitrophe des Etats actuels de Sa Majeſté l'Impératrice Reine de Hongrie & de Bohème.

Réponſe de la propre main du Roi à l'Empereur, datée de Schœnwalde le 14 *Avril* 1778.

MONSIEUR MON FRERE,

J'ai reçu avec toute la ſatisfaction poſſible la lettre que V. M. I. a eu la bonté de m'écrire. Je n'ai ni miniſtre ni ſcribe avec moi ; ainſi V. M. I. voudra bien ſe contenter de la réponſe d'un vieux ſoldat, qui lui écrit avec probité & avec franchiſe ſur un des ſujets les plus importans que la politique ait fournis depuis long-temps. Perſonne plus que moi ne déſire de maintenir la paix & la bonne harmonie

entre les puiſſances de l'Europe; mais il y a des bornes à tout, & il ſe trouve des cas ſi épineux, que la bonne volonté ne ſuffit pas ſeule pour maintenir les choſes dans le repos & la tranquillité. Que V. M. me permette de lui expoſer nettement l'état de la queſtion de nos affaires actuelles. Il s'agit de ſavoir ſi un Empereur peut diſpoſer ſelon ſa volonté des fiefs de l'Empire? Si l'on prend l'affirmative, tous ces fiefs deviennent des Timariots, qui ne ſont qu'à vie, & dont le Sultan diſpoſe après la mort du poſſeſſeur. Or c'eſt ce qui eſt contraire aux lois, aux coutumes & aux uſages de l'Empire romain. Aucun prince n'y donnera les mains; chacun provoquera au droit féodal, qui aſſure ces poſſeſſions à ſes deſcendans, & perſonne ne conſentira à cimenter lui-même le pouvoir d'un deſpote qui tôt ou tard le dépouillera lui & ſes enfans de ſes poſſeſſions immémoriales. Voilà donc ce qui a fait crier tout le corps germanique contre la façon violente dont la Bavière vient d'être envahie. Moi, comme membre de l'Empire & comme ayant rappelé la paix de Weſtphalie par le traité de Hubertſbourg, je me trouve directement engagé à ſoutenir les immunités, les libertés & les droits du corps germanique, les capitulations impériales, par leſquelles on limite le pouvoir du chef de l'Empire, afin de prévenir les abus qu'il pourroit faire de ſa prééminence. Voilà, Sire, au vrai l'état des choſes. Mon intérêt perſonnel n'y eſt pour rien; mais je ſuis perſuadé que V. M. me regarderoit elle-même comme un homme lâche

& indigne de ſon eſtime, ſi je ſacrifiois baſſement les droits, immunités & priviléges que les Electeurs & moi avons reçus de nos ancêtres. Je continue à lui parler avec la même franchiſe. J'aime & j'honore ſa perſonne. Il me ſera certainement dur de combattre contre un prince doué d'excellentes qualités, & que j'eſtime perſonnellement. Voici donc ſelon mes foibles lumières des idées que je ſoumets aux vues ſupérieures de V. M. I. Je confeſſe que la Bavière ſelon le droit de convenance peut convenir à la maiſon impériale ; mais comme d'ailleurs tout autre droit lui eſt contraire dans cette poſſeſſion, ne pourroit-on pas par des équivalens ſatisfaire le Duc de Deux-ponts ? Ne pourroit-on pas trouver de quoi indemniſer l'Electeur de Saxe ſur les alleux de la ſucceſſion de Bavière ? Les Saxons font monter leurs prétentions à 37 millions de florins ; mais ils en rabattroient bien quelque choſe en faveur de la paix. C'eſt, Sire, à de telles propoſitions, en n'oubliant pas le Duc de Mecklenbourg, que V. M. I. me verroit concourir avec joie, parce qu'elles ſeroient conformes à ce que demandent mes devoirs & la place que j'occupe. J'aſſure à V. M. que je ne m'expliquerois pas avec mon frère avec plus de franchiſe que j'ai l'honneur de lui parler. Je la prie de faire ſes réflexions ſur tout ce que je prends la liberté de lui repréſenter ; car voilà le fait dont il s'agit. La ſucceſſion d'Anſpach y eſt tout-à-fait étrangère. Nos droits ſont ſi légitimes, que perſonne ne peut nous les rendre litigieux. C'eſt ce van Swieten qui m'en parla,

il y a je crois quatre à ſix ans, & qui me dit que la cour impériale ſeroit bien aiſe s'il y avoit quelque troc à propoſer, parce que j'ôterois à ſa cour la ſupériorité de voix dans le cercle de Franconie, & qu'on ne voudroit pas de mon voiſinage près d'Egra en Bohème. Je lui répondis qu'on pouvoit ſe tranquilliſer encore, parce que le Margrave d'Anſpach ſe portoit bien, & qu'il y avoit tout à parier qu'il me ſurvivroit. Voilà tout ce qui s'eſt paſſé ſur cette matière, & V. M. I. peut être perſuadée que je lui dis la vérité. Quant au dernier mémoire que j'ai reçu du Prince Kaunitz, ledit Prince paroît avoir eu de l'humeur en le dreſſant. La réponſe ne pourra arriver ici que dans huit jours. J'oppoſe mon flegme à ſes vivacités, & j'attends ſurtout ce que V. M. I. aura la bonté de décider ſur les ſincères repréſentations que je prends la liberté de lui faire, étant avec la plus haute eſtime & avec la plus haute conſidération,

Monſieur mon Frère,

De Votre Majeſté Impériale

Le bon Frère & Couſin

FREDERIC.

S'il m'eſt arrivé de manquer au cérémonial, j'en fais mes excuſes à V. M. I.; mais foi d'honneur, à 40 milles à la ronde il n'y a perſonne qui puiſſe m'inſtruire.

Lettre de la propre main de l'Empereur adreſſée au Roi. De Littau le 16 *Avril* 1778.

MONSIEUR MON FRERE,

Dans ce moment je viens de recevoir la lettre de V. M. Je la vois dans une erreur de fait, & qui change entièrement ſa longue tirade, mais ſurtout la queſtion; cela m'engage donc pour le bien de l'humanité à la lui éclaircir par cette lettre. Dans tout ce qui s'eſt fait en Bavière, ce n'eſt point l'Empereur qui agit, mais l'Electeur de Bohème & l'Archiduc d'Autriche, qui comme Co-Etat a fait reconnoître ſes droits, & s'eſt arrangé par une convention libre & amicale avec ſon Co-Etat & voiſin, l'Electeur palatin, devenu ſeul héritier des Etats de la Bavière. Le droit de s'entendre & arranger avec ſon voiſin ſans l'aveu d'un tiers a toujours paru juſqu'à préſent un droit inconteſtable à quiconque n'eſt pas dépendant, & par conſéquent tous les princes de l'Empire l'ont toujours exercé de droit & de fait.

Quant aux prétentions ſur l'allodial de la cour de Saxe & du Duc de Mecklenbourg, dont elle veut bien me parler, il me paroît que c'eſt une affaire litigieuſe à décider devant qui il compète, ou à arranger uniquement avec l'héritier, qui eſt l'Electeur palatin, ſelon les pactes de famille.

Pour S. M. l'Impératrice Reine, je crois pouvoir aſſurer que le droit de regrédience dont elle a touché quelque choſe dans la réponſe qu'elle a donnée, elle pourra même ne plus le faire valoir, en faveur des autres héritiers allodiaux & pour leur faire plaiſir.

Pour le Duc de Deuxponts, il eſt prouvé qu'il n'a aucun droit, tant que l'Electeur palatin exiſte, & il lui eſt libre d'accéder ou non à la convention qui s'eſt faite, & quoiqu'il ait autoriſé préalablement l'Electeur à s'arranger en ſon nom & au nom de tous ſes héritiers avec S. M. l'Impératrice ſur la ſucceſſion de Bavière, ſes droits reſteront néanmoins intactes, & S. M. ne ſe croira point obligée vis-à-vis de lui à ſa convention, & par conſéquent dans le cas de faire de nouveaux arrangemens, ou de procéder par la voie légale que ſon bon droit lui donne, vis-à-vis du Duc de Deuxponts, lorſqu'il ſera dans le cas de ſuccéder à l'Electeur palatin. Par les raiſons ci-alléguées, qui ſont toutes des faits prouvés, je crois que V. M. ſera convaincue entièrement que le mot de deſpotiſme dont elle ſe ſert, & que j'abhorre pour le moins autant qu'elle, eſt de trop, & que l'Empereur n'a fait autre choſe dans toute cette occurrence, que de promettre à un chacun qui ſe plaindra à lui en bonne forme & lui fera connoître ſes droits, de lui adminiſtrer prompte juſtice, tout comme S. M. l'Impératrice Reine n'a fait que faire valoir ſes droits & les conſtater par une convention libre; & elle ſaura par conſéquent, avec tous les moyens qu'elle

a, défendre ſes poſſeſſions. Voilà le vrai état de la queſtion, qui ſe réduit à ſavoir ſi quelque loi d'Empire empêche un Electeur de faire avec ſon voiſin un arrangement & une convention ſans l'intervention des autres, qui leur convient mutuellement, ou non. J'attendrai avec tranquillité ce qu'il lui plaira de me répondre, ou de faire. J'ai appris tant de choſes vraiment utiles déjà de V. M., que ſi je n'étois pas citoyen, & ſi quelques millions d'êtres qui par là en ſouffriroient cruellement, ne me touchoient, je lui dirois preſque que je ne ſerois pas fâché qu'elle m'apprît encore à être général. Néanmoins elle peut compter que le maintien de la paix, & ſurtout avec elle, que j'honore & aime vraiment, eſt mon ſincère déſir, & que 400,000 braves gens ne devroient point être employés à s'égorger mutuellement, & cela pourquoi ? & à quoi bon ? & ſans en prévoir ſurtout de part ni d'autre des fruits qui les puiſſent valoir. Voilà mes ſincères réflexions ; j'oſe les communiquer à V. M. avec toute la cordialité & franchiſe poſſible, étant avec la plus haute & parfaite conſidération,

Monſieur mon Frère,

De Votre Majeſté

Le bon Frère & Couſin

JOSEPH.

Lettre de la propre main du Roi à l'Empereur. De Schœnwalde le 18 *Avril* 1778.

MONSIEUR MON FRERE,

Les marques d'amitié que V. M. I. daigne me donner, me ſont d'un prix ineſtimable, car certainement perſonne ne la conſidère, & ſi elle me permet de le dire, n'aime plus ſa perſonne que je ne le fais. Si des cauſes imprévues donnent lieu à des diverſités d'opinions ſur des matières politiques, cela n'altère en rien les ſentimens que mon cœur lui a voués. Puis donc que V. M. I. veut que je lui parle avec ma franchiſe ordinaire ſur les matières épineuſes qui ſont maintenant l'objet principal de nos occupations, je ſuis prêt à la ſatisfaire, à condition toutefois qu'elle aura la même indulgence pour ma ſincérité qu'elle a bien voulu avoir juſqu'ici. Je la prie d'avance de ne pas croire, que ſéduit par une folle ambition, j'aie la démence de vouloir m'ériger en arbitre des ſouverains. Les paſſions vives ſont amorties & ne ſont pas de ſaiſon à mon âge, & ma raiſon a ſu preſcrire des bornes à la ſphère de mon activité. Si je m'intéreſſe aux événemens récens de la Bavière, c'eſt que cette affaire eſt compliquée avec l'intérêt de tous les princes de l'Empire, au nombre deſquels je ſuis compté. Qu'ai-je donc fait? j'ai examiné les lois, les conſtitutions germaniques, l'article de la paix de Weſtphalie relatif à la Bavière,

& j'ai comparé le tout à l'événement qui vient d'arriver, pour voir ſi ces lois & ces traités pouvoient ſe concilier avec cette priſe de poſſeſſion, & je confeſſe qu'au lieu des rapports que je déſirois d'y trouver, je n'ai rencontré que des contradictions. Pour en détailler plus clairement mes remarques à V. M. I. qu'elle agrée que je me ſerve d'une comparaiſon : je ſuppoſe donc que la branche des Landgraves de Heſſe à préſent régnante fût ſur le point de s'éteindre, & que l'Electeur de Hanovre par un traité ſigné avec le dernier de ces Princes, s'emparât de la Heſſe ſous prétexte de ſon conſentement; les Princes de Rheinfels, qui ſont de la même famille, réclameroient ſans doute cet héritage, parce qu'un poſſeſſeur de fief n'en eſt que l'uſufruitier, & que ſelon toutes les lois féodales il ne peut tranſiger, ni diſpoſer de ſes poſſeſſions ſans le conſentement des agnats, c'eſt à dire des Princes de Rheinfels, & devant tous les tribunaux de juſtice l'Electeur de Hanovre ſeroit repris de s'être mis par les armes en poſſeſſion d'un bien litigieux, & il perdroit ſa cauſe avec dépens. Autre eſt le cas de ſucceſſion d'une famille éteinte, de laquelle les héritiers ont droit de prendre poſſeſſion, ainſi qu'il s'eſt fait en Saxe à la mort des Ducs de Merſebourg, de Naumbourg & de Zeitz. Telles ont été juſqu'ici les lois & les coutumes du St Empire romain.

J'en viens actuellement au droit de regrédience dont il eſt fait mention dans le manifeſte que la cour impériale a publié. Je me ſouviens encore qu'en l'année

l'année 1740 le Roi de Pologne fit valoir ce droit, pour autoriser les prétentions qu'il formoit sur la Bohème du chef de la reine son épouse, & je me rappelle que les ministres autrichiens d'alors réfutèrent vivement les argumens que les ministres de Saxe déduisoient de ce droit, que ceux d'Autriche persévérèrent constamment à trouver invalide & inadmissible : or se peut-il qu'un droit soit mauvais en un temps & devienne bon dans un autre ? J'avoue à V. M. I. qu'il me paroît que cela implique contradiction. V. M. I. ajoute dans sa lettre à l'égard du Prince de Deuxponts, qu'on pourroit s'accommoder avec lui à la mort de l'Electeur de Bavière : elle m'enhardit assez pour que j'ajoute, & pourquoi pas à présent ? Car effectivement ce seroit conserver les germes de nouveaux troubles & de nouvelles divisions, quand rien n'empêche de les prévenir dès à présent. Qu'elle ne trouve pas mauvais que j'ajoute encore un mot à l'égard de l'Electeur de Saxe, qu'on veut assigner à l'Electeur palatin ; mais il faudroit donc achever de dépouiller ce dernier, si l'on vouloit satisfaire l'autre. Ne trouveroit-on pas d'autres expédiens pour le contenter ? Je crois que la chose en vaudroit la peine; il faudroit les articuler ces expédiens, ils serviroient de points fixes sur lesquels on pourroit négocier.

Enfin, Sire, puisque V. M. I. m'enhardit, puisqu'elle souffre qu'on lui dise la vérité, puisqu'elle est si digne de l'entendre, elle ne désapprouvera pas

qu'en lui ouvrant mon cœur, je jette en avant quelques idées qui peuvent servir de matière de conciliation. Je crois toutefois qu'une discussion de cette nature exige qu'on la traite par des ministres. C'est à elle à décider si elle veut charger de ses ordres à ce sujet le Comte de Cobenzl, ou qui elle jugera à propos de nommer, pour accélérer un ouvrage aussi avantageux à l'humanité. Je confesse que c'est un chaos difficile à débrouiller; mais les difficultés doivent plutôt encourager que rebuter. Si on ne peut les vaincre, l'humanité exige au moins qu'on l'essaye, & si l'on veut sincèrement la paix, il faut la cimenter d'une façon durable. Que V. M. I. soit persuadée d'ailleurs que je ne confonds jamais les affaires & sa personne. Elle a la bonté de me badiner. Non, Sire, vous n'avez pas besoin de maître. Vous jouerez tel rôle que vous voudrez, parce que le ciel vous a doué des plus rares talens. Qu'elle se rappelle que Lucullus n'avoit jamais commandé d'armée lorsque le sénat romain l'envoya dans le Pont. A peine y fut-il arrivé que pour son coup d'essai il battit Mithridate. Que V. M. I. remporte des victoires, je serai le premier à l'applaudir; mais j'ajoute, que ce ne soit pas contre moi. Je suis avec tous les sentimens de la plus parfaite estime & de la plus haute considération,

Monsieur mon Frère,

De Votre Majesté Impériale

Le bon Frère & Cousin

FREDERIC.

Lettre de l'Empereur. De Kœnigsgrætz, le 19 Avril 1778.

MONSIEUR MON FRERE,

La lettre amicale que V. M. vient de m'écrire me touche sensiblement, & si la haute considération & j'ose le dire la vraie amitié que j'ai toujours eue pour sa personne, pouvoit augmenter, certainement elle seroit bien faite pour cela. Je vais donner part à S. M. l'Impératrice Reine des intentions remplies d'humanité qu'elle contient, & qui sont dignes d'un aussi grand homme qu'elle. Je puis d'avance l'assurer que S. M. a déjà donné & donnera encore à Cobenzl les instructions nécessaires, pour recevoir & se prêter à toutes les propositions conciliatoires qui seront décentes & possibles, tant à ce que S. M. se doit à elle-même qu'à son état, afin d'éloigner, tant pour ce moment que pour les occasions à venir, le fléau de la guerre entre nos Etats respectifs. Quelque difficile que cela paroisse, si l'on veut bien, cela pourra réussir, & nous aurons par là acquis tous deux une gloire bien plus réelle que ne feroient toutes les victoires; & les bénédictions de tous nos sujets, la conservation de tant d'hommes, seront les plus beaux trophées qu'on pourroit acquérir; & il n'appartient à en sentir la valeur qu'à ceux qui comme elle apprécient le prix de rendre les hommes heureux.

V. M. en me parlant des moyens pour conserver la paix, paroît vouloir faire la guerre à ma raison par les complimens trop flatteurs qu'elle me fait, & qui devroient me tourner la tête, si je ne connoissois tout ce qui me manque en expérience, en talens. Eloigné par caractère de toute vanité & du plaisir d'étre prôné, je lui avouerai néanmoins que je ne puis être insensible à l'estime & à l'approbation d'un bon juge comme elle. Je la prie de vouloir bien être persuadée des sentimens de la plus haute & parfaite considération & sincère amitié que je lui ai voués personnellement pour la vie, étant,

Monsieur mon Frère,

De Votre Majesté

Le bon Frère & Cousin

JOSEPH.

Lettre de la propre main du Roi à l'Empereur. De Schœnwalde le 20 *Avril* 1778.

Monsieur mon Frere,

Rien ne peut être plus glorieux pour V. M. I. que la résolution qu'elle daigne prendre d'essayer à conjurer l'orage qui se prépare, & qui menace tant de peuples innocens. Les succès, Sire, que les plus illustres guerriers ont sur leurs ennemis, se partagent entre bien des têtes, qui par leur valeur & leur con-

duite y concourent. Mais les bienfaits des ſouverains envers l'humanité leur ſont uniquement attribués, parce qu'ils tiennent à la bonté de leur caractère, comme à l'élévation de leur génie. Il n'eſt aucune eſpèce de réputation à laquelle V. M. I. n'ait droit de prétendre, ſoit que ce ſoit des traits de valeur, ſoit que ce ſoit des actes de modération. Je la crois également capable des uns comme des autres, & V. M. I. peut être perſuadée que j'agirai rondement, & me prêterai de bonne foi à tous les moyens de conciliation que l'on pourra propoſer, d'une part pour prévenir l'effuſion de ſang innocent, & de l'autre, Sire, par les ſentimens d'admiration que j'ai pour votre perſonne, & dont les profondes impreſſions ne s'effaceront jamais de mon cœur. Que V. M. I. ſoit perſuadée que ſi je me ſuis hazardé à lui ouvrir les ſentimens que j'ai pour ſa perſonne, c'eſt l'expreſſion pure & ſimple de la vérité. L'on m'accuſe d'être plus ſincère que flatteur, & je ſuis incapable de dire ce que je ne penſe pas. C'eſt en attendant ce qu'il plaira à V. M. I. de régler pour l'importante négociation dont il s'agit, que je la prie de me croire avec tous les ſentimens de la plus parfaite eſtime & de la plus haute conſidération,

Monſieur mon Frère,

De Votre Majeſté Impériale

Le bon Frère & Couſin

FREDERIC.

Copie de la Lettre du Ministre de Russie à Vienne, le Prince de Gallizin au Roi.

Sire,

S. M. l'Impératrice Reine m'a confié la résolution qu'elle vient de prendre de dépêcher vers V. M. l'Envoyé Mr Thugut, chargé d'une lettre pour elle, ainsi que d'ouvertures tendantes à arrêter les progrès de la mésintelligence survenue entre les deux cours. Elle m'a requis de le munir d'un passeport sous le nom de quelqu'un qui est attaché au service de mon auguste souveraine, ainsi que d'une lettre pour Votre Majesté.

J'ai d'autant moins hésité de me rendre à ses ordres & à sa volonté, que je suppose que la commission dont Mr Thugut est chargé, sera agréable à Votre Majesté.

Rien n'égaleroit mon bonheur, si après avoir servi d'instrument à acheminer l'action la plus héroïque du règne de V. M., celle de rendre la paix à l'Allemagne à la tête de ses puissantes armées, j'osois encore me flatter que V. M. daignera agréer les hommages que je porte à cette occasion à ses pieds, & les sentimens du plus profond respect avec lequel je suis, Sire, de Votre Majesté

le très-humble, très-obéissant & très-soumis serviteur

Vienne, le 12 Juillet 1778.

DEMETRY PRINCE GALLIZIN.

Réponse de S. M. au Prince de Gallizin à Vienne.

Du Camp devant Jaromirs le 17 Juillet 1778.

MONSIEUR LE PRINCE DE GALLIZIN,

Indépendamment de ce que la dernière négociation avec la cour de Vienne a été rompue, je ne ſuis pas ſi éloigné de la paix, que ſi la cour de Vienne vouloit faire des propoſitions acceptables, & qui puſſent ſe concilier avec le maintien du ſyſtème du corps germanique, je ne fuſſe toujours très-diſpoſé à les recevoir; & ſi Mr Thugut eſt chargé de quelque propoſition, je ne ſaurois refuſer, pour le bien de l'humanité, de l'entendre, & de faire un dernier effort pour concilier ces troubles. Sur ce je prie Dieu qu'il Vous ait, Mr le Prince de Gallizin, en ſa ſainte & digne garde.

Copie de la Lettre de S. M. l'Impératrice Reine, envoyée par le Sr Thugut.

MONSIEUR MON FRERE ET COUSIN,

Par le rappel du Baron Riedeſel & par l'entrée des troupes de V. M. en Bohème je vois avec une extrême ſenſibilité l'éclat d'une nouvelle guerre. Mon âge & mes ſentimens pour la conſervation de

la paix ſont connus de tout le monde, & je ne ſaurois lui en donner une preuve plus réelle que par la démarche que je fais. Mon cœur maternel eſt juſtement allarmé de voir à l'armée deux de mes fils & un beau-fils chéri. Je fais ce pas ſans en avoir prévenu l'Empereur mon fils; & je lui demande même pour tout le monde le ſecret, quel qu'en ſoit le ſuccès. Mes vœux tendent à faire renouer & terminer la négociation, dirigée juſqu'à cette heure par S. M. l'Empereur, & rompue à mon plus grand regret. C'eſt le Baron Thugut, muni d'inſtructions & d'un plein pouvoir, qui lui remettra celle-ci en main propre. Souhaitant ardemment qu'elle puiſſe remplir nos vœux, conformément à notre dignité & ſatiſfaction, je la prie de vouloir répondre avec les mêmes ſentimens aux vifs déſirs que j'ai de rétablir notre bonne intelligence pour toujours, pour le bien du genre humain, & même de nos familles, étant de Votre Majeſté

La bonne Sœur & Couſine

MARIE THERESE.

Copie d'un Poſtſcrit à la Lettre ci-deſſus de l'Impératrice Reine.

Le 12.

C'eſt dans ce moment qu'arrivent les nouvelles du 8 & du 9 de l'armée, qui m'annoncent ſon arrivée vis-à-vis de nous. Je m'empreſſe d'autant plus à expédier ceci, crainte de quelque accident qui chan-

geroit la ſituation préſente. Je compte après le départ de Thugut expédier un courrier à l'Empereur, pour empêcher par là peut-être quelques pas précipités, ce que je ſouhaite de bon cœur. Je ſuis

De Votre Majeſté

La bonne Sœur & Couſine

MARIE THERESE.

Copie du Plein Pouvoir de la propre main de l'Impératrice Reine, dont l'Original a été rendu au Sr Thugut, à Welſdorf le 17 Juillet 1778.

Plein pouvoir pour le Baron de Thugut, afin de conclure avec S. M. le Roi de Pruſſe une convention, ſelon les intentions que je lui ai confiées. Le 12 Juillet 1778.

MARIE THERESE.

Copie des Propoſitions de Sa Majeſté l'Impératrice Reine.

1. L'Impératrice gardera de ſes poſſeſſions actuelles en Bavière une étendue de pays d'un million de revenus & rendra le reſte à l'Electeur palatin.

2. Elle conviendra inceſſamment avec l'Electeur palatin d'un échange à faire de gré à gré de ces poſſeſſions contre quelqu'autre partie de la Bavière, dont le revenu n'ira pas au delà d'un million, &

qui n'avoiſinera pas Ratiſbonne, ni n'aura l'inconvénient de couper la Bavière en deux, comme les poſſeſſions actuelles.

3. Elle réunira ſes bons offices à ceux de S. M. le Roi de Pruſſe pour ménager ſans délai un arrangement juſte & équitable entre l'Electeur palatin & l'Electeur de Saxe relativement aux prétentions de ce dernier ſur l'alleu de Bavière.

Copie des Additions du Roi aux Propoſitions ci-deſſus.

4. L'Impératrice ne voudra-t-elle pas relâcher de ſes droits ſur quelques fiefs de la Saxe, dont elle prétend la ſuzeraineté en qualité de Reine de Bohème ?

5. Ne pourra-t-on pas accommoder le Duc de Mecklenbourg par quelque petit fief de l'Empire ?

6. Eſt-ce que l'on conviendra encore de régler la ſucceſſion de Bareuth & d'Anſpach ſelon qu'on l'avoit ſtipulé dans le traité, en y ajoutant que l'Electeur de Saxe ſe fera rendre l'hommage éventuel des deux margraviats, & que le Roi de Pruſſe recevra également l'hommage de la Luſace ?

7. Lèvera-t-on le blocus de la ville de Ratiſbonne, où la diète de l'Empire eſt raſſemblée ?

Voilà à peu près des points dont il faudroit convenir, pour pouvoir ſigner des préliminaires.

Copie de la Réponse du Roi à la Lettre ci-dessus.

Ce 17 Juillet 1778.

MADAME MA SOEUR,

Mr Thugut m'a rendu la lettre dont Votre Majesté Impériale & Royale a voulu le charger pour moi. Personne ne le connoît ici, ni ne saura qu'il y a été. Il étoit digne du caractère de Votre Majesté Impériale & Royale de donner des marques de magnanimité & de modération dans une affaire litigieuse, après avoir soutenu la succession de ses pères avec une fermeté héroïque. Le tendre attachement que Votre Majesté Impériale marque pour l'Empereur son fils & pour des Princes remplis de mérite, doit lui attirer les applaudissemens de toutes les ames sensibles, & cela augmente, s'il se peut, la haute considération que j'ai pour sa personne sacrée. Mr de Thugut a minuté quelques points, pour servir de base à une suspension d'armes. J'ai dû y ajouter quelques articles, mais dont en partie l'on étoit déjà convenu, & d'autres qui je crois ne rencontreront guères de difficultés. En attendant, Madame, que la réponse arrive, je ménagerai si bien mes démarches, que Votre Majesté Impériale n'aura rien à craindre pour son sang, & pour un Empereur que j'aime, & que je considère, quoique nous soyons dans des principes différens à l'égard des affaires

d'Allemagne. Mr Thugut va partir inceſſamment pour Vienne, & je crois que dans ſix ou ſept jours il pourra être de retour. En attendant je fais venir des Miniſtres, pour mettre la dernière main à cette négociation, au cas que Votre Majeſté Impériale & Royale daigne agréer quelques articles néceſſaires que j'ai ajoutés, pour que les préliminaires puiſſent être ſignés. Je ſuis avec la plus haute conſidération,

Madame ma Sœur,

De Votre Majeſté Impériale & Royale

Le bon Frère & Couſin

FREDERIC.

Copie d'une ſeconde Lettre de Sa Majeſté l'Impératrice Reine envoyée ſous ſimple couvert du Prince Gallizin, ſans Lettre de ce Miniſtre.

Ce 22 Juillet 1778.

MONSIEUR MON FRERE ET COUSIN,

Thugut eſt arrivé hier fort tard, & m'a remis la lettre de Votre Majeſté du 17 de ce mois. J'y ai vu à ma grande ſatisfaction ſes ſentimens conformes aux miens pour la paix, & tout ce qu'elle veut me dire d'obligeant. Ayant informé l'Empereur de l'expédition de Thugut, je vais lui communiquer tout de ſuite ce qu'il m'a rapporté. Je m'empreſ-

ſerai, dès que je ſerai en état, de lui donner tous les éclairciſſemens qu'elle me demade. En attendant je ſuis avec toute l'eſtime,

Monſieur mon Frère et Couſin,

Bonne Sœur & Couſine

MARIE THERESE.

Copie de la Réponſe du Roi à la Lettre ci-deſſus.

Ce 25 Juillet 1778.

MADAME MA SOEUR,

La lettre que Votre Majeſté Impériale & Royale a eu la bonté de m'écrire, m'eſt bien parvenue. J'attendrai, Madame, ce qu'elle & ſon auguſte fils jugeront à propos de décider ſur la ſituation actuelle des affaires, & je dois prévoir des ſuites heureuſes de leur ſageſſe & de leur modération. Je réitère encore à Votre Majeſté Impériale & Royale l'aſſurance que je lui ai donnée précédemment, que je compaſſerai ſi bien mes démarches, qu'elle pourra être ſans inquiétude ſur le ſort des perſonnes qui à bon droit lui ſont chères & précieuſes. Rien de déciſif ne ſe paſſera avant, Madame, que Votre Majeſté Impériale & Royale n'ait jugé à propos de me faire tenir ſa réponſe. Je ſuis avec toute l'admiration & la plus haute conſidération,

Madame ma Sœur,

De Votre Majeſté Impériale et Royale

Le bon Frère & Couſin

FREDERIC.

Copie d'une Lettre du Roi à Sa Majesté l'Impératrice Reine.

Ce 28 Juillet 1778.

MADAME MA SOEUR,

Quelque éloignement que j'aie d'importuner Votre Majesté Impériale & Royale par mes lettres, j'ai cru cependant devoir dans les conjonctures actuelles lui présenter quelques idées qui me sont venues touchant la pacification générale de l'Allemagne. Je les ai crues les plus propres à concilier promptement les présens démêlés. Je les soumets aux lumières supérieures de Votre Majesté Impériale, la priant, supposé même qu'elle ne dût pas les agréer, de les attribuer uniquement à la sincérité avec laquelle j'entre dans ses vues pacifiques, & au désir de sauver tant de peuples innocens des malheurs & des fléaux que la guerre attire inévitablement après elle. Je suis avec les sentimens de la plus haute considération,

Madame ma Sœur,

De Votre Majesté Impériale et Royale

Le bon Frère & Cousin

FREDERIC.

Copie des Propositions annexées à la Lettre ci-dessus pour un nouveau Plan général de Conciliation.

1. Sa Majesté l'Impératrice Reine restituera à l'Electeur palatin tout ce qu'elle a occupé en Bavière & dans le haut Palatinat. Ce prince lui cédera en retour le district de Burghausen depuis Passau le long de l'Inn jusqu'au confluent de la Salza, & le long de la Salza jusqu'aux frontières de Salzbourg, près de Wildshut; le reste du district de Burghausen, ainsi que la rivière de l'Inn, devant rester à la maison palatine. Par ce moyen la cour de Vienne obtiendroit sans contestation une province grande & fertile, qui arrondiroit si bien l'Autriche, qui est bordée d'une belle rivière, & qui contient la forteresse de Schardingen avec d'autres villes considérables. La Bavière ne seroit pas coupée en deux, & la ville de Ratisbonne, ainsi que la diète, resteroient libres.

2. Si la cour de Vienne avoit de la répugnance à indemniser la maison palatine par quelque cession en pays, elle pourroit le faire en quelque façon, quoique d'une manière nullement proportionnée à cette cession, en renonçant à ses féodalités, ou droits de suzeraineté, dans le haut palatinat & en Saxe, & en payant un million d'écus à l'Electeur de Saxe. Par ces deux derniers articles la cour de Vienne satisferoit l'Electeur de Saxe sur ses prétentions allodiales, à la place de l'Electeur palatin, libéreroit celui-ci de cette obligation, & indemniseroit en quelque façon

la maiſon palatine de la perte du diſtrict de Burghauſen. On pourroit ajouter pour la ſatisfaction de l'Electeur de Saxe, la petite principauté de Mindelheim, comme un franc alleu, & le petit diſtrict de Rothenberg, appartenant au haut Palatinat, mais enclavé dans le territoire de Nurnberg. Toutes les conſidérations d'équité, d'honneur & d'intérêt exigent que l'échange des diſtricts occupés en Bavière, la ſatisfaction de la maiſon palatine & de celle de Saxe, en général l'arrangement de la ſucceſſion de Bavière, ne ſoient pas renvoyés à une négociation & diſcuſſion particulière, mais qu'on règle le tout dès à préſent, avec la concurrence de S. M. le Roi de Pruſſe, comme ami & allié de ces deux maiſons. On pourroit leur propoſer ce plan & les inviter à y accéder, dès que L. M. I. en feroient d'accord avec S. M. le Roi de Pruſſe; & on a tout lieu d'eſpérer qu'elles ne s'y refuſeront pas, vu la nature du plan & des circonſtances.

3. Dès que la ſucceſſion de Bavière feroit ainſi arrangée, Sa Majeſté Impériale, ainſi que l'Electeur de Saxe, renonceroient à toutes prétentions ultérieures ſur la Bavière & le haut Palatinat, & on aſſureroit expreſſément la ſucceſſion de ces deux pays ſans exception aux Princes palatins de Deuxponts, après l'extinction de la ligne préſente de Sulzbach.

4. Les fiefs devenus vacans à l'Empire par la mort du dernier Electeur de Bavière, feroient conférés à l'Electeur palatin, & après lui à la ligne de Deuxponts.

5. Sa

5. Sa Majeſté l'Empereur voudra bien conférer un de ces petits fiefs aux Ducs de Mecklenbourg, ou bien leur donner le privilége *de non appellando* dans tout leur duché, pour les indemniſer de leurs prétentions ſur une partie du landgraviat de Leuchtenberg.

6. Leurs Majeſtés l'Empereur & l'Impératrice Reine voudront bien renoncer aux droits de féodalité ou autres que la couronne de Bohème pourroit avoir dans les pays d'Anſpach & Bareuth, & s'engager à ne jamais mettre aucune oppoſition à ce que les pays d'Anſpach & Bareuth puiſſent être incorporés à la primogéniture de l'électorat de Brandebourg. Si S. M. le Roi de Pruſſe & l'Electeur de Saxe pouvoient convenir de faire un échange des pays d'Anſpach & Bareuth contre les margraviats de la haute & baſſe Luſace, & de quelques autres diſtricts ſelon leur convenance, Leurs Majeſtés Impériales & Royales n'y ſeroient aucunement contraires, & elles renonceroient plutôt dans le cas exiſtant à tout droit de féodalité, de réverſion, d'achat, ou autres droits qu'elles pourroient avoir ſur la Luſace entière, ou ſur quelques parties de ce pays, de ſorte que S. M. le Roi de Pruſſe & ſes héritiers & ſucceſſeurs puſſent poſſéder ce pays libre de toutes prétentions de la part de la maiſon d'Autriche.

Ce plan paroît conforme à l'équité, aux circonſtances, & au plus grand avantage de la maiſon

d'Autriche. Si l'on pouvoit s'accorder là-dessus, il ne seroit pas difficile de le rédiger en forme d'articles préliminaires, ou de traité définitif.

Copie d'une troisième Lettre de Sa Majesté l'Impératrice Reine.

Ce 1 d'Août.

MONSIEUR MON FRERE ET COUSIN,

Le Baron Thugut alloit partir pour se rendre auprès de V. M., lorsqu'il me parvint sa lettre du 28 de Juillet, accompagnée d'un nouveau plan général de conciliation. Je l'avois chargé de tous ces éclaircissemens qu'elle auroit pu souhaiter, & des propositions réciproques de ma part qui me paroissoient pouvoir amener un arrangement entre nous. Mais celles que V. M. vient de me faire à mon grand regret, changent si fort l'état des choses, qu'il n'est pas possible que je puisse lui en dire ma pensée tout de suite. Je tâcherai de le faire le plutôt que possible, & c'est pour l'en prévenir, que je lui adresse la présente, en la priant d'être persuadée de la considération avec laquelle je suis,

Monsieur mon Frère et Cousin,

De Votre Majesté

Bonne Sœur & Cousine

MARIE THERESE.

Copie de la Réponse du Roi à la Lettre ci-dessus.

Ce 5 d'Août 1778.

MADAME MA SOEUR ET COUSINE,

Je viens de recevoir la lettre que Votre Majesté Impériale & Royale a eu la bonté de m'écrire. Je sens, Madame, que des choses de cette importance demandent une mûre délibération. J'attendrai donc avec patience les résolutions que Votre Majesté Impériale & Royale aura prises & qu'elle daignera me communiquer par Mr de Thugut, en l'assurant des sentimens de la plus haute considération avec lesquels je suis à jamais,

Madame ma Sœur et Cousine,

De Votre Majesté Imperiale et Royale

Le bon Frère & Cousin

FREDERIC.

Copie d'une quatrième Lettre de Sa Majesté l'Impératrice Reine.

Ce 6 d'Août.

MONSIEUR MON FRERE ET COUSIN,

J'ai annoncé à V. M. par ma lettre du 1 que je lui ferois tenir le plutôt que possible ma pensée sur

la propofition d'un nouveau plan général de conciliation. En conféquence Thugut eft chargé de lui faire une contre-propofition de ma part, pour terminer tout d'un coup les malheurs d'une guerre cruelle & deftructive. Je me rapporte à ce que Thugut lui expofera, & je fuis avec toute la confidération,

Monfieur mon Frère et Coufin,

De Votre Majefté

Bonne Sœur & Coufine

MARIE THERESE.

Copie de la Contre-propofition, dont il eft queftion dans la Lettre ci-deffus.

L'Impératrice Reine n'étant pas animée de vues d'agrandiffement, & ne défirant principalement que le maintien de fa dignité, de fa confidération politique & de l'équilibre en Allemagne, Sa fufdite Majefté déclare qu'elle eft difpofée & déterminée à reftituer tout ce qu'elle a fait occuper par fes troupes en Bavière & dans le haut Palatinat, & à délier l'Electeur palatin des engagemens qu'il a pris avec elle par la convention du 3 de Janvier, fous la condition *fine qua non* qu'il plaife à S. M. Pruffienne de s'engager en due forme, pour elle & fes fucceffeurs, de ne pas réunir les deux margraviats de Bareuth & d'Anfpach à la primogéniture de fa maifon, auffi long-temps qu'il y exiftera des princes puînés, ainfi

qu'il eſt ſtatué dans la ſanction pragmatique établie dans la maiſon de Brandebourg, & qui étant confirmée par les Empereurs & l'Empire, a obtenu force de loi publique. Comme au moyen d'un tel arrangement toute la ſucceſſion de Bavière feroit remiſe dans ſon état primitif, la diſcuſſion & le jugement des prétentions des autres parties intéreſſées à ladite ſucceſſion feroient renvoyées aux voies ordinaires de juſtice preſcrites par les lois & la conſtitution de l'Empire, conformément à ce que S. M. Pruſſienne dès le commencement avoit propoſé elle-même.

Copie de la Réponſe du Roi à la Lettre ci-deſſus.

Ce 10 d'Août 1778.

MADAME MA SOEUR ET COUSINE,

Mr Thugut m'a rendu la lettre que V. M. Impériale & Royale a eu la bonté de m'écrire. Il m'a décliné les propoſitions dont il étoit chargé, & comme elles n'étoient pas conciliantes, il remarqua l'éloignement que je témoignois pour les accepter. Il me dit qu'il y avoit peut-être des moyens qui reſtoient encore pour pacifier les troubles de l'Allemagne, & qu'il avoit été chargé par V. M. Impériale & Royale d'en faire les ouvertures. Sur quoi je lui ai propoſé de s'aboucher avec mes Miniſtres, pour eſſayer ſi cette dernière tentative réuſſira mieux que les précédentes. V. M. Impériale & Royale

me rendra au moins le témoignage, que si cette œuvre salutaire ne parvient pas à une heureuse fin, ce ne sera pas ma faute. Je suis avec la plus haute considération,

Madame ma Sœur et Cousine,

De Votre Majesté Impériale et Royale

Le bon Frère & Cousin

FREDERIC.

PIÈCES AUTHENTIQUES

De la Négociation de Braunau, laquelle après celle de Welſdorf entre le Roi & le Sr de Thugut, a eu lieu audit Couvent de Braunau entre le Sr de Thugut & les deux Miniſtres Pruſſiens le Comte de Finckenſtein & le Sr de Hertzberg; mais ne dura auſſi que depuis le 13 juſqu'au 15 Août, où elle fut rompue *.

* Ces pièces ſont déjà imprimées à la ſuite d'un mémoire qui ſert à leur éclairciſſement ſous le titre: *Déclaration ultérieure de S. M. le Roi de Pruſſe aux Etats de l'Empire, au mois d'Octobre* 1778; mais comme cet écrit eſt devenu rare, on croit bien faire de réimprimer ici ces pièces, qui jettent un jour ſi lumineux ſur toute l'affaire de Bavière.

PIÈCES AUTHENTIQUES.

No. 1. *Propoſition de Sa Majeſté l'Impératrice Reine, que Mr de Thugut a remiſe au Roi, au Camp de Welſdorf en Bohème, le 11 Août 1778, & enſuite aux Miniſtres Pruſſiens à Braunau. Comme le Sr de Thugut avoua lui-même qu'elle avoit été déclinée par le Roi à Welſdorf, il ne fit que la réitérer; mais elle fut miſe de côté, & il fit tout de ſuite la propoſition contenue ſous No. 2.*

CETTE propoſition eſt la même qui ſe trouve à la page 260; c'eſt pourquoi on l'a omiſe ici, & on n'en rapporte que la rubrique.

No. 2. *Propoſitions de Sa Majeſté l'Impératrice Reine, que Mr de Thugut a remiſes au Miniſtère du Roi dans la première Conférence tenue au Couvent de Braunau en Bohème le 13 Août 1778.*

1. L'Impératrice Reine borneroit les avantages qui doivent lui revenir de ſa prétention ſur la ſucceſſion de Bavière & de ſa convention avec l'Electeur

palatin, à l'acquisition d'un revenu d'un seul million de florins.

2. L'Electeur palatin & la maison palatine en retour céderoient à l'Impératrice Reine, & respectivement échangeroient avec elle, la partie de la Bavière & du haut palatinat renfermée dans la délimitation ci-dessous expliquée.

La ligne de démarcation commenceroit auprès de Kufstein dans le Tyrol ; elle suivroit le cours de l'Inn jusqu'à Wasserbourg ; de là elle seroit continuée vers Landshut à Lanckwat, ensuite à Perbing, Donaustauf, Nittenau, Neubourg, Retz jusqu'à Waldmunchen le long du grand chemin qui conduit à Toms en Bohème.

Cette cession se feroit en la manière suivante. L'on feroit une évaluation exacte de tous les revenus de cette étendue de pays. Cette évaluation feroit faite sur les lieux *d'après les comptes originaux de la recette générale existans dans les dépôts de Munich* ; elle feroit réglée & vérifiée par une commission composée d'un commissaire de l'Impératrice Reine, d'un autre de l'Electeur palatin, & d'un troisième nommé par le Duc de Deuxponts.

Cette évaluation faite, il en feroit *prélevé un million de florins pour le préciput que l'Impératrice Reine se seroit réservé*, & Sa susdite Majesté compenseroit exactement & fidellement tout l'excédent par la cession qu'elle feroit à l'Electeur palatin d'autres possessions d'un revenu égal, & de telle autre manière

dont les trois commiſſaires ci-deſſus mentionnés librement & de plein gré conviendroient entr'eux.

L'Impératrice Reine céderoit nommément à l'Electeur palatin tout ce qu'elle poſsède dans le cercle de Souabe, en cas que les revenus de la nouvelle acquiſition qu'elle feroit en Bavière & dans le haut Palatinat, déduction faite de ſon préciput d'un revenu d'un million de florins, fuſſent trouvés égaux aux revenus des ſuſdites poſſeſſions en Souabe, dont l'évaluation ſeroit également conſtatée par l'exhibition des comptes originaux de la recette. Si les revenus de la nouvelle acquiſition en Bavière ſe trouvoient être moindres, les ceſſions que l'Impératrice Reine feroit en Souabe, y ſeroient proportionnées, & ſi les revenus de l'acquiſition en Bavière & dans le haut Palatinat excédoient le préciput de l'Impératrice Reine enſemble avec les revenus des poſſeſſions autrichiennes dans le cercle de Souabe, S. ſuſdite M. dédommageroit également avec exactitude & fidélité l'Electeur palatin, ſoit par d'autres ceſſions d'un revenu égal dans les Pays-bas, *ſoit en ſe chargeant d'une partie proportionnée des dettes de la Bavière*, ſoit en telle autre manière dont les trois commiſſaires ci-deſſus mentionnés librement & de plein gré ſe ſeroient accordés entr'eux.

3. S. M. l'Impératrice Reine s'engageroit, pour elle & ſes héritiers, de ne faire aucune oppoſition à la réunion des deux margraviats de Bareuth & d'Anſpach à la primogéniture de l'électorat de Brandebourg, & ſi S. M. le Roi de Pruſſe trouvoit à pro-

pos de faire un échange des pays de Bareuth & d'Anſpach contre la haute & la baſſe Luſace, l'Impératrice Reine non ſeulement n'y apporteroit point d'obſtacle, mais faciliteroit plutôt cet échange en ce qui dépendroit d'elle, & nommément par la renonciation qu'elle feroit à ſes droits de féodalité, de réverſion & autres ſur la haute & baſſe Luſace.

4. L'on traiteroit auſſi dans la préſente négociation ſur la ſatisfaction à procurer à l'Electeur de Saxe de la part de l'Electeur palatin relativement à ſes prétentions allodiales, par l'entremiſe des bons offices réunis de S. M. l'Impératrice Reine & de S. M. le Roi de Pruſſe.

5. Pour faciliter l'arrangement ſur les prétentions allodiales de l'Electeur de Saxe, l'Impératrice Reine renonceroit à ſes droits de féodalité & autres qu'elle a ſur quelques fiefs en Saxe.

6. S. M. l'Impératrice Reine réuniroit ſes voix à celle de S. M. le Roi de Pruſſe pour faire conférer par l'Empereur & l'Empire au Duc de Mecklenbourg un des petits fiefs vacans.

No. 3. *Réponſe du Miniſtère Pruſſien aux Propoſitions que Mr de Thugut a portées au Roi de la part de S. M. l'Impératrice Reine.*

Ces propoſitions conſiſtent dans une alternative, dont la première partie porte : que S. M. l'Impératrice Reine voudroit reſtituer tout ce qu'elle a fait occuper en Bavière & dans le haut Palatinat, &

délier l'Electeur palatin de la convention du 3 Janvier, sous la condition que le Roi de Prusse s'engage de ne pas réunir les deux margraviats de Bareuth & d'Anspach à la primogéniture de sa maison aussi long-temps qu'il y existeroit des princes puînés, ainsi qu'il étoit statué dans la sanction pragmatique de la maison de Brandebourg, qui étant confirmée par l'Empereur & l'Empire, avoit obtenu force de loi publique.

Cette proposition est inadmissible, par les raisons qui ont déjà souvent été alléguées & détaillées dans les conférences de Berlin. La succession aux margraviats d'Anspach & de Bareuth appartient incontestablement à la maison de Brandebourg seule; il n'appartient qu'à cette maison seule de régler l'ordre de sa succession, & cet ordre a été réglé par le consentement unanime de tous les membres de la susdite maison. La prétendue sanction pragmatique n'est autre chose que le testament de l'Electeur Albert I, qui a été fait par cet Electeur & a été confirmé à sa demande par l'Empereur Fréderic III. Il a donc aussi pu être changé & a été changé par ses successeurs, du consentement unanime de membres de la maison de Brandebourg. La confirmation impériale, qui n'est qu'une formalité ordinaire, ne sauroit avoir force qu'en faveur des parties intéressées, qui sont les seuls princes de Brandebourg, & qui y ont renoncé. Elle ne sauroit être réclamée par un autre Etat de l'Empire non intéressé à cet ordre de succession, qui par la même raison n'a aussi aucun droit

d'y intervenir, ni d'en dispenser. On peut dire la même chose de l'Empire, dont la concurrence à la susdite confirmation de Fréderic III ne consiste que dans le simple énoncé de cette confirmation, qu'elle avoit été faite du consentement de l'Empire. Par toutes ces raisons. S. M. le Roi de Prusse ne sauroit jamais admettre aucune parité ni compensation entre l'ordre réglé de la succession incontestable de sa maison aux margraviats d'Anspach & de Bareuth, & la prétention non fondée de la maison d'Autriche sur la succession de Bavière, qui n'appartient qu'à la maison palatine, comme on a prouvé l'un & l'autre point de la manière la plus évidente. L'équité ne permet pas d'attribuer le refus de la susdite proposition au désir d'un agrandissement injuste & dangereux pour les voisins. Le Roi a donné des preuves assez convaincantes de son désintéressement dans tout le cours de la négociation précédente, en n'insistant que sur les intérêts de ses alliés, sans chercher aucun avantage particulier. Sa Majesté est d'ailleurs trop persuadée des hautes lumières & des sentimens élevés de S. M. l'Impératrice Reine, pour pouvoir s'imaginer que cette auguste Princesse veuille envier & contester d'avance à la maison de Brandebourg une succession légitime, mais incertaine & éloignée, ni qu'elle puisse y attacher le maintien de sa dignité, de sa considération politique, & de l'équilibre en Allemagne.

L'observation par laquelle on finit la première proposition, seroit bonne, & conforme à la justice & aux intentions du Roi, si l'arrangement proposé pou-

voit être concilié avec les droits inconteſtables de la maiſon de Brandebourg. *Cet arrangement eſt auſſi énoncé d'une manière, que s'il pouvoit en être queſtion, il reſteroit encore douteux ſi ſous le nom des parties intéreſſées la cour de Vienne ne voudroit pas revenir à ſes prétentions & les faire valoir d'une autre manière également préjudiciable.*

Le ſecond membre de l'alternative propoſée par Mr de Thugut ſe réduit à un nouvel arrangement, ſelon lequel l'Impératrice Reine voudroit acquérir la partie de la Bavière & du haut Palatinat qui eſt exprimée dans le ſecond article des ſuſdites propoſitions. On n'a qu'à comparer avec la carte géographique de Bavière la démarcation énoncée dans cet article, pour voir d'un coup d'œil combien cette acquiſition feroit immenſe & dangereuſe pour tout l'Empire, & combien l'arrangement propoſé feroit préjudiciable à la maiſon palatine, & anéantiroit toute ſon exiſtence politique. La cour de Vienne couperoit la Bavière par une ligne tranſverſale depuis le Tyrol juſqu'à la Bohème; elle obtiendroit non ſeulement toute la baſſe Bavière, ſur laquelle elle forme des prétentions, mais auſſi une grande partie de la haute Bavière, ſur laquelle elle n'en a formé aucune juſqu'ici; elle emporteroit ſinon la partie la plus grande de la Bavière & du haut Palatinat, du moins la plus fertile, la plus riche & la plus peuplée, contenant les rivières du Danube, de l'Iſer, de l'Inn & de la Salza, avec les riches ſalines de Reichenhall, & elle ne laiſſeroit à la maiſon palatine que la partie

la plus mauvaiſe de ces deux duchés, qui ne conſiſte qu'en bois & en ſable, qui ne peut ſe ſoutenir ſans le ſecours de l'autre partie & en ſeroit toujours dépendante, & qui reſteroit pourtant chargée d'un fardeau immenſe de dettes. La partie de la Bavière dont on demande la ceſſion, & dont le prix principal conſiſte dans la contiguité & les qualités intrinsèques, ne ſauroit jamais être compenſée par des équivalens éloignés, éparpillés, & d'une qualité fort inférieure à tous égards. En général toute la méthode propoſée d'acquérir la partie de la Bavière qu'on demande, & ſurtout l'excédent de la prétention autrichienne par une évaluation en revenus & par des équivalens, eſt auſſi nouvelle que préjudiciable par ſes conſéquences. D'abord la cour de Vienne n'a aucun droit fondé ſur aucune partie de la Bavière ; ſi elle en avoit, elle l'auroit ſur une *partie déterminée de pays*, mais non ſur *un million de revenus*. Si dans les pourparlers de la négociation précédente il a été queſtion d'un certain revenu, on n'a pas ſongé d'accorder à la cour de Vienne un *préciput* ; mais on a toujours offert des territoires *déterminés*, & on a demandé des équivalens en territoires *déterminés*, en admettant pour le bien de la paix des équivalens moindres que les pays cédés, & en ſuppoſant ainſi que la cour de Vienne gagneroit par là le préciput de revenus qu'elle a en vue. Pour ſentir de quelle dangereuſe conſéquence ſeroit pour la maiſon palatine l'évaluation des pays à céder par les revenus actuels, on n'a qu'à conſidérer que la Bavière eſt

eſt juſqu'ici notoirement le pays le plus mal adminiſtré de toute l'Allemagne, de ſorte qu'un diſtrict qui rapporte à préſent un million de revenus, en rapporteroit bientôt le double & le triple à la cour de Vienne, & la maiſon palatine y perdroit ce que la maiſon d'Autriche y gagneroit.

Si l'on vouloit auſſi renvoyer l'évaluation & l'échange en queſtion à une commiſſion à établir entre les commiſſaires de l'Impératrice Reine, de l'Electeur palatin & du Duc de Deuxponts, le ſort de la maiſon palatine, & ſurtout celui du Duc de Deuxponts, ſeroit expoſé à des événemens éloignés & incertains, dont on ſent aiſément les ſuites ſans les détailler ici, & le Roi perdroit par là tout le but de ſon intervention.

Le même renvoi de l'arrangement général de la ſucceſſion de Bavière ne permettroit pas d'arranger dans la négociation préſente la ſatisfaction de l'Electeur de Saxe, que Mr de Thugut a propoſée dans le quatrième article, & en général l'arrangement qu'il vient de propoſer, mettroit la maiſon palatine entièrement hors d'état de contribuer à la ſatisfaction de celle de Saxe.

Quand on voudra peſer avec équité & ſans prévention toutes les conſidérations qu'on vient d'alléguer en précis, on ne ſauroit trouver étrange que Sa Majeſté ne puiſſe pas donner les mains à ces propoſitions, & à un arrangement qui démembreroit d'une manière énorme l'important duché de Bavière; qui

anéantiroit presque la maison palatine, & la priveroit de la plus grande & de la plus précieuse partie de son patrimoine incontestable; arrangement auquel par ces raisons le Duc de Deuxponts ne consentiroit jamais, comme il l'a déclaré positivement; qui enlèveroit les moyens de procurer à la maison de Saxe une satisfaction raisonnable sur ses prétentions allodiales; qui procureroit à la maison d'Autriche sans aucun titre valable un agrandissement exorbitant; qui renverseroit ainsi tout l'équilibre du pouvoir en Allemagne; qui affecteroit par ses conséquences la liberté & la sureté de tout l'Empire & de son système, & par ses suites aussi celle du Roi; & seroit par là & à tous égards directement contraire à la dignité & aux intérêts les plus essentiels de S. M., ainsi qu'aux engagemens qu'elle a pris, & au but qu'elle s'est proposé en intervenant dans l'affaire de Bavière.

Le Roi rend justice aux sentimens de S. M. l'Impératrice Reine, & il est persuadé que ses dispositions pour la conservation de la paix sont aussi pures & aussi sincères que les siennes; mais S. M. regrette que les propositions qu'on a faites en son nom ne répondent pas à un but si salutaire.

Dans la précédente négociation le Roi a offert pour le bien de la paix de s'employer à procurer à S. M. l'Impératrice Reine, par un arrangement général de la succession bavaroise, la cession de deux districts de la Bavière considérables & avantageusement situés pour arrondir la Bohème & l'Autriche,

contre des équivalens en pays très-médiocres. Dans la présente négociation S. M. a fait offrir un de ces distriĉts contre un équivalent très-peu considérable en argent & en cession de droits de nulle valeur, sans exiger qu'il soit donné en pays; & elle croit avoir donné par là des preuves éclatantes de la plus grande modération, & de son désir sincère de complaire à Leurs Majestés impériales & de contribuer à leur satisfaction; mais comme toutes ces propositions n'ont pas été acceptées, S. M. ne sauroit s'empêcher de s'en dédire & d'attendre qu'un changement de principes amène une négociation plus heureuse & plus efficace.

No. 4. *Note que le Baron de Thugut a remise au Ministère du Roi le 15 Août 1778, après qu'on lui avoit remis la Réponse du Roi aux Propositions de l'Impératrice Reine.*

Le Baron de Thugut est sensiblement affligé de ce que la rupture dont la présente négociation à peine commencée est menacée, paroît éloigner de nouveau la fin si désirable des malheurs qu'a entraînés la mésintelligence survenue entre les deux cours. Pour ne laisser rien manquer du côté de son zèle, & pour constater la droiture des désirs pacifiques de l'Impératrice Reine, il a l'honneur de déclarer d'après les intentions que S. M. lui a confiées, que le but principal de S. susdite M., dans les limites qui ont été proposées pour la cession & re-

ſpectivement échange en Bavière, n'a point été une vue d'agrandiſſement, mais plutôt celle d'une communication & d'une liaiſon convenable entre ſes différens Etats, laquelle d'ailleurs paroiſſoit pouvoir être obtenue, ſans préjudice de la maiſon palatine, au moyen de la compenſation exacte & fidelle qui a été offerte de tout ce qui ſurpaſſeroit un revenu d'un million de florins; qu'en conſéquence de cela, ſi pour la ceſſion & reſpectivement l'échange en Bavière, un projet de limites comme celui qui ſe trouve marqué ſur la carte ci-jointe *, eſt jugé acceptable, il pourſuivra avec plaiſir la négociation ſur le pied de l'évaluation propoſée, & ſi une telle évaluation, malgré la facilité & l'exactitude qui ſemble devoir en réſulter pour les compenſations, eſt abſolument jugée inadmiſſible, il écrira à Vienne pour demander des ordres, & pour être autoriſé ſur des équivalens qu'on pourra offrir d'après le principe dont la cour de Berlin juſqu'à préſent eſt convenue elle-même, qu'il eſt juſte qu'il revienne à S. M. l'Impératrice Reine un avantage raiſonnable de ſes droits ſur la ſucceſſion de Bavière & de ſa convention avec l'Electeur palatin. Braunau le 15 Août 1778.

* Cette nouvelle ligne de démarcation que Mr de Thugut propoſa en remettant cette note, alloit de Kufſtein le long de l'Inn par Waſſerbourg, Muldorff, Marckt, Pfarrkirchen, Oſterhoven, Deckendorf, Vichtach & Waldmunchen juſqu'aux frontières de Bohème. Elle étoit marquée comme la première avec de l'encre rouge ſur une carte de Homann & on en a tiré une copie.

No. 5. *Réponſe du Miniſtère du Roi à la Note du Baron de Thugut.*

Le miniſtère du Roi a examiné, avec le zèle le plus ſincère pour le rétabliſſement de la bonne intelligence entre les deux cours, la note que Mr le Baron de Thugut vient de lui remettre, après avoir reçu la réponſe de S. M. aux nouvelles propoſitions de S. M. l'Impératrice Reine. Il regrette de ne trouver rien dans cette note qui puiſſe apporter un changement à la réponſe ſuſdite. Quoique l'étendue du territoire qu'on y demande, ſoit moindre que celle des propoſitions précédentes, elle embraſſe toujours une partie du Danube, tout le courant des rivières de l'Inn & de la Salza, la moitié du diſtrict de Straubing & tout le diſtrict fertile & conſidérable de Burghauſen, avec les ſalines de Reichenhall, qui ſont abſolument néceſſaires à la Bavière, & trop importantes pour pouvoir être compenſées par quelque objet que ce ſoit.

L'évaluation des territoires de Bavière d'après les revenus préſens ne ſauroit jamais avoir lieu, ſans tourner à un profit exorbitant de la maiſon d'Autriche, & à une perte trop grande de la maiſon palatine, par les raiſons qu'on a déjà alléguées, que ces pays adminiſtrés au plus mal juſqu'ici, produiroient à une meilleure adminiſtration en peu de temps un ſurplus trop grand pour pouvoir ſervir à évaluer le prix du pays même, & à le proportionner au prix

d'un autre pays dont les revenus ont été pouſſés au degré dont il eſt ſuſceptible.

Le principe ſuppoſé : que S. M. l'Impératrice Reine doit, par une ſuite de ſes droits ſur la ſucceſſion de Bavière & de ſa convention avec l'Electeur palatin, prélever un million de revenus ſur l'échange en queſtion, eſt une ſuppoſition que la cour de Berlin n'a jamais reconnue & ne pourra jamais admettre, non plus qu'une reconnoiſſance des droits de la maiſon d'Autriche ſur la Bavière. On a fait voir dans la réponſe précédente, qu'on mettoit l'avantage de S. M. l'Impératrice Reine dans la qualité intrinsèque des pays qu'elle obtiendroit par l'échange, ſans compter que l'avantage qui réſulte de la contiguité & de l'arrondiſſement, eſt déjà aſſez grand. Si le million de florins devoit être prélevé de la portion de la Bavière diminuée qu'on demande dans la dernière note, ſurtout ſi elle étoit évaluée ſelon le revenu préſent, l'équivalent de la maiſon palatine ſeroit tellement diminué, qu'il ſeroit réduit à peu de choſe.

Enfin tout renvoi des échanges à faire & en général de l'arrangement final de la ſucceſſion de Bavière ſans la concurrence du Roi, eſt contraire au but que S. M. s'eſt propoſé dans ſon intervention, & à celui d'un accommodement ſtable & ſolide, qu'on doit ſuppoſer aux deux cours.

Quand on réunit toutes ces conſidérations, on trouvera que les mêmes obſtacles qui ont rendu inadmiſſibles les précédentes propoſitions de la cour

de Vienne, s'oppofent auffi au nouveau projet de Mr le Baron de Thugut. S. M. l'Impératrice Reine obtiendroit toujours par cet arrangement, non une fimple ligne de communication entre fes Etats, laquelle fubfifte déjà affez indépendamment de cette acquifition, mais plutôt un agrandiffement trop confidérable, gratuit & dépourvu de titres. On ne fauroit donc que fe référer à la première réponfe qui a été donnée ce matin à Mr le Baron de Thugut, & attendre qu'un changement de principes amène des circonftances plus favorables pour le fuccès d'une négociation future. Braunau le 15 Août 1778.

CONSIDÉRATIONS

SUR

L'ÉTAT PRÉSENT DU CORPS POLITIQUE DE L'EUROPE.

CONSIDÉRATIONS

SUR

L'ÉTAT PRÉSENT DU CORPS POLITIQUE DE L'EUROPE*.

JAMAIS les affaires publiques n'ont plus mérité l'attention de l'Europe qu'à préfent. Après la fin des grandes guerres, la fituation des empires change, et leurs vues politiques changent en même temps: de nouveaux projets fe font, de nouvelles alliances fe traitent, & chacun en particulier prend les arrangemens qu'il croit les plus propres à l'exécution de fes deffeins ambitieux.

* FREDERIC II a compofé cette pièce comme Prince royal dans l'année 1736; elle fait voir quelles vaftes connoiffances il avoit déjà acquifes alors. Il exifte une correfpondance qu'il a entretenue avec le Maréchal & Miniftre d'Etat de *Grumbkow* depuis 1732 jufqu'à la mort de ce général en 1739 fur toutes les affaires du temps, dans laquelle le Miniftre lui fit part de tout ce qui fe paffoit dans le gouvernement, & le Prince royal lui répondit par les réflexions les plus fines & les plus juftes.

S'il eſt digne de la curioſité d'un homme raiſonnable de pénétrer dans les ſecrets des cœurs, d'en approfondir les abymes & de découvrir les effets dans leurs cauſes ; il eſt néceſſaire qu'un prince, pour peu qu'il figure dans l'Europe, ait l'œil ſur la conduite des cours, qu'il ſoit informé des vrais intérêts des royaumes, & que ſa prévoyance arrache, pour ainſi dire, à la politique des miniſtres des cours les deſſeins que leur ſageſſe prépare, & que leur diſſimulation cache aux yeux du public.

Comme un habile mécanicien ne ſe contenteroit pas de voir l'extérieur d'une montre, qu'il l'ouvriroit, qu'il en examineroit les reſſorts & les mobiles, ainſi un habile politique s'applique à connoître les principes permanens des cours, les reſſorts de la politique de chaque prince, les ſources des événemens; il ne donne rien au hazard ; ſon eſprit tranſcendant prévoit l'avenir, & pénètre par l'enchaînement des cauſes juſques dans les ſiècles les plus reculés ; en un mot, il eſt de la prudence de tout connoître, pour pouvoir tout juger & tout prévenir.

Vu l'état léthargique de pluſieurs princes de l'Europe, j'ai cru qu'il ne feroit pas hors de propos de faire un expoſé de la ſituation préſente où ſe trouve ce corps politique : non point que j'aye la préſomption de me croire plus éclairé qu'une infinité de miniſtres, dont les vaſtes connoiſſances & la longue routine des affaires me paroîtront toujours reſpectables & infiniment ſupérieures à mes foibles lumi-

ères; mais simplement pour communiquer mes idées au public, & lui faire part de mes pensées.

Si mes raisonnemens se trouvent justes, on en pourra profiter, & voilà tout ce que je demande; s'ils se trouvent peu conséquens & faux, on n'a qu'à les rejeter : du moins me serai-je amusé en les faisant.

Pour avoir une idée juste de ce qui se passe à présent en Europe, il faudra prendre les choses de plus haut, & remonter jusqu'à la source des affaires.

A la fin de la campagne de l'année 1735 les négociations entre les cours de Vienne & de Versailles prirent leur commencement; les opérations de guerre furent suspendues, & les intérêts des deux cours, au lieu d'être décidés par l'épée, le furent par la plume. Ni l'Espagne ni le Roi de Sardaigne n'accédèrent d'abord à cette négociation, & il est à remarquer que ce ne fut qu'après la chute du Sr Chauvelin que l'Espagne y souscrivit.

La guerre s'étoit faite d'une manière beaucoup moins vive au Rhin, qu'on ne la faisoit en Italie. L'Empereur avoit, pour ainsi dire, extorqué la déclaration de guerre faite par les Etats de l'Empire en l'année 1733 à Ratisbonne: l'élection de Pologne, troublée par les troupes campées sur les confins de la Silésie & prêtes à entrer dans ce royaume, avoit causé une scission parmi les évêques & les palatins, dont le plus grand nombre embrassoit les intérêts de Stanislas. Ces désordres n'intéressoient en aucune manière les provinces d'Allemagne. L'Empereur s'étoit assez témérairement

obligé, par un traité ſecret avec la Ruſſie & la Saxe, à placer l'Electeur Auguſte II ſur le trône électif de Pologne : les miniſtres impériaux n'ayant peut-être pas prévu les ſuites de cette démarche, & contre l'avis du Prince Eugène, ſe fondant ſur le caractère pacifique du Cardinal Miniſtre, avoient engagé trop légèrement leur maître dans une affaire de cette conſéquence : l'Empereur s'étoit mêlé lui ſeul avec la Ruſſie, & ſans la participation de l'Empire, dans les troubles de la Pologne ; c'étoit à lui ſeul à s'en tirer.

La France, qui d'un autre côté avoit travaillé avec toute la prudence poſſible depuis la mort du Duc Régent à rétablir ſes affaires dérangées, y avoit ſi bien réuſſi, que ſes finances étoient dans le plus bel ordre du monde, ſes magaſins pourvus de toutes les choſes néceſſaires, & ſes troupes dans l'état où elle les pouvoit déſirer. Avec ces avantages ſa ſituation ſe trouvoit ſi heureuſe, qu'elle ſe voyoit en paſſe de profiter de tous les événemens.

La mort d'Auguſte I lui fourniſſoit un prétexte ſpécieux pour ſe mêler des affaires de la Pologne, & pour exécuter, ou bien pour ébaucher les vaſtes projets que la politique avoit conçus & mûrement digérés. La France ne négligea rien ; elle prépara les événemens, elle ſe mit en état d'agir avec ſuccès, elle lia ſes alliances tant avec l'Eſpagne qu'avec la Sardaigne ; par des pratiques ſourdes elle diſpoſa quelques princes d'Allemagne à une eſpèce de neutralité ; elle endormit les puiſſances maritimes ; après quoi elle publia le manifeſte de ſa conduite,

& attaqua l'Empereur, qui étoit en quelque façon l'agresseur, vu les troubles qu'il avoit fomentés en Pologne, & que ses armées étoient prêtes à soutenir, s'il ne s'étoit vu lui-même assailli.

L'Empereur, qui se voyoit sur le point d'être attaqué de tous côtés, remua toutes ses machines pour entraîner l'Empire à courir la même fortune : tous les plus habiles négociateurs furent employés de la part du ministère de Vienne, pour inviter l'Empire à déclarer la guerre à la France. Les vues de l'Empereur étoient premièrement de tirer du secours de l'Empire ; en second lieu, de diviser les forces de la France, qui l'ayant déjà attaqué en Italie, n'auroit pas manqué de l'y accabler. Il est bon de remarquer en passant, que si l'Empire ne s'étoit point mêlé de cette guerre, elle auroit été plutôt terminée. L'Empereur auroit perdu en Italie ce que les alliés ont conquis ; mais on n'auroit pu démembrer la Lorraine de l'Empire, sans donner lieu à de nouvelles brouilleries, & sans exciter un nouvel embrasement.

La guerre se fit très-nonchalamment en Allemagne, d'un côté parce que la politique de la cour de Versailles ne vouloit point donner d'ombrage aux puissances maritimes, qui se seroient indubitablement déclarées en faveur de l'Empereur, si elles avoient vu ses affaires à l'extrémité ; & d'un autre côté, par une complication de raisons différentes, dont chaque campagne en fournissoit de particulières, & qui mettoient l'Empereur hors d'état d'agir vigoureusement sur le Rhin.

En Italie les Espagnols s'emparoient du royaume de Naples & de la Sicile, tandis que les François avec les troupes piémontoises s'emparoient du Milanois & de presque toute la Lombardie : & comme c'étoit une clause du traité des trois couronnes alliées de partager les dépouilles de l'Empereur en Italie, ces puissances se donnoient tous les mouvemens imaginables pour mettre en exécution leurs vastes desseins ; mais j'ose assurer que ce qui contribua le plus aux heureux succès des alliés, ce fut le mauvais état dans lequel se trouvoient toutes les provinces de l'Empereur. La raison de la chute des plus grands empires a toujours été la même ; elle s'est toujours trouvée dans la foiblesse de la constitution des Etats. La décadence de l'empire romain trouva son période marqué dans le temps qu'il n'y eut plus d'ordre parmi les troupes, que la discipline fut anéantie & qu'on négligea les précautions que la prudence dicte pour la sureté des Etats. La perte que l'Empereur vient de faire en Italie est fondée sur les mêmes principes. Point d'armée pour fermer le passage à l'ennemi, point de magasins, ni de troupes suffisantes pour garder les forteresses, point de généraux habiles pour défendre les places. Enfin l'Empereur au bout de trois campagnes perdit ce qu'il n'avoit acquis que par huit années de guerre consécutives.

On s'imagineroit qu'après tant de défaites ce seroit à l'Empereur à solliciter la paix ; mais qu'on ne s'y trompe point, & qu'on apprenne à mieux connoître

connoître l'esprit pacifique & désintéressé du Cardinal Ministre : que ceci soit dit à l'honneur de la France & en témoignage de sa modération : ces vainqueurs chargés de lauriers, & apparemment fatigués de leurs victoires, offrent la paix à l'Empereur leur ennemi vaincu.

Il est à présumer que Mr de Villars aura communiqué son système au Cardinal, tel qu'on le trouve dans ses mémoires, & que le Cardinal ayant adopté les idées de ce grand homme, aura pris pour principe d'établir une union parfaite & stable entre l'Empereur & la France, à l'imitation du triumvirat d'Auguste, d'Antoine & de Lépide. On sait que ce triumvirat s'étoit cimenté par des proscriptions. Aussi la France, par le premier article des préliminaires, se trouve-t-elle en possession du duché de Lorraine démembré de l'Empire.

L'Empereur, pour faire la paix, dépouille son gendre de ses Etats héréditaires. Le sacrifice paroît assez grand pour exiger par une espèce de réaction une reconnoissance proportionnée : mais pour continuer la comparaison, il est à présumer que la France avec le temps jouera le rôle d'Auguste. La simple considération de cet événement auroit peu d'utilité, si elle n'étoit accompagnée de quelques réflexions que le sujet même fournit. D'abord on voit par rapport aux François un système de politique bien lié, uniforme, & qui ne varie jamais. Lorsqu'ils firent la paix d'Utrecht, leur but étoit de recommencer la guerre, non tout de

ſuite, à cauſe que leur réputation étoit perdue, que leurs finances étoient épuiſées & qu'ils n'avoient pas encore amené les événemens au point de maturité qu'ils ſouhaitoient ; mais ils n'en avoient pas moins dans l'eſprit d'épier le moment où ils pourroient attaquer l'Empereur avec avantage.

Or il régnoit un préjugé dans le monde qui portoit un préjudice infini aux deſſeins de la France ; ce préjugé déſavantageux, avoit pour fondement une ancienne erreur, qui s'étant perpétuée, n'en acquéroit que plus de poids ; on ſe diſoit tout bas à l'oreille que la France aſpiroit à la monarchie univerſelle ; en quoi cependant on lui faiſoit grand tort. Cette ſeul idée avoit arrêté tous les magnifiques projets de Louis XIV & n'avoit pas peu contribué à rabaiſſer ſa puiſſance ; il falloit néceſſairement déraciner un préjugé ſi pernicieux & en effacer juſqu'à la mémoire.

La fortune qui préſide au bonheur de la France, ou pour parler ſelon le ſtyle des prêtres, l'ange gardien qui veille à ſon agrandiſſement, contribua à détruire une opinion ſi préjudiciable aux intérêts de la France.

Louis XIV, dont l'ambition avoit ſi ſouvent fait trembler l'Europe, après avoir éprouvé ſur la fin de ſon règne les révolutions de la fortune, termina ſa glorieuſe carrière. L'empire tomba en tutelle, & le gouvernement ſe reſſentit de la foibleſſe de ſon monarque & de tous les malheurs inſéparablement attachés aux minorités. Le Duc Régent,

prince éclairé, & qui avec toutes les qualités qui font les charmes de la société & la fortune des particuliers, n'avoit pas assez de cette fermeté absolument nécessaire à ceux auxquels le gouvernement des empires est confié, embrouilla les affaires intérieures du royaume par ces fameuses actions qui ruinèrent presque tous les particuliers, dont l'argent n'entra que dans les caisses du Roi & dans celles de quelques commis de Law. Le Duc de Bourbon devint Régent du royaume après la mort du Duc d'Orléans; mais ce ne fut qu'une régence passagère : le Cardinal de Fleury lui fut substitué, & prenant le timon des affaires, il ne répara pas seulement les finances & les pertes internes du royaume; il fit plus; par son habileté, par la souplesse de son esprit & par les apparences d'une modération extrême, il s'acquit la réputation de Ministre juste & pacifique. Pour connoître les profondeurs & la sagesse de sa conduite, il est nécessaire de remarquer que rien n'attire plus la confiance des hommes qu'un caractère généreux & désintéressé : le Cardinal soutint si bien ce caractère, que l'Europe, ou plutôt l'univers entier se persuada qu'il étoit tel. Les voisins de la France dormoient en paix auprès d'un si bon voisin, & les ministres dont la politique étoit la plus renommée avoient mis au nombre de leurs principes invariables, que tant que le Cardinal vivroit, (vu son caractère & son grand âge,) on pourroit être tranquille sur les entreprises de la France. C'étoit-là le chef-d'œuvre du Cardinal & en quoi sa politique peut être préférée à celle

des Richelieu & des Mazarin. Ce Miniſtre habile ayant conduit les choſes au point où il les déſiroit, fit éclater tout à coup ſes deſſeins. Le manifeſte du Roi très-Chretien ſoutint encore les profondes impreſſions que le caractère juſte du Cardinal avoit faites ſur les eſprits ; il contenoit en ſubſtance : *Que ce n'étoit point par des vues d'intérêt ou d'ambition que le Roi prenoit les armes, que S. M. ſe contentoit de poſſéder un royaume floriſſant & de régner ſur un peuple fidelle, & que ſes intentions n'étoient point de reculer les bornes de ſa domination.* Cependant les ſuites ont fait voir que l'amour de la paix uniquement a obligé S. M. d'accepter la Lorraine, & de débarraſſer l'Allemagne d'une province qui à la vérité lui avoit appartenu depuis un temps immémorial, mais qui lui étoit à charge, vu ſa ſituation peu convenable & iſolée. D'ailleurs, pour établir la paix ſur un fondement ſolide, il falloit néceſſairement que la Lorraine fût cédée à la France, parce qu'elle auroit pu fournir de fréquens ſujets de brouilleries, & que de plus on devoit indemniſer la France des frais de la guerre ; ce qui bien conſidéré, met en évidence que le Roi a entièrement rempli les engagemens poſitifs qu'il avoit pris par ſon manifeſte.

Lorſqu'on voudra donner la même attention à la conduite qu'a tenue l'Eſpagne, on verra que le traité de Vienne * (ou bien le traité de Succeſſion) n'étoit

* (*Corps Diplom. par Dumont. Tome VIII.* 1731. *Part. ſec. pag.* 107.)

Art. V. En vertu de la renonciation faite par S. M. I. dans les deux précédens articles, le Roi Catholique cède à ſon tour, & en

point un ouvrage ſolide, & que le Roi d'Eſpagne, en renonçant aux Etats de la ſucceſſion ſitués en Italie, n'y renonçoit qu'autant qu'il n'étoit pas en état de les recouvrir.

Je n'avance rien que je ne ſois en état de prouver. Le traité de Séville * ſi fameux entre l'Eſpagne &

ſon nom, & en celui de ſes héritiers, deſcendans mâles & femelles, tous les droits ſans exception quelconque en général & en particulier ſur les royaumes, provinces & domaines leſquels Sa Majeſté impériale a poſſédés effectivement en Italie ou en Flandre, & qui ont autrefois appartenu à la monarchie d'Eſpagne ; entre leſquels eſt le marquiſat de Final, cédé à la république de Gênes par Sa Majeſté impériale en 1713, & à préſent dûment occupé : ſur le ſujet duquel actes ſolennels de renonciation ont été expédiés en la plus dûe forme, qu'on aura ſoin de publier, & en lieux congrus on en paſſera l'acte, qui ſera remis à Sa Majeſté impériale & aux parties intéreſſées. Sa Majeſté catholique renonce pareillement au droit de réverſion à la couronne d'Eſpagne, qu'elle s'eſt réſervé ſur le royaume de Sicile, à toutes autres actions, prétentions, ſous le prétexte deſquelles pourroit être inquiétée Sa Majeſté impériale, ou ſes héritiers, ſucceſſeurs, directement ou indirectement, non ſeulement dans les ſuſdits royaumes ou provinces, mais auſſi dans tous les autres domaines qu'il poſſède actuellement en Flandre, en Italie, ou ailleurs.

* *(Extrait du Traité de Séville conclu entre Leurs M. T. C. & Britannique & Cath. le 9 Nov. 1729.)*

Ce traité que les Anglois nomment la ſource de leurs larmes, conſiſtant en douze articles, & deux articles ſecrets, 1. Confirme les traités précédens, & contient l'amniſtie de part & d'autre. 2. Règle le contingent des ſecours réciproques en hommes, vaiſſeaux & argent. 3. Déroge au traité de Vienne conclu en 1725 entre l'Empereur & l'Eſpagne. 4. Conſerve le commerce françois & anglois tant en Europe qu'aux Indes ſur l'ancien pied. 5. Promet la réparation

l'Angleterre, découvre aſſez les intentions de l'Eſpagne, & ſuffit pour mettre en évidence que toutes les conquêtes d'Italie ne ſont qu'une ſuite des principes invariables que cette couronne regarde comme la baſe de ſa politique.

Qu'on ne s'imagine point que ce traité de Séville ſoit ici tiré par les cheveux ; il ne faut que quelques

des dommages faits de part & d'autre. 6. Ordonne la commiſſion & la nomination des commiſſaires pour examiner les pertes & dommages qu'on a ſoufferts de part & d'autre. 7. Parle des commiſſaires de France pour de pareilles recherches. 8. Preſcrit la durée de cette commiſſion, ſavoir trois ans. 9. N B. Comme le plus remarquable, il eſt en ces termes :

« On effectuera dès-à préſent l'introduction des garniſons dans les « places de Livourne, Porto-Ferrajo, Parme & Plaiſance, au « nombre de 6,000 hommes des troupes de Sa Majeſté catholique « & à ſa ſolde, leſquelles ſerviront pour la plus grande aſſurance « & conſervation de la ſucceſſion immédiate deſdits Etats en fa- « veur du ſéréniſſime Infant Don Carlos, & pour être en état de « réſiſter à toute entrepriſe & oppoſition qui pourroit être ſuſci- « tée au préjudice de ce qui a été réglé ſur ladite ſucceſſion. »

10. On donne la conduite que ceſdites troupes doivent tenir dans ces places. 11. Fait promettre au Roi d'Eſpagne de retirer ſes troupes, dès que tout ſera en ordre & en tranquillité. 12. Contient la garantie deſdits Etats à l'Infant Don Carlos, tant reprochée aux Anglois. 13. Renvoie à un accord particulier qui doit être fait entre les parties contractantes, concernant la manutention deſdites garniſons. 14. Invite les Etats généraux à accéder à ce traité.

Les deux articles ſecrets expliquent les avantages du commerce des Anglois dans les Indes occidentales, & ſurtout le fameux traité d'Aſſiento. Signé

W. Stanhope, à préſent Lord Harrington. *B. Kecke.* *Brancas.* *D. Joſeph Patinho.* *Marq. de la Gaz.*

considérations pour y faire entrevoir comme à travers une gaze les intentions de l'Efpagne.

La politique d'envahir a établi pour principe, que le premier pas pour la conquête d'un pays eft d'y avoir pied, & c'eft ce qu'il y a de plus difficile; le refte fe décide par le fort des armes, & par le droit du plus fort.

Sous quel prétexte l'Efpagne auroit-elle pu introduire des troupes en Italie, fi le traité de Séville ne lui avoit donné cette facilité ? Comment auroit-elle pu fans troupes penfer à la conquête du Milanois, du Mantouan, du royaume de Naples, de la Sicile ? Il falloit donc avoir un pied dans le pays; il falloit y avoir des troupes, pour les augmenter felon l'occurrence; il falloit avoir des places pour former des magafins, & c'étoit à quoi le traité de Séville étoit indifpenfablement néceffaire. L'Efpagne avoit donc bien penfé à fes intérêts en le faifant, & on a pu voir que fes deffeins n'étoient pas fi bornés qu'on auroit cru peut-être; j'ai donc eu raifon, en parlant de la conduite de l'Efpagne, de ne point paffer fous filence le traité de Séville.

Il me refte à préfent à développer la conduite de la cour impériale: on aura dû remarquer en elle beaucoup de confiance en fes forces dans l'affaire de Pologne (quoique à la vérité elle ait voulu faire femblant de ne s'en point mêler *). On aura pu

* Il eft notoire que les miniftres de l'Empereur ont agi de concert en tout avec ceux de la Ruffie, qu'il avoit un corps de 17,000 hommes campé aux frontières de la Pologne, qu'il avoit corrompu

remarquer de même cette hauteur insupportable avec laquelle elle affecta de traiter non seulement ses inférieurs, mais aussi ses égaux. On aura pu découvrir facilement que sa politique a pour but d'établir le despotisme, & la souveraineté de la maison d'Autriche dans l'Empire ; ce qui n'est pas si facile, vu la puissance de beaucoup d'électeurs, qu'on ne sauroit abaisser aisément. Cependant imbue de préjugés superstitieux, & encouragée par une orgueilleuse témérité, la maison d'Autriche a toujours voulu accoutumer à son joug les souverains d'Allemagne : le ministère travaille sur ce plan, qui est transmis aux successeurs de l'Empire, & ces princes aussi ignorans que superstitieux se bercent vainement d'une chimère ambitieuse, que l'injustice de la chose devroit leur faire détester.

Nous n'avons pas besoin de remonter jusqu'aux temps de l'Empereur Ferdinand I & Ferdinand II, pour trouver des témoignages de l'ambition démésurée de cette cour : quatre événemens arrivés de nos jours nous en feront un beau commentaire.

On remarquera premièrement que l'Empereur à l'insu de l'Empire avoit fait une alliance avec l'Impératrice de Russie, pour mettre Auguste II sur le trône de Pologne. Il falloit donc que la guerre à laquelle cette alliance donna lieu, fût

le Prince Lubomirsky, qu'on nomme le Prince botté, qui fut l'auteur de la scission de ceux qui passèrent de Varsovie dans un village nommé Praga, & que c'est à l'instigation de l'Empereur que les troupes russiennes sont entrées en Pologne.

vidée par l'Empereur, & non par l'Empire, qui ne participoit en rien aux démarches de l'Empereur. Cependant on a vu que par ses intrigues la cour de Vienne a trouvé moyen de mêler l'Empire dans la guerre, qui n'impliquoit directement que l'Empereur & la Russie; en quoi l'Empereur a donné manifestement atteinte à l'article IV * de sa capitulation.

L'Empereur a péché secondement contre l'article VI † de sa capitulation, en ce que contre les lois

* *Art. IV. pag.* 32. Nous devons & voulons dans toutes les délibérations sur les affaires qui concernent l'Empire, surtout celles qui sont exprimées dans *l'Instrumentum Pacis*, que les électeurs & princes jouissent du droit de suffrage, & que rien ne puisse être entrepris, ni conclu, sans leur libre consentement. Nous devons & voulons pendant notre règne vivre en paix avec les puissances chrétiennes qui sont nos voisins, ne point leur donner occasion d'avoir des contestations avec l'Empire. Nous éviterons d'impliquer l'Empire dans des guerres étrangères. Nous nous abstiendrons entièrement de tout secours dont il pourroit résulter du dommage à l'Empire, de toute dispute, guerre, soit dans, soit hors de l'Empire, sous quelque prétexte que ce soit, à moins que cela n'arrive par le consentement des électeurs, princes & états donné dans une diète, ou au grè des électeurs.

† *Art. VI. pag.* 41. Nous devons & voulons en qualité d'Empereur élu Roi des Romains, pour ce qui regarde les affaires de l'Empire, avant d'en avoir obtenu le consentement des électeurs, princes ou états, dans une diète : comme l'intérêt de l'Etat demande quelquefois de la célérité & de la promptitude, nous devons & voulons obtenir ce consentement à un temps marqué, & cela dans une assemblée collégiale, & non par des déclarations particulières, jusqu'à ce qu'on puisse parvenir à une diète générale ;

fondamentales de l'Empire il a appelé le secours des puissances étrangères en Allemagne, l'Impératrice de Russie lui ayant envoyé un corps de 10,000 hommes au Rhin.

On verra en troisième lieu que le traité entamé avec la France, & dont les préliminaires ont été signés sans la confirmation de l'Empire, porte une atteinte & un préjudice à l'article VI * de la capitulation impériale.

L'Empereur a fait en quatrième lieu une infraction contre l'article X † de sa capitulation, en ce qu'il a aliéné le duché de Lorraine, qui étant un fief de l'Empire, ne sauroit selon les constitutions fondamentales de l'Empire être séparé, ou retranché

comme cela se pratique dans les autres affaires qui concernent la sureté de l'Empire. S'il arrivoit que nous fissions quelque alliance à l'égard de nos terres particulières, cela n'arrivera qu'autant que cela ne portera aucun préjudice à l'Empire, ni ne sera opposé au contenu de l'*Instrumentum Pacis*.

* Voyez à la fin de la note précédente.

† *Art. X. pag.* 59. De plus nous devons & voulons ni donner, troquer, aliéner, ni molester par des impôts, rien de ce qui appartient à l'Empire, sans la volonté & le consentement des électeurs, princes & états : mais nous devons & voulons nous abstenir de tout ce qui pourroit donner occasion à quelque exemption ou retranchement de quelques parties de l'Empire : nous voulons surtout nous abstenir de tous priviléges ou immunités exorbitantes & nous appliquer au contraire avec beaucoup de soin à acquérir de nouveau & à conserver ensuite les principautés engagées ou aliénées, les terres confisquées ou tombées par voie illégitime en des mains étrangères.

du corps germanique ſans le conſentement formel de la diète & des Etats.

On pourroit encore reprocher à l'Empereur la guerre qu'il a déclarée aux Turcs, & les ſubſides qu'il a exigés de l'Empire au ſujet de cette guerre; mais cela m'engageroit dans de trop grands détails, & j'ai encore quelques réflexions plus importantes à faire.

Nous avons jugé à préſent des cauſes par leurs événemens: il nous reſte encore à juger des événemens que nous avons à attendre par les cauſes que nous pouvons pénétrer.

Il ne s'agit pas ſimplement d'approfondir les ſecrets de la politique & de porter un regard profane juſque dans le ſanctuaire des miniſtres; il faut encore obſerver les voies différentes que ſuivent les miniſtres pour parvenir à leurs fins. Rien ne fait mieux connoître le caractère des cours que de remarquer les façons différentes dont leur politique agit ſur les mêmes ſujets; leurs paſſions, leurs fineſſes, leurs ruſes, leurs vices & leurs bonnes qualités, tout s'y découvre.

Pour bien juger des miniſtres de l'Empereur & de ceux de France, mettons leur conduite en parallèle, & voyons comment dans les affaires de la Pologne ils ont tenu des routes différentes; nous y verrons une expreſſion de mœurs qui n'eſt pas de peu d'utilité pour les grands hommes qui ſavent en faire uſage.

L'Empereur, ſelon l'alliance qu'il avoit faite avec

la Ruſſie, devoit placer la couronne de Pologne ſur la tête d'Auguſte, Electeur de Saxe; il n'imagina point de meilleur moyen d'y réuſſir que les voies de fait. Ses armées ſe tinrent aux confins de la Pologne, tandis que les troupes ruſſiennes firent une invaſion ſur les terres de la république & s'approchèrent à peu de diſtance de Varſovie. Ainſi à Vienne on ne connoiſſoit que la violence qui pût ouvrir à Auguſte les barrières du trône des Sarmates.

Le miniſtère françois, plus humain mais plus ruſé, penſa d'une manière différente: il n'employa que la force d'un métal ſéducteur pour élever Staniſlas à la dignité ſuprême. Le miniſtre de l'Empereur à Varſovie éclatoit en menaces; celui de France n'employoit que les paroles flatteuſes & les careſſes; l'un vouloit intimider les eſprits, l'autre vouloit les gagner par ſa douceur. L'un comme un lion furieux tomboit ſur ſa proie, l'autre comme une ſirène charmoit par ſa voix tous ceux qui l'approchoient. Enfin les François par leurs artifices & leurs intrigues ſe rendirent maîtres des cœurs, tandis que les impériaux effrayèrent les poltrons; mais comme en Pologne le nombre de ceux qui craignent excède infiniment le nombre de ceux qui ſont au deſſus de la crainte, il n'eſt pas étonnant que Staniſlas ne ſe ſoit point ſoutenu ſur le trône.

Toutefois ne nous méfions pas tant de ceux qui n'exécutent leurs projets que par les moyens que leur hauteur & qu'un eſprit altier leur dicte; ils ſe deſ-

ſervent eux-mêmes, en ce qu'ils ſe rendent odieux; leur violence eſt un antidote qui guérit du venin que leurs deſſeins ambitieux pourroient communiquer. Mais défions-nous plutôt de ceux qui par de ſourdes pratiques, par des manières flatteuſes, par une douceur ſimulée veulent nous entraîner dans l'eſclavage : ils nous jettent un hameçon dont le fer eſt caché ſous une amorce ſéduiſante, mais qui nous trompe en nous privant de la liberté, lorſque notre prudence s'y laiſſe ſurprendre.

Comme il eſt certain que tout doit avoir une raiſon de ſon exiſtence, & qu'on trouve la cauſe des événemens dans d'autres événemens qui leur ſont antérieurs, il faut auſſi que tout fait politique ſoit la ſuite d'un fait politique qui l'a précédé, & qui a, pour ainſi dire, préparé ſa naiſſance. Appliquons-nous ſelon ce ſyſtème à découvrir dans les événemens récens, & dans les vaſtes projets des cours de Vienne & de Verſailles, ce que l'union étroite des deux plus puiſſans princes de l'Europe ſemble nous préparer.

Il eſt évident que les vues de la cour impériale tendent à rendre l'Empire héréditaire dans la maiſon d'Autriche. C'eſt à cette fin qu'elle a fait la pragmatique Sanction, qu'elle a ſollicité tous les princes d'Allemagne, qu'elle a inſéré un article dans la pacification, & qu'elle a fait une infinité de traités particuliers; tant il eſt vrai que la maiſon d'Autriche ſouhaiteroit d'ôter avec le temps à l'Empire le droit d'élection, de cimenter la puiſſance arbi-

traire dans sa race, & de changer en monarchique le gouvernement démocratique qui de temps immémorial a été celui de l'Allemagne. Comme le système du ministère impérial est assez simple, il n'est point difficile de l'exposer au jour ; mais celui de la cour de Versailles est plus composé, & il exigera de nous plus d'étendue & plus de détail.

Le principe permanent des princes est de s'agrandir autant que leur pouvoir le leur permet ; & quoique cet agrandissement soit sujet à des modifications différentes & variées à l'infini, ou selon la situation des Etats, ou selon la force des voisins, ou selon que les conjonctures sont heureuses, le principe n'en est pas moins invariable, & les princes ne s'en départent jamais : il y va de leur prétendue gloire ; en un mot, il faut qu'ils s'agrandissent.

La France est bornée à l'occident par les monts Pyrénées, qui la séparent de l'Espagne, & qui forment une espèce de barrière que la nature même a posée. L'océan sert de bornes au côté septentrional de la France, la mer Méditerranée & les Alpes au midi ; mais du côté de l'orient elle n'a d'autres limites que celles de sa modération & de sa justice. L'Alsace & la Lorraine, démembrées de l'Empire, ont reculé les bornes de la domination de la France jusqu'au Rhin. Il seroit à souhaiter que le Rhin pût continuer à faire la lisière de leur monarchie. Pour cet effet il se trouveroit un petit duché de Luxembourg à envahir, un petit électorat de Trèves à acquérir par quelque traité, un duché

de Liége par droit de bienséance, les places de la Barrière, la Flandre & quelques bagatelles semblables devroient être nécessairement comprises dans cette réunion ; & il ne faudra à la France que le ministère de quelque homme modéré & doux, qui prêtant, s'il m'est permis de m'exprimer ainsi, son caractère à la politique de sa cour, & qui rejetant toutes les ruses & tous les détours de ses artifices sur le compte des ministres subalternes, conduise à l'abri de dehors respectables ses desseins à une heureuse issue.

La France ne se précipite en rien. Constamment attachée à son plan, elle attend tout des conjonctures; il faut, pour ainsi dire, que les conquêtes viennent s'offrir à elle naturellement ; elle cache tout ce qu'il y a d'étudié dans ses desseins, & il semble, à n'en juger que par les apparences, que la fortune la favorise avec un soin tout particulier. Ne nous y trompons point : la fortune, le hazard sont des mots qui ne signifient rien de réel. La véritable fortune de la France c'est la pénétration, la prévoyance de ses ministres, & les bonnes mesures qu'ils prennent. Voyez avec quel soin le Cardinal se charge de la médiation entre l'Empereur & le Turc. L'Empereur en reconnoissance de ce service ne peut faire moins que de céder à Louis XV ses droits sur le Luxembourg. Ce duché, selon toutes les apparences, doit être une des premières acquisitions qui suivront la Lorraine ; car comme la France a eu des égards en toute chose pour les

arrangemens que l'Empereur a cru devoir prendre, il ſemble que la juſtice exige de ſemblables égards du côté de l'Empereur pour les arrangemens de la France: ce n'eſt qu'un flux & reflux de reconnoiſſance, que la politique de ces princes ſait rendre utile à leur grandeur.

Quant aux autres pays que la France pourroit conquérir, il eſt de ſa prudence de ne point trop ſe hâter, afin de s'affermir dans ſes anciennes conquêtes & de ne point effaroucher ſes voiſins: un trop grand fracas de ſuccès pourroit réveiller les puiſſances maritimes, qui dorment à préſent dans les bras de la ſécurité & au ſein de l'indolence.

J'entrevois encore dans ce qui peut entrer dans le ſyſtème de la France des projets plus grands & plus vaſtes que ceux dont j'ai parlé; & le moment que la providence a marqué pour l'exécution de ces grands deſſeins, ſemble être celui du décès de Sa Majeſté impériale. Quel temps plus propre pour donner des lois à l'Europe? quelles conjonctures plus heureuſes pour pouvoir tout oſer?

Tous les Electeurs ſe trouvent à préſent déſunis par les intérêts qui les partagent; les uns cherchant des avantages particuliers ſe jeteront dans les bras de la France & ſacrifieront l'intérêt commun; d'autres diſputeront entr'eux à qui aura l'Empire; d'autres ſe déchireront pour la ſucceſſion de l'Empereur; d'autres, enflés par les eſpérances que leur donnent de grandes alliances, porteront partout le

flambeau

flambeau de la guerre, le trouble & la confusion ; & ceux qui pourroient s'oppofer à la force majeure de l'ennemi commun, n'entreprendront rien, & abandonneront leur deftinée au hafard.

De plus, par le dernier traité de pacification la France s'engage à la garantie de la pragmatique Sanction ; cela l'oblige à fe mêler indifpenfablement des affaires d'Allemagne après la mort de l'Empereur ; & ce qui en cette occafion rendra les démarches de la France beaucoup plus dangereufes que dans d'autres, c'eft qu'elles auront une apparence plaufible de juftice, & que leurs violences même auront un dehors d'équité.

Remarquons encore avec quel foin la France écarte les puiffances maritimes de cette garantie. Croit-on que ce foit fans deffein qu'on les éloigne des affaires ? Pourroit-on s'imaginer que quelque penfée frivole d'orgueil y auroit donné lieu ? & feroit-il poffible de fe figurer qu'un miniftre qui a donné jufque dans fes moindres démarches des marques d'une prudence confommée, qu'un pareil miniftre, dis-je, ait des vues fi peu étendues ? Rendons juftice à la politique françoife ; elle n'eft jamais fi bornée qu'on pourroit le croire.

Il feroit poffible qu'on fût bien aife de procurer du repos aux miniftres anglois, qui font affez occupés par les brouilleries inteftines du royaume ; & avec cela on eft bien aife de ne point mêler les puiffances maritimes dans les traités fecrets des

deux cours contractantes, afin que le cas de la succession venant à exister, ces puissances n'ayent aucun prétexte quelconque de se mêler des troubles d'Allemagne.

On pousse les précautions plus loin encore. On paye des subsides aux cours de Suède & de Danemarck, ou pour les contenir simplement, ou pour qu'elles soient en état de s'opposer à ceux qui voudront prendre des mesures contraires aux intentions & aux arrangemens de la cour de France.

Autant la politique de la cour de France est excellente, autant faut-il avouer aussi qu'elle est favorisée par un concours de certaines circonstances. Tous les princes dont la grandeur & la puissance pouvoient lui donner de l'ombrage, se trouvent désunis. Il ne reste à la France qu'à ne point laisser éteindre le feu de la discorde, & à l'attiser plutôt. Et en quoi la France a un avantage infiniment plus grand encore, c'est qu'elle n'a presque personne en tête, dont la profondeur d'esprit, la hardiesse & l'habileté, puissent lui être dangereuses; à cet égard elle acquiert moins de gloire que n'en acquirent les Henri IV & les Louis XIV.

Que diroit Richelieu, que diroit Mazarin, s'ils ressuscitoient de nos jours ? Ils seroient fort étonnés de ne plus trouver de Philippe III & IV en Espagne, plus de Cromvel & de Roi Guillaume en Angleterre, plus de Prince d'Orange en Hollande, plus d'Empereur Ferdinand en Allemagne, & presque plus de vrais Allemands dans le St Empire:

plus d'Innocent II à Rome, plus de Tilly, plus de Montécuculi, de Marlborough, d'Eugène à la tête des armées ennemies; de voir enfin un abâtardissement si général parmi tous ceux à qui est confiée la destinée des hommes dans la paix & à la guerre, qu'ils ne s'étonneroient point qu'on pût vaincre & tromper les successeurs de ces grands hommes. Autrefois les François étoient obligés de combattre contre toute l'Europe, liguée & conjurée contr'eux, & c'étoit à leur valeur seule qu'ils devoient leurs conquêtes; à present ils doivent leurs plus beaux succès à leurs négociations, & c'est moins à leur force qu'à la foiblesse de leurs ennemis qu'on peut attribuer le cours triomphant de leurs prospérités. Il n'y a pas de meilleur moyen de se faire une idée juste & exacte des choses qui arrivent dans le monde que d'en juger par comparaison, de choisir dans l'histoire des exemples, d'en faire le parallèle avec les faits qui arrivent de nos jours, & d'en remarquer les rapports & les ressemblances. Rien de plus digne de la raison humaine, de plus instructif, & de plus capable d'augmenter nos lumières.

L'esprit des hommes est le même dans tous les pays & dans tous les siècles; ils ont à peu près les mêmes passions; leurs inclinations ne diffèrent presque en rien; ils sont quelquefois plus furieux, quelquefois moins, selon qu'un malheureux démon d'ambition & d'injustice leur communique son souffle infecté & contagieux. Certaines époques se sont distinguées, parce que les passions des hommes

y ont été plus agitées & ſouvent récompenſées. Telle eſt celle des conquêtes de Cyrus parmi les Perſes, la bataille de Salamine & de Platée parmi les Grecs, le règne de Philippe & d'Alexandre le grand chez les Macédoniens, les guerres civiles de Sylla, les triumvirats, le règne d'Auguſte & des premiers Céſars chez les Romains. En un mot l'amour des arts & la fureur de la guerre ont parcouru tout le monde, & ont toujours produit les mêmes effets dans tous les endroits où ils ont établi leur domicile. La raiſon en eſt ſimple. L'eſprit de l'homme, & les paſſions qui le gouvernent, ſont toujours les mêmes; il faut donc néceſſairement qu'il en réſulte toujours les mêmes effets. Tout ce que je viens de dire des arts & de la guerre, ſe trouve encore plus vrai à l'égard de la politique des grandes monarchies; elle a toujours été la même; leur principe fondamental a conſtamment été d'envahir tout pour s'agrandir ſans ceſſe, & leur ſageſſe a conſiſté à prévenir les artifices de leurs ennemis, & à jouer au plus fin.

Examinons à préſent les procédés de Philippe de Macédoine envers les Grecs, & voyons ſi nous n'y trouverons pas quelques traits de la politique françoiſe: parcourons enſuite quelques événemens de l'hiſtoire romaine, & le lecteur verra s'il ne s'y trouve point, je ne dis pas une reſſemblance, mais une conformité entière avec les événemens qui ſont arrivés récemment en Europe & avec ceux dont nous avons fait entrevoir l'aurore. La république

des Grecs ne se soutenoit que par l'étroite union qui lioit les différentes petites républiques ensemble : les villes de Sparte & d'Athènes se distinguoient cependant de toutes les autres ; c'étoient elles qui donnoient le branle aux délibérations, & aux grandes choses qui s'exécutoient, & les petites républiques n'étoient que dépendantes de celles-là. Si Philippe avoit attaqué cette ligue entière, il auroit trouvé des ennemis redoutables, qui non seulement lui auroient résisté, mais qui même auroient pu faire de ses propres Etats le théâtre de la guerre. Que fit la politique de ce prince pour vaincre cette république ? Elle sema la dissention & la jalousie parmi ces petites villes alliées, elle cimenta leur désunion, elle corrompit les orateurs, elle prit le parti des plus foibles, pour les soutenir contre les plus puissans, & ceux-ci abattus, les autres furent bientôt à sa discrétion.

Que fait la politique de la France pour parvenir à la monarchie universelle ? Ne voyez-vous pas avec quelle finesse elle sème la division parmi les princes de l'Empire, son adresse à gagner l'amitié des souverains dont elle a le plus de besoin, comme elle fait artificieusement soutenir les intérêts des petits princes contre les plus puissans ? Admirez le tour qu'elle a pris pour saper le pouvoir des puissances maritimes, son habileté à les intimider à propos, sa souplesse à les amuser de bagatelles, tandis qu'elle frappe les grands coups. Qu'on voie

en même temps la plupart des princes de l'Europe, aussi insensés que les Grecs, qui plongés dans une sécurité léthargique, négligèrent de se réunir avec leurs voisins pour prévenir un malheur certain & leur ruine infaillible.

Jetez encore un moment les yeux sur l'artifice des François qui amusent les puissances du nord par des subsides, afin de laisser ceux qui ne sont point gagnés comme abandonnés à leurs propres ressources, & jugez si ce ne sont pas les suites d'une politique semblable à celle de Philippe de Macédoine. Qu'on me permette de pousser cette comparaison plus loin. On verra que l'histoire de Philippe fournit plus d'un événement conforme à ceux de nos jours & digne de la politique de Versailles.

Ce Roi de Macédoine avoit déjà gagné les Thébains, les Olynthiens & les Messéniens; il réduisit ensuite les Athéniens, affoiblis & peu en état de lui résister, à lui céder les villes d'Amphipolis & de Potidée, qui lui servirent de barrières. Ayant aussi la Phocide & les Thermopyles, il tenoit comme la clef de la Grèce, & il lui étoit facile de l'attaquer toutes les fois qu'il le jugeoit convenable à ses intérêts.

L'histoire de France nous fournit un exemple qu'il n'est pas possible de lire sans se souvenir du trait de l'histoire ancienne que je viens de citer. On comprend bien que c'est de l'acquisition de l'Al-

ſace & de Straſbourg dont je veux parler. Ces Etats aliénés de l'Allemagne, en étoient autrefois comme les Thermopyles ou comme le boulevard, & la Lorraine qui vient d'être envahie récemment, répond à la Phocide par rapport à ſa ſituation. Une manière d'envahir ſi reſſemblante à celle du Roi Philippe découvre, ce me ſemble, aſſez clairement une conformité de deſſein parfaite : Philippe ne s'en tint pas aux Thermopyles, il paſſa outre. Je me rappelle à cette occaſion ce qu'un ſage diſoit à un Roi d'Epire en voyant les préparatifs immenſes qu'on faiſoit pour la guerre : *pourquoi,* demandoit-il à ce prince, *amaſſez-vous toutes ces armes & ce bagage? Pour conquérir l'Italie, répondit Pyrrhus. Mais l'Italie conquiſe, Seigneur, où allons-nous? Alors, cher Cynéas, nous nous rendons maîtres de la Sicile; de là il ne faut qu'un bon vent, & Carthage tombe entre nos mains; nous traverſerons enſuite les déſerts de la Lybie; l'Arabie & l'Egypte ne pourront nous réſiſter, la Perſe & la Grèce ſeront également aſſujetties.* Ce prince n'avoit pas de moindre projet que d'établir ſa domination ſur tout l'univers; ſon langage étoit celui de l'ambition, & l'ambition penſe & agit toujours de même : je n'en dis pas d'avantage.

Quant aux Grecs, ils n'enviſageoient que d'une manière ſuperficielle les progrès de Philippe, & ils s'imaginoient follement que la mort de ce Prince les débarraſſeroit d'un ennemi dangereux, duquel

ils avoient tout à craindre. C'eſt préciſément le langage qu'on tient à préſent en Europe: on ſe flatte que la mort de l'habile politique françois mettra fin à la politique françoiſe, qu'un autre miniſtre lui ſuccédant, il n'aura pas les mêmes vues, les mêmes deſſeins. Enfin on s'amuſe de petites eſpérances, qui font ordinairement les conſolations des ames foibles & des petits génies. Qu'on me permette de rappeler ici le reproche que Démoſthène faiſoit à ſes Athéniens dans ſa première Philippique. Voici ſes paroles: « Philippe eſt « mort, dira l'un; non, répondra l'autre, mais il « eſt malade ... Eh! qu'il meure, ou qu'il vive, « que vous importe? quand vous ne l'aurez plus, « bientôt, Athéniens, vous vous ferez fait un au- « tre Philippe, ſi vous ne changez pas de conduite; « car il eſt devenu ce qu'il eſt, non pas tant par ſes « propres forces que par votre négligence."

Il me reſte encore quelques réflexions à faire ſur les points où la conduite des Romains répond parfaitement à celle de nos Romains modernes, je veux dire les François. Que l'on conſidère l'attention extrême que les Romains avoient à ſe mêler de toutes les affaires du monde: ils affectoient même de décider toutes les querelles des princes. Rome étoit le tribunal de l'univers, & les rois & les princes avoient reconnu (je ne ſais comment) la ſouveraineté de ce tribunal; ils remettoient le jugement de leur cauſe au peuple romain, de tous les peuples

le plus puiſſant & le plus fier. Le ſénat, accoûtumé à juger en dernier reſſort de la fortune des princes, s'érigeoit en arbitre ſouverain de tous leurs différens. C'eſt par ce moyen qu'ils ſe rendirent les maîtres de la Grèce, qu'ils acquirent l'héritage d'Eumène, Roi de Pergame, & ce fut encore par cette voie que l'Egypte fut réduite au nombre des provinces romaines.

On va voir que la France en a fait tout autant: mais ce que les Romains n'ont jamais fait, Louis XIV l'a oſé. Il a érigé un tribunal de réunion, qui ſous prétexte de la recherche d'anciennes dépendances, réduiſoit des provinces entières ſous le joug de ſon obéiſſance.

Il eſt temps à préſent de parler de la ſucceſſion de Charles II, dernier Roi d'Eſpagne, & du teſtament ſubſtitué ou tronqué par lequel le ſang françois a empiété ſur les droits de celui d'Eſpagne: des intrigues par leſquelles la France a voulu relever le parti du Prétendant en Angleterre, & faire ce Prince Roi de la Grande Bretagne: & pour alléguer des exemples plus récens, qu'on faſſe attention à l'envoi de Don Carlos en Italie, aux menées de la France dans les troubles de la Pologne. Je pourrois citer encore le droit d'arbitrage que la France s'arroge dans les conteſtations de Juliers & de Bergue, entre le Roi de Pruſſe & le Palatin de Sulzbach: cette affaire ne devroit proprement toucher que l'Empire, ſi par la paix de Weſtphalie

le Roi très-Chrétien n'avoit trouvé moyen de s'en mêler. On pourra voir ci-dessous tout ce qui en est dit dans ce traité *. Il n'y a pas jusqu'aux démêlés de la ville de Genève dont la France ne se soit mêlée; soit par corruption ou par d'autres voies, les Genevois se sont jetés entre ses bras. La guerre que l'Empereur fait en Hongrie ne se terminera pas non plus, sans qu'il y soit parlé de la France; & les Corses apprendront dans peu de ces mêmes François quel doit être leur sort. Enfin, a-t-on des différens? la France les décide. Veut-on faire la guerre? la France est de la partie. S'agit-il de régler les articles de la paix? la France donne la loi & s'érige en arbitre souveraine de l'univers.

Voilà les faits que j'ai cru pouvoir mettre en parallèle avec ceux que j'ai choisis dans l'histoire romaine: je les rapporte impartialement & sans qu'aucune autre raison me détermine que l'amour de la vérité.

Je n'ajouterai à tout ceci qu'une seule remarque: elle roulera sur une conformité de génie entre les négociateurs des Romains & les François. Lorf-

* (*Art. IV. de l'Inst. de la Paix de Westphalie, §. 57*)

Et comme l'affaire de la succession de Juliers entre les intéressés pourroit dans la suite du temps exciter de grands troubles dans l'Empire, si on ne les prévient point, on est convenu que la paix faite, cette cause sera accommodée par les voies ordinaires devant sa Majesté impériale, ou par une composition amiable, ou par quelque autre voie légitime, sitôt que faire se pourra.

que la France est parvenue à son but & qu'elle n'a plus besoin de certains ménagemens, on remarquera dans ses négociateurs une fierté & une arrogance extrême; souples lorsqu'ils recherchent l'assistance des princes, & d'une hauteur insupportable lorsque l'intérêt ne requiert plus les secours de ces mêmes princes. Il est nécessaire de se rappeler l'ambassade que les Romains envoyèrent à Antiochus, Roi de Syrie, pour le détourner d'attaquer Ptolémée & Cléopatre, qui en qualité de Rois d'Egypte étoient alliés du peuple romain. Popilius, simple citoyen romain, fut chargé de cette commission; il demanda à Antiochus en termes assez fiers une réponse cathégorique sur ce qu'il lui avoit proposé. Ce Roi se trouvant à la tête d'une armée, & prêt à fondre sur l'Egypte, étonné d'une pareille proposition, balança de répondre: Popilius, avec une baguette qu'il tenoit entre ses mains, trace un cercle autour du Roi, & lui ordonne de répondre avant d'en sortir. Qu'on remarque la hauteur & la manière absolue dont l'Ambassadeur de France s'y est pris dans les affaires de Genève. Qu'on jette les yeux sur le mémoire * que Mr de Fénelon a présenté aux Etats généraux à la Haye touchant la succession de Juliers; qu'on se rappelle les disputes puériles † entre cet Ambassadeur &

* A la fin de ce traité.

† Cette dispute venoit de ce qu'à un festin que donnoient les Etats généraux se trouvèrent Mrs les Ambassadeurs de France & d'Angleterre; l'Anglois porta la santé de l'Empereur ou celle

celui d'Angleterre sur une préséance aussi singulière que nouvelle, & on pourra découvrir à tant de traits ressemblans, des desseins aussi ambitieux chez ces modernes que chez les anciens ; des vues aussi étendues chez les uns que chez les autres ; enfin un rapport exact entre la conduite de la France & celle de Philippe, Roi de Macédoine, ainsi qu'entre la France & la république romaine.

Il est facile de remarquer par ce qu'on vient de voir que le corps politique de l'Europe est dans une situation violente ; il est comme hors de son équilibre & dans un état où il ne peut rester long-temps sans risquer beaucoup. Il en est comme du corps humain, qui ne subsiste que par le mélange de quantités égales d'acides & d'alcalis ; dès qu'une de ces deux matières prédomine, le corps s'en ressent & la santé en est considérablement altérée. Et si cette matière augmente encore, elle peut causer la destruction totale de la machine. Ainsi dès que la politique & la prudence des princes de l'Europe perd de vue le maintien d'une juste balance entre les puissances dominantes, la constitution de tout ce corps politique s'en ressent : la violence se trouve d'un côté, la foiblesse de l'autre ; chez l'un le désir de tout envahir, chez l'autre l'impossibilité de l'em-

de la prospérité des Etats généraux : Mr de Fénelon dit que c'étoit à lui à porter cette santé : la chose alla fort loin. On appelle cette dispute la guerre du Buffet. Cette histoire est généralement connue.

pêcher ; le plus puiſſant impoſe des lois ; le plus foible eſt dans la néceſſité d'y ſouſcrire ; enfin tout concourt à augmenter le déſordre & la confuſion ; le plus fort, comme un torrent impétueux, ſe déborde, entraîne tout, & expoſe ce malheureux corps aux révolutions les plus funeſtes.

Ce ſont là en peu de mots les conſidérations que m'a fournies l'état préſent de l'Europe. Si quelque puiſſance trouve que je me ſuis expliqué avec trop de liberté, elle doit ſavoir que le fruit conſerve toujours un goût de terroir, & que né dans un pays libre, il m'eſt permis de m'énoncer avec une noble hardieſſe, & avec une ſincérité incapable de feindre, que la plupart des hommes ne connoiſſent point, & qui paroîtra peut-être criminelle à ceux qui, nés dans la ſervitude, ont été élevés dans l'eſclavage.

Après avoir repaſſé la conduite des politiques de l'Europe, après avoir développé le ſyſtème des cours ſelon l'étendue de mes lumières, & fait voir les dangereuſes ſuites de l'ambition de quelques princes ; j'oſe pouſſer la ſonde plus avant dans la plaie de ce corps politique ; je pourſuivrai le mal juſques dans ſes racines, & je m'efforcerai d'en découvrir les cauſes les plus cachées. Si mes réflexions ont le bonheur de parvenir aux oreilles de quelques princes, ils y trouveront des vérités qu'ils n'auroient jamais appriſes par la bouche de leurs courtiſans & de leurs flatteurs : peut-être feront-

ils même étonnés de voir ces vérités se placer auprès d'eux sur le trône. Qu'ils apprennent donc que leurs faux principes sont la source la plus empoisonnée des malheurs de l'Europe. Voici l'erreur de la plupart des princes. Ils croient que Dieux a créé exprès, & par une attention toute particulière pour leur grandeur, leur félicité & leur orgueil, cette multitude d'hommes dont le salut leur est commis, & que leurs sujets ne sont destinés qu'à être les instrumens & les ministres de leurs passions déréglées. Dès que le principe dont on part est faux, les conséquences ne peuvent être que vicieuses à l'infini : & de là cet amour déréglé pour la fausse gloire, de là ce désir ardent de tout envahir, de là la dureté des impôts dont le peuple est chargé, de là la paresse des princes, leur orgueil, leur injustice, leur inhumanité, leur tyrannie, & tous ces vices qui dégradent la nature humaine. Si les princes se défaisoient de ces idées erronées & qu'ils voulussent remonter jusqu'au but de leur institution, ils verroient que ce rang dont ils sont si jaloux, que leur élévation n'est que l'ouvrage des peuples ; que ces milliers d'hommes qui leur sont commis, ne se sont point faits esclaves d'un seul homme, afin de le rendre plus formidable & plus puissant ; qu'ils ne se sont point soumis à un citoyen, pour être les martyrs de ses caprices & les jouets de ses fantaisies : mais qu'ils ont choisi celui d'entr'eux qu'ils ont cru le plus juste pour les gouverner, le meilleur pour leur

servir de père, le plus humain pour compâtir à leurs infortunes & les soulager, le plus vaillant pour les défendre contre leurs ennemis ; le plus sage, afin de ne les point engager mal à propos dans des guerres destructives & ruineuses : enfin l'homme le plus propre à représenter le corps de l'Etat, & en qui la souveraine puissance pût servir d'appui aux lois & à la justice, & non de moyen pour commettre impunément les crimes & pour exercer la tyrannie.

Ce principe ainsi établi, les princes éviteroient constamment les deux écueils qui de tout temps ont causé la ruine des empires & bouleversé le monde, savoir l'ambition déméſurée, & la lâche négligence des affaires. Au lieu de projeter sans cesse des conquêtes, ces dieux de la terre ne travailleroient qu'à assurer le bonheur de leur peuple, ils emploîroient toute leur application à soulager les misérables & à rendre leur domination douce & salutaire ; il faudroit que leurs bienfaits fissent désirer d'être né leur sujet ; qu'il régnât une généreuse émulation entr'eux, à qui surpasseroit les autres en bonté & en clémence ; qu'ils sentissent que la vraie gloire des princes ne consiste point à opprimer leurs voisins, point à augmenter le nombre de leurs esclaves, mais à remplir les devoirs de leurs charges & à répondre en tout à l'intention de ceux qui les ont revêtus de leur pouvoir, & de qui ils tiennent la grandeur suprême.

Ces monarques devroient ſonger que l'ambition & la vaine gloire ſont des vices qu'on punit griévement chez les particuliers, & qu'on abhorre toujours dans un prince.

D'un autre côté les princes ayant ſans ceſſe leur devoir devant les yeux, ne négligeroient point leurs affaires, comme des occupations indignes de leur grandeur; ils ne commettroient point aveuglément le ſalut de leur peuple aux ſoins d'un miniſtre, qui peut être ſuborné, qui peut manquer de talens, & qui preſque toujours eſt moins intéreſſé que le maître au bien public. Les princes veilleroient eux-mêmes ſur les démarches de leurs voiſins; ils auroient une attention extrême à pénétrer leurs projets, & à prévenir leurs entrepriſes: ils ſe précautionneroient par de bonnes alliances contre la politique de ces eſprits remuans qui ne ceſſent d'envahir, & qui ſemblables au cancer rongent & conſument tout ce qu'ils touchent. La prudence reſſerreroit les liens d'amitié & les alliances que formeroient de pareils princes; la ſageſſe ſeroit leur conſeil & feroit avorter les deſſeins de leurs ennemis; ils préféreroient un travail aſſidu & qui auroit toujours pour but l'utilité publique, à la vie fainéante & voluptueuſe des cours.

En un mot, c'eſt un opprobre & une ignominie de perdre ſes Etats: & c'eſt une injuſtice & une rapacité criminelle de conquérir ceux ſur leſquels on n'a aucun droit légitime.

E S S A I

SUR

LES FORMES DE GOUVERNEMENT,

ET SUR

LES DEVOIRS DES SOUVERAINS.

Lettre de la propre main du Roi, par laquelle en 1781 il envoya au Ministre d'Etat de Hertzberg son petit Livre sur les Formes du Gouvernement & sur les Devoirs des Souverains.

Voici quelques réflexions sur le gouvernement, que je vous confie ; elles ont été imprimées dans ma maison ; elles ne sont pas faites pour le public, & resteront entre vos mains. Je suis, &c.

FREDERIC.

Réponse du Ministre d'Etat de Hertzberg au Roi.

SIRE,

Votre Majesté m'a donné, à ma plus respectueuse reconnoissance, une marque très-précieuse de sa bienveillance, en me confiant ses réflexions sur les formes du gouvernement & sur les devoirs des souverains. Cet excellent livret ne sortira pas de mes mains selon ses gracieux ordres, quoiqu'il mérite d'être le manuel de tous les souverains, & qu'il ne laissera pas de l'être un jour. Ils y trouveroient un idéal, auquel il leur paroîtra difficile d'atteindre, mais dont Votre Majesté a pourtant donné un exemple au dessus de toute exception. Elle a donné en même temps par son règne une preuve

décisive en faveur du gouvernement monarchique, & ce sera bientôt la forme de gouvernement favorite de la plupart des nations, depuis que V. M. a inspiré aux Monarques ses contemporains le goût de gouverner par eux-mêmes, & de marcher sur ses traces à l'immortalité.

J'ai toujours été porté en mon particulier pour la monarchie, & je suis très-persuadé que les sujets & les particuliers peuvent y exercer des vertus patriotiques avec plus d'effet réel, quoique avec moins d'éclat, que dans d'autres formes de gouvernement. Je regarderai constamment comme mon plus grand bonheur, d'être né & d'avoir vécu sous le règne de V. M., & je ne cesserai d'être jusqu'au dernier moment de mon existence avec le plus respectueux dévouement,

SIRE, de Votre Majesté
le plus humble, plus obéissant &
plus soumis serviteur,

Berlin, le 26 Janvier
1781.

HERTZBERG.

ESSAI

SUR LES

FORMES DE GOUVERNEMENT.

NOUS trouvons, en remontant à l'antiquité la plus reculée, que les peuples dont la connoiſſance nous eſt parvenue, menoient une vie paſtorale, & ne formoient point de corps de ſociété : ce que la Genèſe rapporte de l'hiſtoire des patriarches, en eſt un témoignage ſuffiſant. Avant le petit peuple juif, les Egyptiens devoient être de même diſperſés dans ces contrées que le Nil ne ſubmergeoit pas ; & ſans doute il s'eſt écoulé bien des ſiècles avant que ce fleuve dompté permît aux régnicoles de ſe raſſembler par bourgades. Nous apprenons par l'hiſtoire grecque le nom des fondateurs des villes, & celui des légiſlateurs qui les premiers les raſſemblèrent en corps : cette nation fut long-temps ſauvage, comme le furent tous les habitans de notre globe. Si les annales des Etruſques, des Samnites, des Sabins, &c. nous étoient parvenues, nous apprendrions aſſurément que ces peuples vivoient iſolés par familles, avant de s'être raſſemblés & réunis. Les Gaulois formoient déjà des aſſociations du temps que Jules-Céſar les dompta. Mais il paroît

que la Grande Bretagne n'étoit pas perfectionnée à ce point, lorſque ce conquérant y paſſa pour la première fois avec les troupes romaines. Du temps de ce grand homme les Germains ne pouvoient ſe comparer qu'aux Iroquois, aux Algonquins, & pareilles nations ſauvages ; ils ne vivoient que de la chaſſe, de la pêche, & du lait de leurs troupeaux. Un Germain croyoit s'avilir en cultivant la terre ; il employoit à ces travaux les eſclaves qu'il avoit faits à la guerre : auſſi la forêt d'Hercynie couvroit-elle preſque entièrement cette vaſte étendue de pays qui compoſe maintenant l'Allemagne. La nation ne pouvoit pas être nombreuſe, faute de nourriture ſuffiſante ; & c'eſt là ſans doute la véritable cauſe de ces émigrations prodigieuſes des peuples du ſeptentrion, qui ſe précipitoient vers le midi, pour chercher des terres toutes défrichées & un climat moins rigoureux.

On eſt étonné quand on ſe repréſente le genre humain vivant ſi long-temps dans un état d'abrutiſſement & ſans former de ſociété ; & l'on recherche avidement quelle raiſon a pu le porter à ſe réunir en corps de peuple. Sans doute que les violences & les pillages d'autres hordes voiſines ont fait naître à ces peuplades iſoleés l'idée de ſe joindre à d'autres familles, pour aſſurer leurs poſſeſſions par leur mutuelle défenſe. De là ſont nées les lois, qui enſeignent aux ſociétés à préférer l'intérêt général au bien particulier. Dès-lors perſonne, ſans craindre de châtiment, n'oſa s'emparer du bien d'autrui ;

personne n'osa attenter sur la vie de son voisin ; il fallut respecter sa femme & ses biens comme des objets sacrés : & si la société entière se trouvoit attaquée, chacun devoit accourir pour la sauver. Cette grande vérité, qu'il faut agir envers les autres comme nous voudrions qu'ils se comportassent envers nous, devient le principe des lois, & du pacte social ; de là naît l'amour de la patrie, envisagée comme l'asile de notre bonheur. Mais comme ces lois ne pouvoient ni se maintenir ni s'exécuter sans un surveillant qui s'en occupât sans cesse, ce fut l'origine des magistrats que le peuple élut & auxquels il se soumit. Qu'on s'imprime bien que la conservation des lois fut l'unique raison qui engagea les hommes à se donner des supérieurs, puisque c'est la vraie origine de la souveraineté. Ce magistrat étoit le premier serviteur de l'Etat. Quand ces sociétés naissantes avoient à craindre de la part de leurs voisins, le magistrat armoit le peuple, & voloit à la défense des citoyens.

Cet instinct général des hommes qui les anime à se procurer le plus grand bonheur possible, donna lieu à la formation des différens genres de gouvernement. Les uns crurent qu'en s'abandonnant à la conduite de quelques sages, ils trouveroient ce bonheur ; de là le gouvernement aristocratique ; d'autres préférèrent l'oligarchie : Athènes & la plupart des républiques grecques choisirent la démocratie. La Perse & l'Orient plioient sous le despotisme. Les Romains eurent quelque temps des rois ; mais

las des violences des Tarquins, ils tournèrent la forme de leur gouvernement en ariſtocratie. Bientôt fatigué de la dureté des patriciens, qui l'opprimoient par des uſures, le peuple s'en ſépara, & ne retourna à Rome qu'après que le ſénat eut autoriſé les tribuns que ce peuple avoit élus pour le ſoutenir contre la violence des grands; depuis il devint preſque le dépoſitaire de l'autorité ſuprême. On appeloit tyrans ceux qui s'emparoient avec violence du gouvernement, & qui ne ſuivant que leurs paſſions & leurs caprices pour guides, renverſoient les lois, & les principes fondamentaux que la ſociété avoit établis pour ſa conſervation.

Mais quelque ſages que fuſſent les légiſlateurs, & les premiers qui raſſemblèrent le peuple en corps, quelque bonnes que fuſſent leurs inſtitutions, il ne s'eſt trouvé aucun de ces gouvernemens qui ſe ſoit ſoutenu dans toute ſon intégrité. Pourquoi? Parce que les hommes ſont imparfaits, & que leurs ouvrages le ſont par conſéquent; parce que les citoyens, pouſſés par des paſſions, ſe laiſſent aveugler par l'intérêt particulier, qui toujours bouleverſe l'intérêt général; enfin parce que rien n'eſt ſtable dans ce monde. Dans les ariſtocraties, l'abus que les premiers membres de l'Etat font de leur autorité, eſt pour l'ordinaire cauſe des révolutions qui s'enſuivent. La démocratie des Romains fut bouleverſée par le peuple même; la maſſe aveuglée de ces plébéïens ſe laiſſa corrompre par des citoyens ambitieux, qui enſuite les aſſervirent, & les privèrent

de leur liberté. C'eſt le ſort auquel l'Angleterre doit s'attendre, ſi la chambre baſſe ne préfère pas les véritables intérêts de la nation à cette corruption infame qui l'avilit. Quant au gouvernement monarchique, on en a vu bien des eſpèces différentes. L'ancien gouvernement féodal, qui étoit preſque général en Europe il y a quelques ſiècles, s'étoit établi par les conquêtes des barbares. Le général qui menoit une horde, ſe rendoit ſouverain du pays conquis, & il partageoit les provinces entre ſes principaux officiers: ceux-là à la vérité étoient ſoumis au ſuzerain, & lui fourniſſoient des troupes s'il en demandoit: mais comme quelques-uns de ces vaſſaux devinrent auſſi puiſſans que leur chef, cela formoit des Etats dans l'Etat. C'étoit une ſource de guerres civiles, dont réſultoit le malheur de la ſociété générale. En Allemagne ces vaſſaux ſont devenus indépendans; ils ont été opprimés en France, en Angleterre, & en Eſpagne. La ſeule image qui nous reſte de cet abominable gouvernement, ſubſiſte encore dans la république de Pologne. En Turquie le ſouverain eſt deſpotique, il peut commettre impunément les cruautés les plus révoltantes; mais auſſi lui arrive-t-il ſouvent, par une viciſſitude commune chez les nations barbares, ou par une juſte rétribution, qu'il eſt étranglé à ſon tour. Pour le gouvernement vraiment monarchique, il eſt le pire ou le meilleur de tous, ſelon qu'il eſt adminiſtré.

Nous avons remarqué que les citoyens n'ont accordé la prééminence à un de leurs semblables, qu'en faveur des services qu'ils attendoient de lui : ces services consistent à maintenir les lois, à faire exactement observer la justice, à s'opposer de toutes ses forces à la corruption des mœurs, à défendre l'Etat contre ses ennemis. Le magistrat doit avoir l'œil sur la culture des terres ; il doit procurer l'abondance des vivres à la société, encourager l'industrie & le commerce : il est comme une sentinelle permanente qui doit veiller sur les voisins & sur la conduite des ennemis de l'Etat. On demande que sa prévoyance & sa prudence forment à temps les liaisons, & choisissent les alliés les plus convenables aux intérêts de son association. On voit par ce court exposé quel détail de connoissances chacun de ces articles exige en particulier. Il faut joindre à cela une étude approfondie du local du pays que le magistrat doit gouverner, & bien connoître le génie de la nation ; parce qu'en péchant par ignorance, le souverain se rend aussi coupable que par les péchés qu'il auroit commis par malice : les uns sont des défauts de paresse, les autres des vices du cœur ; mais le mal qui en résulte est le même pour la société.

Les princes, les souverains, les rois ne sont donc pas revêtus de l'autorité suprême, pour se plonger impunément dans la débauche & dans le luxe : ils ne sont pas élevés sur leurs concitoyens, pour que leur orgueil se pavanant dans la représentation,

insulte avec mépris à la simplicité des mœurs, à la pauvreté, à la misère : ils ne sont point à la tête de l'Etat, pour entretenir auprès de leurs personnes un tas de fainéans dont l'oisiveté & l'inutilité engendrent tous les vices. La mauvaise administration du gouvernement monarchique provient de bien des causes différentes, qui ont leur source dans le caractère du souverain. Ainsi un prince adonné aux femmes se laissera gouverner par ses maîtresses & par ses favoris, lesquels abusant du pouvoir qu'ils ont sur son esprit, se serviront de cet ascendant pour commettre des injustices, protéger des gens perdus de mœurs, vendre des charges, & autres infamies pareilles. Si le prince, par fainéantise, abandonne le gouvernail de l'Etat en des mains mercenaires, je veux dire à ses ministres : alors l'un tire à droite, l'autre à gauche, personne ne travaille sur un plan général, chaque ministre renverse ce qu'il a trouvé établi, quelque bonne que soit la chose, pour devenir créateur de nouveautés, & pour réaliser ses fantaisies, souvent au détriment du bien public : d'autres ministres qui remplacent ceux-là, se hâtent de bouleverser à leur tour ces arrangemens, avec aussi peu de solidité que leurs prédécesseurs, satisfaits de passer pour inventeurs. Ainsi cette suite de changemens & de variations ne donne pas aux projets le temps de pousser racine. De là naissent la confusion, le désordre, & tous les vices d'une mauvaise administration Les prévaricateurs ont une excuse toute

prête : ils couvrent leur turpitude par ces changemens perpétuels ; & comme ces sortes de ministres se contentent de ce que personne ne recherche leur conduite, ils se gardent bien d'en donner l'exemple en sévissant contre leurs subalternes. Les hommes s'attachent à ce qui leur appartient : l'Etat n'appartient pas à ces ministres ; ils n'ont donc pas son bien véritablement à cœur, toute s'exécute avec nonchalance, & avec une espèce d'indifférence stoïque, d'où résulte le dépérissement de la justice, des finances, & du militaire. De monarchique qu'il étoit, ce gouvernement dégénère en une véritable aristocratie, où les ministres & les généraux dirigent les affaires selon leur fantaisie : alors on ne connoît plus de système général ; chacun suit ses idées particulières, & le point central, le point d'unité est perdu. Comme tous les ressorts d'une montre conspirent au même but, qui est celui de mesurer le temps, les ressorts du gouvernement devroient être montés de même, pour que toutes les différentes parties de l'administration concourussent également au plus grand bien de l'Etat, objet important qu'on ne doit jamais perdre de vue. D'ailleurs, l'intérêt personnel des ministres & des généraux fait pour l'ordinaire qu'ils se contrecarrent en tout, & que quelquefois ils empêchent l'exécution des meilleures choses, parce que ce ne sont pas eux qui les ont proposées. Mais le mal arrive à son comble, si des ames perverses parviennent à persuader au souverain que ses intérêts sont différens

de ceux de ses sujets : alors le souverain devient l'ennemi de ses peuples sans savoir pourquoi ; il devient dur, sévère, inhumain par mal-entendu ; car le principe dont il part étant faux, les conséquences le doivent être nécessairement. Le souverain est attaché par des liens indissolubles au corps de l'Etat : par conséquent il ressent par répercussion tous les maux qui affligent ses sujets ; & la société souffre également des malheurs qui touchent son souverain. Il n'y a qu'un bien, qui est celui de l'Etat en général. Si le prince perd des provinces, il n'est plus en état comme par le passé d'assister ses sujets : si le malheur l'a forcé de contracter des dettes, c'est aux pauvres citoyens à les acquitter : en revanche, si le peuple est peu nombreux, s'il croupit dans la misère, le souverain est privé de toute ressource. Ce sont des vérités si incontestables, qu'il n'est pas besoin d'appuyer davantage là-dessus.

Je le répète donc, le souverain représente l'Etat : lui & ses peuples ne forment qu'un corps, qui ne peut être heureux qu'autant la concorde les unit. Le prince est à la société qu'il gouverne, ce que la tête est au corps : il doit voir, penser, & agir pour toute la communauté, afin de lui procurer tous les avantages dont elle est susceptible. Si l'on veut que le gouvernement monarchique l'emporte sur le républicain, l'arrêt du souverain est prononcé ; il doit être actif & intègre, & rassembler toutes ses forces pour fournir la carrière qui lui

eſt ouverte. Voici l'idée que je me fais de ſes devoirs.

Il doit ſe procurer une connoiſſance exacte & détaillée de la force & de la foibleſſe de ſon pays, tant pour les reſſources pécuniaires, que pour la population, les finances, le commerce, les lois, & le génie de la nation qu'il doit gouverner. Les lois, ſi elles ſont bonnes, doivent être exprimées clairement, afin que la chicane ne puiſſe pas les tourner à ſon gré, pour en éluder l'eſprit, & décider de la fortune des particuliers arbitrairement & ſans règle : la procédure doit être auſſi courte qu'il eſt poſſible, afin d'empêcher la ruine des plaideurs, qui conſumeroient en faux frais ce qui leur eſt dû juſtement & de bon droit. Cette partie du gouvernement ne ſauroit être aſſez ſurveillée, pour mettre toutes les barrières poſſibles à l'avidité des juges & des avocats. On retient tout le monde dans ſon devoir par des viſites qui ſe font de temps à autre dans les provinces ; quiconque ſe croit léſé, oſe porter ſes plaintes à la commiſſion, & les prévaricateurs doivent être ſévèrement punis ; il eſt peut-être ſuperflu d'ajouter que les peines ne doivent jamais paſſer le délit, que la violence ne doit jamais être employée au lieu des lois, & qu'il vaut mieux qu'un ſouverain ſoit trop indulgent, que trop ſévère. Comme tout particulier qui n'agit pas par principes, a une conduite inconſéquente, il importe encore plus qu'un magiſtrat qui veille au bien des peuples, agiſſe d'après un ſyſtème

arrêté de politique, de guerre, de finance, de commerce, & de lois. Par exemple, un peuple doux ne doit point avoir des lois févères, mais des lois adaptées à fon caractère. La bafe de ces fyftèmes doit toujours être relative au plus grand bien de la fociété ; les principes doivent être adaptés à la fituation du pays, à fes anciens ufages (s'ils font bons), au génie de la nation. Par exemple, en politique c'eft un fait connu que les alliés les plus naturels, & par conféquent les meilleurs, font ceux dont les intérêts concourent avec les nôtres, & qui ne font pas fi proches voifins, qu'on puiffe être engagé dans quelque difcuffion d'intérêt avec eux. Quelquefois des événemens bizarres donnent lieu à des combinaifons extraordinaires. Nous avons vu, de nos jours, des nations de tout temps rivales, & même ennemies, marcher fous les mêmes bannières ; mais ce font des cas qui arrivent rarement, & qui ne ferviront jamais d'exemples. Ces fortes de liaifons ne peuvent être que momentanées, au lieu que le genre des autres, contractées par un intérêt commun, peut feul être durable. Dans la fituation où l'Europe eft de nos jours, où tous les princes font armés, parmi lefquels il s'élève des puiffances prépondérantes, en état d'écrafer les foibles, la prudence exige qu'on s'allie avec d'autres puiffances, foit pour s'affurer des fecours en cas d'attaque, foit pour réprimer les projets dangereux de fes ennemis, foit pour foutenir, à l'aide de ces alliés, de juftes prétentions contre ceux qui vou-

droient s'y oppofer. Mais ceci ne fuffit pas : il faut avoir chez fes voifins, furtout chez fes ennemis, des oreilles & des yeux ouverts qui rapportent fidellement ce qu'ils ont vu & entendu. Les hommes font méchans ; il faut fe garder furtout d'être furpris, parce que tout ce qui furprend effraie & décontenance, ce qui n'arrive jamais quand on eft préparé, quelque fâcheux que foit l'événement auquel on doit s'attendre. La politique européenne eft fi fallacieufe, que le plus avifé peut devenir dupe, s'il n'eft pas toujours alerte & fur fes gardes.

Le fyftème militaire doit être également affis fur de bons principes, qui foient fûrs, & reconnus par l'expérience. On doit connoître le génie de la nation, de quoi elle eft capable, & jufqu'où l'on ofe rifquer fes entreprifes en la menant à l'ennemi. Dans nos temps il nous eft interdit d'employer à la guerre les ufages des Grecs & des Romains. La découverte de la poudre à canon a changé entièrement la façon de faire la guerre. Maintenant c'eft la fupériorité du feu qui décide de la victoire : les exercices, les réglemens, & la tactique ont été refondus, pour les conformer à cet ufage ; & récemment, l'abus énorme des nombreufes artilleries qui appefantiffent les armées, nous force également d'adopter cette mode, tant pour nous foutenir dans nos poftes, que pour attaquer l'ennemi dans ceux qu'il occupe, au cas que d'importantes raifons l'exigent. Tant de raffinemens

nouveaux

nouveaux ont donc si fort changé l'art de la guerre, que ce seroit de nos jours une témérité impardonnable à un général, en imitant les Turenne, les Condé, les Luxembourg, de risquer une bataille en suivant les dispositions que ces grands généraux ont faites de leur temps. Alors les victoires se remportoient par la valeur & par la force : maintenant l'artillerie décide de tout, & l'habileté du général consiste à faire approcher ses troupes de l'ennemi, sans qu'elles soient détruites avant de commencer à l'attaquer. Pour se procurer cet avantage, il faut qu'il fasse taire le feu de l'ennemi par la supériorité de celui qu'il lui oppose. Mais ce qui restera éternellement stable dans l'art militaire, c'est la *castramétrie*, ou l'art de tirer le plus grand parti possible d'un terrain pour son avantage. Si de nouvelles découvertes se ont encore, ce sera une nécessité que les généraux de ces temps-là se prêtent à ces nouveautés, & changent à notre tactique ce qui exige correction. Il est des Etats qui par leur local, & par leur constitution, doivent être des puissances maritimes ; telles sont l'Angleterre, la Hollande, la France, l'Espagne, le Danemarck : ils sont environnés de la mer, & les colonies éloignées qu'ils possèdent, les obligent d'avoir des vaisseaux pour entretenir la communication & le commerce entre la mère-patrie & ces membres détachés. Il est d'autres Etats, comme l'Autriche, la Pologne, la Prusse, & même la Russie, dont les uns pourroient se passer de marine, & les autres commettroient

une faute impardonnable en politique s'ils divisoient leurs forces, en voulant employer sur mer des troupes dont ils ont un besoin indispensable sur terre. Le nombre des troupes qu'un Etat entretient, doit être en proportion des troupes qu'ont ses ennemis ; il faut qu'il se trouve en même force, ou le plus foible risque de succomber. On objectera peut-être que le prince doit compter sur les secours de ses alliés. Cela seroit bon, si les alliés étoient tels qu'ils devroient être ; mais leur zèle n'est que tiédeur, & l'on se trompe à coup sûr, si l'on compte sur d'autres que sur soi-même. Si la situation des frontières permet de les défendre par des forteresses, il ne faut rien négliger pour en construire, & ne rien épargner pour les perfectionner. La France en a donné l'exemple, & elle en a senti l'avantage en différentes occasions.

Mais, ni la politique, ni le militaire ne peuvent prospérer, si les finances ne sont pas entretenues dans le plus grand ordre, & si le prince lui-même n'est économe & prudent. L'argent est comme la baguette des enchanteurs, par le moyen de laquelle ils opéroient des miracles. Les grandes vues politiques, l'entretien du militaire, les meilleures intentions pour le soulagement des peuples, tout cela demeure engourdi, si l'argent ne le vivifie. L'économie du souverain est d'autant plus utile pour le bien public, que s'il ne se trouve pas avoir des fonds suffisans en réserve, soit pour fournir aux frais de la guerre sans charger ses peuples d'impôts

extraordinaires, soit pour secourir les citoyens dans des calamités publiques, toutes ces charges tombent sur les sujets, qui se trouvent sans ressource dans des temps malheureux, où ils ont si grand besoin d'assistance. Aucun gouvernement ne peut se passer d'impôts ; soit républicain, soit monarchique, il en a un égal besoin. Il faut bien que le magistrat, chargé de toute la besogne publique, ait de quoi vivre ; que les juges soient payés, pour les empêcher de prévariquer ; que le soldat soit entretenu, afin qu'il ne commette point de violence, faute d'avoir de quoi subsister ; il faut de même que les personnes préposées au maniement des finances soient assez bien payées pour que le besoin ne les oblige pas d'administrer infidellement les deniers publics. Ces différentes dépenses demandent des sommes considérables ; ajoutez-y encore quelque argent mis annuellement de côté pour les cas extraordinaires. Voilà cependant ce qui doit être nécessairement pris sur le peuple. Le grand art consiste à lever ces fonds sans fouler les citoyens. Pour que les taxes soient égales & non arbitraires, l'on fait des cadastres, qui, s'ils sont classés avec exactitude, proportionnent les charges selon les moyens des individus ; cela est si nécessaire, que ce seroit une faute impardonnable en finance, si les impôts mal-adroitement répartis dégoûtoient le cultivateur de ses travaux ; il doit, ayant acquitté ses droits, pouvoir encore vivre avec une certaine aisance lui & sa famille. Bien loin d'opprimer les

pères nourriciers de l'Etat, il faut les encourager à bien cultiver leurs terres ; c'eſt dans cette culture que conſiſte la véritable richeſſe du pays. La terre fournit les comeſtibles les plus néceſſaires, & ceux qui la travaillent, ſont, comme nous l'avons déjà dit, les vrais pères nourriciers de la ſociété. On m'oppoſera peut-être que la Hollande ſubſiſte, ſans que ſes champs lui rapportent la centième partie de ce qu'elle conſomme. Je réponds à cette objection que c'eſt un petit Etat, chez lequel le commerce ſupplée à l'agriculture ; mais plus un gouvernement eſt vaſte, plus l'économie rurale a beſoin d'être encouragée. Une autre eſpèce d'impôts qu'on lève ſur les villes, ce ſont les acciſes : elles veulent être maniées avec des mains adroites, pour ne point charger les comeſtibles les plus néceſſaires à la vie, comme le pain, la petite bière, la viande, &c. ; ce qui retomberoit ſur les ſoldats, ſur les ouvriers, & ſur les artiſans ; d'où il s'enſuivroit, pour le malheur du peuple, que la main-d'œuvre rehaufferoit de prix ; par conſéquent les marchandiſes deviendroient ſi chères, qu'on en perdroit le débit étranger. C'eſt ce qui arrive maintenant en Hollande & en Angleterre. Ces deux nations ayant contracté des dettes immenſes dans les dernières guerres, ont créé de nouveaux impôts pour en payer les intérêts ; mais comme leur mal-adreſſe en a chargé la main-d'œuvre, ils ont preſque écraſé leurs manufactures. De là la cherté en Hollande étant augmentée, ces républicains font fabriquer

leurs draps à Verviers & à Liége, & l'Angleterre a perdu un débit confidérable de fes laines en Allemagne. Pour obvier à ces abus, le fouverain doit fouvent fe fouvenir de l'état du pauvre peuple, fe mettre à la place d'un payfan & d'un manufacturier, & fe dire alors : fi j'étois né dans la claffe de ces citoyens dont les bras font le capital, que défirerois-je du fouverain ? Ce que le bon fens alors lui indiquera, fon devoir eft de le mettre en pratique. Il fe trouve des provinces, dans la plupart des Etats de l'Europe, où les payfans attachés à la glèbe font ferfs de leurs gentilshommes : c'eft de toutes les conditions la plus malheureufe & qui révolte le plus l'humanité. Affurément aucun homme n'eft né pour être l'efclave de fon femblable : on détefte avec raifon un pareil abus, & l'on croit qu'il ne faudroit que vouloir pour abolir cette coutume barbare ; mais il n'en eft pas ainfi, elle tient à d'anciens contrats faits entre les poffeffeurs des terres & les colons. L'agriculture eft arrangée en conféquence des fervices des payfans : en voulant abolir tout d'un coup cette abominable geftion, on bouleverferoit entièrement l'économie des terres, & il faudroit en partie indemnifer la nobleffe des pertes qu'elle fouffriroit en fes revenus.

Enfuite s'offre l'article des manufactures & du commerce, non moins important. Pour qu'un pays fe conferve dans une fituation floriffante, il eft de toute néceffité que la balance du commerce lui foit avantageufe : s'il paye plus pour les importations qu'il ne gagne par les exportations, il faut néceffairement

qu'il s'appauvriffe d'année en année. Qu'on fe figure une bourfe où il y a cent ducats : tirez-en journellement un, & n'y remettez rien, vous conviendrez qu'au bout de cent jours la bourfe fera vide. Voici les moyens d'obvier à cette perte : faire manufacturer toutes les premières matières qu'on poffède, faire travailler les matières étrangères, pour y gagner la main-d'œuvre, & travailler à bon marché, pour fe procurer le débit étranger. Quant au commerce, il roule fur trois points : fur le fuperflu de vos denrées que vous exportez ; fur celles de vos voifins qui vous enrichiffent en les vendant ; & fur les marchandifes étrangères que vos befoins exigent & que vous importez. C'eft fur ces productions que nous venons d'indiquer, que doit fe régler le commerce d'un Etat ; voilà de quoi il eft fufceptible par la nature des chofes. L'Angleterre, la Hollande, la France, l'Efpagne, le Portugal ont des poffeffions aux deux Indes, & des reffources plus étendues pour leur marine marchande que les autres royaumes : profiter des avantages qu'on a, & ne rien entreprendre au delà de fes forces, c'eft le confeil de la fageffe.

Il nous refte à parler des moyens les plus propres pour maintenir invariablement l'abondance des vivres dont la fociété a un befoin indifpenfable pour demeurer floriffante. Le premier eft d'avoir foin que les terres foient bien cultivées ; de défricher tous les terrains qui font capables de rapport ; d'augmenter les troupeaux, pour gagner d'autant plus de lait, de beurre, de fromage, & d'engrais ; d'avoir enfuite un

relevé exact de la quantité des différentes espèces de grains gagnés dans de bonnes, dans de médiocres, & dans de mauvaises années ; d'en décompter la consommation ; & par ce résultat de s'instruire de ce qu'il y a de superflu, dont l'exportation doit être permise ; ou de ce qui manque à la consommation, & que le besoin demande qu'on se procure. Tout souverain attaché au bien public est obligé de se pourvoir de magasins abondamment fournis, pour suppléer à la mauvaise récolte & pour prévenir la famine. Nous avons vu en Allemagne, dans les mauvaises années de 1771 & de 1772, les malheurs que la Saxe & les provinces de l'Empire ont soufferts, parce que cette précaution si utile avoit été négligée. Le peuple broyoit l'écorce des chênes, qui lui servoit d'aliment : cette misérable nourriture accéléra sa mort ; nombre de familles périrent sans secours, c'étoit une désolation universelle ; d'autres pâles, blêmes, & décharnés, s'expatrièrent pour chercher des secours ailleurs ; leur vue excitoit la compassion, un cœur d'airain y auroit été sensible. Quels reproches leurs magistrats ne devoient-ils pas se faire, d'être les spectateurs de ces calamités, sans y pouvoir porter de remède ?

Nous passons maintenant à un autre article, aussi intéressant peut-être. Il est peu de pays où les citoyens ayent les mêmes opinions sur la religion ; elles diffèrent souvent entièrement ; il en est qu'on appelle sectes : la question s'élève alors, faut-il que tous les citoyens pensent de même ? ou peut-on permettre à

chacun de penser à sa guise? De sombres politiques vous diront : tout le monde doit être de la même opinion, pour que rien ne divise les citoyens ; le théologien ajoute : quiconque ne pense pas comme moi, est damné, & il ne convient pas que mon souverain soit un roi de damnés : il faut donc les détruire dans ce monde pour qu'ils prospèrent d'autant mieux dans l'autre. On répond à cela que jamais société ne pensera de même ; que chez les nations chrétiennes la plupart sont anthropomorphites ; que chez les catholiques le grand nombre est idolâtre, parce qu'on ne me persuadera jamais qu'un manan sache distinguer le culte de *latrie* & d'*hyperdulie* ; il adore de bonne foi l'image qu'il invoque. Voilà donc nombre d'hérétiques dans toutes les sectes chrétiennes : de plus, chacun croit ce qui lui paroît vraisemblable. On peut contraindre un pauvre misérable à prononcer un certain formulaire, auquel il refuse son consentement intérieur ; ainsi le persécuteur n'a rien gagné. Mais si l'on remonte à l'origine de la société, il est tout à fait évident que le souverain n'a aucun droit sur la façon de penser des citoyens. Ne faudroit-il pas être en démence pour se figurer que des hommes ont dit à un homme leur semblable : nous vous élevons au dessus de nous, parce que nous aimons l'esclavage, & nous vous donnons la puissance de diriger nos pensées à votre volonté ? Ils ont dit au contraire : nous avons besoin de vous pour maintenir les lois auxquelles nous voulons obéir, pour nous gouverner sagement, pour nous défendre ; du reste, nous exi-

geons de vous que vous refpectiez notre liberté. Voilà la fentence prononcée, elle eft fans appel, & même cette tolérance eft fi avantageufe aux fociétés où elle eft établie, qu'elle fait le bonheur de l'Etat. Dès que tout culte eft libre, tout le monde eft tran quille ; au lieu que la perfécution a donné lieu aux guerres civiles les plus fanglantes, les plus longues, & les plus deftructives. Le moindre mal qu'attire la perfécution, eft de faire émigrer les perfécutés : dans certaines provinces de France la population a fouffert & fe reffent encore de la révocation de l'édit de Nantes.

Ce font là en général les devoirs qu'un prince doit remplir : afin qu'il ne s'en écarte jamais, il doit fe rappeler fouvent qu'il eft homme ainfi que le moindre de fes fujets : s'il eft le premier juge, le premier général, le premier financier, le premier miniftre de la fociété, ce n'eft pas pour qu'il repréfente, mais afin qu'il rempliffe les devoirs que ces noms lui im pofent. Il n'eft que le premier ferviteur de l'Etat, obligé d'agir avec probité, avec fageffe, & avec un entier défintéreffement, comme fi à chaque moment il devoit rendre compte de fon adminiftration à fes citoyens. Ainfi il eft coupable s'il prodigue l'argent du peuple, le produit des impôts, en luxe, en fafte, en débauches ; lui qui doit veiller aux bonnes mœurs, les gardiennes des lois ; qui doit perfectionner l'éducation nationale, & non la pervertir par de mauvais exemples. C'eft un objet des plus importans que la confervation des bonnes mœurs dans leur intégrité : le fouverain peut y contribuer beaucoup en diftin-

guant & récompenſant les citoyens qui ont fait des actions vertueuſes, en témoignant du mépris pour ceux dont la dépravation ne rougit plus de ſes déréglemens. Le prince doit déſapprouver hautement toute action déſhonnête ; & refuſer des diſtinctions à ceux qui ſont incorrigibles. Il eſt encore un objet intéreſſant qu'il ne faut pas perdre de vue, & qui, s'il étoit négligé, porteroit un préjudice irréparable aux bonnes mœurs ; c'eſt quand le prince diſtingue trop des perſonnes qui, ſans mérite, poſsèdent de grandes richeſſes. Ces honneurs prodigués mal-à-propos confirment le public dans le préjugé vulgaire, qu'il ſuffit d'avoir du bien pour être conſidéré. Dès-lors l'intérêt & la cupidité ſecouent le frein qui les retenoit ; chacun veut accumuler des richeſſes ; on emploie les voies les plus iniques pour les acquérir ; la corruption gagne, elle s'enracine, elle devient générale ; les hommes à talens, les hommes vertueux ſont mépriſés, & le public n'honore que ces bâtards de Midas dont la grande dépenſe & le faſte l'éblouiſſent. Pour empêcher que les mœurs nationales ne ſe pervertiſſent juſqu'à cet horrible excès, le prince doit être ſans ceſſe attentif à ne diſtinguer que le mérite perſonnel, & à ne témoigner que du mépris pour l'opulence ſans mœurs & ſans vertus. Au reſte, comme le ſouverain eſt proprement le chef d'une famille de citoyens, le père de ſes peuples, dans toutes les occaſions il doit ſervir de dernier refuge aux malheureux, tenir lieu de père aux orphelins, ſecourir les veuves, avoir des entrailles pour le dernier

miſérable comme pour le premier courtiſan, & répandre des libéralités ſur ceux qui privés de tout ſecours, ne peuvent trouver d'aſſiſtance que dans ſes bienfaits.

Voilà, ſelon les principes que nous avons établis au commencement de cet Eſſai, l'idée exacte qu'on doit ſe former des devoirs d'un ſouverain, & de la ſeule manière qui peut rendre bon & avantageux le gouvernement monarchique. Si bien des princes ont une conduite différente, il faut l'attribuer à ce qu'ils ont peu réfléchi ſur leur inſtitution, & ſur les devoirs qui en dérivent. Ils ont porté une charge dont ils ont méconnu le poids & l'importance, ils ſe ſont fourvoyés faute de connoiſſances. Car dans nos temps l'ignorance fait commettre plus de fautes que la méchanceté. Cette eſquiſſe du ſouverain paroîtra peut-être aux cenſeurs l'archétype des Stoïciens, l'idée du ſage qu'ils avoient imaginé, qui n'exiſta jamais, & dont le ſeul Marc-Aurèle approcha le plus. Nous ſouhaitons que ce foible eſſai puiſſe former des Marc-Aurèles; ce ſeroit la plus belle récompenſe à laquelle nous puſſions nous attendre, & qui feroit en même temps le bien de l'humanité. Nous devons cependant ajouter à ceci, qu'un prince qui fourniroit la carrière laborieuſe que nous avons tracée, ne parviendroit pas à une perfection entière, parce qu'avec toute la bonne volonté poſſible, il pourroit ſe tromper dans le choix de ceux qu'il emploîroit à l'adminiſtration des affaires; parce qu'on pourroit lui repréſenter les choſes ſous un faux jour,

que ses ordres ne seroient pas exécutés ponctuellement, qu'on voileroit des iniquités de façon qu'elles ne parviendroient pas à sa connoissance, que des employés durs & entiers mettroient trop de rigueur & de hauteur dans leur gestion ; enfin, parce que dans un pays étendu le prince ne sauroit être partout. Tel est donc & sera le destin des choses d'ici-bas, que jamais on n'atteindra au degré de perfection qu'exige le bonheur des peuples, & qu'en fait de gouvernement, comme pour toute autre chose, il faudra se contenter de ce qui est le moins défectueux.

00100371

Digitized with financial assistance from the
Government of Maharashtra
on 25 June, 2016